SEP 15 1924

31e Année. N° 17. 1er Septembre 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Comte de **Sainte-Aulaire.**	*Souvenirs de mon Ambassade à Vienne*	5
M. **Tinayre** et **P. Régnier.**	*Cécile de Tormay*	43
Cécile de **Tormay**	*Le Livre proscrit.* — I	51
Arthur **Chuquet**	*L'Assassin d'Henri III*	75
Gabriele **d'Annunzio** . . .	*Phædre.* — II	88
Capitaine **René Andriot.**	*La genèse de la Bataille de l'Ourcq*	125
André **Beaunier**	*Les Folies amoureuses* (fin)	142
Dr **A.-F. Legendre**	Questions coloniales : *Problèmes d'Indo-Chine.*	183
Robert **de Traz**	Chronique européenne : *Les petits États* . . .	201
Henry **Bidou**	La Vie littéraire : *Parmi les Livres*	214
André **Chaumeix**	La Politique : *Cartel des Gauches et Conférence.*	228

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

On a signalé ici même le premier volume du grand ouvrage de M. **K. Waliszewski** sur le **Règne d'Alexandre Ier**. Le tome II, « la guerre patriotique et l'héritage de Napoléon », va de 1812 à 1816. Il s'ouvre sur le drame de l'invasion, qui prit la Russie au dépourvu et fit éclater l'incompréhension du tsar, bénéficiant uniquement des services du « général Hiver », et des fautes incroyables de Napoléon. A ces faits connus, l'historien ajoute des détails nouveaux : une étude de la participation de diverses classes russes à la résistance, l'intervention de madame de Staël à Moscou et à Pétersbourg, la mentalité de l'armée russe, le rôle sacrifié de Koutousov et de Rostopchine en face d'un tsar défaitiste et taxé d'ineptie et de lâcheté, les dessous de l'incendie mémorable de Moscou, déjà dévoilés à demi par le génie intuitif de Tolstoï, les péripéties des négociations sans issue pour la paix, les incidents de la retraite tragique des Français, Leipzig, la campagne de France, la popularité d'Alexandre en France, ses aspirations à un arbitrage supérieur qui mettent contre lui l'Angleterre, l'Autriche et la France, — la crise du mysticisme enfin avec madame de Krudener, les intrigues du Congrès de Vienne et le coup de foudre du retour de l'île d'Elbe qui interrompt les duperies et les combinaisons hybrides de la Sainte Alliance. Dès lors, après Waterloo, Alexandre jette le masque, prend part à la curée en France, devient le champion de l'absolutisme, inaugure en Pologne la politique de terreur, achemine la Russie vers l'absolutisme et l'impérialisme sans contrôle. Des chapitres curieux sont consacrés à l'évolution du problème religieux, qui se termine par le triomphe de l'intolérance, — à l'établissement d'un pouvoir analogue à celui des maires du palais, avec l'élévation du vice-empereur Araktcheiev, — à l'institution des colonies militaires, — à la faillite des espérances qu'avait fait concevoir un début de règne heureusement servi par le hasard. Dès lors, la fortune russe décline et le champ est préparé pour les expériences communistes. Alexandre, décrépit avant l'âge, s'isole de plus en plus, laissant sa femme vivre sa vie, et sa mère continuer les traditions protocolaires.

Au moment où la Grande-Bretagne après des négociations difficiles, coupées de feintes ruptures, avec l'Union panrusse des républiques soviétiques vient de signer un accord économique — où la question de la reprise des relations avec la Russie commence à devenir d'actualité en France même, on lira avec fruit le livre de M. **Ernest Lagarde** sur la **Reconnaissance du gouvernement des Soviets**. L'auteur traite de façon objective ce problème difficile. Il fait l'histoire des phases essentielles de la politique des Puissances à l'égard des Soviets et des véritables ressorts qui l'ont déterminé, — d'abord de la révolution d'octobre à l'armistice du 11 novembre 1918 ; puis lors de la tentative de réunir en une conférence à Prinkipo toutes les factions russes aux prises; pendant la lutte malheureuse des Alliés unis à Koltchak contre le bolchevisme, lors de la guerre polono-russe et tant que dura au sud de la Russie le gouvernement « blanc » du général Wrangel, cependant que, malgré la France, le problème de la reconnaissance se pose, et que des relations diplomatiques s'établissent entre la Russie et les états baltes; il montre les conséquences juridiques de l'attitude de la France sur le statut des Russes résidant sur son territoire, — les efforts de la Grande-Bretagne, de Lloyd George surtout, pour démontrer, à Cannes, à Gênes, à La Haye, que la condition du relèvement économique de l'Europe est la reconnaissance des Soviets; enfin, après avoir expliqué l'admission des Russes à la conférence de Lausanne et à la signature de la convention des détroits, il donne une vue d'ensemble de la situation diplomatique du gouvernement des Soviets au début de 1924, — reconnu *de jure* par la Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, l'Autriche, la Grèce et la Suède. Il conclut résolument à la nécessité pour la France de ne pas rester indéfiniment éloignée de notre ancienne alliée, moyennant un arrangement pratique et réalisable sur le service de la dette russe et l'indemnisation des propriétaires dépossédés.

Les curieux mémoires du **prince Windischgraetz** et les notes du **général von Cramon**, attaché allemand au grand quartier général austro-hongrois, avaient déjà donné de précieux renseignements sur la conduite des opérations en Autriche pendant la guerre et dévoilé les dessous de la politique austro-hongroise. Le **baron Charles de Werkmann** complète ces révélations en faisant le récit, dans **le Calvaire d'un Empereur**, des deux tentatives faites par l'empereur Charles pour remonter sur le trône de Hongrie. Secrétaire du souverain, chef de son cabinet militaire, son confident et son ami, le baron de Werckmann était bien placé pour raconter l'abdication, l'exil en Suisse, les intrigues, les deux essais de restauration, puis enfin le bannissement et la mort à Madère en 1922. Très durement il met en évidence le rôle ambigu joué par l'archiduc Joseph et son fils l'archiduc Albert, ainsi que par le régent de Hongrie, l'amiral Horthy. Son livre restera comme un important témoignage sur la fin du vieil empire des Habsbourg.

M. **Asquith**, l'ancien Premier ministre britannique, le chef actuel du parti libéral, s'est appliqué, dans la **Genèse de la guerre**, à mettre en lumière les buts et l'action de la politique britannique pendant les dix années qui ont précédé la guerre, c'est-à-dire à partir du moment où les libéraux, avec Sir Henry Campbell Bannermann, prirent le pouvoir en décembre 1905. Son livre est une justification de la politique libérale anglaise en ces années si graves, et, d'une façon plus générale, du bon fonctionnement et du rendement du régime parlementaire en temps de crise. Il contient un certain nombre de document inédits, et des indications importantes sur les opérations de la Commission de défense de l'Empire de 1905 à 1914, qui font bien comprendre les raisons des préparatifs militaires britanniques. Il réfute fort heureusement la thèse soutenue par Guillaume II, dans ses *Mémoires* parus en 1922, sur la politique d'encerclement. Ces notes sont écrites avec netteté et franchise et avec cette simplicité et cette objectivité apparente d'homme d'affaires, qui est le ton des hommes politiques d'outre-Manche.

On lira utilement, pour connaître les opinions américaines sur les négociations de Versailles, après le recueil de documents composé par le secrétaire du président Wilson Ray Stannard Baker, cette histoire de la Conférence de la paix publiée par le colonel House et le professeur Charles Seymour, et traduite en français sous ce titre : **Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919**. Elle reproduit les dix-huit conférences faites par les délégués américains, pendant l'hiver 1920-1921, à l'Académie de Musique de Philadelphie.

Signalons deux livres récents sur le monde jaune, qui passionne à si juste titre le public européen : l'un de **Claude Farrère : Mes voyages, la promenade d'Extrême-Orient**, une longue et pittoresque causerie du célèbre écrivain sur ses souvenirs d'Indochine, de Chine et du Japon; — l'autre, le **Japon d'aujourd'hui**, d'Albert Maybon, une enquête sur le mouvement des idées, sur les tentatives d'affranchissement intellectuel et social dans l'Empire du Soleil Levant.

L'*Encyclopédie française de haute culture*, cette si jolie et si pratique petite collection, d'une si agréable présentation typographique, et d'une si heureuse composition, comptait déjà une monographie des *monnaies grecques* de M. Ernest Babelon. Elle vient de s'enrichir d'un excellent manuel de M. **Adolphe Dieudonné** sur les **Monnaies françaises**. L'histoire des monnaies reflète les vicissitudes politiques de notre pays tout autant que son évolution artistique, — la vie de clan des Gaulois, la dispersion féodale, la volonté unificatrice des Capétiens et de leurs successeurs, persistante à travers les crises financières et les désastres de la guerre de Cent ans et des guerres de religion.

J. P.

Gen.
Terq.

SOUVENIRS

DE

MON AMBASSADE A VIENNE[1]

LA COUR DE VIENNE EN 1833

En descendant de voiture à Vienne (11 mai 1833), j'écrivis au prince de Metternich pour lui annoncer mon arrivée. Une heure après il me répondit un billet fort aimable, me donnant un rendez-vous pour le lendemain matin. Je me rendis chez lui à l'heure indiquée et fus reçu avec le plus obligeant empressement.

Ma liaison avec M. de Metternich datait de plus de trente années. Je l'avais connu en 1800, à Paris, chez madame de Caumont, qui, par amitié pour lui et pour moi, avait mis du soin à nous rapprocher. Il était alors un fort agréable jeune homme, peut-être avec une nuance de pédantisme, nuance qui s'effaça à mesure que sa position devint plus élevée et son importance plus grande dans le monde. Après le mariage

1. Voir les livraisons de la *Revue de Paris* du 15 avril et du 15 mai 1924.

La précédente livraison évoquait l'ambassade du comte de Sainte-Aulaire à Rome. Nous commençons aujourd'hui la publication des mémoires relatifs à son ambassade à Vienne, mémoires dont nous devons la communication à l'obligeance de son petit-fils, M. le vicomte d'Harcourt. Nous avons groupé ici un certain nombre d'épisodes susceptibles de faire connaître le grand homme d'État que fut le chancelier Metternich : de par ses fonctions mêmes le comte de Sainte-Aulaire fut constamment en relations avec lui et eut les plus piquantes occasions d'observer son caractère et d'étudier les principes de sa politique.

1er Septembre 1924.

de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise, il était resté à Paris comme ambassadeur d'Autriche, et jouait un premier rôle à la cour impériale où j'étais perdu dans la foule des chambellans; je n'eus cependant qu'à me louer de ses manières constamment prévenantes et des rapports qu'il se plut à entretenir avec moi.

En 1814, après la prise de Paris, l'impératrice, que j'avais été joindre à Blois, m'ayant chargé d'une lettre pour son père, ce fut au prince de Metternich que je la remis. Je le trouvai à Paris, enfermé me dit-on, dans son cabinet pour affaires importantes. Ce ne fut qu'après une assez longue attente et de vives instances que je parvins à me faire introduire. Il était en tête à tête avec le coiffeur *Harmand*, très occupé en effet de la coupe de ses cheveux qu'il n'interrompit pas pour prendre connaissance de mon message. Il me sembla que le jour même où les souverains alliés entraient à Paris, le premier de leurs ministres eût pu se croire des intérêts plus pressants.

Depuis cette époque, j'avais plusieurs fois rencontré le prince de Metternich lors de ses voyages à Paris, et, bien que ma réputation libérale me recommandât mal près de lui, je le trouvai toujours bienveillant et poli. Pendant mon ambassade de Rome, il avait pris l'initiative pour renouveler nos anciens rapports et, le bruit ayant couru de ma nomination au ministère des affaires étrangères, il m'avait écrit et fait écrire par le maréchal Maison, pour m'engager à accepter ce poste et pour m'assurer de la satisfaction qu'il aurait à me le voir occuper.

Avec de tels antécédents, notre première entrevue ne pouvait être une simple visite d'étiquette; aussi entrâmes-nous immédiatement en matière. Les points principaux de la politique générale furent successivement touchés dans notre entretien. Il importait au chancelier d'Autriche de connaître les opinions personnelles de l'ambassadeur de France et les instructions qu'il apportait à Vienne, mais ce qui paraissait le préoccuper surtout, c'était la position que j'allais prendre vis-à-vis du bailli de Tatitzcheff, ambassadeur de Russie. Il craignait visiblement que je n'acceptasse l'héritage d'une tracasserie qui depuis plus d'une année occupait la société

de Vienne et embarrassait tous les rapports du corps diplomatique.

A la fête du roi, le 1er mai 1832, le maréchal Maison avait, suivant l'usage, donné un grand dîner, à la suite duquel il s'attendait à recevoir la visite de la haute noblesse, notamment des ambassadrices et des épouses des ministres accrédités à la cour de Vienne. Il ne me paraît pas certain que la prétention du maréchal Maison fût établie sur des précédents bien positifs; et d'ailleurs, depuis un temps immémorial, toute la ville de Vienne a coutume de se transporter au Prater le 1er mai, d'y dîner dans les guinguettes ou sur l'herbe et de ne rentrer dans la ville qu'à la fin du jour. C'était une grande maladresse de ne tenir compte de cet usage. Personne, le soir du 1er, ne parut à l'ambassade; le maréchal s'en déclara officiellement offensé et je ne sais pourquoi il choisit de préférence l'ambassadrice de Russie pour lui imposer la responsabilité du procédé qui lui était commun avec toutes les autres femmes de Vienne.

On ne pouvait engager plus malheureusement une tracasserie. M. de Tatitzcheff, tenant depuis dix ans la meilleure maison de Vienne et faisant cause commune avec toute la société, eut facilement raison de l'ambassadrice de France qui déjà avait à lutter contre une grande défaveur politique. Le maréchal et la maréchale Maison s'irritèrent de plus en plus. De la froideur, on en vint aux hostilités déclarées. Les deux ambassadeurs ne se saluaient plus à la cour; les ambassadrices assises sur le même canapé se tournaient le dos avec affectation; et, depuis lors, je ne pense pas qu'une seule femme de la haute société de Vienne ait paru dans le salon de la maréchale Maison, ou l'ait invitée chez elle.

Fort décidé à regarder ces antécédents comme non avenus, aussitôt que M. de Metternich eut entrepris l'apologie de monsieur et madame de Tatitzcheff, je me hâtai de lui déclarer que je comptais vivre avec eux comme avec tous mes autres collègues, rien ne me paraissant plus contraire aux intérêts et aux convenances de tous que de compliquer les difficultés des affaires par des difficultés de personnes. M. de Metternich accueillit cette assurance avec satisfaction, et passant aux dispositions générales de la société de Vienne, il ne me cacha pas

que je ne trouverais pas tout le monde également empressé pour l'ambassadeur de France, mais il me supplia de ne point en prendre d'humeur et de n'attacher aucune importance à des nuances que quelques mois de séjour auraient bientôt effacées. Je lui répondis : « Que de tels soucis me touchaient peu, que je rendais trop de justice à l'aristocratie autrichienne pour craindre d'elle des impolitesses non provoquées et que, quant à ses préférences, je n'avais ni le droit, ni le désir de les violenter. »

M. de Metternich était sincère dans le désir qu'il me témoignait de me voir agréablement établi à Vienne. Fort supérieur par son caractère et son esprit comme par sa haute position et sa longue expérience à toutes les passions de coterie, il a de plus un grand amour du repos, et il ne souhaite pas aux autres des ennuis dont il n'éviterait pas le contre-coup. Malgré sa disposition toute bienveillante et son désir de me rendre sa maison agréable, c'était cependant dans son salon que se préparaient les principaux, presque les uniques obstacles contre lesquels j'ai eu à lutter pendant mon ambassade à Vienne. J'avais été averti à l'avance des mauvaises dispositions de la princesse de *Metternich*, et il m'eût été facile de les deviner à l'accueil que je reçus d'elle quand je lui fus présenté par son mari.

Mélanie Zichy, d'une bonne maison de Hongrie [1], avait épousé le prince de Metternich en 1830, étant alors âgée de vingt-deux ou vingt-trois ans. Des orages avaient précédé cette union : dès sa première jeunesse la comtesse Mélanie avait éprouvé un goût assez vif pour le prince de Metternich, malgré la grande disproportion de leurs âges. La liberté dont jouissent les demoiselles hongroises avait laissé à ce sentiment l'occasion de se manifester et de fixer l'attention publique. M. de Metternich passait une grande partie de ses soirées chez

1. Les Zichy ont la prétention d'être d'origine turque. Un jour, madame de Metternich s'en vantait à dîner chez moi et nous répétait avec complaisance qu'elle était Turque. Le comte d'Estournel fit à cette occasion cet impromptu qui eut beaucoup de succès à Vienne :

Iriez-vous, pour l'erreur quittant la vérité,
Embrasser une foi nouvelle?
Le Dieu de Mahomet sous sa loi vous appelle.
Ce n'est pas ce dieu-là, si j'étais consulté,
Que je choisirais, moi, pour vous rendre infidèle.

les Zichy. Il causait familièrement avec la jeune Mélanie qui, me montrant un jour de gros volumes écrits de sa main me dit qu'ils contenaient le récit de toutes les conversations qu'elle avait eues avec son mari avant leur mariage, et ajouta que souvent ces conversations lui avaient coûté bien des larmes.

Il est difficile de croire que M. de Metternich fût indifférent aux préférences de cette charmante personne, mais il ne lui accordait cependant pas toutes les siennes. A cette époque vivait obscurément à Vienne, sans fortune et sans considération, une famille du nom de Leikam. L'opinion, peut-être injustement sévère pour les grands parents, rendait un éclatant hommage à leur plus jeune fille; chacun exalte encore aujourd'hui à Vienne la vertu et le charme inexprimable de la figure et des manières d'Antoinette Leikam. Une douceur ineffable se peignait dans ses yeux bleus; ses cheveux blonds, son teint d'une éclatante blancheur donnaient à toute sa personne une harmonie enchanteresse. J'ai vu son portrait en pied dans le cabinet de M. de Metternich, et en le comparant à la princesse Mélanie qui se rencontrait souvent auprès, je me suis dit qu'il était impossible de voir deux plus charmantes personnes aussi parfaitement dissemblables. Les yeux et les cheveux de Mélanie sont d'un noir d'ébène, son regard hardi, sa taille forte et ses mouvements brusques. La fierté et le dédain se peignent fréquemment sur son beau visage, et cette expression lui sied peut-être mieux que le sourire. Elle s'anime en parlant, s'emporte avec une impétuosité dont elle n'est évidemment pas maîtresse, et, peu soucieuse de plaire, elle trouve du plaisir à braver.

Ce fut sans doute pour la punir des défauts auxquels elle se livrait avec complaisance, que le sort suscita à la comtesse Mélanie une rivale telle que mademoiselle Leikam. Elle dut souffrir beaucoup dans son amour-propre et dans son cœur, quand elle s'aperçut d'un partage dans les affections du prince de Metternich; longtemps elle refusa de croire à la possibilité d'un mariage que les habitudes de la cour et de la société viennoise devaient en effet faire regarder comme impossible. Ce mariage eut lieu pourtant. En 1827, le grand chancelier de Cour et d'État obtint l'agrément de l'empereur et épousa

Antoinette Leikam. Les Zichy partirent précipitamment de Vienne et se retirèrent dans leurs terres de Hongrie où Mélanie cacha sa douleur envenimée par la colère de la comtesse Molly, sa mère, qui exagère tous les défauts de sa fille sans avoir jamais eu ses agréments. Pendant les courts instants que les convenances obligèrent les Zichy à passer à Vienne après le mariage du prince de Metternich, c'était, dit-on, chose curieuse de les rencontrer dans le même salon que les Leikam. Un intérêt bienveillant s'attachait à la figure contrainte et malheureuse de Mélanie, mais on était sans pitié pour le désappointement colère de madame Zichy. Celle-ci trouvait à qui parler dans madame Leikam, espèce de harengère, qui, remarquant un jour dans une assemblée nombreuse la figure provocante de la comtesse Molly, s'approcha d'elle les poings sur les hanches et se mit en devoir de lui arracher sa coiffe. Il faut avoir vécu dans les salons de Vienne, toujours si graves et de si bonne compagnie, pour apprécier une telle scène à sa valeur.

M. de Metternich a rarement entrepris dans sa vie quelque chose de plus difficile que de faire asseoir Antoinette Leikam sur le canapé des princesses viennoises. Cependant les qualités qui l'avaient séduit lui-même ne manquèrent pas leur effet sur la société tout entière. La superbe aristocratie autrichienne se laissa toucher par la douceur de cette créature inoffensive qui semblait indifférente à la grandeur et ne réclamer que de la bienveillance. Après deux ans de mariage, la princesse de Metternich en avait obtenu une générale. Elle avait donné un fils à son mari et lui devenait chaque jour plus chère. La malheureuse mourut en couches en 1829.

Pendant ce temps qu'étaient devenus la colère et l'amour des comtesses Zichy? La colère subsistait peut-être encore, mais l'amour était bien calmé. Au fait, on ne pouvait exiger qu'une fille de vingt ans, vive et belle, pleurât toute sa vie l'infidélité d'un vieillard. Des consolateurs se présentèrent, et l'un d'eux fut agréé. Le baron de Hugel, frère de celui que nous avons vu conseiller de l'ambassade d'Autriche à Paris, aima passionnément Mélanie; sa naissance et son rang étaient à peine sortables, mais on gardait rancune à l'ambition dans la maison Zichy, et l'on voulait confier à d'autres sentiments

le bonheur domestique. Le mariage arrangé avec le baron Hugel fut retardé par une mission que le prince de Metternich lui donna en 1829. Après quelques mois, il revenait plein d'amour et d'impatience; on raconte même qu'il rapportait de Paris les bijoux et la corbeille de sa prétendue. Il la retrouva à Vienne fiancée au prince de Metternich qui l'épousa à la fin de 1830. Le baron de Hugel désespéré, mais toujours soumis et fidèle, partit pour un lointain voyage, annonçant la résolution de ne revenir que lorsqu'il serait guéri. Son absence durait encore lors de mon arrivée à Vienne, et j'ai entendu plusieurs fois la princesse de Metternich dire avec une tristesse mêlée de quelque orgueil : « Il ne reviendra jamais. »

On ne pourrait rendre à de telles conditions l'héroïne d'un roman intéressant. Mais, à défaut d'un cœur tendre et d'un caractère facile, il reste à madame de Metternich des vertus sérieuses. Elle est pieuse, attachée à ses devoirs de fille, de mère et d'épouse; ses sentiments sont nobles et élevés et on la retrouve bonne et charitable quand elle a maîtrisé ses premiers mouvements.

Des passions politiques germant dans un terrain ainsi préparé ne pouvaient manquer de se développer avec énergie. Aussi mon prédécesseur avait-il eu de rudes assauts à soutenir et je ne me flattais pas d'un meilleur sort. La première fois que je me présentai chez elle, je fus reçu avec une politesse glacée. Et je sus que, le soir, la princesse interrogée sur l'ambassadeur de Louis-Philippe, avait répondu sèchement : « Il est trop petit, trop poudré, trop poli pour représenter la France de Juillet. »

En sortant de la chancellerie d'État, je passai chez l'ambassadeur de Russie et chez le nonce du pape, Monsignor Ostini, le meilleur et le plus respectable des hommes. Je l'avais connu à Rome quand, au retour de sa nonciature au Brésil, on lui donnait celle de Paris[1]. Je passai aussi chez l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Frédéric Lamb, frère de lord Melburn et beau-frère de lord Palmerston, tous deux alors secrétaires d'État dans le ministère de lord Grey. Frédéric Lamb avait été pendant le Congrès de 1815 secrétaire d'ambassade à Vienne et y jouissait en 1833 des avantages que donnent

1. Le gouvernement du roi le refusa et il eut tort.

dans un poste diplomatique des relations anciennes et multipliées. Son expérience et son aptitude aux affaires sont d'ailleurs très grandes. Sous les formes d'une paresse réelle ou simulée, il cache une activité qui se retrouve au besoin. S'il oublie ou néglige les détails, son attention n'en reste que mieux fixée sur les intérêts importants; parfaitement insouciant des devoirs du monde et ne se gênant jamais pour personne, il a cependant obtenu partout une grande considération. *Whig* par engagement de famille, Frédéric Lamb est *tory* très prononcé par ses principes et ses sentiments; bien que d'anciennes relations personnelles contractées en Sicile l'attachent à la maison d'Orléans, la révolution de Juillet lui est odieuse, et pour ce motif j'eus quelque peine à m'établir avec lui dans l'intimité que les relations de nos deux gouvernements semblaient prescrire; je le trouvai cependant dès l'abord d'une politesse bienveillante et d'une parfaite loyauté. Plus tard nous prîmes du goût et même de l'amitié l'un pour l'autre.

L'ambassadeur de Russie, que je n'avais pas trouvé chez lui, me rendit ma visite avec empressement; il attachait évidemment du prix à effacer tout souvenir de ses démêlés avec mon prédécesseur. J'étais, ainsi que je l'ai dit, fort disposé à m'y prêter. Mme de Tatitzcheff était d'ailleurs pour moi une ancienne connaissance. Je l'avais beaucoup soignée dans un voyage qu'elle fit à Paris en 1814, et je n'y avais eu aucun mérite, car elle était alors éblouissante de fraîcheur et de beauté. Vingt ans passés sur son visage y avaient bien laissé quelques traces, mais sa physionomie bonne et spirituelle était encore pleine de charmes. Personne n'avait plus d'égalité dans l'humeur et de bienveillance dans le caractère. « Mon bien premièrement, et puis celui des autres, » me disait-elle un jour, et elle pratiquait sincèrement cette devise. S'il y a loin de là à la morale évangélique, encore est-il assez rare de rencontrer dans le monde des gens à cette hauteur de vertu.

Madame Tatitzcheff avait habité Vienne dans sa première jeunesse et dans une situation bien différente de celle où je la trouvai en 1833. Ambassadrice depuis dix ans et tenant maison avec un grand faste, elle était sans contestation la

première dame de la ville, et aux hommages dus à son rang, les hommes les plus haut placés et les femmes les plus austères joignaient les égards, les empressements qui sont ordinairement le signe de l'affection et de l'estime.

Certes, quiconque a connu cette bonne créature ne lui enviera pas la situation brillante qu'elle s'était faite. Il est cependant curieux de remarquer ce que peut admettre cette aristocratie viennoise, si dédaigneuse, si intolérante pour tout ce qui se passe en dehors d'elle. Quand quelques scandales nous offensent dans notre société française, nous sommes disposés à en accuser les habitudes vulgaires ou les mœurs dépravées, suite de la révolution. Pourrait-on citer, même à Paris, beaucoup d'histoires comparables à celle que je vais raconter?

Le général russe Besobrazoff, rencontrant une jeune Polonaise sans naissance et sans biens, l'enleva et en fit sa maîtresse. Il lui faisait porter son nom et vivait avec elle dans une province dont il était gouverneur, quand l'empereur Alexandre s'arrêta chez lui en voyage. Celle qui passait pour la femme du général était au moment d'accoucher, et, profitant habilement de la circonstance, elle obtint que l'empereur et l'impératrice nommassent son enfant. Après cela, il n'y avait plus à s'en dédire, le général Besobrazof ne pouvait pas avoir présenté sa concubine à ses maîtres et, fait tenir par eux sur les fonts du baptême un bâtard. Voilà donc la belle Polonaise avec un état avoué et un mari légitime. Mais bientôt après, quittée ou infidèle, elle se trouvait seule à Vienne avec beaucoup d'adorateurs et peu d'argent. M. de Tatitzcheff la connut alors et l'épousa. Elle a depuis parcouru toute l'Europe, seule ou avec son mari, conservant toujours des manières plus conformes à son ancienne qu'à sa nouvelle position. Je me souviens d'avoir été la voir à Paris, un matin de bonne heure, en 1814. Plusieurs hommes étaient dans son salon. Elle, enveloppée dans un léger peignoir, était étendue sur son canapé, ses jambes nues appuyées sur un tabouret. Le duc de Guiche tenait ses mains, et pendant ce temps un jeune seigneur russe, assis sur le tabouret, frottait ses pieds d'essence et coupait ses ongles avec la plus sérieuse attention. Cette scène dura très longtemps; j'en

ai toujours conservé le souvenir présent, et au grand dîner diplomatique que me donna l'ambassadeur de Russie, je la rappelai à l'ambassadrice. « Pour Dieu, taisez-vous, me dit-elle précipitamment, et ne parlez jamais ici de telle chose. Ces bégueules en feraient beau bruit. » Puis, après quelque réflexion : « Venez me voir un de ces matins, ajouta-t-elle, je veux vous montrer mon pied et que vous me disiez s'il est changé. »

Je ne sais pourquoi l'ambassadrice paraissait craindre en ce moment les dames de Vienne. Elle avait assurément mis leur pruderie à d'autres épreuves. Sa fille, la filleule de contrebande de l'empereur Alexandre, vivait sans mystère avec le comte Joseph Esterhazy qu'elle a épousé depuis et chez lequel, en attendant, les marchandes de modes de la ville portaient publiquement les mémoires qu'elle ne pouvait payer.

Ces scandales ne nuisaient pas à la considération de l'ambassadrice de Russie. Ses amis ne lui mesuraient pas l'indulgence et ses salons étaient le rendez-vous de la meilleure compagnie de la cour et de la ville. Ce fut un deuil général quand, dans l'automne de 1833, on annonça que madame de Tatitzcheff allait partir pour la Russie. Des embarras d'argent motivaient son départ; elle allait, disait-on, demander à l'empereur de payer les dettes de son mari. La saison était fort avancée et il eût semblé naturel d'attendre le printemps. Cependant, vers le milieu du mois de janvier, les préparatifs s'achevèrent avec précipitation, madame de Tatitzcheff se résignait en victime, sa santé n'était pas bonne. « Je suis en train de faire ce voyage comme de m'aller noyer », me dit-elle sur son escalier comme je lui donnais le bras pour aller à sa voiture. Quinze jours après on racontait à Vienne qu'elle et tout son bagage avaient été précipités dans le Niémen. Retirée de l'eau demi-morte, madame de Tatitzcheff fut portée dans la misérable auberge d'un village polonais où elle restait privée de tout secours. Son mari se hâta de lui envoyer des médecins. Il était fort affligé, sans doute, mais ni lui, ni madame Apraxin sa fille, ne bougèrent de Vienne. Le temps ne leur manqua pas cependant, car l'agonie dura quatre mois. Dieu ménageait, peut-être, cette

longue épreuve à celle qu'il voulait sauver, pour qu'elle reconnût et expiât ses erreurs. Ce village était voisin de celui dont elle était sortie trente-cinq ans auparavant. Une sœur, restée dans son humble état et négligée dans les temps de prospérité, assista la mourante et lui ferma les yeux.

Le jour où la nouvelle de la mort de madame Tatitzcheff parvint à Vienne, l'impératrice donnait un déjeuner et un bal dans les serres de la Burg. La fête n'en fut point attristée. Quelques jours après on célébra pour la défunte un service dans l'église des *minoriten*; toute la société y assista, mais en sortit avant la fin parce que le matin même, elle devait se réunir de bonne heure à Closter Neubourg pour une partie brillante dont le comte Esterhazy racontait le soir les détails à l'ambassade de Russie.

Enfin la dernière circonstance publique qui se rattacha à ce triste événement est un pèlerinage que madame Apraxin et le comte Esterhazy firent de compagnie à Maria Zell. Par ses dernières dispositions madame de Tatitzcheff avait chargé sa fille d'acquitter un vœu fait pendant sa dernière maladie. Madame Apraxin, voulant satisfaire aux intentions de sa mère, sans trop déranger ses habitudes, alla à Maria Zell avec son amant.

Tant d'indifférence pour la morale, tant de légèreté dans les affections pouvaient donner aux étrangers assez mauvaise opinion de la société de Vienne. Madame de Metternich soutenait que ces faits étaient exceptionnels et protestait avec chaleur contre les conséquences générales qu'elle me voyait disposé à en tirer. « Ne vous fiez pas aux apparences, me disait-elle un soir que nous traversions les salons de la Burg où se pressait une foule brillante. Nos jeunes femmes sont légères, j'en conviens, mais parmi celles que vous voyez ici, il n'y en a pas quatre ayant des amants. »

Madame de Metternich avait-elle bien compté? Je n'en voudrais pas répondre. Après huit ans de séjour à Vienne, je ne conserve cependant pas l'idée que le désordre y soit plus grand que dans les autres capitales de l'Europe, et il est certain que la famille impériale y donnait, en 1833, l'exemple de toutes les vertus.

L'audience que je demandai pour la remise de mes lettres

de créance, me fut accordée par l'empereur avec une promptitude qui annonçait de sa part des dispositions obligeantes. Il me fit un accueil gracieux et rappela avec bonté la conduite que j'avais tenue à Rome. Il me parla peu du roi, mais s'informa avec amitié de la reine qu'il avait personnellement connue dans sa jeunesse et qu'il avait même voulu épouser. Toute sa vie il lui a conservé un tendre respect. — Au lieu de Marie-Amélie, l'empereur épousa en 1807 la princesse Marie-Thérèse, autre fille de la reine Caroline de Naples, et des quatre mariages qu'il a successivement contractés, celui-là seul a laissé lignée. Monseigneur le duc d'Orléans se trouvait ainsi cousin germain du roi de Hongrie, de la duchesse de Berry et de l'impératrice Marie-Louise. Bizarre rapprochement qui réunit tant d'intérêts opposés dans un cercle de famille si intime.

Je contemplai avec respect et intérêt la physionomie pleine de finesse et de bonté de cet auguste vieillard qui pendant quarante-cinq ans de règne a éprouvé toutes les chances de la fortune et pratiqué la royauté sous une forme tout à fait inconnue aux Français. Comme Louis XIV et Napoléon, François II s'est cru la loi vivante et, sous ce rapport, il n'était pas moins despote que les deux grands monarques français. Mais pour s'assurer l'obéissance il n'a pas jugé nécessaire, comme Louis XIV, de se placer parmi les dieux de l'Olympe et de frapper incessamment l'imagination de sa cour par le développement d'une représentation fastueuse. Moins encore a-t-il voulu, comme Napoléon, faire un usage journalier de la force matérielle, parler à chacun par la crainte et l'intérêt, et appuyer ainsi son gouvernement sur toutes les passions cupides. François II avait foi en lui-même. Il se croyait une mission à remplir sur la terre. Il ne se laissait distraire ni par les plaisirs de l'esprit, ni par les jouissances matérielles. Des habitudes routinières ramenaient chaque jour quinze heures de travail réparties en audiences données à tous venants, en conférences avec les ministres d'État et en décisions suprêmes prises en suite d'un examen minutieux sur une immense quantité d'affaires. Il voulait beaucoup voir et faire par lui-même et de grandes lenteurs en étaient la suite. Mais

la lenteur fait en Autriche partie du système conservateur; ce n'est point à corriger des abus qu'on travaille, c'est à prévenir des innovations. Fidèle à la politique que la maison d'Autriche a presque constamment suivie depuis Rodolphe de Habsbourg, François II respectait le passé et voulait le maintenir. Le succès a longtemps récompensé ses efforts. Pendant que des révolutions renversaient ou ébranlaient la plupart des institutions existantes en Europe, il est resté solidement assis sur son trône, sans qu'aucune conspiration ait jamais éclaté dans ses provinces allemandes. S'il a dû punir quelques Italiens impatients d'un joug nouveau, il faut cependant remarquer que, pendant son long règne, aucun échafaud n'a été dressé pour des condamnés politiques.

La confiance que l'empereur témoignait à ses sujets était extrême; tout homme du peuple qui désirait lui parler était introduit dans son cabinet presque sans examen; on le rencontrait souvent à pied seul, dans les rues de Vienne, dans le parc de Schœnbrunn ou dans les promenades de Baden. Son plus grand plaisir pendant la belle saison était de passer quelques semaines dans ses terres de la haute Autriche. Là, rien ne le distinguait d'un simple particulier. Sa modeste maison suffisait à peine à loger quelques vieux domestiques. Un invalide habitant le village voisin composait toute sa garde.

C'était un spectacle curieux que celui de la population de Vienne ou des environs lorsqu'elle rencontrait son empereur. Jamais aucune explosion d'enthousiasme. Le salut était donné et rendu de part et d'autre avec un sourire amical et une apparence d'égalité. Le nombre d'individus que l'empereur connaissait par leurs noms est prodigieux; il leur adressait souvent quelques paroles bienveillantes, toujours reçues avec un respect affectueux et ne provoquant point de réponses indiscrètes. S'il s'arrêtait dans quelques promenades fréquentées, la foule se formait peu à peu en cercle autour de lui, à une assez grande distance, sans que personne prît soin d'indiquer la limite qu'elle ne devait pas franchir. Dans ces rencontres, toutes les distinctions si fortement marquées ailleurs étaient effacées. La première dame de Vienne n'eût osé pousser une

bourgeoise pour approcher plus près du souverain. Lui-même, en présence de son peuple, se complaisait à donner l'exemple du respect pour l'égalité, et il s'imposait des gênes personnelles plutôt que d'enfreindre les règlements minutieux auxquels la police de Vienne assujettit les simples citoyens.

Dans la suite de mon récit, on pourra remarquer des faits peu en rapport avec ceux-ci, et l'on s'étonnera des contradictions qu'ils supposent; mais à travers toutes ces inconséquences, on pouvait dire en 1833, que le peuple autrichien aimait et respectait ses maîtres, qu'il vivait riche et content sous leur autorité affranchie de tout contrôle légal et qu'il semblait plus étranger qu'aucun autre peuple de l'Europe aux sentiments, si communs de nos jours, de haine pour le passé et d'impatience pour le présent.

En sortant du cabinet de l'empereur, je fus introduit chez l'impératrice, bonne et aimable princesse, uniquement occupée de la santé de l'empereur qu'elle soigne comme une sœur grise. Charlotte-Auguste, princesse de Bavière, mariée en 1813 au prince, aujourd'hui roi de Wurtemberg, en fut traitée avec une dureté aussi injuste que brutale. Répudiée par lui en 1815, ses vertus et ses malheurs touchèrent l'empereur d'Autriche qui l'épousa en 1816. Ce n'est pas une des moindres singularités de l'époque actuelle, qu'une femme ayant deux maris vivants se soit assise sur le trône de Marie-Thérèse.

L'impératrice n'est rien moins que belle, mais l'expression bienveillante de sa figure a du charme. Si je n'eusse été informé qu'elle n'aimait pas la France, rien ne m'en eût averti pendant cette audience qui dura plus d'une heure. D'assez longues pauses séparent quelquefois les phrases de Sa Majesté; dans un de ces intervalles, la maréchale Maison croyant son audience terminée, plaça sa révérence et prit congé. On citait encore à Vienne ce procédé comme une grande incongruité. Étrange manie qu'ont tous les peuples de croire que leurs coutumes locales ont la valeur d'une loi morale.

Après avoir rendu mes devoirs à l'empereur et à l'impératrice, je me présentai chez le roi de Hongrie, fils aîné de l'empereur et héritier de toutes ses couronnes. Il me reçut avec la reine, sa femme, princesse de Savoie, véritable ange gardien qui ne le ne quitte jamais; elle veille sur toutes ses actions, raccom-

mode toutes ses paroles qui le plus souvent sont de bizarres quiproquos. Telle peut être cependant la force du devoir, que la jeune reine se dévoue à cette tâche avec entraînement. Il y a de la tendresse dans ses regards constamment attachés sur son mari, et bien qu'elle répète avec quelque affectation qu'elle est parfaitement heureuse, on ne soupçonne pas ses assurances de mensonge.

Le roi de Hongrie, depuis empereur sous le nom de Ferdinand [1], est difforme et imbécile. On ne saurait employer d'autres expressions après l'avoir vu et entendu parler une heure. Les gens qui l'approchent chaque jour disent qu'il n'est pas toujours également dépourvu d'intelligence, mais ses meilleurs moments ne l'élèvent pas encore à la hauteur d'un homme ordinaire. Il est cependant cher au peuple de Vienne qui lui tient compte de quelques éclairs de bonté.

L'impératrice, la reine de Hongrie et l'archiduchesse Sophie, avaient choisi, pour assister à mon audience de réception, celles de leurs dames qui pouvaient me donner la plus haute idée de l'éclat et de la magnificence de la cour impériale. J'en demeurai ébloui. Nulle part au XIXe siècle, l'ancienne aristocratie n'a conservé autant d'éclat et de diginté qu'à Vienne. On y rencontre habituellement dans les salons les chefs des anciennes maisons souveraines qui siègeaient jadis sur les bancs des princes à la diète de Ratisbonne. Médiatisés en 1803, les traités de Vienne leur ont conservé l'*Ebenburtigkait*, c'est-à-dire l'égalité de rang avec les têtes couronnées. Comme anciens membres de l'empire, les Furstenberg, les Hohenzollern, les Dietrichstein, les Lobkowitz, les Schwarzenberg, les Liechtenstein ne se regardent pas comme inférieurs aux princes de Lorraine et de Bavière et, au point de vue héraldique ils ont raison. Dans les vastes domaines qu'ils possèdent, leurs vassaux conservent pour eux des sentiments de fidèles sujets. Ils contractent des alliances avec leurs anciens pairs devenus rois; et les archiducs d'Autriche pourraient, sans déroger, prendre des épouses parmi les dames d'honneur de la cour impériale. La haute noblesse allemande

1. A la mort de François II, en 1834, le roi de Hongrie est monté sur le trône impérial et a régné sous le nom de Ferdinand VII jusqu'à son abdication au mois de décembre 1848.

s'élève ainsi jusqu'aux marches du trône, et ce qui ajoutait à son lustre en 1833, c'est que, par un hasard singulier, les plus grandes dames à cette époque étaient aussi les plus jeunes et les plus belles.

Ce fut au *ricevimento* de madame de Sainte-Aulaire que pour la première fois j'assistai à une réunion solennelle de la société de Vienne. Jamais je n'avais entendu annoncer dans un salon tant de noms historiques, et jamais je n'avais vu tant de diamants et de riches parures sur d'aussi belles personnes. Il est d'usage qu'après avoir reçu ses audiences de la famille impériale, une ambassadrice ouvre ses salons et tienne cercle pendant trois jours. Toutes les personnes de la cour se font alors présenter à elle. Un chambellan de l'empereur et une dame d'honneur de l'impératrice sont nommés pour présider à cette cérémonie dont les détails, réglés par l'étiquette de la cour, sont scrupuleusement observés.

Au bout d'une grande galerie du palais de l'ambassade, madame de Sainte-Aulaire était assise avec la princesse de Metternich, toutes deux en grande parure — le chambellan comte Joseph Esterhazy, en riche costume de magnat hongrois, se tenait debout auprès de madame de Metternich — les hommes et les femmes, reçus au haut de l'escalier par les attachés de l'ambassade, traversaient cinq grands salons et arrivaient à la porte de la galerie où je me tenais pour les recevoir. Après m'avoir fait la révérence, ils s'avançaient vers le fond de la pièce. Le comte Esterhazy venait à leur rencontre plus ou moins loin, suivant leur qualité. Il les nommait ensuite à la princesse de Metternich qui elle-même les nommait à ma femme, en lui indiquant par un signe le degré d'honneur auquel ces personnes avaient droit. Quelques fauteuils étaient placés des deux côtés pour les princesses, puis un certain nombre de chaises pour les femmes d'un rang moins élevé. Il n'était point à prévoir qu'une simple comtesse se plaçât sur un fauteuil, ni que parmi les princesses, la première arrivée hésitât à céder sa place quand elle en voyait venir une ayant droit à la préséance. Chacune s'asseyait pour constater son rang et prenait congé après quelques instants.

Je m'amusai de cette magnifique exhibition qui me représentait l'ancien monde dans un état de parfaite conservation; je la crus tout à fait étrangère aux habitudes de la vie commune, et en effet, dans le commnn des relations absolument privées, les choses se passent à Vienne avec moins de solennité; toujours et partout cependant, les rangs y sont invariablement marqués. Dans tous les salons de la haute aristocratie, un canapé privilégié est exclusivement réservé aux princesses. Si les princesses n'arrivent pas, le canapé reste vide. Souvent j'ai vu madame de Metternich assise seule au milieu du sien pendant une grande partie de la soirée; les simples mortelles étaient placées sur des fauteuils à une trop grande distance pour qu'elle pût leur adresser la parole. Un jour que son salon était fort plein et tous les sièges occupés, une étrangère de distinction, mais qui n'était pas princesse, voyant ce grand canapé vide, crut pouvoir en profiter et s'y assit innocemment. Ce fut l'événement de la soirée. Les bons esprits plaidaient en faveur de l'étrangère qui pouvait avoir ignoré les usages... Mais le plus grand nombre jugeait une telle incongruité sans excuse et n'admettait pas qu'une Européenne sachant bien vivre pût s'asseoir sur un canapé quand elle n'était pas princesse.

Je me plais à consigner ici des détails que j'aurai peut-être été un des derniers à observer. La bourrasque de 1848, à Vienne, a renversé trône et canapé; l'autorité impériale est en voie de se relever, mais je doute que la distinction des rangs, dont le canapé était le symbole, se rétablisse jamais. Les révolutions faites dans l'ordre politique au profit de la liberté ne sont pas définitives. La liberté peut facilement dégénérer en licence, et une nation tombée dans l'anarchie retourne facilement au pouvoir d'un seul [1]. Il n'en est pas ainsi des révolutions qui s'accomplissent dans l'ordre social au profit de l'égalité. L'histoire ne nous montre pas d'exemple d'une hiérarchie reconstruite à nouveau; des distinctions honorifiques qui ne s'appuient pas sur la force matérielle, ayant une fois cessé d'être respectées, appartiennent irrévocablement au passé.

1. Ceci a été écrit en 1850.

LE CHANCELIER METTERNICH ET LA QUESTION D'ORIENT

Méhémet Aly, vice-roi d'Égypte, avait soutenu le sultan, son suzerain, contre les Grecs révoltés. Pourprix de sa coopération il réclama la Syrie, qui lui fut refusée. Aussi prit-il le parti d'y entrer de vive force. Les Turcs se montrèrent impuissants à arrêter sa marche. Méhémet Aly les battit à Homs et à Konieh. Il était à la veille d'entrer à Constantinople lorsque les Puissances européennes s'émurent. Une flotte russe, commandée par l'amiral Lazaroff, arriva devant Constantinople, un corps russe de 12 000 hommes fut débarquée sur la côte asiatique du Bosphore. Les Anglais bloquèrent Alexandrie. Méhémet Aly dut signer le traité de Kutaya, fort avantageux pour lui d'ailleurs, puisque le sultan lui reconnaissait la possession de la Syrie et de la Cilicie (district d'Adana, défilés du Taurus).

Le courrier porteur des dépêches de l'amiral Roussin[1] ayant devancé celui de l'internonce d'Autriche, ce fut par moi que le prince de Metternich apprit les nouvelles de Constantinople. Il blâma sévèrement la cession d'Adana à Méhémet Aly : « Le sort de la Porte tenait selon lui à la possession de ce territoire, et peut-être l'Europe entière serait troublée pendant cinquante ans par suite de la triste influence que l'amiral Roussin[2] venait d'exercer sur le divan. »

Les dangers que l'arrangement de Kutaya créait à l'Europe sont devenus plus tard manifestes et nous avons appris à nos dépens que le prince de Metternich ne s'en inquiétait pas sans raison; mais, au mois de mai 1833, mes idées suivaient un autre cours. J'étais surtout frappé de la présence des Russes à Constantinople, et mon jeu était d'exploiter l'inquiétude qu'elle me semblait devoir donner au chancelier d'Autriche. C'était véritablement par un étrange renversement des données générales de la politique, que la Porte avait imploré et reçu les secours de son ennemie implacable. Le but de Catherine II était atteint. Son successeur avait trouvé le chemin de Byzance, que les armées russes y entrassent comme ennemies ou comme protectrices, n'était-ce pas à peu près la même chose? Y avait-il sécurité pour la Méditerranée si les flottes russes commandaient le détroit des Dar-

1. Ambassadeur de France à Constantinople.
2. L'Amiral Roussin avait appuyé les revendications de Méhémet Aly.

danelles? L'équilibre de l'Europe subsistait-il encore quand les armées russes pouvaient à leur aise passer le Danube et prendre à revers les provinces slaves de l'empire d'Autriche?

Je m'épuisai à répéter au prince de Metternich ces arguments que lui-même faisait valoir en 1828 et 1829, quand il appelait les cabinets de Londres et de Paris à secourir l'empire ottoman réduit aux abois par la Russie. La France et l'Angleterre avaient alors oublié ou méconnu l'intérêt général de l'Europe. M. de Metternich y semblait indifférent à son tour; à tous mes arguments il ne répondait que par des hymnes en l'honneur de l'empereur Nicolas dont la modération et la loyauté étaient égales à la puissance. Malgré ces formes de langage et ces ménagements pusillanimes, le chancelier d'Autriche comprenait que l'honneur et la sûreté de son pays étaient intéressés à ne souffrir ni l'occupation prolongée de Constantinople, ni l'agrandissement de la Russie sur les rives du Danube. Il s'indignait qu'on le supposât assez aveugle pour admettre qu'une combinaison quelconque dans le partage de la Turquie européenne pût maintenir l'équilibre entre l'Autriche et la Russie; et, dans un moment de vivacité, il s'échappa à dire « qu'il vaudrait mieux pour l'empire d'Autriche courir les chances d'une guerre d'extermination, que de voir la Russie s'agrandir d'un seul village aux dépens de l'empire turc ».

Après de telles paroles, si je doutais encore de l'énergie de M. de Metternich, au moins m'était-il démontré que ses vœux étaient les nôtres, et que, dans une négociation suivie qui lui offrirait des points d'appui, il emploierait toutes les ressources de son esprit, toute l'habileté de sa politique à contrarier l'agrandissement ultérieur de la Russie et à prolonger l'existence de l'empire ottoman. Ce fut donc avec une vive satisfaction que je reçus de lui cette ouverture qu'il me chargea de transmettre au duc de Broglie.

« Les affaires d'Orient ne peuvent être arrangées qu'en commun, me dit le chancelier d'Autriche. Précisément parce que les quatre puissances se jalousent et se soupçonnent, elles doivent se surveiller et, pour se surveiller, elles doivent marcher ensemble. Chacune d'elles étant préoccupée d'un intérêt distinct si ce n'est opposé, elles ne se rencontreront

dans leur conduite que si un plan a été préalablement discuté et réglé de concert. Je ne veux ni conférence, ni protocole, ni formes solennelles; je propose seulement qu'on trouve quelque part des hommes au courant de la question, informés des intentions de leurs gouvernements et accrédités sinon pour conclure un arrangement, au moins pour s'entendre sur les moyens qui peuvent le préparer. »

M. de Metternich ne nomma point de localité, mais il était facile de comprendre que c'était à Vienne qu'il entendait placer le chef-lieu de cette négociation. Je n'apercevais pas aussi bien quelles devaient en être les bases et je le pressai longtemps de s'expliquer à ce sujet, sans obtenir une réponse bien précise. Le premier pas à faire, selon lui, était de convenir qu'on chercherait en commun des moyens d'exécution, et une certaine réserve était naturelle tant que les quatre parties intéressées ne se seraient pas mises d'accord sur ce point. A la fin, cependant, il sortit un peu des généralités et indiqua une déclaration des quatre grandes puissances qui emporterait garantie en faveur du sultan de toutes les parties de son empire, et l'engagement que lesdites puissances devraient prendre les unes par rapport aux autres de ne jamais, dans une hypothèse quelconque, accepter la possession d'un seul village de la Turquie européenne. Quant à l'inquiétude que je lui témoignais sur la prolongation probable du séjour des Russes à Constantinople : « Fiez-vous à nous à cet égard, me dit M. de Metternich avec vivacité, personne ne désire plus que nous leur départ. Il aura certainement lieu, nous en avons la promesse de l'empereur Nicolas et nous ne craignons pas de nous en rendre garants vis-à-vis de toute l'Europe. Notre honneur est engagé à ce qu'il ne reste pas une barque russe dans le Bosphore, vingt-quatre heures après qu'Ibrahim aura repassé le Taurus. Oui, ajouta-t-il en s'animant de plus en plus, l'Autriche se prononcera contre la Russie si elle vient à manquer de foi; mais aussi elle se prononcerait contre la France et l'Angleterre si, par des démarches provocantes ou inconsidérées, elles compromettaient la paix de l'Orient. »

En ce moment, les flottes françaises et anglaises croisaient devant les Dardanelles, prêtes au premier signal à forcer le

détroit et à paraître devant Constantinople. Le comte Orloff, premier aide de camp de l'empereur de Russie, venait d'y arriver comme ambassadeur extraordinaire et avec les pouvoirs les plus étendus. Soit que la présence de nos flottes et le langage si catégorique du chancelier d'Autriche lui imposassent, soit qu'il agît conséquemment à des instructions antérieures, il fit tout préparer pour un prompt départ. L'amiral Roussin qui d'abord nous avait inspiré des doutes inquiétants se montra convaincu que ce départ aurait lieu au plus tard dans les premiers jours de juillet.

Je m'étais hâté d'informer le duc de Broglie des dispositions où je trouvais le cabinet de Vienne et de l'ouverture que m'avait faite le prince de Metternich. J'insistais sur la nécessité de prendre confiance en lui et de l'associer à notre politique dans les affaires d'Orient. Je ne voyais que des avantages à nous engager dans la négociation qu'il proposait d'ouvrir, puisque si elle restait sans résultat par le fait de la Russie, sans doute l'Autriche en garderait rancune et serait d'autant mieux disposée ensuite à s'entendre avec nous sur des mesures plus énergiques.

Sir Frédéric Lamb avait reçu la même communication que moi du prince de Metternich. Nous nous étions communiqué nos pensées et avions écrit dans un sens analogue à Paris et à Londres. Les deux gouvernements délibérèrent ensemble et nous répondirent (14 juin 1833) « qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à la proposition que nous leur avions transmise. Lord Palmerston avait sondé le prince de Liéven (ambassadeur de Russie à Londres) et jugé d'après son langage que l'empereur Nicolas s'y opposerait péremptoirement. M. de Metternich n'était pas homme à le soutenir avec vigueur et la négociation, ne pouvant ainsi venir à bien, aurait pour résultat de consacrer en quelque sorte, par une tentative inutile pour l'infirmer, la position spéciale et privilégiée que la Russie voulait s'attribuer en Orient. »

A la dépêche officielle que m'écrivait le duc de Broglie il ajoutait dans une lettre particulière : « Si le gouvernement autrichien se trouvait réduit à l'alternative de rompre avec la Russie ou de lui laisser faire tout ce qu'elle voudrait, jusques et y compris l'occupation définitive de Constan-

tinople, il est clair, pour moi du moins, qu'il s'y résignerait. »

Je ne voudrais pas affirmer que M. de Broglie eût tout à fait tort, je crois cependant qu'il jugeait trop sévèrement la politique du cabinet de Vienne et le caractère de son chef. Lord Palmerston adoptait avec exagération l'opinion du duc de Broglie et ce fut inutilement que Sir F. Lamb et moi nous efforçâmes de les ramener à ce qui nous semblait à tous deux une appréciation plus exacte de la vérité.

Mes instructions ne me prescrivaient pas cependant de repousser d'une manière absolue les ouvertures qui pourraient m'être faites par le prince de Metternich; je devais les encourager au contraire et me dire autorisé à les recevoir et à les discuter. Je lui portai donc les dépêches ostensibles du duc de Broglie, et après un préambule sur la confiance que nous étions disposés à placer dans sa sagesse et sa fermeté, je lui exposai « les doutes du gouvernement du roi sur la possibilité de vaincre la répugnance qu'éprouverait assurément l'empereur Nicolas à soumettre à une espèce de contrôle européen son action dans l'Orient. Je rappelai les prétentions ou les droits que la Russie croyait avoir acquis à la suite de cinquante années de guerres heureuses ou de traités habiles. Droits et prétentions auxquels elle ne voudrait pas renoncer sans doute quand sa flotte et ses armées se déployaient sous les murs de Constantinople. Pourquoi, abdiquant sans intérêt, sans nécessité, sa position privilégiée, accepterait-elle sur le pied de l'égalité le concours des autres puissances dans les diverses éventualités que pouvaient amener les affaires d'Orient? N'était-il pas probable que nous verrions surgir dans le sein d'une conférence, des prétentions fort opposées à nos intérêts et à notre politique? Accepter ces prétentions ce serait un assez triste résultat de notre tentative; les combattre, ce serait aller chercher dans le champ des théories une occasion gratuite de querelle. »

M. de Metternich m'écouta avec attention et sans paraître désappointé. Peut-être l'eût-il été beaucoup si, sa proposition étant accueillie à Paris et à Londres, il eût fallu y donner suite. Il savait qu'elle serait peu populaire à Saint-Pétersbourg. D'ailleurs la retraite d'Ibrahim était commencée, celle de la flotte et de l'armée russes ne faisait plus l'objet d'aucun doute.

L'affaire d'Orient était ainsi pour le moment calmée, et l'on n'a point à Vienne cette inquiète prévoyance qui cherche à escompter les embarras de l'avenir. Mes objections acceptées de bonne grâce et discutées seulement pour la forme furent l'occasion d'un long et curieux entretien, auquel les événements qui suivirent immédiatement donnent un piquant intérêt.

« Il faut distinguer, me dit M. de Metternich, entre les droits et les prétentions de la Russie en Orient. Ses droits se fondent, j'en conviens, sur des traités qui depuis celui de Kainardji ont plusieurs fois autorisé son intervention dans les affaires de la Moldavie, de la Valachie et de la Servie. Mais des traités sont comme des fermes que l'on peut exploiter bien ou mal et sur le produit desquelles il y a beaucoup à surfaire et beaucoup à rabattre. Au fait, malgré les mauvaises conditions de ces traités, notamment de celui d'Andrinople, la souveraineté de la Porte sur les principautés reste entière. C'est en surveillant les détails de leur administration, qu'il faut éviter les occasions dont la Russie voudrait profiter pour rendre son action fréquente et décisive. Sur ce point l'Europe peut s'en fier au contrôle de l'Autriche. Il s'agit d'une question vitale pour elle, puisque les principautés sont traversées par le Danube, grande artère de la monarchie.

» En outre des droits écrits dans des traités, la Russie a encore des prétentions, et l'on a pu croire à certaines époques que le principe fixe de sa politique était la destruction de l'empire ottoman ou son asservissement à un protectorat exclusif. Catherine II, dit-on, a recommandé ce plan à ses successeurs par un mémoire laissé dans ses plus secrètes archives. Quoi qu'il en soit, on ne saurait nier que, depuis 1822, l'empereur Alexandre ait plusieurs fois explicitement déclaré qu'il ne souffrirait jamais qu'un autre cabinet se plaçât entre le sien et le Divan et essayât d'intervenir dans les rapports des deux Empires. Il est également certain que, dans les premières années de son règne, l'empereur Nicolas s'est montré, plus encore que son prédécesseur, jaloux de cette position exceptionnelle. Mais ce que l'on ne sait pas en Europe, c'est qu'un changement complet, inopiné, s'est opéré depuis peu dans la politique du cabinet russe. Autant il était jadis exclusif et jaloux, autant il

est aujourd'hui confiant et abandonné. On a compris à Saint-Pétersbourg que, dans son état actuel de faiblesse, l'empire ottoman ne peut être sauvé par un seul allié, et l'on implore notre concours avec instance. »

Ici le prince de Metternich fit une pause, puis avec un air de mystère : « Je veux vous confier, ajouta-t-il, que dernièrement l'empereur Nicolas a fait venir dans son cabinet M. de Fiquelmont. Il est convenu que des antécédents pouvaient vous inspirer de fâcheuses préventions; mais il a formellement abjuré son ancienne politique. Il a voulu que notre ambassadeur écrivît sous sa dictée l'engagement d'honneur de ne plus rien faire qu'avec nous et par nous dans les affaires d'Orient. Jugez si après une déclaration si catégorique, envoyée directement par écrit à l'empereur François, nous sommes fondés à nous porter garants et des actes et des projets de l'empereur Nicolas. »

M. de Metternich se complut à me répéter ensuite qu'il avait dompté le lion moscovite, et que désormais il ne craignait plus ni surprise ni résistance. Il triomphait de ce succès, fruit de longues années de concessions et de patience; et, pendant ce temps et au moment même où il me parlait, le comte Orloff lui donnait à Constantinople le plus outrageant démenti. Je doute que, dans sa longue carrière, le chancelier d'Autriche ait éprouvé plusieurs fois un tel désappointement. Il me fut donné de lui en porter la première nouvelle. Un courrier de l'amiral Roussin, parti de Constantinople le 20 juin, me remit le 4 juillet des dépêches que mon collègue me demandait de transmettre au ministre sans aucun délai. Elles contenaient, me disait-il, des nouvelles d'une grande importance dont il aurait soin de m'informer par un autre courrier. Surpris de ce procédé et assez curieux de savoir ce dont il s'agissait, je m'adressai à l'ambassadeur d'Angleterre qui logeait auprès de moi à Baden et qui avait aussi reçu un courrier de Constantinople.

Il me répondit ce billet :

Baden, 4 *juillet* 1833.

La nouvelle est qu'on devait signer le 19 *juin un traité d'alliance offensive et défensive entre la Russie et la Porte. Il faut entendre ce qu'en dira notre Prince. Mille amitiés.*

FRÉDÉRIC LAMB

Je fis à l'instant atteler une voiture et me rendis en toute hâte à Meidlingen, petit village près de Schœnbrunn, où logeait alors le prince de Metternich. Mon émotion était extrême et ce ne fut pas sans peine que, pendant la route, je parvins à la dompter. Ou l'Autriche était comprise dans le traité d'alliance de la Porte et de la Russie et alors le prince de Metternich s'était moqué de moi avec une incroyable audace, ou ce traité avait été conclu à son insu, et alors lui-même avait été le jouet d'une étrange fourberie. Quelle apparence qu'un si habile homme se fût laissé attraper ainsi? Mais quelle apparence aussi qu'il eût inventé à plaisir toutes ces histoires de la conversion de l'Empereur de Russie et de la lettre dictée par lui à M. de Fiquelmont? Il fallait cependant bien que de part ou d'autre il y eût un flagrant mensonge. L'alternative allait être résolue, et mon éducation diplomatique encore peu avancée ne comprenait pas qu'une telle affaire pût finir sans éclat, sans infamie pour le trompeur, sans rancune de la part du trompé.

En entrant dans le cabinet de M. de Metternich, je lui demandai d'abord s'il savait la nouvelle de Constantinople, et, sur sa réponse négative, je lui contai sans préambule celle que je venais d'apprendre. Mes yeux étaient fixés sur les siens. J'épiai une émotion quelconque sur son visage. Il resta aussi impassible que de coutume en m'écoutant et me répondit, du plus beau sang-froid, qu'il n'avait rien appris de Saint-Pétesbourg ni de Constantinople qui le préparât à un tel événement; qu'il parierait volontiers une forte somme que l'amiral Roussin avait été mal informé et que sa nouvelle serait infirmée par le premier courrier.

— Je suis de moitié avec vous, répliquai-je précipitamment, le traité n'existe pas puisque vous l'ignorez. Le contraire supposerait un procédé de l'empereur de Russie qu'il ne m'appartient pas de qualifier. Mais ne m'autoriserez-vous pas à écrire à Paris qu'un tel acte, s'il existait, vous causerait autant d'indignation que de surprise?

— Notre conversation est difficile et compromettante, me répondit le prince. Vous savez mal ce qui s'est passé, et moi je ne le sais pas du tout. Sans nul doute un courrier déjà en route va nous tirer bientôt de notre incertitude. Qu'avons-

de mieux à faire que de l'attendre et d'ajourner toute explication jusqu'à son arrivée? »

Bien décidé à ne pas l'en tenir quitte à si bon marché, je repris : « Vous ne voulez pas me dire que, si l'empereur Nicolas vous a trompé, vous en aurez une rancune extrême, et je conçois qu'une telle confidence à mon égard vous paraisse inutile et déplacée. Mais dans l'intérêt de ma responsabilité vis-à-vis de mon gouvernement, et permettez-moi de le dire, pour la dignité même de votre caractère, il est indispensable que nous établissions bien dès aujourd'hui nos positions réciproques. Vous m'avez affirmé, prince, vous m'avez chargé d'affirmer en votre nom au duc de Broglie, que la politique de la Russie à l'égard de la Porte était changée, qu'elle ne voulait plus procéder isolément dans les affaires d'Orient, qu'elle voulait agir de compte à demi avec vous, de même que vous vouliez agir de concert avec la France et l'Angleterre.

» J'ai adopté franchement votre politique et mes dépêches au duc de Broglie sont depuis deux mois pleines de vos raisonnements. Je ne dois pas vous cacher que je rencontre à Paris quelques obstacles. On n'y est pas bien convaincu de votre crédit sur la Russie et de votre ferme volonté de lui résister au besoin. Je lutte contre les méfiances et dernièrement encore j'ai insisté de toutes mes forces pour faire prévaloir votre système d'action commune. Les choses étant ainsi posées, on va apprendre à Paris que le comte Orloff a signé avec la Porte un acte dont l'effet, quelle qu'en soit la forme, assure le protectorat de la Russie sur l'empire ottoman. N'est-il pas évident que notre cabinet, en recevant cette nouvelle, se demandera d'abord : le prince de Metternich avait-il connaissance ou ignorait-il ce qui se négociait à Constantinople, pendant qu'il faisait de telles ouvertures à notre ambassadeur à Vienne? S'il connaissait...

— Je comprends toute votre pensée, interrompit le prince de Metternich, et je n'essaierai point de me soustraire à votre alternative, mais *sur mon honneur et ma conscience*, si le traité existe, il a été conçu et accompli sans ma participation, sans qu'aucune circonstance ait pu éveiller mes prévisions. Après cela, que puis-je encore vous dire ? »

Il se leva en effet, visiblement pressé de terminer l'entre-

tien. La dénégation avait été formelle. La langue française ne pouvait lui fournir de paroles plus énergiques, et cependant je le quittai plus perplexe qu'auparavant. Je ne pouvais comprendre sa tranquillité, son insouciance en présence d'un événement qui compromettait dans tous les cabinets de l'Europe sa réputation d'habileté ou de franchise. Ces mots d'honneur et de conscience, prononcés si froidement, n'avaient point entraîné ma conviction, il le voyait et s'en montrait peu soucieux. Sans doute cette absence de toute passion, cette abnégation de toute individualité est une des qualités de l'homme d'état; mais je ne saurais, je l'avoue, ni la désirer, ni lui rendre hommage.

Le lendemain l'ambassadeur d'Angleterre vint reprendre la conversation où je l'avais laissée. Soit qu'on lui accordât plus de confiance, soit que la nuit eût porté conseil, M. de Metternich se montra plus explicite. Il fit lire à Frédéric Lamb un rapport de M. de Sturmer dans lequel l'internonce racontait que le comte Orloff s'égayait sur la crédulité des ambassadeurs de France et d'Angleterre qui s'étaient laissé persuader de l'existence d'un traité d'alliance entre la Porte et la Russie, et qui s'agitaient fort à ce sujet auprès du Reiss Effendi. « Si, après cela, ajouta le chancelier, la nouvelle se confirme, la duplicité de la Russie ne sera plus douteuse et je croirai de mon devoir de demander des explications catégoriques. »

C'étaient le reiss Effendi et le séraskier Kosrew qui, après avoir lutté longtemps contre leur maître pour empêcher la signature du traité, en avaient révélé l'existence aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. Ce fait, que je trouvai dans les dépêches postérieures de l'amiral Roussin, ne dissipa cependant point encore mon incertitude. J'avais peine à comprendre que les ministres et les confidents les plus intimes du sultan l'eussent trahi sans scrupule par une telle révélation, au hasard du châtiment terrible auquel ils s'exposaient. D'ailleurs ce traité qui devait être signé le 19 ne l'était point le 29 juin, et le 18 juillet, en partant pour la Bohême, M. de Metternich, ordinairement si bien servi, n'avait encore reçu aucune indication de son existence. Dans la semaine qui précéda son départ, il vint plu-

sieurs fois me voir à Baden. Il m'apportait les rapports de l'internonce, et sa sécurité s'accroissait de leur silence prolongé sur un fait si important.

Pour ma part, je l'avouerai, j'en étais venu à croire que l'amiral Roussin se laissait mystifier par les ministres turcs, dont la pratique constante est, dit-on, de mentir au corps diplomatique, sans autre motif que de mêler les cartes et de brouiller entre eux les chiens de chrétiens. Sir Frédéric Lamb partageait cette impression, et nous l'avions voulu communiquer à nos cabinets. Mais à Londres, on croyait à l'existence du traité et l'on ne doutait pas que M. de Metternich se fût moqué de nous. A Paris, on se prononçait moins positivement, mais la froideur avec laquelle M. de Metternich avait reçu ma nouvelle, sa réserve respectueuse à l'égard de la Russie contre laquelle un premier moment de surprise et d'irritation n'avaient pu lui arracher une parole sévère, avaient confirmé l'opinion qu'il n'y avait aucun parti à tirer d'un tel homme. Le caractère généreux du duc de Broglie jugeait capable de toutes les fourberies celui qui l'était de tels ménagements, et pour lui donner l'exemple de la franchise dans un moment d'irritation je crois peu réfléchie, il se laissa aller à m'écrire « que le cabinet de Vienne manquait également d'habileté, de bonne foi et de courage; qu'il ne cherchait à nous engager dans une négociation commune, que pour nous livrer ensuite à la Russie et lui faire sa cour à nos dépens. » Cette lettre fut confiée au baron de Hugel pour me la faire parvenir à Vienne, ce qui équivalait à la mettre sous l'enveloppe du prince de Metternich.

Les engagements pris au nom du Czar furent ponctuellement exécutés; la flotte et l'armée russes rentrèrent à Sébastopol aussitôt qu'Ibrahim eut repassé le Taurus. Le comte Orloff de sa personne quitta Constantinople le 10 juillet et ce fut seulement l'avant-veille qu'il signa à Onkiar Skelassi [1] avec le Sérasquier, le reiss Effendi, et Akmet, favori du grand Seigneur, le traité que l'amiral Roussin m'avait prématurément annoncé le mois précédent...

1. Village de la Turquie d'Asie, sur la côte orientale du Bosphore, en face de Thérapia.

Le prince de Metternich contesta longtemps l'exactitude des rapports que Sir Frédéric Lamb et moi recevions de Constantinople. Son incrédulité durait encore lors de son départ pour la Bohême. Le baron de Sturmer lui écrivit enfin le 9 juillet : « Que le comte Orloff venait de lui confier, sous le secret et avec de grandes démonstrations de confiance et d'amitié, le traité qu'il avait signé la veille. »

En apprenant cette nouvelle, le désappointement du prince dut être fort grand et j'ai toujours regretté qu'il ne m'ait pas été donné d'en jouir...

LE CHANCELIER DE METTERNICH ET LES AFFAIRES D'ESPAGNE

Le roi d'Espagne Ferdinand VII, n'ayant pas de descendance mâle, avait supprimé la loi salique espagnole et laissé son trône à sa fille Isabelle. Pendant la minorité de celle-ci, la reine Marie-Christine, femme de Ferdinand VII, devait exercer la régence. Ferdinand VII mourut en 1833 et les difficultés surgirent aussitôt, le frère du roi défunt don Carlos revendiquant pour lui-même la couronne. Telle est l'origine de la fameuse guerre carliste, qui émut toutes les chancelleries d'Europe.

Pendant les mois qui suivirent la mort de Ferdinand VII, j'avais eu peu à m'occuper à Vienne des affaires d'Espagne; le prince de Metternich et moi les avions traitées quelquefois incidemment sans qu'il me montrât ni vivacité ni parti pris. Je ne m'étonnais pas qu'il hésitât à se prononcer contre l'abolition de la loi salique en Portugal [1] et en Espagne. La chance de placer ses archiducs sur deux trônes de plus ne pouvait être indifférente à la maison d'Autriche qui toujours a tiré bon parti pour sa politique des alliances internationales (Tu felix Austria nube). Le chancelier ne me paraissait cependant pas pressé de reconnaître la reine Isabelle. « Nous ne sommes point appelés à juger ici, me disait-il, les droits des concurrents à la couronne d'Espagne, et nous ne nous prononcerons pas

1. Le Portugal traversait une crise analogue. Don Miguel y disputait le trône à sa nièce doña Maria. La similitude des situations, la communauté des vues politiques avaient d'ailleurs provoqué une sorte d'alliance entre Miguelistes et Carlistes.

avant l'événement en faveur des infants ou des infantes. Nous arriverons pour féliciter le vainqueur quel qu'il soit et ne lui demanderons que des garanties de tranquillité pour le présent et de stabilité pour l'avenir. Malheureusement, aujourd'hui, ni l'un ni l'autre parti ne nous permet encore de compter sur ces avantages. »

Jusqu'à la fin de 1833, le prince de Metternich se maintint dans cette attitude expectante; il connaissait personnellement Zea Bermudès [1] et espérait en lui pour contenir le parti révolutionnaire en Espagne; mais quand la reine Christine, contrainte d'abandonner ce ministre, eut appelé Martinez de la Rosa [2] à la tête de son conseil et promis à ses peuples des institutions libérales, on commença à s'inquiéter à Vienne de l'effet sympathique que le gouvernement parlementaire produirait sur le royaume de Naples. La sûreté de toute l'Italie parut menacée et l'on se prononça ouvertement pour la cause de don Carlos. La Pragmatique [3] de Ferdinand parut alors à M. de Metternich un acte déplorable, menaçant toute l'Europe. « Si j'avais eu l'honneur d'être ministre de Louis-Philippe, me dit-il, je n'aurais pas hésité à lui conseiller de persister dans la protestation qu'il a faite contre cet acte en 1830. La politique qu'il voulait suivre alors était la bonne pour lui et pour l'Europe. Pourquoi l'a-t-il abandonnée? Sans doute il ne devait pas souffrir qu'un nouveau Coblentz se formât derrière les Pyrénées. Mais rien n'eût été plus facile que d'obtenir des garanties à cet égard, et par des mariages entre les princesses d'Orléans et les fils de don Carlos, on pouvait resserrer les liens de l'ancien pacte de famille et continuer la politique du duc de Choiseul. » Comme j'insistais sur les difficultés que le caractère personnel de don Carlos apportait à toute transaction : « Je conviens, reprit M. de Metternich, que don Carlos est pour vous un voisin incommode, mais vous n'avez à choisir qu'entre des inconvénients; or on peut toujours traiter avec un homme, si déraisonnable qu'il soit, et je ne sais pas de

1. Premier ministre choisi par Marie-Christine, ancien diplomate d'esprit conservateur.

2. Pour lutter contre les Carlistes, Marie-Christine dut s'appuyer sur les libéraux et constituer un ministère libéral avec Martinez de la Rosa.

3. Pragmatique sanction. Acte par lequel Ferdinand VII avait assuré à sa fille la succession au trône d'Espagne.

moyen de traiter avec la Convention que vous allez avoir en Espagne. »

Après le quadruple traité du 22 avril[1], la controverse s'anima plus encore entre nous. Ce traité fut considéré comme un défi jeté aux puissances du Nord. Elles s'en irritèrent vivement Pour faire contrepoids à l'alliance des états constitutionnels, l'Autriche, la Prusse et la Russie convinrent de délibérer en commun et de régler de concert toutes les démarches auxquelles l'affaire d'Espagne pourrait donner lieu. M. Ancillon[2] était en ce moment à Vienne, et à en juger par son langage, le roi de Prusse plus que les deux empereurs ses alliés, était disposé à intervenir activement en faveur de don Carlos. Dans un entretien où M. de Metternich eut quelque peine à calmer l'aigreur inaccoutumée du ministre prussien, celui-ci me disait : « La conduite de l'Angleterre et de la France est contraire à tous les principes du droit public et de l'équité; si nous faisions telle chose, vous ne trouveriez pas de termes assez amers pour nous le reprocher. A quel titre vous portez-vous juges entre don Carlos et sa nièce? Il appartient aux seuls Espagnols ou à toutes les puissances réunies de prononcer sur leurs droits à la couronne d'Espagne. Vous vous rendez coupables d'une véritable usurpation en confisquant à votre profit une question qui est du domaine européen. » Je n'avais rien à gagner contre M. Ancillon, toute discussion eût été superflue; mais il m'importait de savoir si, comme le bruit en courait alors, don Carlos allait être reconnu roi d'Espagne par les trois puissances du Nord et si des agents diplomatiques devaient se rendre dans son camp, accrédités auprès de sa personne. M. de Metternich ne m'en laissa pas l'inquiétude. A la première question que je me permis sur ce sujet délicat, il me répondit sans ambages : « Nous conserverons jusqu'au bout le rôle que nous avons pris à l'origine; nous resterons des gens du lendemain, nous viendrons féliciter le vainqueur quand nous croirons sa victoire définitive, mais nous ne la croirons telle qu'à bonnes enseignes. Dieu nous garde de la faute que

1. L'Angleterre et la France se décidèrent en 1834 à soutenir les reines d'Espagne et de Portugal contre les prétendants. Un traité d'alliance entre les quatre pays fut signé le 22 avril 1834.

2. M. Ancillon, homme d'état prussien.

vous avez faite. Pour vous être trop pressés de reconnaître l'infante, je vous vois engagés dans un labyrinthe sans issue. Vous serez entraînés à intervenir et votre intervention sera sans profit pour vous comme pour l'Espagne. Vous ne parviendrez pas aujourd'hui à y établir un gouvernement modéré. Le juste milieu par lequel on termine quelquefois les révolutions ne se trouve nulle part quand on les commence. Don Carlos ou une Convention nationale, je vous l'ai déjà dit, c'est entre ces chances qu'est ballottée la malheureuse Espagne et, dans la position que vous avez prise, toutes deux vous sont également contraires. »

Le prince de Metternich avait à un très haut degré la faculté de soustraire son jugement à la séduction de ses préférences. Bien qu'il formât des vœux très vifs en faveur de don Carlos, quand je lui demandai lequel des deux partis extrêmes entre lesquels se balançaient selon lui les destinées de l'Espagne, devait le plus probablement l'emporter, il me répondit tristement que : « Don Carlos sans argent, sans matériel de guerre, succomberait sans doute tôt ou tard, puisque la France et l'Angleterre semblaient vouloir le poursuivre à outrance ». La France et l'Angleterre étaient en effet décidées à mener à fin leur entreprise. Elles signèrent le 18 août (1834) des articles additionnels au quadruple traité. Le roi Louis-Philippe s'engagea : « A empêcher qu'aucun secours en hommes, armes, ou munitions de guerre fût envoyé de France aux insurgés d'Espagne. Une escadre française bloqua les côtes de la Biscaye et le corps d'armée réuni au pied des Pyrénées fut renforcé. »

Menacé de tous les côtés, aux prises avec de si puissants ennemis, don Carlos soutint cependant pendant plusieurs années une lutte qui ne fut pas sans gloire.

Cinq grandes affaires avaient surgi en Europe depuis le commencement du règne de Louis-Philippe. En Belgique, en Italie, en Orient, en Suisse et en Espagne, nous marchions de concert avec l'Angleterre contre l'Autriche, la Prusse et la Russie constamment unies entre elles. L'antagonisme des gouvernements constitutionnels et des gouvernements absolus devenait ainsi systématique, et, si cet état avait pour l'Europe des inconvénients graves, il avait aussi des

avantages. En fait, notre alliance avec l'Angleterre après la révolution de 1830, a sauvé la paix du monde. Elle a imposé à l'Allemagne et inspiré à l'empereur Nicolas une modération que la France isolée en Europe n'eût sans doute pas obtenue de lui. M. de Metternich, qui redoutait par-dessus tout une guerre générale dont les révolutionnaires eussent seuls tiré parti, se résignait donc à l'alliance des deux puissances maritimes, mais non sans éprouver de vives contrariétés quand il en rencontrait les conséquences. La politique du cabinet Whig lui était odieuse et les manières de lord Palmerston antipathiques. Toutes les fois qu'un fait venu à sa connaissance lui paraissait de nature à m'irriter contre le principal secrétaire d'état britannique, il s'empressait de me l'annoncer et l'exploitait de son mieux pour exciter ma méfiance. Il trouvait souvent de telles occasions, car lord Palmerston détestait la France et n'apportait guère de loyauté dans le détail de ses procédés avec nous.

J'écoutais ses récits le plus souvent en silence et sans chercher à les contrôler. Un jour que M. de Metternich m'avait longuement raconté comment, dans une circonstance récente, lord Palmerston avait altéré des faits, malicieusement supposé des conversations, pour faire pièce au duc de Broglie, pour toute réponse, je pris un brin de paille qui se trouvait sur sa table et le lui mettant en main : « Voici, lui dis-je, notre alliance avec l'Angleterre; voulez-vous la briser? — La briser! s'écria vivement le prince de Metternich. Plutôt en faire une barre d'acier. Vous brouiller avec l'Angleterre, ce serait un danger pour l'Europe comme si nous nous brouillions avec la Russie. Prenez-y garde cependant, ajouta-t-il en souriant, rien n'est plus utile que l'alliance de l'homme avec le cheval; mais il faut être l'homme et non pas la bête. »

Je ne pouvais convenir que tel fût notre rôle à l'égard de l'Angleterre, et nous nous engageâmes dans un long entretien où furent résumées les questions que nous traitions ensemble depuis dix-huit mois. « Je persiste, me dit en finissant le prince de Metternich; vous faites un métier de dupe avec l'Angleterre. Dans la plupart des affaires que vous traitez de compte à demi avec elle, vous avez des vues et des intérêts opposés. Vous vous en apercevrez tôt ou tard,

Vous vous brouillerez nécessairement un jour en Orient, en Suisse, en Espagne. Pour la Suisse et pour l'Orient, peut-être parviendrez-vous à vous raccommoder et à vous remettre ensemble, mais pour l'Espagne, jamais. Une fois brouillés, le mal sera sans remède. Souvenez-vous de ce que je vous dis.

Je ne l'ai pas oublié en effet. L'accomplissement de cette prophétie s'est fait attendre quinze ans; mais elle s'est réalisée en Espagne avec de graves conséquences. Les affaires de Suisse ont aussi contribué pour leur part à la catastrophe de 1848. La haute expérience du chancelier d'Autriche avait prévu ce que la triste habileté du principal secrétaire d'État de la reine Victoria a su accomplir.

MORT DE L'EMPEREUR FRANÇOIS II.

Le 26 février 1835, à midi, l'empereur François II fut attaqué d'une fièvre inflammatoire d'un mauvais caractère. L'alarme se répandit aussitôt dans la ville, les spectacles furent fermés et toutes les classes de la population donnèrent des marques d'une profonde douleur. Le 27, les médecins conservaient quelque espérance; mais l'auguste malade ne se faisait aucune illusion sur la gravité de son mal. Il demanda les derniers sacrements de l'Église, les reçut avec une grande piété, puis continua à s'occuper des affaires de l'empire. Deux heures avant de tomber en agonie, il écrivit pour son successeur une instruction qui mérite d'être recueillie par l'histoire.

A mon fils Ferdinand.

Puisque la divine Providence t'appelle au difficile devoir de gouverner, écoute ces conseils que me dictent ma conscience et mes sentiments pour toi et pour mes peuples.

Les règles de conduite que je te vais donner, reçois-les comme un legs de mon amour; la bénédiction du ciel sera attachée à leur accomplissement.

Ne touche pas aux bases de l'édifice politique et social; gouverne, mais ne change rien; reste inébranlablement attaché aux principes par lesquels non seulement j'ai empêché la ruine de la monarchie, à travers tant d'orages, mais je l'ai affermie dans la situation glorieuse qu'elle occupe dans le monde.

Honore les droits bien acquis, et tu pourras réclamer le respect qui t'est dû comme souverain.

Considère l'union de la famille comme un des biens les plus précieux. Attache-toi à la maintenir.

Accorde une confiance entière à mon frère, l'archiduc Louis, qui m'a toujours assisté de ses conseils dans les affaires difficiles. Demande-lui de t'assister aussi dans les circonstances importantes.

Maintiens-toi dans les rapports de la plus intime cordialité avec ton frère et tiens-le au courant des affaires.

Reporte au prince de Metternich, mon fidèle serviteur et ami, la confiance que je lui ai accordée pendant tant d'années.

Ne prends sur les affaires publiques aucune détermination, sur les personnes aucune décision sans l'avoir d'abord entendu. En revanche je lui fais un devoir de se comporter envers toi avec la sincérité et le fidèle attachement qu'il m'a toujours témoignés.

FRANÇOIS

Vienne, 28 février 1835.

Dans la nuit du 1er au 2 mars 1835, l'empereur cessa de vivre. J'ai parlé de lui et de l'accueil qu'il m'avait fait à mon arrivée à Vienne. Je ne l'avais guère vu depuis lors; il n'était pas dans ses habitudes d'entretenir des rapports fréquents avec les ambassadeurs étrangers. Cependant deux ans de séjour à sa cour me l'avaient bien fait connaître, et je lui portais un respect sincère. Avant de cesser de m'occuper de lui dans ces mémoires, je veux lui consacrer encore quelques pages.

François II, fils de l'empereur Léopold, né à Florence en 1768, était monté sur le trône le 1er mars 1792. Le jour de sa mort terminait sa soixante-septième année et il en avait régné quarante-trois avec des fortunes très diverses. Depuis 1809, il accordait une confiance illimitée au prince de Metternich, mais ce serait se tromper beaucoup que d'expliquer cette confiance par la supériorité du ministre et l'indolente faiblesse du maître. Les rapports de François II et de M. de Metternich ne rappellent en rien ceux de Louis XIII et du cardinal de Richelieu. Le chancelier d'Autriche manquait des grandes et des mauvaises qualités de Richelieu. Bien qu'habile politique et capable de suivre avec persistance un plan de conduite bien

calculé, il n'avait pas cette volonté puissante qui, s'appuyant sur elle-même, renverse les obstacles, crée des séides et les entraîne à sa suite. S'il exerçait une autorité absolue, c'est qu'elle était considérée comme l'expression de la volonté personnelle d'un souverain vénéré de tous. Les archiducs Charles, Joseph, Antoine, Jean, Renier, Louis, frères de l'empereur, les archiducs Ferdinand et Maximilien, ses cousins, tous hommes de mérite, avaient exercé de hauts emplois civils ou militaires. Volontiers encore, ils auraient pris une part plus considérable aux affaires de la monarchie. Ils se tenaient à l'écart parce que l'empereur le voulait ainsi, et le témoignage le plus manifeste de leur respect pour sa volonté était l'attitude qu'ils conservaient devant son ministre. Leur exemple était facilement suivi par tous les grands de l'empire; aucun d'eux ne faisait difficulté de céder le pas au chancelier d'état, bien que sa charge ne donnât pas de rang à la cour impériale et que la maison de Metternich-Wineburg ne fût pas des premières parmi les maisons princières de l'Allemagne.

Le souverain, qui sans efforts et sans moyens de contrainte fait ainsi fléchir les volontés, ployer les amours-propres et qui pendant près d'un demi-siècle obtient l'obéissance de sa cour et de ses peuples, est assurément un grand prince. L'autorité toujours entourée d'obstacles ne se fraie pas longtemps sa voie indépendamment du savoir-faire de celui qui l'exerce. L'empereur François avait incontestablement les grandes qualités du gouvernement, et quant à ses vertus privées, elles n'ont jamais été mises en doute; il était bon père, bon époux, sa piété était sincère. On se plaisait à raconter à Vienne des traits qui témoignent de sa foi vive et de sa charité affectueuse. Un jour qu'il traversait une rue écartée des faubourgs avec un seul aide de camp il rencontra un cercueil porté au cimetière par deux hommes de la police. « Suivons, dit-il, ce malheureux qui n'a ni parents ni amis. » Et il ne le quitta qu'à sa dernière demeure.

Pendant le choléra qui, en 1832, fit en Autriche de si terribles ravages, l'empereur occupait à Bade une maison sur le chemin qui conduit au cimetière. Un grand nombre de convois passaient chaque jour sous ses fenêtres; le grand

maître de sa maison, craignant qu'il n'en fût affecté, leur fit suivre une autre route : « On a eu tort, dit l'empereur quand il s'aperçut du changement, il ne fallait pas priver ces morts de mes prières, elles étaient bonnes pour eux, ou du moins pour moi. »

En deçà de cette charité pour son prochain, l'empereur aimait tendrement sa famille et ses amis particuliers. Sous des formes brusques et un air narquois, il cachait une sensibilité vive. Il avait aimé particulièrement son petit-fils, le duc de Reichstadt. Plus expansif avec lui qu'avec ses autres enfants, il semblait vouloir le dédommager par sa tendresse de ce que lui avait coûté son inflexible politique. A la fin de l'année 1834, le comte Anatole de Montesquiou, fils de l'ancienne gouvernante du roi de Rome et chevalier d'honneur de la reine Amélie, fut appelé à Vienne par des affaires particulières. Il avait séjourné à Schœnbrunn pendant les Cent Jours de 1815, et sa présence rappelait naturellement le souvenir du fils de Napoléon. Aussi lui en parla-t-on beaucoup dans les audiences qu'il obtint de tous les membres de la famille impériale. L'empereur fut très ému quand je le lui présentai. Il avait le dos tourné contre une fenêtre; et, le voyant ainsi à contre-jour, je ne distinguais pas l'expression de sa physionomie. Il nous parla des qualités éminentes du jeune prince, de sa vie, de sa mort; puis continuant avec une apparente froideur : « Il a bien fait de mourir, dit-il, sa position en Europe était trop difficile. Il n'eût pu s'y faire une bonne place sans tout déranger... Sa vie eût été un danger pour vous autres... Sa mort n'a été un malheur pour personne... que pour moi... » ajouta le bon vieillard d'une voix brisée; et comme il se retournait pour nous cacher son émotion, je vis de grosses larmes sillonner ses joues amaigries.

J'étais parti de Vienne peu de jours après cette audience, et, quand j'y revins, l'empereur François n'existait plus. Je trouvai le nouveau gouvernement bien établi. Docile aux instructions de son père, Ferdinand avait confié son autorité à l'archiduc Louis et au prince de Metternich. Des rescrits avaient été adressés au comte de Kollowrat et aux autres ministres pour les confirmer dans leurs emplois. En général

tout resta sur l'ancien pied et le jeu de la machine gouvernementale continua sans interruption et sans secousse. On ne demanda point aux troupes de nouveaux serments, on n'adressa pas de proclamation au peuple, on évita tout ce qui eût pu causer un ébranlement ou une sensation trop profonde, et le changement de règne s'opéra dans l'empire d'Autriche avec plus de facilité que n'en rencontrait à cette même époque en France et en Angleterre un changement d'administration.

Aucune garantie de puissance et de tranquillité pour la monarchie autrichienne ne reposait-elle cependant sur l'expérience et les lumières personnelles de l'empereur François? Aucune difficulté extérieure, aucune intrigue intérieure ne devait-elle faire sentir le besoin de ce qu'il emportait avec lui?.. Enfin un jeune homme infirme et inapte pouvait-il impunément prendre la place d'un vieux et sage monarque instruit dans l'art de régner par plus de quarante années de vicissitudes? Il eût été puéril de le croire, mais, pour prédire à Vienne en 1835 des embarras et des dangers, on ne pouvait s'appuyer que sur de tristes généralités auxquelles les mauvaises passions inhérentes à l'humanité donnaient malheureusement trop de crédit. Pendant longtemps, le vaisseau continua à voguer tranquillement, passant à travers les écueils comme si l'empereur François invisible eût encore commandé la manœuvre et dirigé le gouvernail. On s'étonnait en Europe de ce mouvement sans bruit, de cette soumission sans efforts qu'obtenait un gouvernement sans chef et presque sans institutions. Dans un voyage que je fis en 1838 à Paris, madame la duchesse d'Orléans m'en exprima plusieurs fois sa surprise; un jour qu'elle me demandait à qui et pourquoi on obéissait en Autriche, je lui répondis qu'apparemment les Autrichiens aimaient l'obéissance pour elle-même.

Noble et infortunée princesse, vous deviez bientôt apprendre à vos dépens et aux nôtres, que le respect et l'amour du pouvoir, cette vertu dont vous faisiez si peu de cas, est la condition du bonheur des peuples et de la stabilité du trône qui le garantit.

COMTE DE SAINTE-AULAIRE

(A suivre.)

CÉCILE DE TORMAY

Une jeune femme pas très grande, au clair visage couronné de cheveux cendrés; le teint pâle et comme transparent des vraies blondes, coloré aux joues, aux lèvres, d'un rose léger que la moindre émotion avive; le nez fin, la bouche gracieuse sans mollesse, les yeux larges, purs, du bleu gris de certaines fleurs — des yeux qui voient plus loin et plus profond que les yeux des autres femmes, et qu'on ne peut oublier quand on a croisé leur regard. Trente-cinq ans peut-être, mais une jeunesse encore intacte; toute la féminité avec une énergie virile; la passion sans le désordre; l'intelligence accordée à la sensibilité; une âme fière et tendre, qui contenait, déjà, en puissance, tout l'héroïsme futur — telle était, lorsque je la vis, en 1914, madame Cécile de Tormay, l'auteur de cet admirable roman, *Au pays des pierres*, que les lecteurs de la *Revue de Paris* n'ont pas oublié.

Traduire un livre, c'est vivre dans l'intimité d'un écrivain, pénétrer son âme, s'assimiler à lui, en reproduisant les mouvements et les nuances de sa pensée. Tâche difficile, quand une sympathie spirituelle n'existe pas entre l'auteur et le traducteur. Pour exprimer le sens, pour exercer, en la transposant, la forme d'une œuvre, il faut cette intelligence que donne l'amour. Une mauvaise traduction est, avant tout, un malentendu, comme les malentendus qui séparent certains êtres sont des interprétations erronées de tels ou tels actes, de tels ou tels sentiments. On ne comprend bien que ce qu'on aime.

Parce que j'avais beaucoup aimé son œuvre, madame de Tormay ne me semblait plus une étrangère. Je la vis, quotidiennement, pendant quelques jours, et cela suffit pour que notre curiosité réciproque devînt une haute et solide amitié.

Cette Hongroise blonde a dans les veines un peu de sang germanique et un peu de sang français. « L'amour de la forme élégante, me disait-elle, le goût de la phrase simple, souple, musclée, c'est mon aïeule française qui me l'a laissé en héritage, — une petite dame gracieuse dont les yeux ont vu la cour de votre roi Louis XV... » C'est un héritage latin que ce sens du style et cet art de la composition par quoi les romans de madame de Tormay, malgré leur ample développement, ne font jamais « longueur » et gardent le mouvement de la vie. Pas de vaine rhétorique, pas de faux lyrisme. Dans une atmosphère poétique, l'ouvrage conserve le caractère du roman, du récit conçu objectivement, miroir où la vie se reflète, plus vraie que dans sa réalité. Depuis qu'on a inventé qu'il existe une « littérature féminine », considérée comme une région particulière, isolée, inférieure, de la littérature moderne, ou s'évertue à trouver entre les femmes écrivains des ressemblances qui permettraient de les comparer, entre elles, et de les classer... dans une sorte de « petite classe ». Pour justifier cet arrangement arbitraire, on a prétendu que toutes les œuvres de femmes ont au moins un trait commun : leur subjectivité; que, poèmes ou romans, elles ne sont jamais que des effusions et des confessions personnelles, et le plus souvent des autobiographies déguisées. Cela est vrai pour les poètes et pour la plupart des romans de poètes, cela est vrai aussi de beaucoup d'ouvrages masculins, car les hommes de notre temps se racontent volontiers, abondamment. Si l'imagination créatrice manque à la femme qui refait toujours le même roman — son roman — combien y a-t-il, sur ce point, d'hommes qui sont femmes?... Mais la « littérature féminine » a compté et compte encore des romancières véritables, capables de concevoir un sujet, de créer un milieu, de peindre des êtres observés dans la vie, recréés dans l'art, et qui ne sont pas seulement des prolongements de l'auteur ou l'auteur lui-même sous différents masques. J'ai nommé Selma Lagerlöf et Grazia Deledda; je pense à George Eliot, aux sœurs Brontë, à Mrs Humphrey

Ward, à Mrs Edith Wharton, à Mathilde Serao, sans prétendre les comparer l'une à l'autre. Inégales, elles ont toutes ce don de la création objective que des femmes écrivains admirables ne possèdent pas toujours, ce don qui est l'apanage propre et la marque significative du romancier, et qui n'a pas manqué à George Sand, quoi qu'en disent ses détracteurs actuels — qui ne l'ont pas lue.

Cécile de Tormay a reçu ce don de la nature, et elle l'a développé, par le travail.

***

La vocation de ces romanciers prédestinés, se révèle dès l'enfance. George Sand, toute petite, se racontait à elle-même d'interminables histoires, pleines de digressions, et qui finissaient toujours bien. A huit ans, George Eliot, enthousiasmée par le roman de Walter Scott *Waverley*, en fit une transcription à son usage pour se consoler de n'avoir plus l'original qui appartenait à un voisin. Les trois sœurs Brontë écrivaient des contes et des drames, et elles avaient fondé, avec leur frère Branwell, un *magazine* où Charlotte, âgée de treize ans, tenait gravement la rubrique de la politique, et commentait les discours de M. Peel!... Cécile de Tormay, instruite dans un pensionnat anglais de Budapest, se divertissait à rédiger un journal pour ses compagnes d'études, et faisait ainsi l'apprentissage naïf d'une forme littéraire qui exerce toutes les facultés de l'écrivain, en l'obligeant à varier sans cesse l'expression de ses idées. Elle écrivit même une pièce de théâtre où elle joua le rôle principal.

Ses parents ne contrarièrent pas ce goût de la littérature qu'ils avaient transmis à leur fille. Bela Tormay de Nadudvar, secrétaire d'État, membre de l'Académie des sciences de Budapest, était, à la fois, un grand agronome et un excellent écrivain. Il aimait passionnément la terre hongroise, il connaissait bien les paysans. On lui doit toute une série de travaux sur la science de l'agriculture, très supérieurs à la plupart des ouvrages du même ordre. Madame Bela Tormay était digne de son mari, aussi remarquable par les qualités de l'intelligence que par les vertus du cœur. Ensemble, le père et la mère, firent

l'éducation de leurs enfants. Le père leur enseigna l'amour de l'étude, le respect de la terre, le devoir de l'effort. La mère cultiva en eux la fierté d'une noble race et le plus chaud sentiment national. Cette double influence se retrouve, en traits inoubliables, dans la personne et dans l'œuvre de Cécile.

Jeunesse rêveuse et studieuse, lectures, songeries, essais timides, longs séjours à la campagne, dans les monts boisés, tout sonores de torrents, ou dans la plaine infinie où déferle la houle dorée des moissons, où la ligne de l'horizon apparaît, comme en haute mer, exactement régulière et ronde sous la coupole ardente du ciel. Séjours dans les villages aux maisons peintes, qu'habitent, — dans les chambres fraîches et bariolées, parmi les meubles rustiques décorés d'œillets stylisés et d'éclatantes tulipes, — les laboureurs en veste courte, et les filles aux jupes superposées, aux chemises blanches, aux tresses mêlées de rubans. C'est un peuple robuste, amoureux du sillon et de la meule, des chevaux à demi sauvages, de la musique et de la danse; un peuple fier de ses annales et de ses traditions, et qui n'a pas la moindre disposition à diminuer la valeur de son rôle historique... Ce peuple que Bela Tormay avait tant aimé et si bien servi, la jeune fille lui donna tout son cœur. Elle avait débuté, à dix-huit ans, par un volume de nouvelles, suivi bientôt d'un autre volume et de deux pièces, jouées au théâtre Urania, *La maison des Sirènes* et la *Ville des fleurs*. En 1911, elle publie *Au pays des pierres* — littéralement : *Les hommes parmi les pierres* — qui fut immédiatement traduit en allemand, en anglais et en français. Succès retentissant! Cécile de Tormay est maintenant un écrivain célèbre, et l'une des jeunes gloires de la Hongrie.

La beauté de ce livre, c'est la vie qui l'anime, la vie qui déborde les personnages et qui palpite, énorme, confuse, effrayante, autour de l'amoureuse tragédie. Parmi les forêts et les rocheuses étendues désertiques, dans le pli noir des vallées où glissent des cascades, où penchent sur l'abîme les pauvres maisons des hameaux; sur les cimes calcinées, devant l'immense profondeur de la puszta qui se déroule, tout en bas, « comme une plaque d'acier bleui forgée dans la courbe des montagnes », deux forces élémentaires s'attirent et se combattent : André Rez, le Hongrois de la plaine, Yella, la fille des

monts. On se rappelle le début si émouvant, la mort de la mère, — étrangère honnie, venue du rivage adriatique au morne « Pays des pierres »; la douleur farouche de l'innocente, le mariage de l'orpheline avec un homme mûr, sage et triste, qui croit tenir cet oiseau des libres espaces dans sa maisonnette de garde-voie; puis l'arrivée d'André Rez, la saison d'amour parmi les complicités de la forêt et de la montagne, le départ de l'amant, l'attente silencieuse et désespérée; et cette mort d'Yella qui fait songer, par la simplicité tragique du détail, à la fin d'*Anna Karénine*.

En 1914, à la veille de la guerre, parut un roman d'un caractère tout différent et peut-être supérieur au *Pays des Pierres*. C'est la *Vieille maison*, qui reçut le grand prix de l'Académie hongroise, et qui a été traduit dans toutes les langues d'Europe. La *Vieille maison* est la première partie d'un triptyque qui doit — ou qui devait — composer une sorte d'histoire de la Hongrie moderne, un peu selon la formule balzacienne. Trois générations, depuis Christophe Ullving, le grand ancêtre, se succèdent dans la vieille maison construite au bord du Danube, en un faubourg de la petite ville de Pest; et toute une famille s'élève, s'étend, décline, reflétant dans ses âmes multiples les transformations sociales et politiques d'un demi-siècle de vie magyare.

Et puis, la guerre vint...

***

Je n'ai jamais revu Cécile de Tormay depuis ce soir de juin 1914 où je lui dis un adieu fraternel. Bien souvent, pendant les sombres années, j'ai pensé à elle qui était de l'autre côté de la mêlée. Que d'amitiés se brisèrent ainsi! Mais comment aurais-je retiré la mienne à ce grand esprit, à ce cœur si noble? Ici, nous n'avons pas de haine contre le peuple hongrois.

Les femmes sont les victimes innocentes de la guerre que déchaînent les hommes et dont les hommes seuls portent la responsabilité. Elles ne peuvent que pleurer, prier, secourir tous ceux qui souffrent et remplacer, de leur mieux, ceux qui vont à leur terrible devoir. Que tout leur cœur soit plein

d'amour pour leur pays, et qu'il reste pur de toute haine!

Les mères ne haïssent pas les mères en pleurs, et les veuves ont pitié des veuves. Ce n'est pas là une forme de cette lâcheté qui se déguise sous de beaux noms : c'est l'expression la plus humaine de la féminité.

C'est avec joie qu'après l'armistice, je reçus des nouvelles de Cécile de Tormay. Un petit volume, *Les Figures de cire*, venait de paraître. C'est un recueil de nouvelles déjà anciennes. Gabriele d'Annunzio avait voulu traduire lui-même en italien l'une des plus parfaites : *Notre Dame en Arcadie.*

Mais c'était là une œuvre du passé. Un autre livre, un très grand livre, suivit bientôt *les Figures de cire*, et toute la Hongrie, douloureuse encore de sa défaite, tressaillit quand parut le *Livre proscrit.*

Patriote ardente, Cécile de Tormay avait servi sa patrie, pendant la guerre, dans les ambulances et dans les hôpitaux. Elle continua ce service charitable après l'armistice, sous le gouvernement de Michel Karolyi, mais la désorganisation de l'armée, l'encouragement donné aux partis juifs et révolutionnaires, toute cette préparation au bolchevisme qui montrait dans Karolyi le fourrier de Bela Kun amenèrent Cécile de Tormay à une vie d'action et de lutte, passionnante mais dangereuse. Cette fine jeune femme, cette rêveuse aux cheveux blonds, devint, secrètement, puis ouvertement, l'âme de la résistance. Pour défendre « la pensée chrétienne et nationale », elle fonda l'Association des Dames hongroises. Michel Karolyi voulut la faire arrêter. Avertie par des amis, madame de Tormay quitta Budapest et se réfugia en province. Bela Kun, qui remplaça Karolyi, mit à prix la tête de la jeune femme. Alors, commença le drame de l'exil au sein même de la patrie, la fuite perpétuelle, sous des noms et des masques divers, dans la fatigue, l'angoisse, l'insomnie, parmi des inconnus, dans l'ombre de la main crochue qui s'étendait partout, et sur tous. Cécile de Tormay tint longtemps le personnage très humble d'une institutrice, pauvre et malade, sous le nom d'Élisabeth Foldvary. Des gens courageux et bons devinèrent la romancière à travers l'institutrice. Ils accueillirent l'errante à leur foyer. Deux fois, elle dut les quitter pour ne pas les compromettre. Revenue chez eux, dans la petite ville de Balas-

sagyarmat, sous le feu des Tchèques qui occupaient la rive opposée de l'Ipoly, elle vit enfin paraître le jour de la libération. Triste libération pour une âme magyare. Bela Kun était tombé, mais les troupes étrangères — l'armée roumaine — occupaient Budapest.

Pendant cette terrible année, la vagabonde ne cessa jamais d'écrire, au jour le jour, dans les conditions les plus difficiles. Elle écrivait, sous la dictée de la vie, et pour l'avenir, les pages décousues, dispersées, qui formèrent, plus tard, les deux volumes du *Livre proscrit*. « Le titre de ce livre, dit-elle, dans la préface, lui a été donné par le destin. Conçu dans la proscription, sous la menace de la mort étouffant toutes les voix qui clamaient les douleurs magyares, il a suivi la fugitive, de son foyer interdit au château provincial, du château à la petite ville, de la petite ville au village. Divisé en fragments, il s'est caché parmi les feuillets d'autres livres, sur le faîte d'un toit, dans un tuyau de cheminée, dans la profondeur des caves. Il s'est dissimulé derrière les meubles et s'est enfoui sous la terre. La main de la police fouillant la maison, la botte des soldats rouges ont pesé sur lui. Cependant, il a subsisté, par miracle, afin de commémorer le souvenir des victimes dont le tombeau fermé s'efface déjà... Ce n'est pas seulement une histoire de la révolution... J'ai voulu que mon livre parlât de ces choses qu'ignoreront les historiens futurs, car, pour les connaître, il faut les vivre. »

Il nous a paru que ce livre traduit dans toutes les langues d'Europe, ne devait pas être ignoré du public français. Il constitue un document historique de premier ordre, et il unit l'intérêt d'un témoignage personnel à de rares beautés littéraires.

Assurément, nous ne pouvons partager toutes les idées de l'auteur et souscrire sans réserve à tous ses jugements. Il nous faut tenir compte d'un état d'âme qui n'est pas le nôtre, mais qui est celui de beaucoup de Hongrois. L'écrivain passionné, qui a souffert, mérite entièrement notre admiration et notre respect, par l'émouvante sincérité de ses sentiments, l'ardeur de son patriotisme prêt à tous les sacrifices, et la noblesse de son âme à la fois virile et féminine.

Le *Livre proscrit* est un ouvrage si vaste qu'il serait difficile de le publier intégralement dans les conditions actuelles de la librairie. Nous avons fait une traduction qui respecte l'esprit du livre, qui conserve les parties principales et caractéristiques; et nous avons résumé les autres parties aussi fidèlement que possible. Dans une œuvre écrite au jour le jour, il y a forcément beaucoup de longueurs et de redites. En choisissant, en resserrant le texte, nous nous sommes appliqués à ne pas le trahir.

La *Revue de Paris* publie maintenant le premier volume du *Livre proscrit*, soit l'histoire et le tableau saisissant de la vie à Budapest depuis l'armistice de novembre 1918, sous le gouvernement de Karolyi, jusqu'au 21 mars 1919, où commence la Terreur rouge avec Bela Kun et la dictature des prolétaires.

MARCELLE TINAYRE
PAUL RÉGNIER

LE LIVRE PROSCRIT

DE L'ARMISTICE AU BOLCHEVISME

(OCTOBRE 1918-MARS 1919)

I

La ville se prépare pour la fête des Morts, et l'on vend, au coin des rues, dans le brouillard, les blancs chrysanthèmes d'automne. Une foule noire se presse qui emporte ces fleurs, mais non point pour les cimetières... Cette année les vivants ne fleuriront pas les morts.

Fleurs de cimetière, blancs chrysanthèmes d'un jour! Une ville, ornée de fleurs funèbres sous le grand ciel sans espoir : tel était Budapest le 31 octobre 1918.

Aux étages supérieurs des maisons, des drapeaux flottaient mouillés et froissés. Les trottoirs étaient pleins d'ordures. Dans la boue, traînaient des papiers déchirés, des restes d'affiches, des fleurs blanches piétinées. La ville était sombre et souillée comme une vilaine salle d'auberge dont on n'a pas ouvert les fenêtres après la débauche nocturne.

Cette nuit le « Conseil National » de Michel Karolyi s'est emparé du pouvoir. Sommes-nous donc tombés si bas? J'ai senti en moi une protestation irritée, une indicible amertume, tandis que mes yeux révoltés étaient contraints par une obsession maniaque à lire et à relire sans cesse sur les bandes de papier tricolore collées aux vitrines des magasins l'inscription suivante sans cesse répétée :

Vive le Conseil National magyar!

Qui avait voulu ce conseil? Qui le réclamait? Pourquoi le supportions-nous?... La honte me brûlait.

A Vienne, le comte Jules Andrassy, ministre des Affaires étrangères de la Monarchie austro-hongroise, demande désespérément la paix séparée.

Dans ma mémoire, surgissent tout à coup de petites croix de bois lointaines... Je vois, à travers un nuage, les tombes militaires allemandes, au pied des Carpathes, sur les frontières de la Transylvanie, le long du Danube... « Tombés pour la défense du sol magyar ». Et voici que nous abandonnons les mères, les femmes, les enfants de ceux qui dorment dans ces tombeaux.

Le sang me montait au visage. Tout vacille, même l'honneur de la nation. Les rapports, venus de l'armée, semblent une divagation insensée. C'est en vain que nos tragiques héros triomphent sur le Mont Asolone. L'armée recule déjà dans la Vénétie, sur les bords du Danube, de la Drina, de la Save. Ici, dans la capitale, les casernes jurent fidélité au « Conseil National » de Karolyi.

Honteuse tragédie! Les drapeaux flottent sur le palais royal vide, aux têtes des ponts et sur les bateaux du Danube, comme si c'était un jour de fête.

J'arrivai au pont Élisabeth. Les soldats bosniaques en désordre et sans armes marchaient près de moi. La plupart portaient sur l'épaule leur petite caisse militaire, à droite ou à gauche, et ils marchaient sans discipline. Ces soldats criaient : « Vivat! » sans comprendre pourquoi; quelques-uns « *Jivio*! » en serbe... On les renvoyait chez eux. Ils se dirigeaient vers la gare.

Un camion automobile tourna sur le pont. Les tramways avaient cessé le service. Le pont entier appartenait aux automobiles. Elles venaient à grande vitesse, à grand fracas, comme des bêtes féroces échappées et furieuses. Dedans des vagabonds armés et des soldats. Ils hurlaient; des enfants, des apprentis évadés de l'atelier, tiraient des coups de fusil en l'air, levant leur arme avec beaucoup de peine, car le fusil était lourd. Tout donnait la sensation d'un cauchemar répugnant... Le vent humide devint froid, soufflant du Danube entre les maisons de Pest. La pluie recommençait

à tomber. Dans un coin, trois hommes s'abritaient sous un seul parapluie. Leurs gros souliers sonnaient sur le pavé, dans l'eau, comme des boîtes vides; et leurs vêtements aussi semblaient vides. L'eau dégouttait de leurs chapeaux sur leurs cols. De loin, on pouvait voir que c'étaient de petits fonctionnaires. A cette heure de la journée, sans doute, depuis trente ans et plus, ils se rendaient à leurs bureaux... Tout à coup, le sol se dérobait sous eux... Ils ne savaient plus que faire.

« ... C'est une chose illégale... le serment officiel... le devoir du fonctionnaire... Ah! si l'on n'était pas forcé par le besoin de gagner sa vie!... Et les autres?... Ils y sont peut-être allés!... Il faudrait demander à monsieur le Conseiller... »

Ils délibérèrent, puis se mirent en mouvement, s'arrêtant de temps à autre, puis faisant quelques pas. Lorsque je me retournais pour les voir, ils avançaient déjà rapidement comme repris par l'ancienne routine à laquelle ils ne pouvaient pas échapper.

Des feuilles imprimées, pendues à des poteaux, flottaient en l'air et, au-dessous, passait la foule épaisse et lente. Les gens allaient, comme poussés par une force fatale, incapables de s'arrêter, incapables de se détourner. La foule, par derrière, obligeait toute la rue d'avancer. Un animal sombre, gigantesque, glissait sur l'asphalte, le cou plié sous un joug énorme; il glissait, en se balançant de droite à gauche et en poussant des « Vivat! »

Je sentais un cri étrange, un cri muet s'enfler dans ma gorge; j'aurais voulu faire signe à ces hommes de s'arrêter, de revenir sur leurs pas; mais dans le mouvement de vague de la foule, il y avait déjà quelque chose de ce destin aveugle que l'on ne peut pas retenir. Et pourtant, il y avait aussi une obéissance à des ordres mystérieux. Parfois dans la vague rompue, des automobiles magnifiques se glissaient pour de courts trajets rapides. Dans ces voitures, on voyait des rubans aux couleurs nationales, de blanches fleurs d'automne, des visages au type sémite fortement caractérisé. Et derrière elles, dans toute la rue, coulait toujours le torrent humain.

Je pris une rue adjacente. Une charrette roulait sur le

pavé, chargée de paysannes souabes[1] secouées gaîment, largement, parmi leurs bidons à lait. Tout à coup, — je ne les avais pas vu venir, — trois marins barrèrent la route. C'étaient des gars de mauvaise mine. L'un saisit le mors du cheval; les deux autres grimpèrent sur la charrette... en un instant! D'abord, les femmes crurent à une plaisanterie, elles se regardèrent; un rire passa sur leurs jeunes figures balourdes. Mais les marins ne plaisantaient pas. Ils injurièrent les paysannes et les jetèrent à bas de la charrette; puis, comme s'ils faisaient le geste le plus normal, en plein jour, au centre de la capitale, ils s'emparèrent du bien d'autrui. Quelques coups de fouet au cheval et les voleurs fuient au grand trot, dans la charrette. Alors seulement, les femmes comprirent; elles crièrent avec leurs voix aiguës de paysannes; elles appelèrent au secours; elles montrèrent la direction que la charrette avait prise. La rue était pleine d'hommes, mais la rue était lâche, la rue ne les aida point. Les gens se hâtèrent comme désintéressés du malheur d'autrui, comme si ce malheur était contagieux.

Tout cela était bête et vilain... Il me semblait que nous tous qui marchions par là, nous avions perdu quelque chose. Je ne pouvais suivre ma pensée jusqu'au bout. Soudain la tête me tourna. Sous le porche de la maison voisine, deux voyous assaillirent un officier. L'un d'eux avait un couteau de cuisine à la main; ils proféraient des menaces. Un bâton s'éleva. Les voyous arrachèrent le képi du petit lieutenant. Des mains sordides cherchèrent sa gorge. Le couteau remua près du col... On coupait les étoiles de l'officier qui avait sur la poitrine la croix du Mérite et la grande médaille d'or. La populace ricanait. Le petit lieutenant, tête nue, pâle comme la craie, était au milieu de leur cercle. Il ne dit rien; il ne se défendit pas; il n'eut qu'un mouvement nerveux de l'épaule.

Puis il fit un mouvement comme un enfant qui va pleurer; il plaça sa main gauche, à revers, devant ses yeux. Pauvre petit lieutenant!... Je vis alors que le bras droit lui manquait!...

1. Aux environs de Budapest il y a des villages habités par des Souabes établis en Hongrie depuis plusieurs siècles. Les paysannes de ces bourgades approvisionnent la capitale de lait, beurre, etc.

Et les gens firent encore comme s'ils ne voyaient pas, comme s'ils étaient bien aises que ce ne fût pas encore leur tour... Tout était vague et confondu, ainsi que dans un songe fiévreux où le rêveur, à demi éveillé, gémit sans croire à son rêve et pourtant s'agite...

Que se passa-t-il?... Ma main frémit comme pour se porter, d'un geste réflexe, à mon front... Près du bâtiment de la Place, sous les arbres dépouillés, un groupe de soldats. Ils tenaient déployée l'étoffe d'un drapeau tricolore; ils la tenaient comme par jeu. Et un petit homme, aux jambes courbées, aux cheveux emmêlés, découpa rapidement, dans l'étoffe, avec son couteau, la couronne surmontant les armes de Hongrie [1].

Personne ne l'arrêta. On l'aidait même, en tenant l'étoffe. Je sentis alors comme une brûlure intérieure douloureuse à tout attouchement venant du dehors.

Je détournai la tête, pour que nul ne vît mon visage, et le temps passa, et je m'aperçus que j'étais presque courbée en deux. Je me redressai, et ce fut par hasard qu'un mot arriva jusqu'à ma conscience, un mot pris sur une affiche : « Camarades ».

La proclamation du parti social-démocrate s'étalait devant mes yeux sur le mur.

« Ouvriers! Camarades! L'égoïsme de la classe dirigeante a poussé inéluctablement ce pays dans la révolution. Les régiments se sont joints sans effusion de sang, mercredi, dans la nuit, au Conseil National, et ils ont occupé les principaux points de la capitale : la poste, les centrales des téléphones, le quartier général. Ils ont juré fidélité au Conseil National. Camarades! Ouvriers! voici maintenant votre tour. La contre-révolution voudra sans doute ressaisir le pouvoir! Il faut montrer que vous nourrissez les mêmes sentiments que vos frères les soldats. Descendez dans la rue! Cessez tout travail!

« Le Parti social-démocrate de Hongrie. »

1. Les armes de Hongrie sont surmontées de l'emblème de la royauté hongroise de la Sainte-Couronne, donnée par Sylvestre II au premier roi de Hongrie.

Nuit du 2 novembre vers l'aube.

L'écroulement de la monarchie austro-hongroise.

Il était minuit bien passé quand ma mère ferma sa porte à clef. J'étendis un foulard de soie sur l'abat-jour de la lampe afin que du dehors l'on n'aperçût pas la lumière et, sur la tablette du secrétaire, je triai les lettres amoncelées. Soudain une sonnerie entrecoupée. Le téléphone... Qui appelle à cette heure? si tard! — Que peut-il être arrivé? — Je descendis en courant. Une voix inconnue me parlait du fond de l'invisible. Une voix effrayée, étrangère. « Sauvez-vous! Du camp de concentration de Kenyermezo, les prisonniers russes se sont enfuis. Ils arrivent en armes, environ 3 000. Ils tuent, volent, saccagent. Ils marchent contre la capitale. Ils viennent par ici. »

C'était donc vrai... Je voulais remercier pour l'avis secourable, mais la voix s'était retirée et je ne l'entendis plus.

Les Russes arrivent!...

Indécise, je restai un instant debout dans le corridor froid. Que faire? Parler à ma mère? A quoi bon? Lentement je remontai. Dans la chambre de mon jeune frère malade, aucun bruit. Ils dorment! C'est mieux ainsi!... Et comment pourraient-ils descendre, de nuit, sur la route glissante et mouillée? Où irions-nous?... Fuir! Ce cri, je l'ai entendu autrefois pendant un tremblement de terre. Mais où l'homme se réfugierait-il quand partout la terre chancelle?

De ma lampe encapuchonnée comme à travers la lanterne sourde d'un voleur, un mince rayon tombait sur ma table. Je m'assis et j'appuyai ma tête sur mes bras. Ma tête était vide, engourdie, mais voilà qu'à travers l'engourdissement trois mots se précisent : *les Russes arrivent...* Comme si dans ma mémoire ces paroles avaient réveillé le passé, je me rappelai le jour où je les entendis pour la première fois...

La Hongrie n'a pas voulu la guerre. Quand elle fut inévitable, elle lui fit face, en tout honneur, comme toujours et de tout temps depuis mille ans. La vieille nation se mit en route pour sa propre défense. Dans leur costume noir des jours de fête, les paysans allaient à travers la ville. Les talons de leurs bottes frappaient durement le pavé des rues.

Et la chanson populaire retentissait : « Ne pleure pas, douce mère, j'aurai une tombe fleurie... » Drapeaux fleuris, canons fleuris, trains fleuris. La main dans leur main, les jeunes femmes au jupon multicolore, accompagnaient en pleurant leurs époux, les vieilles femmes coiffées de fichus, accompagnaient leurs beaux garçons...

... Les Russes arrivent!...

C'était d'abord leur cri, et je me disais en moi-même : « Voilà ces trois petits mots ont suffi pour mettre en mouvement des foules énormes, bien loin, au nord. »

. . . . . .

... Les années vinrent et disparurent, encore et toujours baignées dans le sang. Il y a eu bien des étés depuis cet été tragique de 1914 où partirent ceux qui ne devaient jamais revenir. Visages aimés, compagnons de jeux de mon enfance, amis de ma jeunesse, vous n'êtes plus! Au pied de Lublin, sur le champ de Satanov, au défilé de Dukla, au milieu des marais de Pologne, sur la terre serbe, et au-dessus d'Asiago, partout notre sang coulait. Les jeunes pousses de mon vieil arbre ancestral ont été détruites! Et comme vous, d'autres partirent, d'une année à l'autre, sans trêve. Puis l'appel aux armes retentit sur les bancs des écoles et parvint jusqu'aux auvents ensoleillés des chaumières paysannes, jusqu'aux petits bancs où les vieux se chauffent au soleil, et se reposent en attendant le repos éternel après les travaux de la vie.

Il ne restait plus d'hommes faits, ni de jeunes gens dans les villages. Sur la vaste terre noire, les femmes ensemençaient, les femmes moissonnaient.

Printemps nés dans les tourments, étés moissonnant dans les larmes! Et dans le brouillard d'automne, des vieillards aux cheveux blancs derrière des bœufs dont le col fumait, avançaient avec peine, tenant d'une maigre main le manche de la charrue.

Tous les hommes étaient au loin sous le ciel étranger, sur une terre étrangère, pendant que les villes et les villages désertés, presque vides, étaient envahis par la horde des réfugiés de Galicie, en caftan. Un essaim d'un nouveau genre s'abattit autour des marchés et de la Bourse. Le ghetto de Pest fourmilla. Les marchandises disparurent et les

prix montèrent d'une manière dangereuse. La misère arrivait, gémissante. Les enrichis de la guerre faisaient sonner leur or sans vergogne pendant qu'une partie de l'aristocratie et la juiverie multimillionnaire dansaient comme des insensés au milieu de la ville affamée et du pays en larmes.

Tantôt des nouvelles à serrer le cœur arrivaient de la tempête sanglante, au loin. Tantôt on arborait les drapeaux, on sonnait les cloches de la victoire. Puis les drapeaux s'endeuillèrent et les cloches sonnèrent la mort...

Le roi est mort!... Vive le roi!

Le vieux monarque [1] avait fermé les yeux dans un très grand âge. De sa vieille main tombait le sceptre des deux royaumes. Funérailles d'empereur, noires pompes funèbres à Vienne. Couronnement ruisselant d'or à Bude. Les nuages crevèrent, et sur la terre douloureuse comme dans une féerie, le jeune roi défila à travers la ville de son couronnement avec sa reine toute blanche [2].

Ce ne fut qu'un songe. Le roi se hâtait. Devant la porte de la forteresse, en vain une nation lui apportait son amour. Il partit, avant d'avoir recueilli ce trésor princier. Et le vent emporta l'amour inutile de toute cette nation. Quelque chose se glaça sous le ciel de la Hongrie.

Les hivers alors étaient terribles. Il faisait des froids à vous figer le cerveau, comme jamais on n'en avait connu. Des enfants, des fillettes, des vieillards faisaient la queue chez le marchand de charbon. Assis sur le trottoir ils attendaient couverts de haillons. Chez les bouchers, aux magasins municipaux, chez les boulangers, devant les laiteries, des femmes en longue file, tristes, piétinaient, attendant leur tour, depuis l'aurore souvent jusqu'à la nuit tombante. Patientes, silencieuses, elles attendaient, et... tous attendaient. Les hôpitaux étaient pleins. Et dans tout le pays, on n'entendait plus sur les routes que le petit choc cadencé des béquilles.

Voilà ce qu'était devenue cette heureuse Hongrie d'autrefois! Mais quand même l'espérance nous restait, et l'honneur était sauf. Et ceux-là mêmes qui la vouaient à la mort,

1. François-Joseph Ier, mort en novembre 1916.

2. Charles IV et la reine Zita furent couronnés à Bude, quelques semaines après la mort de François-Joseph, conformément à la constitution hongroise

saluaient dans nos soldats la force magnifique de la Hongrie.

Nous vivrons, car nous voulons vivre... Au milieu de leurs tourments, voilà ce qu'ils se disaient entre eux, ceux qui souffraient, les vrais magyars. Car tout ce qui était hongrois dans notre pays, savait qu'il ne nous était pas permis de perdre la guerre. La perte d'une guerre de conquête ne signifie qu'un chancellement en arrière pour les nations. Mais la perte d'une guerre de défense signifie une longue léthargie ou la mort elle-même, la vraie mort, la grande!... Notre guerre fut une guerre de défense! Nous étions le seul peuple en Europe, qui ne voulait rien prendre aux autres. Nous voulions conserver notre bien et, pendant les années sanglantes, il sembla que ce qui était à nous depuis mille ans resterait nôtre.

Les armes n'ont pas pu nous vaincre... Mais à l'intérieur du pays la politique de querelles a perdu une bataille plus grande que la bataille. La haine personnelle et la jalousie ont renversé le comte Étienne Tisza. Le gouvernement passa entre des mains inhabiles. La force qui l'avait maintenu jusqu'à présent, cessa d'exister et pendant que la plaine hongroise, la Transylvanie, la Haute-Hongrie et la Transdanubie, s'en allaient au loin sur les champs de bataille, dans le sang, avec honneur et gloire dans la capitale regorgeant de monde — alors que le pays était vide — il se passa quelque chose... Les effets d'un travail de mine sournois, silencieux, commencèrent à agir sur les événements. Dans l'arrière-plan sombre, ainsi que sur la scène, de sombres silhouettes glissaient. Derrière les coulisses, des souffleurs invisibles chuchotaient et, au premier plan, la silhouette d'un homme se dessinait, de plus en plus nettement et cet homme répétait à haute voix ce qu'on lui soufflait de loin, comme si cela venait de lui-même. Cet homme, c'était le comte Michel Karolyi!

Alors déjà les trains, l'un après l'autre, roulant d'un bout à l'autre de la Hongrie, des trains d'une longueur démesurée, transportaient des troupes du front russe libéré vers les frontières italienne et française. L'esprit de la victoire ravissait les âmes. Même les devins de mauvais augure se taisaient. La possibilité d'une paix honorable miroitait à l'horizon comme un mirage. Les frontières de la Hongrie resteront intactes! Telle était la condition de notre pays. Nous n'avons

jamais voulu autre chose. L'intégrité de la Hongrie! Nous avons serré les dents. Tenir jusqu'au bout! C'est le dernier déploiement de la force. Après cela la route restera libre vers le second millénaire.

Mais alors tout d'un coup, comme si dans l'ombre brillait un couteau, une lueur passa. Et dans cette clarté on put voir une blessure fraîchement faite, dans l'âme si résolue de la nation. Qu'est-il arrivé?

Des inconnus, dans les premiers jours de janvier, avaient répandu par contrebande des proclamations excitant à la révolte dans les fabriques de munitions et d'armes. Pendant la nuit, des imprimés antipatriotiques circulaient en secret, à travers les chambres des casernes : « Ouvriers! Nos frères!... soldats nos frères!... Pas un centime... pas un homme à l'armée... »

L'ennemi se cachait au milieu de nous. La nation, qui luttait pour son existence, indignée, exigea : « Qu'il paraisse!... qu'on le démasque... » Et quand on arracha le masque du criminel, on put alors voir dans une clarté impitoyable son visage aux yeux clignotants. C'était le représentant de l'une de ces organisations prétendues scientifiques créées par la franc-maçonnerie : la Filiale des Écoles supérieures de Hongrie, des libres penseurs internationaux. C'était le cercle des Galiléens de Budapest, autrement dit la jeunesse juive, exclusivement.

Ce petit camp a pu être découvert. Mais les autres, ceux qui ont participé à l'attentat, s'étaient retirés subitement dans l'obscurité de l'arrière-plan, et comme s'ils avaient fait corps avec elle, on ne vit plus leur visage. Michel Karolyi crut superflu de prendre ces précautions. Il resta sur la scène, au premier plan, et bien que des étrangers suspects pénétrassent sous la porte cochère de son palais, personne ne l'inquiéta. La police ne le troubla point. Elle savait pourtant qu'au moment de la rédaction des imprimés défaitistes, Karolyi était en contact fréquent avec la jeunesse galiléenne. Bien plus, il passait des heures dans les locaux du cercle. On l'observait des fenêtres d'une maison voisine. Mais d'invisibles puissances protégeaient Michel Karolyi.

L'opinion publique était nerveuse dans ces temps troublés. Elle attendait les représailles avec impatience. La police

avait mis les scellés sur le cercle des Galiléens. On fit des arrestations. Enfin le nom de quelques accusés fut prononcé derrière les portes closes de la salle d'audience. Des noms qui sonnaient bizarrement. Aujourd'hui je me les rappelle encore : Duczynska Ilona, Sugar-Singer Tivadar, Helfgott Armin, Csillag-Stern, Kelen-Klein, Fried, Weiss, Sisa, Ignace Beller et aussi trois juifs russes, entre autres un certain prisonnier de guerre, du nom de Solom, qui était en possession d'un appareil multiplicateur. Pas un Magyar parmi eux. Des étrangers louches, à l'âme noire, ont préparé notre perte! Mais personne n'en parla. Pourtant la liste des noms du procès des Galiléens était une indication précieuse où se trouvait le secret de l'avenir. Mais nous, nous ne sûmes pas y lire. La nation hongroise ne sait jamais lire son avenir dans le présent.

Le dossier du procès des Galiléens fut refermé. La cour martiale prononça un verdict extraordinairement mitigé, avec deux acquittements. Puis le silence se fit, le même silence, qui, en automne 1917, cacha le voyage en Suisse de Karolyi et étouffa les chuchotements de ceux qui voulaient savoir si, là-bas, il avait dévoilé aux Français la future offensive allemande, s'il traitait avec les syndicalistes et avec les bolchevistes. Ce fut seulement lors de l'émeute des marins de Cattaro que commença une nouvelle agitation. Malgré le secret gardé par la direction militaire, des nouvelles transpirèrent. L'ordonnance d'un officier supérieur apporta une lettre cousue dans sa tunique.

Là-bas, dans le golfe de Cattaro, la flotte se révoltait. Nicolas Horthy, le héros de Novara, comprima la révolte et sauva la force maritime de la Monarchie. Il paraît que la Direction militaire trouva deux télégrammes des révoltés. L'un adressé à Trotzki, l'autre — à Michel Karolyi...

Ce dut être à ce moment-là que je rappelai au comte Étienne Tisza la lettre que j'avais reçue par la Suisse en automne 1914 et dont je lui avais alors immédiatement parlé. Cette lettre, à vrai dire, était arrivée avec Michel Karolyi, que la mobilisation générale avait trouvé sur le sol de France. D'après la lettre, les Français savaient pourquoi ils avaient renvoyé Karolyi dans sa patrie. Il recevra une belle récompense, s'il fait un bon travail... il peut encore devenir président de la

république hongroise. Tisza hocha la tête : — Vous voyez des fantômes. Ce serait une folie de faire de lui un martyr.

Ainsi pensait Étienne Tisza, et les autres politiciens étaient du même avis. On ne prenait pas au sérieux Michel Karolyi, car on ne voyait pas ceux qui étaient derrière lui. L'opinion publique, elle, s'occupait de tout autre chose. La vie devenait de plus en plus difficile chaque jour et au loin là-bas à Brest-Litowsk les pourparlers de paix continuaient. Les délégués des soviets tiraient avec astuce les choses en longueur. Les chefs militaires allemands, perdant patience, frappèrent sur leurs sabres, lors des pourparlers. Trotzki-Braunstein, le ministre des Affaires étrangères des soviets, par-dessus la tête de nos délégués, adressa des discours incendiaires à nos soldats et à nos ouvriers.

Comme si cela avait été un signal, la presse juive de Hongrie commença d'attaquer l'allié allemand. Le cercle des Galiléens « dissous » organisa une démonstration devant le consulat d'Allemagne, et brisa les vitres. Les parents de race des Trotzki, des Radek, des Joffe de Budapest, avec la puissance des organisations ouvrières qu'ils tenaient dans leurs mains, provoquèrent des grèves. C'est ainsi qu'ils appuyèrent leurs amis de Russie et affaiblirent la position de nos délégués.

Pendant les jours de grève, un soir, Michel Karolyi se promenait avec sa femme au centre de la ville. Les Karolyi rencontrèrent un de leurs parents qui habitent l'un des arrondissements extérieurs et, joyeusement excités, ils lui demandèrent : « N'est-ce pas, au dehors, le peuple s'insurge?... » Accablés, ils entendirent la réponse négative. « Cela ne fait rien... Il n'est pas encore mûr. Mais nous n'éviterons pas la révolution. »

Les voix souterraines s'élevèrent. A cette époque, les mots même étaient action. Et les mots se mirent à l'œuvre. — On colportait des racontars dont on ignorait l'origine. Et, des champs de bataille, dans la capitale, dans les fabriques, dans les casernes, la terre commençait à s'ébranler secrètement, lentement. Et pourtant les fronts ne furent jamais plus solides. Après la paix avec l'Ukraine et la Russie, c'étaient peut-être les dernières minutes, où, si nous avions montré de la force, de l'union et de la décision, nous aurions pu espérer faire une paix

moins dure. Mais dans ces jours néfastes pour la monarchie, une sorte de méchante lanterne magique projetait vers nos ennemis le tableau de la dissolution de l'alliance allemande et nos discussions intérieures. Et ces tableaux mensongers, là-bas, de l'autre côté, ranimaient le feu qui se fût affaibli...

Le parti de Michel Karolyi commençait, à cette époque, à répandre le bruit qu'il avait fait prendre contact avec les chefs de l'Entente. Poincaré aurait été l'avocat de la famille Karolyi... Des fables circulaient. D'autres savaient aussi que Karoly avait des relations avec Trotzki, et que dans les petites communes des environs de Pest il organisait des conseils de soldats en secret avec les amis des social-révolutionnaires.

Tandis que nous l'appelions traître, la presse radicale faisait de lui un prophète et les foules dévoyées le considéraient comme sauveur de la patrie.

Les francs-maçons, les socialistes, les féministes et les galiléens le suivaient. Quelques femmes de sa famille la plus proche, comme s'il les avait prises pour élèves, l'entouraient et sans examen répétaient tout ce qu'il leur dictait. Si un simple hussard avait parlé comme Michel Karolyi, on l'eût pendu, mais Michel Karolyi, bien qu'officier, disait et faisait tout ce qu'il voulait sans être inquiété.

Les gentilshommes lui serraient la main au Casino. Dans la société on trouvait original et plaisant qu'il appelât sa fille « Eva Bolcheviste », et qu'au premier janvier il souhaitât aux gens « une bonne année bolcheviste »...

Cet arrogant Michel Karolyi, qui n'offrait même pas un siège à ses employés et qui, pendant la guerre, attaché à un certain commandement — bien loin derrière le front — ne donnait pas la main aux officiers d'infanterie arrivant des tranchées, couverts de sang et de boue, — car ils n'étaient pas de noble famille! — il prêchait maintenant la démocratie et l'égalité. Il mettait à la mode le bolchevisme parmi les jeunes femmes de sa plus proche parenté.

Dans ce petit cercle, son influence produisit des fruits tels qu'une dame de ses proches, dans son enthousiasme démocratique, s'écriait : « J'adore la populace! »... Des parentes de la belle et superficielle madame Michel Karolyi,

se moquaient du sentiment patriotique, s'enthousiasmaient pour tout ce qui était étranger et commençaient à porter un costume rouge étrange et bizarre, sorte de symbole salonnier du bolchevisme russe. C'était un jeu, mais un jeu imprudent, coupable et dangereux, car, ouvertement, il facilitait le port du costume rouge de Russie, à ceux qui n'en faisaient pas une question de mode.

Une inquiétude dissolvante s'empara des âmes. Alors? tout est permis ici? Qu'attend-on encore?

Le jeune roi était animé des meilleures intentions. Peut-être vit-il aussi le danger, mais toujours il hésitait quand il fallait ouvrir l'abcès entretenu par Karolyi et consorts. En Autriche il proclama l'amnistie et fit sortir de prison les Tchèques qui l'avaient trahi. Le peuple autrichien, jadis si fidèle à l'empereur, était mécontent. Il se tourna contre les traîtres... En Hongrie le roi ordonna sur les affaires de trahison une enquête qui n'aboutit jamais. Alors les Hongrois inquiets au sujet de leur patrie commencèrent à se sentir livrés, et, surpris, songèrent à leur roi avec le cœur plein de reproches. Pendant que les hommes qui avaient travaillé dans les ténèbres, encouragés par une hésitation fatale, surgissaient soudain à la lumière, il y eut une autre guerre sans effusion de sang, le dernier assaut contre la Hongrie.

L'offensive allemande, se développant à l'ouest, effraya un moment ces destructeurs. Karolyi pâlit et devint nerveux en apprenant les succès de nos alliés. Sa femme eut une crise de larmes et leur journaliste de confiance, le baron Louis Hatvany, désespéré, dit en ma présence : « Il ne pourrait nous arriver de plus grand malheur que la victoire allemande. Il est mille fois plus désirable, en ce qui nous concerne, d'avoir le bolchevisme russe, que le militarisme allemand. » Il me sembla qu'un précipice s'ouvrait devant moi quand j'entendis ces mots. Je me souviens de ma réponse : « Le militarisme allemand marche contre des gens armés, le bolchevisme russe marche en armes contre des gens sans armes. Il est possible que ceci vous plaise mieux. Quant à moi, entre ces deux maux, je préférerais encore le militarisme. »

La presse radicale d'alors avait la même opinion que le journaliste Hatvany. La même presse, qui au début de la

guerre déblatéra d'une manière ignoble contre nos ennemis, les flattait maintenant et faisait leur éloge. Ces mêmes journaux, qui, au temps dangereux de l'invasion russe, rampaient devant la puissance allemande, donnaient impudemment les coups de pied de l'âne au lion blessé.

Car l'Allemagne était blessée déjà. L'offensive avait été enrayée. Des nouvelles contradictoires se répandaient. Et nos ennemis, animés du nationalisme le plus ardent, se ruaient contre nous dans un assaut furieux.

En Hongrie, on commençait à parler de la paix et Karolyi, avec ses acolytes, proclamait le pacifisme et l'internationalisme. La presse radicale jubilait. Maintenant ce n'était plus nos alliés qu'elle vilipendait, mais elle s'attaquait à tout ce qui était magyar. Plus rien de sacré, tout servait de cible. On traînait impunément le nom de Étienne Tisza dans la boue. Nos intérêts nationaux devenaient l'objet de la risée publique. Même sur la reine Zita l'on faisait courir des bruits infâmes.

Ceux qui savaient voir, voyaient avec une douleur cuisante que ce n'était pas dans les fabriques de munitions d'Amérique, d'Angleterre, ni même de France qu'on préparait la balle qui devait nous frapper à mort, mais bien dans les imprimeries de la presse radicale, ici, chez nous. Avec l'argent étranger, on la coulait cette balle, avec de petites lettres de plomb.

Sous ce signe néfaste, arriva le cinquième été de la guerre, apportant la cinquième mauvaise moisson... A l'ouest, le front allemand reculait d'une manière effroyable, irrésistible. A l'est, sur les Karpathes, soufflait le vent de la révolution russe.

L'effondrement de la force allemande, les anciennes fautes de la direction militaire autrichienne, la catastrophe de notre armée sur les bords du Piave, l'amertume des sacrifices sanglants incalculables du côté magyar et l'esprit militaire de l'armée commune[1] haïssant tout ce qui était magyar, la désunion fatale de nos politiciens, l'incapacité désespérante de notre gouvernement sans force pour résister et conjurer le mal, la misère, la cherté de la vie, l'épuisement... tout cela servit ceux qui s'étaient alliés pour arriver au pouvoir en perdant la Hongrie.

1. Autrichienne.

A Arad, à Nagyvarad, quelques régiments en marche se révoltaient, et refusaient d'obéir. On trouva dans les casernes des écrits incitant à la révolte. A Budapest des foules d'ouvriers montraient une attitude menaçante. On ne faisait plus la queue avec patience devant les boutiques et les magasins d'épicerie de la municipalité. Souvent alors, je me suis arrêtée sur le trottoir pour écouter ce que disaient les gens. A l'intérieur de la boutique, le mercanti pompait ce qui leur restait de force vitale, dehors dans la rue l'agitateur à gages s'ingéniait adroitement à les exciter contre les « bourgeois ».

— Il ne dépend que de nous d'y mettre fin, à la guerre. Ne sommes-nous pas la majorité, nous?

Je me souviens qu'une voiture passa. Une femme livide, malade, y était assise. Les gens qui attendaient murmurèrent avec humeur : « Eh quoi! celle-là ne peut-elle pas aller à pied! » Des mots orduriers pleuvaient. Je regardai le long de la file des gens, l'excitateur n'était déjà plus là. Mais la semence qu'il avait jetée, avait germé tout d'un coup. Les gens se parlaient avec irritation, et provoquaient par leurs injures ceux qui étaient mieux habillés : « Pourquoi a-t-il un bon manteau celui-là?... Bientôt ça changera!... » La jalousie et la haine avaient changé la face de la rue. Une partie de la presse excitait ouvertement à la haine des classes.

Cette ville vécut pour ainsi dire la veillée étouffante, étourdissante de son suicide, cette ville qui se préparait à se tuer elle-même en se déchirant les entrailles dans son désespoir. Et c'est dans ces jours-là que se répandit comme un éclair la nouvelle que l'armée bulgare avait déposé les armes.

Je me rappelle ce jour horrible. C'était le 26 septembre...

Une douleur amère, cuisante, dans mon âme. J'allais à l'enterrement de mon petit filleul qui venait de mourir, à Hortobagy, et je traversais la capitale fourmillante.

Des curieux parcouraient les rues. Tous lisaient le journal et avançaient d'une manière mal assurée, comme s'ils avaient été frappés d'un même coup. Nul ne savait ce qui allait arriver. Je ne compris pas tout de suite, plus tard seulement.

Deux juifs parlaient ensemble. Ils disaient :

— Ici, l'on tient encore! Ils ont de la chance, ces Bulgares. Ils recevront de bonnes conditions de paix! des conditions de

paix de premier ordre! Et c'est cela le commencement de la paix!

C'est étrange, ces gens-là se réjouissent. Le soleil riant sur les toits et l'automne prématuré dans sa splendeur me rappelaient la lumière pure et fraîche du printemps prématuré d'une année lointaine. Je passais précisément au même endroit. Quand était-ce? Mon cœur se contractait. Le matin de la victoire de Gorlice, le soleil brillait ainsi au-dessus des drapeaux flottants. Et à travers mes larmes, subitement le petit garçon mort, image de l'espérance défunte, passa sous mes yeux, le petit André de Tormay... Il était né pendant la guerre. Il a souri, et il s'en est allé. Il n'a rien su de la grande bataille mondiale. Le dernier acte gigantesque s'est terminé avec la mort d'un tout petit. Mais est-ce bien le dernier acte ou le commencement d'un autre drame?

. . . . . .

Là-bas, quelque part, le coq a chanté et m'a réveillée en sursaut de mes souvenirs. J'ai passé mes deux mains sur mon visage et je me suis levée transie. Ma chambre s'était refroidie pendant cette longue nuit. Il semblait qu'entre les lames de la jalousie, quelqu'un, dans l'ombre, peignît de l'extérieur, avec un fin pinceau, des lignes bleues qui se figeaient rapidement.

Le jour pointait. Je regardais un instant dans le crépuscule grisâtre et je voulais penser au matin. Mais les souvenirs me hantaient. Depuis que les Bulgares avaient mis bas les armes, la vie n'était qu'une suite d'angoisses. Les événements ne me revenaient à l'esprit qu'avec des lacunes... Wilson! Dans ces temps-là ce nom raffermissait encore les esprits ébranlés. L'idée funeste qui devint le piège de grands peuples et d'armées légendaires. *La paix. La paix!* ce mot ensorceleur soufflait derrière les champs de bataille et attaquait par derrière les armées qui se défendaient encore. La Paix!... on n'entendait que ce mot sur tous les fronts. Des rives opposées de l'Océan il fut répondu à l'empire d'Allemagne. « Pas de paix, tant que vous n'aurez pas chassé votre empereur! » Chez nous, pendant ce temps, comme par un jeu, on étudiait le guide de la révolution russe dans le camp de Karolyi. Tisza et Andrassy se réconcilièrent. Tard, trop tard...

Puis suivit un jour mémorable. Le 17 octobre il y eut séance au Parlement et Alexandre Wekerle, le président du Conseil, annonça l'union personnelle, c'est-à-dire une confédération des nations de l'Autriche avec un monarque commun. Trop tard... Trop tard!... Ce qu'on a désiré pendant des siècles, l'espoir des générations, tout cela n'était devenu qu'un sac de sable. Empire commun, dualisme, armée commune... Haletant, on jetait tout par-dessus bord pour sauver le ballon de la Monarchie. L'opposition riait. Ladislas Fényes promettait la révolution pour mars et, se tournant vers Tisza, parlait de potence.

— Parodie révolutionnaire! — dit Tisza avec mépris.

Karolyi prit la parole. Tout d'un coup la tempête éclata et un des hommes de Karolyi, Martin Lovaszy, hurla dans la salle : — Nous, nous sommes amis de l'Entente!

C'était un aveu ouvert de la trahison et cet aveu fit le tour de la salle, de la ville, du pays indigné et alla mendier les applaudissements de nos ennemis qu'il flattait.

Tout ce qu'il y avait d'honnête parmi nous cria : « Honte, à ceux qui à l'heure de notre agonie se disent être les *amis* de nos bourreaux! » Je suis certaine, que comme nous, les puissances de l'Entente repousseront cette amitié avec mépris, car les chefs d'armée ennemis et les hommes politiques se servent des traîtres, mais ne fraternisent pas avec eux.

Et puis, après la honteuse séance, il advint que devant la porte du parlement on tenta d'assassiner le comte Étienne Tisza. Il y a plusieurs années le député Kovacs-Strasser et maintenant un certain Lékai-Leitner avaient tiré sur Tisza. L'un et l'autre étaient de race étrangère.

Le 22 octobre, Étienne Tisza parla pour la dernière fois au Parlement, et il dit : « qu'il fallait nous tenir au côté de nos alliés. S'il nous faut tomber, tombons ensemble honorablement. » Et après cela, sa voix à lui, sa voix qui n'a jamais dupé personne, qui n'a jamais menti, dit encore à la nation malheureuse : « *Nous avons perdu cette guerre!...* » Cette sombre parole résonna comme un glas funèbre à travers tout le pays et, comme la faux de la mort, faucha toutes les espérances.

— Tisza l'a dit...

Cela suffisait. Et à partir de ce moment, comme des blessures se renouvelant sans cesse, les événements se succédèrent avec rapidité. Wilson répondit à la Monarchie qui demandait la paix. Il n'entrait pas en conversation avec elle. Il fit savoir à la grande puissance croulante que pour les pourparlers elle s'adressât aux Tchèques, aux Roumains et aux Serbes. On voulait nous humilier... on nous humilia. « Mais nous avons encore notre armée!... » Nous nous raccrochâmes à cette pensée : « Les troupes hongroises vont revenir des différents fronts. »

Le 23 octobre, un des députés du parti Karolyi s'écria dans la salle des séances du parlement, que lors de l'arrivée du roi à Debrecen on avait joué le *Gotterhalte*[1]! Personne ne demanda si la nouvelle était vraie! La colère artificielle annonçant la tempête se déchaîna avec fureur. L'hymne national des empereurs autrichiens au cœur de la plaine hongroise. Eh quoi! dans des moments aussi critiques même, ils n'apprendront donc jamais à nous connaître! Même à ces moments, ces Autrichiens n'oublient pas!... Alors Karolyi, au milieu de la séance, lut un télégramme que l'on sut, plus tard, avoir été fabriqué : « Le régiment croate de Fiume s'est révolté! » L'opposition avait déjà deux marteaux en main. Soudain, dans la tribune de la presse, les journalistes se levèrent et, en faisant un vacarme assourdissant, vinrent à la rescousse du camp de Karolyi. L'impossible arriva : dans la salle des délibérations du Parlement hongrois, les journalistes radicaux de la tribune de la Presse renversèrent le gouvernement hongrois. Tisza exaspéré regarda vers la tribune et fit signe à Wekerle. Qu'étaient devenus ses statuts du parlement qu'il avait failli payer de sa vie, lors de leur constitution?

Déjà le sol tremblait sous le parlement hongrois. Wekerle démissionna. Tous les partis discutèrent au sujet d'une coalition.

La révolution en Hongrie.

Pendant ce temps le roi tenait conseil à Gödöllö[2]. Alors, à

1. L'hymne national autrichien, détesté en Hongrie, car il symbolisait l'oppression autrichienne.

2. Lieu de résidence estival où se trouve un château offert par la Hongrie au roi François-Joseph.

Pest, sortit de l'obscurité cette société équivoque, qui, dans la nuit du 22 octobre, s'était constituée dans le palais Karolyi et prit le nom de Conseil National. La troupe d'assaut de la destruction, le cercle de Galilée reparut également. Elle se rangea sous un drapeau que Karolyi donna aux manifestants, parcourut la ville et arriva jusqu'aux portes du palais royal. Le porte-drapeau, un certain Rappaport, étudiant en médecine, originaire de Galicie, arbora le drapeau à l'une des fenêtres du château et prononça un discours pour la populace qui envahissait la cour. Il injuria le roi, et acclama Karolyi et la République.

A tout cela, personne ne prêta grande importance. La ville était indifférente. A vrai dire, il n'y avait guère que les rues où le cortège des Galiléens avait passé en faisant un bruit insolite, qui connussent ces événements. Au palais Karolyi, des gens allaient et venaient, entrant et sortant en hâte par la porte cochère. D'aucuns racontaient que des officiers et des soldats qui s'étaient enfuis des fronts se tenaient cachés dans le palais, et d'autres avaient entendu dire que des réunions secrètes se tenaient dans les salons des Karolyi.

Que se prépare-t-il ici? Personne ne le demandait, mais les journaux donnaient de longs articles sur la grippe espagnole. L'épidémie était grave, il y avait beaucoup d'enterrements, mais les journaux exagéraient l'importance du mal. Ils enregistraient des chiffres fantastiques et les publiaient, disant que les entreprises des pompes funèbres ne suffisaient pas à leur travail, qu'on enterrait la nuit à la lueur des torches. Les foules ne pouvaient guère penser à autre chose. La peur de la contagion était partout, et le spectre plus terrible qui nous menaçait, l'émeute, de celui-là on n'en avait pas peur, car on ne le voyait pas.

Puis une journée affreuse suivit. Nous apprîmes que, excitée par la presse de Karolyi et de ses agitateurs, sur le front italien, une division militaire hongroise et près d'elle le régiment des Deutschmeister de Vienne avaient mis bas les armes... C'est par cette brèche que les forces militaires de l'Entente franchirent le Piave. Les nôtres, par un dernier effort énergique, les battirent à leur tour, en les forçant à reculer. Les Anglais firent avancer les tanks. Les hommes

de troupe, dont la discipline se relâchait artificiellement par le travail de plusieurs mois, ne purent supporter ce choc. Ils se soulevèrent et l'on dit que, dans le désordre, le général Wurm fut tué par ses propres soldats.

A Budapest, les journaux censurés parurent en blanc et dans les rues on parlait déjà à haute voix du « Conseil National » et l'on disait aussi que sur la place Gizella, dans le local du cercle du parti Karolyi, au troisième étage, on pouvait prêter serment au Conseil. Dans la foule, il y avait une quantité singulière de soldats qui flânaient. Alors, je m'aperçus, pour la première fois, que des marins circulaient dans les rues. D'où sortaient-ils donc?

Le lendemain dimanche 27 octobre, (je me le rappelle très clairement), je n'ai pas bougé de la maison. Dans ces derniers jours les habitants qui passaient l'été à Hüvösvölgy étaient rentrés en ville en hâte. Le silence régnait, et j'émondais les buissons dans le jardin. Je ne connaissais les événements que par les journaux. Le roi, la veille, sur la recommandation de Karolyi, avait reçu à Gödöllö le journaliste radical Oscar Jászi et les deux représentants des corporations : Sigismond Kunfi et Ernest Garami, journalistes socialistes. La presse de Karolyi triomphait et ayant obtenu ce qu'elle voulait, elle prit courage et déjà elle parlait du roi même avec dédain. Pauvre jeune roi! A ce moment encore, il eût été possible de tout sauver, mais il eût fallu une poigne solide pour frapper sur la table. La belle main du roi — ainsi que le raconta Jászi, — jouait nerveusement avec sa bague... Les souverains partaient le soir même pour Vienne. Ils laissaient leurs enfants au château royal de Gödöllö et ils emmenèrent Michel Karolyi avec eux dans le train spécial de la cour.

« Michel Karolyi, le président du Conseil désigné de la Hongrie », écrivaient les journaux du matin. En ville il y eut une grande assemblée populaire sur la place du Parlement. Les ouvriers circulaient. Lovaszy, Batthyány, un certain Garbai et le « camarade » Pogany prononcèrent des discours incendiaires. Un groupe d'individus, en signe d'approbation, balançait en l'air une potence sur laquelle pendait un mannequin représentant Tisza. Le soir, la foule, dans les environs de la gare de l'Ouest, attendait Karolyi retour de Vienne.

Plus tard mon frère Geza me téléphona. Il était venu de Baden, du quartier général de la guerre. Par le même train arrivaient l'archiduc Joseph et Michel Karolyi aussi. Le roi avait rappelé l'archiduc du front italien et l'envoyait à Budapest comme « *homo regius* ». L'archiduc obéit, bien qu'il eût préféré rejoindre d'abord ses troupes et les ramener pour mettre l'ordre dans la capitale. Le roi avait rejeté ce projet. Il ne parla pas à Karolyi. Deux fautes graves. L'archiduc arrivait à Budapest sans défense; quant à Karolyi, blessé dans sa vanité effrénée, il arrivait, prêt à se venger. A la gare les jeunes gens du cercle de Galilée l'attendaient. Ils le reçurent avec des discours, quant à lui il agita sa longue main jaune dans l'air et cria nerveusement : « Je ne sacrifierai pas l'indépendance hongroise. »

Arriva le 28 octobre. Dans le voisinage du club du parti Karolyi la foule rassemblée, après les discours enflammés de deux journalistes démagogues Buza Barna et Ladislas Fenyes, se dirigea vers le Danube, ayant à sa tête Étienne Friedrich, industriel de Matyasföld, pour entrer dans la forteresse et exiger de l'archiduc Joseph que Karolyi fût nommé président du Conseil : « Lui seul peut assurer une bonne paix! » Près du pont suspendu, il y eut un encombrement. La foule insulta les agents de police. Il y eut des coups de feu. La police riposta. Des morts gisaient sur le pavé. C'est ce qu'il fallait aux excitateurs!... A haute voix, ils hurlèrent : « Ces morts vont faire la révolution... »

Combien de jours s'est-il écoulé depuis? Je commençai à compter. Un... deux... trois... en tout *quatre jours*! Il me semble que cela est arrivé depuis beaucoup plus longtemps. Quatre jours!...

Lasse, je fouillais dans mes pensées. Le 29 octobre... Qu'est-il donc arrivé ce jour-là? Des tableaux incohérents passaient devant mes yeux. Des champs boueux. Une maisonnette blanchie à la chaux sur la lisière d'une forêt, un petit jardin inculte, où le lierre envahit les vieux arbres et les sentiers. Pour le jour des Morts, depuis nombre d'années, c'est là que je vais chercher des plantes vertes pour tresser des couronnes. Cette année c'est un étranger qui habite la petite maison forestière, à toit en dos de scarabée. Les anciens habitants

ont déménagé et le nouveau locataire semble inquiet lorsqu'il ouvre la porte du jardin au bruit que je fais. Il regarde d'un œil méfiant plusieurs fois, vers la porte cochère. Il s'appelle Stern ou Singer, je ne m'en souviens plus bien. Pendant qu'il me vend le lierre, il commence de parler avec nervosité.

— Cette région est vraiment peu sûre, maintenant. Beaucoup de déserteurs rôdent dans la forêt. La nuit ils couchent dans les villas vides.

Il demanda pourquoi j'avais besoin de lierre.

— Cette année, — dit-il, — les cimetières seront fermés le jour des Morts. On craint les rassemblements à cause de l'épidémie. Et puis... qui sait, ce qui arrivera d'ici là, si le roi s'entête et que Michel Karolyi ne soit pas président du Conseil.

— J'espère qu'il ne le sera pas...

L'homme me regarda avec irritation.

— Si, il faut qu'il arrive au pouvoir et les socialistes aussi. Ce sont eux qui sauveront la Hongrie.

— C'est étrange, que vous attendiez le salut de la patrie de ceux qui nient l'idée de patrie.

— Ce n'est pas ainsi que je l'ai compris, — dit l'homme. — C'est justement cela qui fut le mal de la Hongrie. On a toujours parlé ici de patrie et de nation. Pourtant il n'y a pas de patrie, pas plus que de nation. Pour moi, peu m'importe où je vis, à Moscou, à Münich ou à Belgrade. Cela m'est parfaitement indifférent, si je vis bien. Voilà l'idéal que seul le socialisme peut atteindre.

— Avec le communisme pour but final?

— Plus tard... oui, — répondit l'homme à mi-voix.

— Et l'exemple russe? Croyez-vous donc, que c'est dans cet exemple que se trouve la réalisation de la félicité humaine?

— Ceci n'est qu'une transition, — dit l'homme.

— Une transition, où l'on peut trouver la mort.

La pluie commençait à tomber. Elle se déroulait en lignes blanchâtres entre les montagnes.

La maisonnette, son habitant et le jardin s'effacèrent de mes souvenirs. Je vis un autre tableau. C'était le soir. Ma mère était assise dans le hall, à la clarté de la lampe à abat-jour, et, ainsi qu'elle le faisait chaque année avant la Toussaint,

elle tressait elle-même une couronne de lierre pour la tombe de mon père.

— C'est mieux pour lui qu'il n'ait pas vécu pour voir ce qui se passe, — dit-elle.

Là-bas près du Piave, tout s'est effondré. A Pola, la flotte s'est révoltée. Dans les plaines de Venise, le front est rompu. Et pendant que nous parlons de ces choses, ma mère, sans parler, tresse la couronne...

Puis tout s'effaçait dans ma mémoire...

CÉCILE DE TORMAY

(Traduction de MARCELLE TINAYRE
et PAUL-EUGÈNE RÉGNIER.)

(A suivre.)

L'ASSASSIN DE HENRI III

I

Le 23 et le 24 décembre 1588 étaient tués à Blois, sur l'ordre de Henri III, le duc et le cardinal de Guise. Mais Paris avait naguère acclamé le duc Henri, dit le Balafré, chef des ligueurs, comme le pilier de l'Église; Paris idolâtrait les deux frères et les tenait pour ses dieux tutélaires. Les prédicateurs de la Ligue firent rage contre les assassinats de Blois. Le 1er janvier 1589, dans l'église Saint-Barthélemy, le curé Guincestre exigeait de tous les assistants, même du premier président Achille de Harlay, le serment de venger le meurtre des princes lorrains. Le jour suivant, dans l'église Saint-Paul, le peuple abattait les sépulcres et les figures en marbre que Henri III avait fait élever à ses mignons Saint-Mégrin, Quélus et Maugiron. Lorsqu'ils apprirent que Catherine de Médicis était morte, les Parisiens menacèrent de la traîner à la voirie ou de la jeter à la rivière si elle était transportée à Saint-Denis. Les Cordeliers avaient au-dessus du maître-autel de leur église un tableau qui représentait Henri III priant Dieu à genoux; ils lui coupèrent la tête. Les Jacobins avaient le visage du roi peint dans leurs cloîtres, c'est-à-dire dans les portiques couverts qui régnaient autour de la cour intérieure de leur couvent; ils le « chauffourèrent » ou le barbouillèrent de chaux. Mais, quelle que fût la haine des ligueurs contre Henri III, ils n'arrêtaient pas sa marche sur Paris. Allié

au roi de Navarre, Henri III prenait Étampes, Pontoise, Poissy, prenait Vanves, Issy, Vaugirard, tous les villages des environs de Saint-Cloud; il logeait au centre de son armée, dans le bourg de Saint-Cloud, à la Maison-Rouge ou maison de Gondi. On disait qu'il vouait à Paris mal de mort et désirait y entrer par la brèche.

II

Il y avait donc dans Paris une terrible effervescence, et nombre d'âmes ardentes et d'esprits surexcités qui rêvaient un vengeur, qui souhaitaient le meurtre de Henri III. Ce meurtrier, ce vengeur fut un jeune religieux jacobin, Jacques Clément.

Il était né dans le village de Serbonnes, à quatre lieues de Sens. On ne connaît pas exactement son âge; les uns lui donnent vingt-deux à vingt-trois ans; les autres, avec plus de vraisemblance, vingt-sept à trente ans. Mais on sait qu'il était petit, qu'il avait de grands yeux et une barbe noire très courte.

Aurait-il été, comme on l'a prétendu, niais et grossier? Fut-il échauffé, stimulé par ses frères? On a raconté que des gens apostés derrière un autel lui firent entendre par le moyen d'une sarbacane ou d'un porte-voix ces mots « tue le roi » qui lui furent comme un avertissement du ciel, ou encore qu'il eut de nuit une vision, qu'il aperçut un ange — c'était un autre moine « plus cauteleux » — qui lui montra une épée nue et lui dit : « Frère Jacques, par toi le tyran de France doit être mis à mort. »

Mais les propos qu'il tint dans la journée du 31 juillet et le matin du 1er août 1589 prouvent qu'il s'exprimait facilement et sans embarras, qu'il était sur ses gardes, qu'il ne disait que ce qu'il fallait dire, qu'il parlait « pertinemment ». Jamais il ne se trouble, ne se déconcerte, et il a réponse à tout. Ses façons sont franches et naturelles. Il a l'air sincère, l'air d'un homme simple, si simple qu'on se demande pourquoi ceux qui l'envoient se servent de lui : n'auraient-ils pu trouver un émissaire moins naïf et moins

rustique? C'est que frère Jacques sait dissimuler sa pensée. La Guesle, magistrat et juriste, n'a jamais compris que ce jeune moine qui faisait l'ingénu fût « si méchant, si misérable » et pût « couver en son âme une si désespérée et énorme trahison ».

Sans nul doute, il était intelligent. Il est cité, non pas comme simple frère, mais comme « étudiant »; il allait quelquefois dire la messe dans Paris; il vit en son couvent avec des docteurs et des bacheliers auxquels il demande avis et conseil; il a reçu des missions; il a porté des messages à Amboise et à Tours.

Mais il partageait l'exaltation commune et ce désir de vengeance, *desiderio di far vendetta,* qui chez les Parisiens de toute classe tentait, selon Davila et d'Aubigné, le juste et le glorieux. Il croyait que le roi n'avait ni foi ni religion, que le tuer serait chose agréable à Dieu, qu'il était licite d'immoler un tyran. L'idée du régicide le hantait. Comme Poltrot de Méré qui n'avait jamais caché son dessein de tuer le duc François de Guise et qui annonçait qu'il « ferait le coup », Jacques Clément confiait à ses confrères et camarades son projet d'assassiner Henri III. Vainement on lui recommandait d'implorer Dieu qui saurait faire justice. Vainement il jeûnait et priait, allait pieds nus aux processions, portait dans l'hiver une simple chemise sous sa robe. Après avoir « chauffouré » l'image de Henri III, il attendait impatiemment l'heure de plonger son couteau dans le corps même du roi.

A plusieurs reprises dans les derniers jours de juillet, il assura devant ses frères que le roi ne mourrait que de sa main. Aussi le nommaient-ils plaisamment le capitaine Clément. La veille du crime, ils le virent raccommoder ses souliers avec une aiguille et du fil et ils lui disaient moqueusement : « Combien de temps durera votre ouvrage? » Il répondit en riant comme eux : « Pour le chemin que j'ai à faire, il durera assez », et il ajouta qu'il partait pour le service de Dieu, qu'il allait délivrer le peuple de sa misère; dans vingt-quatre heures on entendrait parler de lui, et il n'avait nulle espérance de retour.

III

Il est certain que de grands personnages, le duc d'Aumale, le duc de Mayenne, la duchesse de Montpensier, le prieur Bourgoing, lui donnèrent ou lui firent donner des encouragements.

Le Parlement était à peine rentré à Paris en 1594 qu'il recherchait les complices du moine. Il décrétait contre le duc d'Aumale qui fut exécuté en effigie et qui mourut dans l'exil aux Pays-Bas quelques années plus tard.

Pithou, un des auteurs de la *Ménippée*, affirme que Mayenne vit Jacques Clément et lui prodigua les promesses. Il affirme encore que, s'il voulait, il dirait l'endroit — Saint-Lazare ou le couvent des Chartreux — où Mayenne et son secrétaire La Chapelle-Marteau s'entretinrent avec le jacobin et s'engagèrent à mettre sa vie en sûreté par l'arrestation de nombreux otages. Ne lisons-nous pas dans les *Mémoires* du duc de Nevers qu'on fit entendre à Jacques Clément que le jour même où il quittait Paris, on emprisonnerait plusieurs serviteurs de Henri III, outre ceux qu'on tenait déjà dans la Bastille et au Louvre?

La duchesse de Montpensier avait juré de faire à Henri III avec les ciseaux qui pendaient à sa ceinture, la couronne monacale ou la couronne de Saint-Grégoire. Mais le bruit courut qu'elle avait causé avec Jacques Clément, qu'elle lui avait dit que, s'il était martyrisé, il aurait une place en paradis au-dessus des apôtres. Lorsque le Parlement fit le procès au duc d'Aumale, elle jugea bon de s'éloigner de Paris. Elle revint bientôt, elle fut reçue à la cour, et le 22 octobre 1594, chez Madame, sœur de Henri IV, se passa cette scène inouïe. « Monsieur de Crillon, vint dire un bon et naïf gentilhomme à madame de Montpensier, m'assure que c'est vous qui avez tué le feu roi, et il voudrait que je vous tuasse. (Le propos sent bien son Crillon.) — J'étais trop peu forte pour le faire, répondit madame de Montpensier avec le plus beau sang-froid, mais j'en ai été bien aise, je le confesse hautement et l'avoue en bonne compagnie. » La compagnie taxa la duchesse d'impudence. Mais

Henri IV et sa sœur Catherine avaient pris en gré cette femme aussi habile que hardie.

Quant au père Edmond Bourgoing, prieur du couvent des Jacobins, la veuve de Henri III le proclamait dans une requête à Henri IV « le principal auteur et instigateur du martyre ». Il avait approuvé le dessein de Jacques Clément, il lui avait donné l'autorisation de quitter Paris, et lorsqu'il sut la mort de Henri III, il fit un sermon où il appelait l'assassin « le bienheureux enfant de saint Dominique » et « le saint martyr ». Pris les armes à la main dans une sortie des Parisiens contre les troupes royales, il fut condamné au supplice par le Parlement de Tours, et, s'il déclara avant de mourir qu'il détestait le meurtre de Henri III, il ne nia pas qu'il eût encouragé Jacques Clément.

On a de même accusé les jésuites d'avoir conseillé l'assassinat. L'auteur de l'*Anticoton* dit que frère Jacques allait fréquemment les voir et que plusieurs d'entre eux l'accompagnèrent hors des tranchées lorsqu'il sortit de Paris pour se rendre à Saint-Cloud. Mais le jésuite qui répondit à l'*Anticoton* a judicieusement remarqué — tout en reconnaissant que les jésuites savaient pourquoi le jacobin quittait Paris — qu'ils eurent le bon esprit de le laisser aller seul, qu'ils n'étaient pas assez sots pour montrer leur robe en pareille circonstance.

IV

Deux papiers facilitèrent l'entreprise de Jacques : une lettre d'introduction pour se présenter devant le roi et un passeport pour franchir sans obstacle les avant-postes de l'assiégeant.

Il eut le passeport très aisément. Un des chefs de l'armée royaliste, Charles de Luxembourg, comte de Brienne, avait été fait prisonnier par Mayenne et enfermé au château du Louvre. Le 29 juillet il signait complaisamment un passeport pour frère Jacques Clément, jacobin, natif de Sens en Bourgogne, étudiant à Paris et allant à Orléans.

La lettre d'introduction était un billet en langue italienne qui, suivant Jacques Clément, était écrit de la main du

premier président Achille de Harlay et adressé à Henri III. Le président priait le roi de croire tout ce que disait le porteur : nombre de gens à Paris avaient la volonté et le moyen de servir Sa Majesté, et une belle occasion se présentait de s'emparer de la ville. Cette lettre n'était pas signée; elle ne portait qu'une croix enfermée dans un O. L'original a disparu, et nous ne connaissons la pièce que par un à peu près, par l'analyse que La Guesle en a donnée. Mais, bien que l'écriture eût assez de ressemblance avec celle de Harlay, le billet fut reconnu faux et, à ce propos, La Guesle remarque que « la lettre italienne est aisée à imiter et à contrefaire ».

Il fallait enfin à notre jacobin une arme pour frapper le « vilain Hérode ». Son confrère Margey l'accompagna chez un coutelier qui lui vendit un couteau pour deux sous six deniers; le manche était noir et la lame très pointue et longue d'un pied environ.

Dans la journée du 31 juillet 1589, Jacques Clément, vêtu de blanc, selon la coutume de son ordre, sortit de Paris; les royaux ou réalistes, comme on disait alors, lui ouvrirent le passage lorsqu'ils lurent la permission donnée l'avant-veille par Charles de Luxembourg comte de Brienne; c'est le seul document qu'on ait trouvé sur le moine et par lequel « il appert que ce jacobin se nomme frère Jacques Clément ».

V

Entre 4 et 5 heures du soir, sur le chemin de Saint-Cloud, à quelque distance de Vaugirard, Clément rencontra deux soldats du régiment de Coublanc. Il les pria de le conduire au quartier du roi, à la maison de Gondi, parce qu'il apportait des lettres et nouvelles de quelques serviteurs que Sa Majesté avait dans Paris. Les soldats firent route avec lui. Mais bientôt ils furent rejoints par deux cavaliers, deux frères, Jacques et Alexandre de La Guesle, qui regagnaient Saint-Cloud après une excursion à la maison de campagne que l'un d'eux possédait à Vanves. L'aîné, Jacques — qui mourut en 1612 — avait alors trente et un ans; il était

conseiller du roi en son Conseil d'État et son procureur général. Ardent royaliste et qui, selon le mot d'un contemporain, suivit toujours le parti contraire aux ligueurs, il croyait que les religieux étaient des « trompettes de sédition »; mais il savait que Henri III avait ordonné de les laisser aller librement. « Ce moine, dit-il aux soldats, est-il votre prisonnier? Ignorez-vous que l'intention du roi est que telles personnes demeurent libres? » Ils répondirent que le moine n'était pas leur prisonnier, qu'il venait de Paris faire connaître à Sa Majesté quelque chose qui concernait son service. La Guesle offrit au moine de le conduire à Saint-Cloud, et son frère le prit en croupe.

Arrivé à Saint-Cloud, Jacques de La Guesle fit entrer le jacobin dans son logis et l'interrogea : quels étaient au juste les motifs de son voyage et quelles nouvelles, quels avertissements utiles apportait-il?

« Je ne veux parler qu'au roi, dit Clément, et lui seul doit entendre ce que je sais. » Mais, pressé de questions et comprenant que La Guesle, un des premiers officiers de la cour de Parlement, lui donnerait accès auprès du roi, il devint peu à peu expansif et sembla se livrer : « Je viens de la part de monsieur le premier président Achille de Harlay dire à Sa Majesté que lui et tous les serviteurs qu'Elle a dans Paris sont extrêmement affligés de n'avoir aucune nouvelle de Son armée, quoique cette armée soit très près. Ils sont fort tourmentés par les séditieux, et hier le duc de Mayenne a fait emprisonner plus de cent cinquante ou deux cents d'entre eux. Mais ces rudes traitements ne diminuent pas leur courage; ils ont toujours la même volonté de servir le roi et ils sont si nombreux qu'ils pourraient facilement lui rendre grand service. C'est pourquoi monsieur le premier président qui, bien que prisonnier à la Bastille, connaît leurs intentions et leurs moyens, m'envoie vers Sa Majesté pour lui annoncer qu'ils sont prêts à lui ouvrir une porte de la ville. J'en dirai davantage lorsque je verrai le roi; il apprendra de moi par quel endroit on peut entrer dans Paris et je lui révélerai une autre chose particulière que je ne puis communiquer qu'à lui. »

La Guesle insista. Il voulait savoir le texte exact des

paroles du premier président, savoir si Harlay était, dans la conversation qu'il eut avec Jacques, seul ou en compagnie, et comment le moine avait pénétré dans la Bastille.

— Monsieur le premier président, — dit Clément, — était le 29 juillet, lorsqu'il m'a tenu ces propos, avec l'abbé d'Hérivaux et de Lagny, conseiller au Parlement, et j'allais souvent à la Bastille voir un prisonnier, un autre conseiller au Parlement, monsieur Paul Portail, fils de monsieur Antoine Portail, chirurgien du roi; j'avais avec le conseiller Portail familiarité et habitude parce que je recevais de lui et de sa mère plusieurs biens et commodités.

— N'avez-vous pas vu à la Bastille, — demanda La Guesle, — mon frère François de La Guesle, abbé de Cerisy-la-Forêt?

— Non.

— N'avez-vous pas une lettre du premier président de Harlay, un signe, une marque qu'il suffirait de montrer pour qu'on vous croie?

Jacques montra la lettre écrite en italien.

— Mais, — reprit La Guesle, — comment avez-vous pu sortir de Paris?

— J'ai dit que j'allais à Orléans, et, sous ce prétexte, j'obtins un passeport de Charles de Luxembourg, comte de Brienne, qui me l'a donné sur-le-champ, et Jacques exhiba son passeport.

L'entretien fut très long. La Guesle craignait que le moine ne fût un espion, et il ne cessait pas de le sonder. « Peut-être, dit-il soudain, êtes-vous envoyé pour nous faire de belles promesses et nous attirer en quelque embûche. »

Jacques ne parut pas décontenancé le moins du monde et il répliqua sur un ton assuré : « J'irai faire entendre à ceux de Paris la volonté du roi et je reviendrai l'avertir du jour et de l'heure. D'ici là, et jusqu'à ce que l'entreprise ait réussi, on pourra me garder, me mettre entre les mains de qui l'on voudra; je répondrai sur ma vie des fautes que j'aurai commises, si j'en commets. »

VI

La Guesle sortit pour raconter au roi toute la conversation, et il laissa Jacques Clément dans sa maison avec les domestiques en recommandant de le faire souper et coucher. Mais il ne trouva pas le roi et il alla souper chez son ami, Nicolas d'Angenne, marquis de Rambouillet. Au sortir de table, il revint à la maison de Gondi et narra son aventure à Henri III. Le monarque ne cacha pas sa joie : il avait le moyen de tirer de la tyrannie de la Ligue sans danger ni dommage les bons serviteurs qu'il comptait dans Paris, et il ordonna à La Guesle de lui amener le moine le lendemain matin vers les 8 heures.

Le procureur général regagna sa demeure. Il s'informa de son hôte. Le moine avait gaiement soupé. Il s'était servi du couteau qu'il portait sur lui pour couper la viande et le pain, et durant le repas l'on avait dit à ce propos que les religieux n'allaient jamais en pèlerinage sans un couteau, que c'était non pas leur arme, mais leur meuble de voyage. On avait parlé de l'ordre des jacobins. « Le bruit court, avait remarqué un domestique, que six de votre ordre ont entrepris de tuer le roi. » Froidement et sans changer de couleur, frère Jacques repartit : « Il y a partout des bons et des mauvais. »

Mais il n'oubliait pas son dessein et il avait hâte de l'exécuter. Après le souper, il s'échappa de la maison pour rôder dans Saint-Cloud autour de la maison de Gondi, et il rencontra M. de Valois, grand prieur de France, qui allait chercher les musiciens et chanteurs du roi chargés de divertir Henri III pendant le reste de la soirée. Il aborda M. de Valois et le pria de le présenter aussitôt à Sa Majesté : il venait, disait-il, de la part de Charles de Luxembourg comte de Brienne et du premier président de Harlay. Mais Valois lui répondit qu'à cette heure tardive le roi n'était pas visible. Le moine s'éloigna; il semblait mécontent, et Valois a dit depuis qu'il lui trouva mauvaise mine et un visage de démon.

VII

Le lendemain, 1er août, à 6 heures du matin, La Guesle fit réveiller Jacques Clément, et il apprit que son hôte avait paisiblement dormi toute la nuit. A 7 heures, il le menait chez le roi. En route, il rencontra le chirurgien Antoine Portail et lui présenta le moine : « Voici un religieux qui vous donnera des nouvelles de votre femme et de votre fils. — J'ai vu, en effet, dit Jacques, votre fils qui est prisonnier à la Bastille, et je suis allé donner de ses nouvelles à sa mère deux ou trois fois. Madame Portail est grandement affligée et tourmentée parce qu'elle a dû payer une somme de cinq cents écus à un de ses métayers. »

Arrivés à la maison de Gondi, La Guesle et Clément attendirent durant une demi-heure d'abord dans le jardin, puis dans la galerie qui donnait sur la chambre du roi, l'instant où ils pourraient être reçus.

Dans le jardin était un petit paysan gascon, âgé de seize ans, laquais du sieur de Bonrepaux; il croquait des noisettes. Frère Jacques, toujours calme et comme insouciant s'entretint avec lui. « A qui es-tu? — Je suis à un gentilhomme du roi et qui couche au logis du roi. — Alors, tu attends ton maître pour le lever. — Oui... », répondit le Gascon.

Dans les galeries étaient ceux qu'on appelait les Ordinaires, les gentilshommes ordinaires du roi ou les Quarante-Cinq, pour la plupart, gascons loquaces et gaillards. Il demandèrent au moine si ces badauds de Paris leur préparaient des chambres, si les dames mettaient aux lits des draps blancs; ils assuraient qu'ils entreraient le lendemain dans la ville, et ils disaient à l'avance qu'ils logeraient dans telle ou telle maison, chez tel ou tel marchand; frère Jacques riait et plaisantait avec eux.

Enfin, un peu avant 8 heures, le premier valet de chambre, Du Halde vint chercher La Guesle et son compagnon. Le magistrat entra le premier.

La pièce, tendue de draperies violettes depuis la mort de la reine-mère, était vaste et contenait deux lits, celui du

roi et celui du valet de chambre qui couchait près de lui. Henri III venait de se lever et il lisait, tout débraillé, assis sur sa chaise percée. Quiconque a lu des Mémoires de l'ancienne monarchie, sait que nos rois donnaient volontiers audience sur leur chaise d'affaires.

La Guesle alla dire au moine de prendre patience et revint donner au monarque la lettre de Harlay. Sans se lever de sa chaise, Henri III lut la lettre et la jugea fausse. Mais il voulut entendre ce que le moine avait à lui communiquer de particulier. Jacques Clément s'approcha un peu. La Guesle, toujours défiant, se mit entre lui et le roi. De l'autre côté était Roger de Bellegarde, le grand écuyer ou, comme on l'appelait, Monsieur le Grand. Mais aucun des deux personnages n'eut l'idée de fouiller et de désarmer le moine. « Sire, dit Clément à Henri III, monsieur le premier président se porte bien et il vous baise les mains. Je viens de sa part et de la part des autres serviteurs que Sa Majesté a dans Paris lui révéler des choses d'importance, des choses qui concernent grandement son service et que je ne puis dire qu'à Elle seule. »

A cet instant, il fut interrompu par La Guesle : « Sachez qu'il n'y a dans cette chambre que des serviteurs très fidèles de Sa Majesté; vous pouvez parler tout haut.

— Mais je voudrais parler en secret à Sa Majesté.

— Parlez tout haut, vous dis-je », et La Guesle, s'adressant au roi, ajouta : « Sire, je vous prie, il n'est pas besoin que cet homme soit si près de vous. »

Sans écouter son procureur général, Henri III dit au moine : « Approchez-vous encore. » Le moine vint alors à la place où était Bellegarde, et le roi tendit l'oreille. La Guesle et Bellegarde avaient reculé de deux pas. Soudain Henri cria : « Ah! mon Dieu! Ah! méchant, tu m'as tué! », et il se leva de sa chaise.

Jacques Clément, se baissant, lui avait enfoncé dans le bas-ventre le couteau qu'il cachait dans sa manche. Mais, bien que le sang et les boyaux sortissent déjà de sa plaie, Henri retira le couteau, et avant de le laisser tomber, il eut la force de s'en servir pour frapper par deux fois l'assassin à la face.

Satisfait de son acte, et comme s'il attendait le martyre, le moine restait debout devant sa victime.

La Guesle et Bellegarde, les seuls témoins, étaient, comme ils l'ont dit depuis, étonnés, éperdus. Bellegarde criait : « Ah! Jésus! » et La Guesle, apostrophant le jacobin : « Misérable, qu'as-tu fait? » Puis, redevenus maîtres d'eux-mêmes, craignant que le meurtrier n'eût encore d'autres armes, tous deux s'élancèrent sur lui. La Guesle dégaina et avec la garde de son épée bourra le moine en plein visage. Bellegarde lui sauta au collet et le serra dans ses bras. Ils finirent par le pousser dans la ruelle des deux lits. Au bruit accoururent les Ordinaires. Le premier qui se présenta, fut Bernard de Montserié : « Le jacobin, lui dit La Guesle, a donné un coup de couteau à Sa Majesté! » Montserié prit Jacques Clément par les cheveux, le tira de la ruelle et le jeta au milieu de la chambre. Jacques s'était relevé. A ce moment les autres Ordinaires, Ventajoux, Bonrepaux, Dufort, se jetèrent sur lui, le terrassèrent et le percèrent de coups. Vainement La Guesle, Bellegarde et Montserié criaient : « Il ne faut pas le tuer! » Ils sentaient qu'on devait le faire passer par les mains de la justice et le conserver quelques heures encore pour obtenir des révélations et connaître par lui les instigateurs et les complices de son acte. Mais n'est-ce pas ainsi qu'en 1582 les gentilshommes et hallebardiers de Guillaume II d'Orange, n'écoutant que leur fureur, avaient achevé Javregny, le meurtrier de leur prince?

Scène tragique et saisissante, une des scènes les plus tragiques et les plus saisissantes de l'histoire! Le roi en chemise, tout couvert de sang, tenant ses boyaux entre ses mains, et emporté sur son lit; ses serviteurs arrivant à la file, saisis de stupeur, puis de désespoir et de rage, pleurant, gémissant, vociférant, piétinant le moine qui gît sur le parquet, puis le traînant dans la garde-robe pour le précipiter enfin par la fenêtre dans la cour du logis; La Guesle, brisé de douleur, disant qu'il était l'instrument d'un mauvais génie, qu'il était le plus malheureux des hommes, et priant Bonrepaux de lui donner la mort qu'il avait méritée, puisque c'était lui, La Guesle, qui avait amené, introduit l'assassin dans la maison de Gondi!

VIII

Le roi, confié aux chirurgiens, mourut le lendemain à 4 heures du matin.

Jacques Clément fut pendant quelques heures exposé aux regards dans la cour de la maison de Gondi. Plusieurs personnes, entre autres un archer de la porte, le reconnurent, et sa tonsure, sa « couronne à la forme des jacobins », ainsi que le passeport trouvé sur son corps et signé par Charles de Luxembourg, suffisaient à établir son identité. Mais il importait qu'on ne pût dire que les ligueurs avaient chargé un soldat habillé en moine de commettre le meurtre.

Le lendemain, 2 août 1589, par ordre de Henri IV dont le règne commençait, le cadavre de l'assassin était tiré à quatre chevaux et mis en quatre quartiers, puis brûlé sur la place de Saint-Cloud devant l'église, et la cendre fut jetée en la rivière.

Pareillement, au soir du 24 décembre 1588, les corps du duc et du cardinal de Guise, mis en pièces par ordre de Henri III dans une salle basse du château de Blois, avaient été brûlés ensemble et leur cendre jetée au vent. Le feu ne détruit pas le souvenir; il détruit les reliques.

ARTHUR CHUQUET

PHÆDRE[1]

GORGÔ.

Écoute-moi, Phædre. Le soir est rempli
de présages. Un grand feu brûle sur l'Acropole,
près du Temple de Pallas Sténias.
Et la carène qui porta les sept urnes
est livrée aux flammes sur ses ancres,
holocauste naval du roi Thésée.
Le vent d'Afrique souffle de Kalauréia, excitant
890 les incendies sacrés.

La captive est immobile et silencieuse. En se penchant vers elle, Phædre a dans le blanc des yeux une étincelle qui ressemble à un sourire.

PHÆDRE.

Vierge
de Thèbes, es-tu divinatrice?

La captive ne répond ni ne bouge.

Tu es
sans voix? Peut-être la perd-on en s'abreuvant
à la fontaine de Dirkè?
à la fontaine qui a une saveur
de supplice?

Elle la regarde de plus près. Elle mêle à sa parole une fausse douceur.

Tu connais bien l'art
de te draper. Tu es cachée

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août.

dans tes mille plis,
silencieuse, comme une fleur enclose en ses mille
pétales. Approche, Gorgô,
900 la torche.

La nourrice place la flamme devant le visage de l'esclave sur lequel descend le bord du voile qui l'ombrage.

Je vois l'or
qui luit dans tes yeux nocturnes.
Dévoile-toi. Ne tremble point. Je te serai
douce.

Elle saisit un des bords du voile et d'un geste rapide la dépouille de la calimna couleur de safran. Et la vierge apparaît dans son long chitôn de lin, haut-ceinturée, les cheveux en corymbe, enveloppés dans le bandeau de cuir pareil à l'étrier de la fronde.

Tu es belle!

Reprenant aussitôt courage, la captive rend la louange, avec un léger tremblement dans sa voix mélodieuse.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Comme tu es belle,
comme tu es grande, Reine
des îles!

PHÆDRE.

Parle. Tu as la bouche pareille
à la parole, l'haleine
pareille à la fleur de lavande.
Dis-moi ton nom.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Hipponoè.

PHÆDRE.

Le joug est aussi dans ton nom.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

910 Hipponoè sera-t-elle donnée à Hippolyte?

PHÆDRE.

Captive, le cyprès ornera le jardin,
le cheval thessalien ornera le char,
et l'esclave ornera la couche du héros.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Son joug sera-t-il rude?

PHÆDRE.

Tu es frêle. L'hirondelle fugace
et l'anémone légère
se complurent en toi : Or comment donc
tes os pourraient-ils
résister à la première étreinte
920 du chasseur?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Frêle,
certes, mais comme le frêne qui fait la lance
vibrante.

PHÆDRE.

Tu dis que tu es forte?

La hardiesse se réveille dans la créature issue de la race guerrière levée des semailles de Kadmos. Trompée par les manières ambiguës de la Crétoise, l'imprudente, de parole en parole, se fait de plus en plus valoir. Gorgô éclaire le dialogue, lampadophore silencieuse.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Sur les bords
des deux fleuves gémeaux
avec les vierges, mes égales,
je luttais à la course.

PHÆDRE.

Tu prétends
courir vite?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je sais jeter la balle.

PHÆDRE.

Pas la navette?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je sais faire tourner le sabot.

PHÆDRE.

Pas le fuseau?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je sais d'autres jeux
moins puérils :

930 lancer avec le double cuir
la demi-lance, avec la fronde le caillou,

PHÆDRE.

Frapper au but?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Etéoklès
me félicita.

PHÆDRE.

Comme guerrière?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

De toutes
les vierges thébaines,
seule je ne pleurai point lorsque, de bronze
hérissé, l'Éther était assourdi
par le fracas des chars et par la grêle
des pierres sur les boucliers
et par le rauque alalà des hastati
940 devant les Sept Portes.

PHÆDRE.

Tu es magnanime.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je suis la fille d'Astakos.

PHÆDRE.

Une vierge royale.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je descends des Spartoï,
de l'une des cinq races guerrières
que sema Kadmos.

PHÆDRE.

Tu ne crains pas le sang.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je suis la plus jeune sœur
de Mélanippos qui défendait
la Porte Prœtos.

PHÆDRE.

Qui fut tué par lui d'entre les assaillants?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Le gendre d'Adraste
950 qui me fait esclave : Tydée.

PHÆDRE.

Il tua le fils d'Œnèvs?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Mais il tomba sous les coups d'Amphiaraos.
Et je vis, de ces yeux nocturnes,
sous la porte, Tydée, quand fut lacéré
son foie féroce,
ronger la tête coupée
de mon frère, qui lui était offerte en pâture
funèbre.

PHÆDRE.

Et tu ne pleuras point?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je le vengeai.

PHÆDRE.

Sur le cadavre?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

960 De mon cœur jaillit le hurlement
prophétique, qui par Lœadès,
mon second frère, fut avéré.

PHÆDRE.

Comment?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Il terrassa Hippomedôn.

PHÆDRE.

La force d'Astakos abattit deux des Sept.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Trois des Sept, ô Reine
des îles; car un des miens,
Amphidycos, abattit
Étéoklos d'Iphis,
de son épée à deux tranchants.

PHÆDRE.

970 De l'épée qu'on te donna

pour nourrice, ô Kadméenne.
Réjouis-toi, réjouis-toi!

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Aussi, quand les bûchers furent éteints, c'est moi
que choisit, de toutes les Thébaines,
le roi d'Argos; c'est moi qu'il mit avec les cendres
dans la nef noire.

PHÆDRE.

Mais réjouis-toi, ô fleur du Sillon,
Alalà, fille aînée de la Guerre.
qui prélude au carnage!
980 Alalà est ton nom.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je suis une esclave.

PHÆDRE.

Tu ne seras point l'esclave, tu seras l'épouse
d'Hippolyte. Tu mérites
que le fils de l'Amazone, le porteur
de carquois, partage avec toi son lit
recouvert de peaux de lions.
Phædre te conduira
jusqu'à l'île de Sphæria
pour que dans le temple tu dédies
990 ta ceinture à Pallas Trompeuse.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Tu m'accueilles dans ta grâce, Reine
des îles, et tu me protèges?
Tu resplendis autant qu'une déesse.
Mais persuaderas-tu celui qui porte,
comme on le dit, sur son front,
une tête hirsute de loup?

PHÆDRE.

Une tête hirsute de loup
sur des cheveux d'un violet opime, telles
les grappes du raisin qui noircit
1000 dans les vignes kydôniennes où je les cueillis,
tièdes, avec ces doigts; toi, tu y plongeras

les tiens ruisselants de parfums,
Hipponoè.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je sais l'art des herbes, je sais
les vertus des odeurs.

Une lueur, comme d'incendie, entre par le propylée, venant de la Mer; elle fait pâlir la torche, agite les ombres, frappe les murs et les colonnes, rayonne sur le visage de la Titanide vertigineuse.

PHÆDRE.

Sens-tu, sens-tu
comme elle est forte, l'odeur
des térébinthes! Et sous l'ombre virile
son visage est taillé
dans la pierre de Sparte
couleur de froment, et il se dore
1010 d'autant plus que rient ses yeux léonins.
Et une bouche est là, fermée par le dédain
et charnue, qui paraît
teinte de sang toujours frais comme les javelots
arrachés, douce à qui
ne craint point de la baiser,
Hipponoè.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Comme tu t'embrases, Reine
des îles; tu ressembles à une déesse qui se montre
dans un nuage du couchant!

PHÆDRE.

Et sa force
comme la cithare délienne
1020 varie ses modes; car il les connait tous :
la manière dont les Argiens
aux reins souples se courbent
vers la terre ou se baissent en croisant
les jambes, et la manière du pugiliste
au poing enveloppé
du ceste, et l'art de lancer le disque
dans le vent, avec un long
sifflement. O toi qui te plais à courir,
tu courras à travers la forêt, au flanc

1030 du porteur de cothurnes, et tu bondiras
par-dessus les torrents en t'appuyant sur ta lance,
et sans t'essouffler tu poursuivras la bête. Et comme
la Victoire, tu seras debout sur le char,
la main sur la barre
recourbée, derrière Hippolyte qui se penche
pour fouetter les poulains œnètes
à travers les sables de Limna. Et toi-même,
de l'huile et de la poudre et du sang,
tu le purifieras de ton strigile d'or.

Sous le regard cruel et dévorant, la vierge commence à se raidir dans l'immobilité de la terreur. La divination gonfle sa poitrine. Sa voix change. Son premier cri de voyante est suffoqué.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

1040 Ah! je vois son sang sur lui.

PHÆDRE.

Par tout son corps bat et s'agite
son sang, du pouce de son pied
sûr à son front obstiné. La jeunesse
lui danse et lui chante et lui flambe
par tous les membres
comme sur les monts de Thèbes la rouge
Bassaride, Hipponoè.

La fille de Pasiphaè est enflammée par le désir fou plus encore que par la rougeur croissante de l'incendie. Elle impose à l'esclave atterrée son image nocturne enfiévrée d'attente.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

O Reine, Reine, sur toi,
autour de toi, grandit le feu!

PHÆDRE.

Cette nuit,
à l'heure où l'Ourse à l'Occident décline
et que sort de la mer la gigantesque
épaule d'Orion, ô fille d'Astakos,
jusqu'à tes lèvres bondira
ton cœur, au bruit de son pas;
et tu seras toute glacée
jusqu'à la fleur divisée de ta poitrine,

et toute de la couleur de la nuit
comme la nue qui se dissipe, et tu seras
sans moelles, sans veines;
1060 car tu auras éteint la torche;
car il est moins terrible de fixer le visage
de Thanatos que son
visage nu, Hipponoè.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Il est derrière toi, Thanatos! Il est derrière toi,
Phædre, l'enfant noir! Tout, à l'entour,
brûle.

Phædre s'est rapprochée d'elle et, visage contre visage, impose sur les épaules de la vierge ses mains violentes. Tout l'atrium rougeoie de réverbérations volubiles.

PHÆDRE.

Il te prendra
entre ses bras de fer;
il t'abattra, pour t'étreindre sur ses peaux
de lions; perdue,
1070 il te rudoiera, te déchirera...

L'ESCLAVE THÉBAINE.

C'est toi qui es perdue
dans le feu! Le palais est en flammes!
Tout brûle!

A présent, c'est à pleine poitrine que crie la voyante, envahie par la grande angoisse apollinienne. Haletante, elle gémit; et puis parait privée de sens; et puis elle recommence sa clameur comme le vent qui tombe et reprend. Éblouie par les reflets, Phædre s'écarte et recule.

GORGÔ.

C'est l'incendie du navire funèbre.
C'est l'holocauste nautique.
La lueur traverse les propylées.
Le vent d'Afrique souffle des tourbillons
d'étincelles.

PHÆDRE.

Renverse
la torche! Éteins la torche, si Thanatos
est derrière moi.

La lampadophore retourne la torche et l'éteint sur la pierre.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Adraste, Adraste, à qui
fus-je donnée! O fontaine de Dirkè! O ma Thèbes
1080 aux Sept Portes! Où m'entraînes-tu,
Ismènios? O Loxias, que feras-tu de moi?

PHÆDRE.

Tu cries vers le dieu
qui n'aime pas les plaintes,
avec ta gorge levée
comme la gorge
de la colombe. Je vais te couronner, fille d'Astakos.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

O fontaine où Œdipe se lava,
où je cueillis des narcisses pour me couronner!
Il n'est point de fontaine, de fleuve, d'océan
1090 pour celle-ci, ni divine ni humaine,
qui a reçu dans tous ses os
la corruption ardente.

PHÆDRE.

Gorge pleine de destin,
je sais de quelle veine tirer
pour moi l'onde lustrale.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Ah! comme il court le taureau
écumeux, traînant ses fanons
horribles!

PHÆDRE.

Ma mère,
aperçois-tu ma mère
1100 dans les pacages! Vois-tu le simulacre?
Tais-toi! Tais-toi!

L'ESCLAVE THÉBAINE.

O supplice
dircéen renouvelé
sur l'imberbe! Le cheval,
né du stupre de l'Erinys,
hennissait à l'ombre de la voile noire
avec un sort dans le torve regard maternel.

Tu ne l'apaiseras ni avec l'orge, ni
avec l'épeautre.

Phædre domine sa terreur. Et son visage se fait plus inexorable que celui de la déprédatrice famélique au menton invaincu.

PHÆDRE.

Mais comment
le calmerai-je? La prophétie est menteuse
1110 dans la gorge servile. Tais-toi! Tais-toi!
Une bouche d'esclave ne peut mastiquer
le laurier delphique. Tais-toi, par les Dieux
infernaux!

L'ESCLAVE THÉBAINE.

O Loxias, que vas-tu faire de moi?
Où m'entraînes-tu?

PHÆDRE.

Tu cries vers le dieu
qui n'aime pas les plaintes.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Dans les tourbillons du feu?
dans la fureur d'Hèphæstos?

Les reflets, dans l'atrium, ont une vibration incessante, comme des flammes vivaces, tandis que la Crétoise entraîne vers l'autel la fille d'Astakos qui se lamente et se défend.

PHÆDRE.

Viens à l'autel!
Gorgô, apporte la corbeille.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Tu me saisis
avec des griffes.

PHÆDRE.

N'es-tu donc point forte
1120 comme le frêne, sœur
de Mélanippos? Viens!

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Irrésistible,
irrésistible, que fais-tu de moi, maintenant?
N'es-tu plus celle qui me promettait
les noces? O mon frère!

PHÆDRE.

Il t'entend, certes, si m'entendent les Infernaux.
O Gorgô, le palais brûle-t-il? Gorgô, toute
la soif de l'Argolide s'enflamme-t-elle?
Toute la terre de Pélops
n'est-elle qu'un holocauste?

L'ardeur d'une forge démesurée semble souffler dans le palais de Pitthéus. On entend par intervalles, le grondement confus de l'incendie et le sifflement du vent libyen. Après avoir posé la corbeille, Gorgô rapidement s'éloigne par le péristyle. Phædre et Hipponoè sont près de la fosse aux sacrifices.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Sauve-toi,
sauve-toi. L'Érinys incendie
1130 avec sa torche ton palais.

PHÆDRE.

Du palais d'Œdipe vint-elle
avec toi la chienne infernale? Esclave,
écoute-moi. Celle que le fils de Laïos
osa regarder dans ses yeux terribles,
cette bête qui rampe, bondit, vole,
parle, baise les bouches moribondes,
aigle, serpent, lionne, femelle
d'homme, ailée, squameuse,
1140 aux griffes atroces et aux mamelles en fleur,
la Muse des Morts, en moi
revit.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Tu es la Sphinx?

PHÆDRE.

Je suis Phædre.
Victime, je te couronne de pavots;
car la terre de Pélops
est fertile en pavots léthéens.

Elle prend dans la corbeille la guirlande pourprée dont elle ceint la tête de la Thébaine qui prosternée murmure sa lamentation mélodieuse.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

O pareille à une déesse, Phædre, ô fulgurante,
je plie à tes genoux
comme un rameau suppliant
mon corps de vierge pure,
1150 dont l'haleine a l'odeur
(toi-même l'as dit, ne t'en souvient-il?)
de la fleur de lavande.
Au nom de cette fleur sur tes lèvres
ne me tue pas avant le temps,
ne me conduis pas aux Portes
de l'Ombre; car il est doux de voir la lumière
et je veux boire encore à mes claires fontaines.

PHÆDRE.

Si tu as bu à la fontaine d'Œdipe,
Thébaine, résous l'énigme de Phædre.

Elle la saisit, inexorable; et, ni humaine ni divine, elle se penche sur elle, dans la splendeur mystérieuse.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

1160 Ah! tes ongles me blessent! Je saigne.
Je suis pareille à l'hirondelle,
je suis pareille à l'anémone.
C'est toi qui l'as dit. Pourquoi me tuer?

PHÆDRE.

Dénoue
au nom de la divinité profonde, dénoue
le nœud inextricable.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Je suis blanche.
C'est une noire victime que demandent
les Infernaux.

PHÆDRE.

Hékate est pâle.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

C'est un rapt.
Je ne suis pas à toi. Je suis le don d'un autre.
Comme le cheval et le cratère,
je suis le présent d'Adraste

1170 au fils de l'Amazone. Je suis à Hippolyte.
Il s'informera de moi, s'il revient,
le porteur de carquois. Et toi,
pourquoi me prends-tu à lui?

PHÆDRE.

Explique l'énigme!

L'ESCLAVE THÉBAINE.

Ah! tu me déchires. Je saigne.
Je t'écoute. Interroge.

Phædre la tient serrée et renversée, les yeux dans les yeux; leurs souffles se mêlent; et elle ressemble vraiment à la bête née d'Ekhidna.

PHÆDRE.

Dis-moi donc
qui dompta le feu avec le feu? Dis-moi donc
qui éteignit la torche avec la torche?
Dis-moi donc qui blessa l'arc avec l'arc?

L'ESCLAVE THÉBAINE.

1180 L'amour.

PHÆDRE.

Non.

L'ESCLAVE THÉBAINE.

La mort.

PHÆDRE.

Non.

D'un geste foudroyant elle arrache l'aiguille qui retient ses tresses et transperce la victime en posant sur sa bouche la main gauche et en la renversant dans la fosse au pied de l'autel solennel. Celle-ci se débat et gémit à peine.

Reçois,
divinité profonde, le sang pur
de cette gorge, et descends au sacrifice.

On entend la voix angoissée de Gorgô qui accourt comme poursuivie par des tourbillons de fumée et d'étincelles.

GORGÔ.

O Phædre, tout le port de Kélendéris
est en flammes. De la nef
noire le feu a gagné toute
la flotte à l'ancre et à sec,
poussé par l'effort du vent d'Afrique.

Et l'incendie grandit, irréparable.
Et tout le golfe est rouge, jusqu'à l'isthme.
1190 Et des tourbillons de fumée et d'étincelles
passent sur Trœzène et sur l'Acropole.
Entends ces hurlements et ces clameurs. Sens
la touffeur de la poix, qui suffoque.

La sacrificatrice lève très haut ses mains sanglantes et invoque.

PHÆDRE.

O fureur
d'Hèphæstos dévorant, que cette nuit
soit la dernière! Evadnè, Evadnè,
une cendre seule avant l'aube!

GORGÔ.

Purifie, purifie,
ô sacrificatrice, tes mains!
Voici les Mères suppliantes des Sept
1200 hommes Héros, avec les urnes
de bronze.

Inclinée près de la corbeille, la nourrice verse l'eau lustrale sur les mains de Phædre et les essuie, tandis que les Suppliantes aux noirs péplos entrent l'une après l'autre, à pas lents, en silence, portant sur leurs bras les urnes des cendres héroïques.

PHÆDRE.

Mères des Héros (toi plus que toutes,
qui serres contre ta vaste poitrine
cette urne qui contient les deux cendres sublimes,
toi plus que toutes, je t'honore), écoutez, Mères.
Cette esclave thébaine
qu'Adraste conduisit à bord de la nef noire
fut de la race d'Astakos,
d'où sortit le meurtrier
d'Hippomédôn, et le meurtrier de Tydée
1210 et celui d'Etéoklos
d'Iphis. Trois cœurs ne se brisent-ils point
contre l'airain funèbre?
Près de l'autel par vous chargé
de rameaux suppliants,
dans la sainte lueur du nautique holocauste,

elle fut immolée aux Forces
profondes, aux ombres sévères, à la survivante
Douleur,

La grande voix claire faiblit, s'obscurcit, contractée dans la pause.

à la Manie
sans sommeil, sur le seuil de la Nuit,
1220 par Phædre inoubliable.

DEUXIÈME ACTE

Décoré de bandeaux, de rosaces, de méandres peints de couleurs variées, apparaît le péristyle qui précède la demeure des femmes, autour, vers le haut, court la frise d'albâtre incrusté de ce verre que les Phéniciens colorent avec le tartre bleu obtenu par l'immersion du cuivre dans la lie du vin ou avec l'ocre azurée de Chypre. On aperçoit, du côté de l'Orient, entre deux piliers, la splendeur de la Mer Saronique à travers la forêt des antiques cyprès. Un myrte sacré sort des dalles du pavement, orné de bandelettes aux nœuds singuliers; et, au tronc, pendent des xoana, simulacres dédaléens d'Aphrodite taillés en plein bois; et il y a la colonnette et il y a l'autel; et il y a, sur l'autel, plusieurs vases d'onguents, deux colombes d'or, et un serpent d'or aux volutes nombreuses, fait pour orner les malléoles du pied. Presque à la limite de l'ombre produite par les cyprès, se trouve un lit de repos, long et entièrement recouvert de pardalides, peaux étoilées de panthères.

Non loin de là, se trouve le haut métier vertical formé de deux montants au pied aigu, reliés par une traverse où est fixée une espèce de cheville comme dans le joug de la lyre; et plus bas, sur une autre traverse est enroulée la partie de l'ouvrage déjà exécuté; et l'on y voit dans le sens de la largeur, une bande tissée de figures d'hommes et d'animaux représentant une chasse; et les fils innombrables de la trame pendent, tendus par les pierres percées qui pèsent aux extrémités.

La nourrice est assise au métier; tout en tirant à elle alternativement le roseau attaché par des nœuds aux fils impairs de la trame et celui qui est attaché aux fils pairs, elle lance dans l'intervalle, avec sa navette, le fil de la trame et avec la spatule elle serre le tissu lâche.

Phædre est allongée sur le lit de repos, pieds nus, consumée par son mal sans sommeil, le coude appuyé sur les peaux de bêtes et sa joue pâle dans la main. Au-dessus de sa tête, est suspendu à la colonne le bouclier rond et sonore du Corybante diktéen. En face, sur un escabeau, se tient l'homme d'Argos, le conducteur de chars devenu aède, en longue tunique violette.

Il a détaché de son baudrier de cuir la cithare d'ivoire bien construite; et, une cuisse posée sur l'autre, il tient sur son genou la caisse et entre ses mains les deux montants incurvés. Comme la tisseuse devant les fils de la trame, il a le visage devant les cordes et par les intervalles, il regarde fixement la Titanide.

Sous le portique, près du passage qui conduit aux appartements privés, deux esclaves filent en silence, ayant à leurs pieds leurs corbeilles, l'une pleine de laine blanche, l'autre de laine noire. La troisième, Rhodeia, accroupie près du lébès d'argent, prépare avec des herbes, un breuvage. La quatrième et la cinquième, agenouillées, jouent à l'astragalisme, sans faire de bruit; tantôt elles se servent du cornet pour jeter les quatre osselets, tantôt elles en jettent cinq en l'air, en même temps, pour les recevoir ensuite sur le dos de la main. La sixième tresse une guirlande de dictame crétois. La septième parfume sa colombe préférée.

PHÆDRE.

Et tu ne vas donc point
par le chemin poudreux vers la plaine
nourricière de chevaux, vers l'Inachos
aride, homme? et tu ne cherches point une nef
qui te conduise vers une île fertile
comme font les aèdes errants?

L'AÈDE.

Souffre
que je m'attarde, Reine, puisque Thésée
doit m'emmener avec lui à Sparte.
Souffre ma présence car, non loin
1230 du temple qu'à l'Artémis Lycéenne
érigea le destructeur de loups, Hippolyte,
j'ai trouvé le sanctuaire et le bois
consacrés aux Muses par l'antique
Ardalos. Un prêtre de l'antique
race, nommé lui aussi
Ardalos, reste là.

PHÆDRE.

Délaisses-tu
la lyre de Dédale pour la flûte
ardaléenne et enveloppes-tu de cuir
tes joues gonflées? C'est une race
1240 d'aulètes qui ne connaît ni les cordes
ni le plectre.

L'AÈDE.

Ce n'est pas Ardalos
qui m'instruit, ce n'est pas Ardalos. Dans l'ombre
des lauriers sacrés m'accompagne
celle qui porte comme toi sa chevelure
à la façon d'un casque rougeoyant.
Elle est avec moi, toujours.

PHÆDRE.

Tu es l'élève
de la déesse qui t'enseigna si vite
l'art si long.

L'AÈDE.

Pas de cette déesse.

PHÆDRE.

Qui est avec toi, toujours?

L'AÈDE.

Elle est avec moi toujours,
1250 mais je suis seul.

PHÆDRE.

Tu ne la vois point?

L'AÈDE.

Dans mon cœur.

PHÆDRE.

Elle te parle?

L'AÈDE.

Dans mon cœur
je l'écoute.

PHÆDRE.

Mais si elle ne t'enseigne point l'art,
comment règles-tu les chevilles pour l'accord
sur le joug?

L'AÈDE.

Je ne sais.

PHÆDRE.

Comment trouves-tu
les modes?

L'AÈDE.

Je ne sais.

PHÆDRE.

Tu n'as jamais manié

les cordes sonores mais les rênes
et les fouets sifflants.

L'AÈDE.

Tu dis vrai.

PHÆDRE.

La main habituée
à retenir est dure et lourde. Comment donc
1260 t'obéit-elle?

L'AÈDE.

Je ne sais.

PHÆDRE.

Comment accompagnes-tu
le chant, sans fausser l'unisson?

L'AÈDE.

Je ne sais, Reine.

PHÆDRE.

En rêve?

L'AÈDE.

En rêve.

PHÆDRE.

Tu es
heureux.

L'AÈDE.

Je peux te rendre heureuse.

PHÆDRE.

Il n'est point
de chant qui me console. Mais, toi, tu es
heureux.

L'AÈDE.

Je suis hors de ma vie
étroite, prêt au vol qui outrepasse
comme Evadnè, ô Titanide.

PHÆDRE.

Ivre de flamme?

L'AÈDE.

Ivre de mon secret.

PHÆDRE.

D'un secret sonore?

L'AÈDE.

D'un secret

1270 silencieux que tu
me donnas avec ton présent
dédaléen, ô Phædre.

PHÆDRE.

Les cordes,
aède, ne me cachent point ta tête
sans couronne; et ton anxiété
fait trembler les cordes.

L'AÈDE.

Aucun feuillage
ne ceignit ma tête
depuis le jour que se flétrit
la couronne du messager,
de blanc peuplier, chère
1280 à l'Alcide et à l'Ægide; et d'aucune
je ne me ceindrai sinon d'une que j'attends
de l'inconnue qui seule à moi semble divine.

PHÆDRE.

Tu dresses un autel neuf? un temple?

L'AÈDE.

L'Hymne
est un temple aérien.

PHÆDRE.

Tu chantais
l'enlèvement de Marpessa et les flèches
folles d'Idas contre Apollon. Tu renies
le Délien et provoques son courroux?

L'AÈDE.

Je t'ai promis de t'obéir.

PHÆDRE.

Tu renies
les Immortels?

L'AÈDE.

Toi-même
1290 m'as donné le début de chacun
de mes chants, s'il te souvient.
« Cœur, dis-moi l'Homme... »

PHÆDRE.

A présent dans ton cœur fermente ce levain
que n'a pas détruit une foudre injuste.

L'AÈDE.

C'est la beauté par la foudre créée
que tu veux que je chante. Je t'obéis.
D'un éclat de la lance
de Kapanée j'ai fait mon plectre.

PHÆDRE.

A ton tour
tu deviens le contempteur
1300 des Dieux?

L'AÈDE.

« Hormis un seul ».
répondis-tu à l'irréprochable Æthra.
Hormis une seule — te dis-je — hormis une
seule qui scintilla sur mon destin
plus belle que l'étoile
du Soir sur la douleur de la mer, et prit
avec un cri soudain
entre ses mains indicibles mon cœur
comme la coupe du festin éternel,
et la leva dans la lumière
1310 qui venait d'invisibles sépulcres,
et la fit déborder
et de vin et de miel, de baume et de levain,
de rêves et d'espérances.
Et la douleur vint y baigner ses larmes
et devint la joie
et la mort vint s'y rougir de sang
et devint la vie.
Et je fus tout à coup comme le crépuscule
plein d'astres, de nuages, de flammes,
1320 et tout entier je retentis de mon pæan;
et les paroles ailées
firent le grand bruit sourd des aigles dans le vent
et je ne me reconnus point. Devant tes tables
chargées de pains et de viandes,
ô Titanide, il ne se reconnaissait plus

le conducteur du char
de Kapanée.

Ardemment, à travers les cordes, il la regarde, étreignant l'ivoire entre ses doigts tremblants, replié sur lui-même comme un qui se cache.

Tu m'entends? hormis une,
hormis celle-là seule.

Avec une lenteur de songe, elle parle, comme lointaine, sans le regarder.

PHÆDRE.

Celle-là n'est pas déesse; et pourtant s'apparente
1330 aux Éternels. Ni divine, ni humaine.
Son sang est salé, et sa chair resplendit
mais pèse. Elle peut fixer le Soleil
sans perdre les yeux. Et quand, pieds nus,
elle va le long de la Mer, elle entend
sa plainte dans la plainte des Océanides.
Et c'est pourquoi elle semble malade
d'elle-même, de tous les sangs mêlés en elle.
Et c'est pourquoi il semble qu'elle délire. Mais,
déesse, elle ne l'est point.

Soudainement elle se retourne.

Aède,
1340 tu parlais de Phædre.

Elle se retourne vers celui qu'elle fascine, avec une cruelle douceur.

Tu sais donc l'amour.
Tu sais l'amour sans espoir et seul.
Les cordes ne me cachent point ton visage.
A travers les cordes
je vois une pâle braise. Tu n'espères point.
Tu ne trouveras pas la Marpessa qui, te préférant
à un dieu, te choisira, toi, homme.
Tu n'espères que ta couronne.
Je te couronnerai avant que tu
1350 chantes mon chant.

Elle appelle l'une des deux esclaves qui jouent aux osselets.

Eunoa,
tresse-moi une couronne de cyprès.
Quel fut le dernier coup des osselets?

L'ESCLAVE.

Le coup d'Aphrodite.

PHÆDRE.

Et avant?

L'ESCLAVE.

Le coup
du Chien.

Phædre se tourne vers la nourrice, reprise par son inquiétude fébrile, tandis que l'esclave sort et coupe le rameau pour la couronne à l'un des cyprès.

PHÆDRE.

Tu entends, nourrice? Va me chercher
ce marchand phénicien, qu'il m'apporte
les herbes venues d'Égypte contre le mal
sans sommeil.

Gorgô quitte le métier et sort. Sans trêve la misérable s'agite.

Aède, et que feras-tu pour moi?

La pâle braise lance des étincelles, derrière les cordes.

L'AÈDE.

Je peux ce que ne peut l'amour.

PHÆDRE.

Puiser au fleuve souterrain
1360 un peu d'eau somnifère, pour que je ferme
les yeux et dorme? Tu peux échapper
au Chien du Styx? On t'a parlé d'un aède
qui l'enchanta au son de la lyre
pour son amour. Un autre
de qui l'on t'a parlé, l'endormait
d'un gâteau composé de pavots et de miel,
pour son amour. Ne peux-tu me donner une gorgée
du fleuve noir, à moi qui suis ton
amour?

L'AÈDE.

Je t'apporterai cette gorgée,
Titanide.

PHÆDRE.

Proche
le bois des Muses
est l'autel consacré par le même
Ardalos, au Sommeil. Tout au moins va prier
et rends propice par ton chant le taciturne
et sacrifie.

L'AÈDE.

Phædre,
cette nuit tu dormiras.

PHÆDRE.

Ah! s'il pressait
avec ses doigts légers comme la fleur
du liseron le fruit de la mort
sur mes dents!

L'AÈDE.

Cette nuit, tu dormiras.

PHÆDRE.

Si toute il me prenait dans le silence
de sa poitrine nocturne et me cachait
et s'il bouchait mes oreilles dolentes
avec la cire molle!

L'AÈDE.

Tu dormiras.

PHÆDRE.

Et l'aboiement du Chien infernal,
celui qui toujours s'entend, toujours s'entend?
Agavè, Stilbè, avez-vous entendu?

Les esclaves se lèvent et tendent l'oreille.

LES ESCLAVES.

— Ce sont
les molosses d'Hippolyte qui aboient
au pied du Roc.
— Le fils de l'Amazone
poursuit encore le cheval d'Adraste
qui fuit l'attache.

Elles s'arrêtent sur le seuil, vers les cyprès et elles écoutent.

— On entend

une clameur derrière le temple de la Sôspis.
— Quelqu'un appelle.

Eunoa présente à la Reine la couronne tressée. Celle-ci la prend et se lève, et la pose sur la tête inclinée d'Eurytos; mais elle chancelle, ayant déjà reconnu la voix de celui qui appelle.

PHÆDRE.

Phædre
donne le cyprès à l'amour. Elle te couronne,
aède, pour ce chant et pour cette gorgée!
Tu trembles?

L'AÈDE.

Tu trembles aussi.

LA VOIX D'HIPPOLYTE.

Eurytos! Eurytos!

Phædre est comme la poussière avide que les vents soulèvent et font tourbillonner dans la plaine argolique. Il semble que tout, autour d'elle, s'évanouisse pour elle, et que seule cette voix retentisse sur son vertige. Eurytos couronné ne détache point d'elle ses yeux.

L'AÈDE.

Hippolyte m'appelle.

Les esclaves sont toutes sur le seuil, bavardes, effarées.

LES ESCLAVES.

— Homme d'Argos, homme d'Argos, le fils
de l'Amazone te cherche.
— C'est Hippolyte!
— Voici le tueur de loups.
1400 —Il vient par la cyprière.
— Il a derrière lui
Harpalos avec ses molosses!
— Dorkè, Dorkè la chienne hirsute, celle
qui est couleur de rouille!
— Entrera-t-elle avec lui?
— L'horrible bête!
— Elle est en laisse.
— Harpalos, arrête-toi!
— Harpalos, reste là-bas!

Dans un éclat de sifflante colère, Phædre les chasse brusquement, brisant le cercle de son angoisse, pareille au tourbillon de poussière qui se rabat et s'éparpille.

PHÆDRE.

Taisez-vous, striges! Hors d'ici! Que je ne vous voie
plus, que je ne vous entende plus! Hors d'ici! Hors d'ici!

Elle retient l'esclave qui dans le lébès mêle les herbes.

Reste, Rhodeia.

Elle accable à son tour l'aède de sa colère.

Pourquoi me regarder ainsi, homme?
Es-tu insensé?

LA VOIX D'HIPPOLYTE.

1410 Eurytos! Eurytos d'Hylakos!

Le fils d'Antiope s'élance d'entre les fûts des cyprès, exultant, rayonnant, vêtu du court chitôn de lin, armé seulement de la hache des amazones, qui pend sur ses reins.

L'AÈDE.

O Théséide,
me voici.

HIPPOLYTE.

J'ai pris au lacs
le cheval d'Adraste, et je l'ai bridé.
Je l'ai vaincu.

L'AÈDE.

Tu es invaincu,
fils du dompteur de Centaures.

HIPPOLYTE.

Entre le Palus et la Mer, près de l'Olivier
d'Héraclès, tout seul, je l'ai pris.

PHÆDRE.

Qui t'a blessé?
L'une de tes mains saigne.

HIPPOLYTE.

Comme tu es pâle! Ne t'effraie point.
Pour lui passer le mors, comme il avait,
1420 contre les dents, le fer et les serrait
plus dur que fer, et avec quelle rage! je lui ai
mis de force entre les mâchoires, sur la barre,
mon pouce; et j'ai saigné.

PHÆDRE.

Je vais te laver.

HIPPOLYTE.

Le sang ne coule plus. Aurige,
un âpre mors aux rondelles grandes et lourdes,
à l'embouchure aiguë, aux longues
gourmettes, avec des branches à jointures
difficiles, que m'a battu à froid
un forgeron de Méthana,
1430 admirable, Sostrate d'Euphorbe;
mais avec, aux anneaux, des clochettes d'or.
J'ai senti une puissance de tempête
battre sous le poitrail ample et profond
comme la poitrine d'un dieu.

L'AÈDE.

Il est divin,
né d'un accouplement
ineffable. O Hippolyte, mieux vaut
ne pas lutter avec lui. Flatte-le.

HIPPOLYTE.

Pourquoi
me résiste-t-il, s'il fut docile
pour Adraste?

L'AÈDE.

La Mer a peut-être sur lui
1440 une influence.

HIPPOLYTE.

Adraste ne t'a point dit
le signe de l'origine?

L'AÈDE.

Il n'a rien dit.
Mais toute la nuit sur la nef noire
le cheval hennissait, et heurtait
le mât. Et l'on veillait sur le tillac,
car ces longs cris mettaient en fuite le sommeil.

PHÆDRE.

Écoute-moi, écoute-moi, Hippolyte.
Méfie-toi du cheval bigle! J'ai fait
un songe, j'ai fait un songe de terreur.
Il hennissait dans l'ombre de la voile noire.
1450 Et une voix cria,

dans une touffeur d'incendie, sur la Mer :
« Tu ne l'apaiseras ni avec l'orge, ni
avec l'épeautre. » Renvoie-le au roi d'Argos.
S'il t'a fui, si durant sept jours
tu l'as poursuivi en vain, c'est la preuve
qu'il t'est défavorable et qu'il répugne
à ton frein et qu'il te prépare de grands maux.
Il sait déjà la saveur de ton sang.
Hippolyte, je t'en conjure. Écoute-moi. Rends-le
1460 au donateur.

HIPPOLYTE.

Que dis-tu, mère?
Tu me parles comme à un timide enfant.
Et tu m'exhortes à me couvrir de honte
aux yeux de l'Hellade,
quand les Corinthiens sont prêts à célébrer
les Jeux Isthmiques et que la couronne de pin
trouble mon sommeil! Je veux triompher de mon cheval,
et grâce à mon cheval triompher dans les Jeux,
non par l'épeautre ou par l'orge
mais par le courage.

PHÆDRE.

Tu as regardé
1470 au fond de ses yeux torves?

HIPPOLYTE.

Je les couvris
de mes mains, après lui avoir mis
le mors; et je soufflai, dans ses naseaux
fumants, mon haleine
d'homme, ainsi que me l'enseigna un Thessalien
de Phères pour apprivoiser
les poulains. Et il me parut moins hostile.
Et il se laissa conduire par la bride.
Où donc? Le sais-tu,
conducteur de char?
1480 Porteur de lyre, le sais-tu?
Tu me chanteras un chant à la gloire,
si je te le dis?

L'AÈDE.

Un chant à la gloire
te sera chanté.

HIPPOLYTE.

Connais-tu l'entreprise
du neveu de Sisyphe, et le cheval
né du sang de Méduse?

L'AÈDE.

La renommée
l'apprit aux hommes.

HIPPOLYTE.

Mais Pallas
vint au secours du Héros corinthien,
à la fontaine. Moi, je n'avais que le mors
assemblé par le forgeron de Méthana.
1490 Moi je n'avais que mon lacs
et mes deux poignets nus. Écoute-moi, aurige.
Écoute-moi, aède. C'était le septième jour
que je chassais la bête au dur sabot,
le Cheval noir-azur pareil à l'Hippocampe.
Déjà je l'avais poursuivi à travers les monts
du côté d'Hermione, avec les miens; je l'avais
joint aux Hyles, non loin du temple de Dèmèter;
puis de nouveau chassé, dévalant sur la grève,
au promontoire où le flux rejeta
1500 la fille du roi Nisos que ton père
précipita de sa haute nef, ô Crétoise; enfin
traqué de plage en plage,
jusqu'à Généthlios et, au delà du Khrisorroas,
jusqu'au temple d'Hermès. En ligne à présent
avec mes compagnons, je le repousse vers
le Palus Saronique, je le serre
entre le Palus et la Mer. Il ne peut échapper.

Il s'interrompt comme si, de nouveau, montait de sa poitrine le grand essoufflement. Et il semble que la prouesse bande de nouveau ses muscles infatigables.

Entendis-je mon cœur? ou bien son cœur bouillant?
ou bien le flot qui déferlait? Midi
1510 avait ramassé les ombres des choses;
et le très haut Soleil était mon juge.

Les cavaliers fermèrent le passage
derrière moi. Je préparai mes forces.
J'étreignis de toutes mes forces mon alezan,
et j'avançai faisant tournoyer sur ma tête
le lacs comme une fronde. Entre mes genoux,
les muscles du cheval agile ondulaient
comme ceux de l'adroit et rusé léopard.
Et ma vie n'était plus qu'un démon
1520 attentif à l'instant de l'attaque.
« Arion! Arion! » Il atteignait le flot.
Lui-même était un flot à crinière d'écume,
au regard de dieu cruel; un flot
d'une noirceur de gouffre, haletant,
hennissant comme un cheval; un flot
gonflé d'une fureur sauvage, hostile
à l'homme hostile. Et soudain il se cabra
sur ses hanches, bondit, étincelant,
frappa de ses sabots de bronze
1530 le vent, s'abattit, se débattit,
les naseaux dans les sables, la croupe
contre le Soleil, sautant comme un bélier
fou. Le nœud coulant jeté
par l'âpre démon serrait
fortement l'encolure et la mâchoire
du prisonnier. Il faut que mes tendons
soient bien noués à mes épaules, pour que pas une
de ces secousses ne me les ait arrachés.
« Arion, tu es à moi! » Dans chacun de mes gestes
1540 j'étais comme au milieu d'un voile flamboyant
de rêve. Avec une foudroyante adresse
la capture était faite. Déjà, dans mon poing,
je tenais serrées les rênes solides.
Et je ne vis plus qu'une grande nuée
d'or fumant et dans l'or,
cabrée, une flamme tempêtueuse
dont transparaissait l'admirable forme
faite de veines, de crins, d'écume,
de bave et peut-être d'ailes; car dans l'or
1550 fumant et dans l'éther sans ombre

le cabrement eut la fougue du vol.
« O frère de Pégase, à mon tour, porte-moi
jusqu'aux astres! » criai-je, dressé sur mes pieds,
dressé dans ma sueur et dans mon sang.
Et à mon anxiété de gloire répondit
une fanfare de buccines sur la mer.

La Crétoise est ravie en lui, et elle ne retient pas son cri d'amour.

PHÆDRE.

Tu es beau, tu es beau comme le plus beau dieu!

HIPPOLYTE.

Écoute encore, porteur
de cithare. Non loin du bois
1560 d'Apollon Théôrios,
il est une source nommée
Hippocrène, du nom
de celle qui jaillit parmi les oléandres
de l'Hélicon sous le choc du sabot
de Pégase.

L'AÈDE.

Tu dis une merveille
que j'ignore.

HIPPOLYTE.

La fontaine équine est interdite
aux hommes étrangers,
sinon pour les purifier de leurs crimes.

L'AÈDE.

Comment les Trézœniens ont-ils cette source?

HIPPOLYTE.

1570 Quand le Héros corinthien fut banni,
il vint à Trœzène avec le cheval ailé
pour demander à Pitthéus la main d'Æthra.

L'AÈDE.

Et elle jaillit de la roche?

HIPPOLYTE.

Dans l'ombre des platanes,
presque nocturne. C'est là
que je conduisis Arion. Et, quand il entra
dans l'ombre, il hennit vers le silence

sacré. Et je l'abreuvai,
lui posant la main sur le garot,
1580 veillant, attentif au sifflement du long trait.
Puis tout entier nous le lavâmes de son écume
et nous le nettoyâmes avec les strigiles.
Et grandement reluisait
le noir-azur pareil à l'hippocampe.
Mais, il n'était plus droit dans le nuage d'or,
il n'avait plus les ailes de la gloire!
Aède, aède, et que me chanteras-tu?
Pour toi, homme nouveau, qui naguère as conduit
le char du combattant, un héros nouveau s'apprête.
1590 Il est las de lancer ses traits contre les cerfs,
las pour toujours d'être prince
de chiens sans nombre et de chevaux,
Hippolyte, fils de Thésée.

PHÆDRE.

Que veux-tu?
Que veux-tu?

HIPPOLYTE.

La guerre. Vaincre
des hommes, voilà ce que veut Hippolyte
né de l'Argonaute et de l'Amazone;
puisque son père, plus que tous les Hellènes
admirable aujourd'hui, dans la fleur
des ans, déjà, s'était emparé
1600 de la massue de Périphétès,
avait écartelé Sinis, ployeur de pins,
broyé Sciron sur les écueils, mutilé
Prokroustès, dompté le taureau de Marathon,
exterminé les Pallantides,
affranchi Athènes du tribut crétois,
et navigué pour la Toison jusqu'en Colchide,
s'étant dressé plus grand, dans l'aurore
que rougissait le bûcher d'Héraclès,
sur le Mont de l'éllébore et sur l'Hellade.

PHÆDRE.

1610 Fils de l'Argonaute, veux-tu mille
nefs?

HIPPOLYTE.

Je les veux.

PHÆDRE.

Mille nefs recourbées,
à la proue vermeille, bien pontées,
hérissées de rames et de lances, ailées,
pleines de rameurs et de guerriers.

HIPPOLYTE.

Où sont-elles?

PHÆDRE.

Veux-tu régner sur un royaume
d'îles? dominer toutes les mers?
être le Thalassocrate dont le sceptre
est la lance à trois pointes?

HIPPOLYTE.

Tu délires,
malheureuse.

PHÆDRE.

Je ne délire pas.
1620 J'offre.

HIPPOLYTE.

Tes songes?

PHÆDRE.

Mes destins.

HIPPOLYTE.

Quand donc?

PHÆDRE.

Lorsque sera changé
le vent Eurus en vent de Thrace.

HIPPOLYTE.

Tel est l'oracle?

PHÆDRE.

C'est peut-être l'oracle,
Hippolyte.

HIPPOLYTE.

Le Thrace m'aidera peut-être
à naviguer vers la Maléa,
et l'Eurus à la doubler.

PHÆDRE.

Il ne t'aidera point.

HIPPOLYTE.

Ne sais-tu pas que mon père
me mène enfin combattre
non plus des bêtes mais des hommes?

PHÆDRE.

O enfant!

HIPPOLYTE.

1630 Il convient désormais de me vêtir de bronze,
non de feuilles.

PHÆDRE.

O éphèbe inconscient!

HIPPOLYTE.

Je serai le compagnon de l'Ixionide
qui massacra les monstres biformes
sur la table quand, le premier, Thésée
écrasa sous le métal du cratère
le premier offenseur, comme tu l'entendras
chanter par tes émules, ô Argien.

PHÆDRE.

De l'Ixionide?

HIPPOLYTE.

De lui, du grand Thessalien. Tu le détestes?

PHÆDRE.

Le forcené projeta l'entreprise?

HIPPOLYTE.

1640 Lui? non; mais mon père infatigable.

PHÆDRE.

A peine revient-il de Thèbes
aux Sept Portes.

HIPPOLYTE.

Plus vite il varie
ses desseins que tu ne fais les plis
de tes péplos.

PHÆDRE.

Mais quel dessein? Il va
chez Tyndare de Sparte.

HIPPOLYTE.

Pour ravir.

PHÆDRE.

Pour ravir l'autel
d'Arès pris-au-piège?

HIPPOLYTE.

La Thébaine
tu me l'as prise, contre le rit, Crétoise.
Je l'ai contemplée sur la fosse
1650 des sacrifices, à la lueur des torches,
couronnée de sang noir et de pavots,
ah! combien belle! Et les secrets
des sorts étaient dans ses grands yeux ouverts.

PHÆDRE.

Qui t'avaient vu
sans te regarder.

HIPPOLYTE.

Ténébreuse, tu es,
pour moi, une marâtre. Et j'ai pleuré la victime
Et mon père m'a dit : « Je te donnerai
la fille d'un dieu. Ne te désole point. »
La fille d'un dieu, pas encore nubile,
1660 vit dans Amyklès sur l'Eurotas couvert
de cygnes, belle immortellement.

PHÆDRE.

Qui
l'a vue? qui l'a vue?

HIPPOLYTE.

On en parle
déjà dans toute la terre
de Pélops. Mais Chéloub,
ton hôte phénicien,
Maître Nautonier, nous a dit l'avoir
vue, à Lacédémone, danser
autour de l'autel d'Artemis Orthia,
sans vêtements. Tu l'as entendu, Eurytos.
1670 Et le rapt fut décidé.
Et nous aurons avec nous un poète et un marchand
pour ordonner le stratagème.

PHÆDRE.

Tu n'iras point, tu n'iras point!

Tu n'apprends que ruses et perfidies
de ton père.

HIPPOLYTE.

User de stratagèmes avec vaillance,
c'est le fait des Hellènes.

PHÆDRE.

Tu n'iras pas.

HIPPOLYTE.

Tu es toujours
la marâtre pour moi. Tu me détestes,
Crétoise.

PHÆDRE.

Tu te dis ami de la droiture
et serviteur craintif des Dieux
1680 et disciple de la Vierge court-vêtue,
alors que tu te prépares à la fraude
et à l'injure! Tu es de ta lignée.

HIPPOLYTE.

Je trouverai
là-bas sur le Taygète
la Vierge rapide et les grands cerfs
et les chiens de la race la plus furieuse.

PHÆDRE.

Et non seulement des cygnes sur l'Eurotas
mais un peuple rude en armes.

HIPPOLYTE.

Nous combattrons à pied
et du haut des chars, de loin
1690 et de près. Et je veux me tondre les cheveux
sur le front pour ne pas offrir de prise
dans la rencontre à l'épée courte, selon la mode
théséenne.

Entre la nourrice conduisant le Maître nautonier, qui est suivi d'un esclave chargé d'une balle bien liée.

PHÆDRE.

Gorgô, tu m'amènes l'homme
étranger?

Le marchand phénicien s'avance, sec et hâlé, hardi et rusé, qui porte le bonnet aux bords retombants et la brune exomide des marins.

Avance,
mon hôte. M'apportes-tu des merveilles?
M'apportes-tu le breuvage d'Égypte,
le népenthès qui donne l'oubli des maux?

LE PIRATE PHÉNICIEN.

L'or et l'ambre, l'ivoire et le verre, le byssos
et la pourpre, le bois
1700 balsamique et la pierre
médicinale, et plusieurs autres choses inconnues
en Hellade, voilà ce que je t'apporte,
Grande Reine.

PHÆDRE.

Que ton esclave dépose
son fardeau, et puis je verrai. Mais dis-moi : tu viens
de Laconie?

LE PIRATE PHÉNICIEN.

De Psamathunte, du Port
des Cailles, au pied
du Ténare.

GABRIELE D'ANNUNZIO

(Traduction ANDRÉ DODERET.)

(A suivre.)

LA GENÈSE

DE

LA BATAILLE DE L'OURCQ

LA FORMATION DE L'ARMÉE MAUNOURY

— AOÛT 1914 —

Dans le bouleversement des premiers jours de la guerre des légendes ont pris naissance qui ont faussé l'histoire. Dans un tel moment, tout concourt d'ailleurs à obscurcir, quelquefois même à déformer les faits : les circonstances tragiques dans lesquelles se déroulent les événements, l'incertitude de la documentation, la passion dont ne peuvent se départir complètement ceux qui ont joué un rôle dans ces heures décisives.

En ce qui concerne les préliminaires de la bataille de la Marne et la bataille elle-même, il restera longtemps encore beaucoup à dire précisément parce qu'on a déjà beaucoup parlé et écrit à ce sujet. Et parmi les problèmes relatifs à cette angoissante période, il en est un qui a donné lieu à des interprétations assez différentes. Une armée, la 6e, placée sous les ordres du général Maunoury, a été lancée, le 5 septembre, par le gouverneur militaire de Paris, qui l'avait alors à sa disposition, dans le flanc des armées allemandes; elle a effectué sur l'Ourcq les attaques qui ont tant influé sur les débuts de la bataille de la Marne, qui ont ensuite permis au généralissime français de développer sa manœuvre et d'obtenir finalement la victoire.

Dès lors, qui donc peut revendiquer l'insigne honneur d'avoir eu cette conception d'une armée destinée à opérer sur le flanc droit du dispositif ennemi? Qui donc a su ordonner à temps la réunion de ces forces pour qu'elles aient pu agir sur l'Ourcq au point et au moment voulus?

***

Le 22 août, une série de combats, dont l'ensemble constitue la *bataille des Ardennes*, se livrent sur un front de plus de 100 kilomètres. Notre 3e armée (Ruffey) ne peut progresser; elle se maintient d'une façon générale sur la Chiers et sur la Crusne, après les affaires de Virton, d'Ethe et de Longwy. La 4e armée (Langle de Cary) lutte à Maissin, à Paliseul, à Neufchâteau et à Rossignol; quand vient le soir, elle n'a pas subi de défaite caractérisée malgré le mouvement de repli de deux de ses corps d'armée, mais son mouvement en avant semble pour l'instant enrayé. A notre gauche, la 5e armée (Lanrezac) subit les attaques les plus rudes que l'ennemi lui ait livrées au cours de ce qu'il est convenu d'appeler la bataille de Charleroi; vers 4 heures de l'après-midi, elle commence un mouvement de retraite, mais, elle non plus, n'est pas dissociée. Ainsi, pris dans leur ensemble, et envisagés dans la soirée du 22, les événements sont encore assez indécis et les commandants d'armée espèrent tous trois pouvoir reprendre l'offensive le lendemain. Mais dans la nuit et aux premières heures de la journée du 23, la situation se précise et ce n'est pas pour apparaître sous un aspect bien favorable : certaines unités accusent un repli très accentué, les autres ont subi de très lourdes pertes et sont incapables de contre-attaquer. C'est l'échec sur toute la ligne. Le général Joffre suppute aussitôt les conséquences inévitables de nos insuccès et ne manque pas de discerner que le danger s'affirme *sur sa gauche*. C'est de ce côté qu'il lui faut désormais porter toute son attention et c'est sous l'influence de cette préoccupation que vont être signés, à partir du 23 août, un certain nombre d'ordres qui seront analysés plus loin.

Avec la 5e armée qui bat en retraite, contrainte de ne pas

effectuer les contre-attaques prévues la veille; avec l'armée anglaise qui termine à peine sa concentration et va se trouver aux prises avec l'ennemi dans des conditions excessivement défavorables, rien ne s'oppose plus à l'enveloppement de notre gauche par les forces allemandes qui vont pouvoir descendre directement sur Paris. Il existe, il est vrai, un « groupement d'Amade [1] » composé de quatre divisions territoriales réparties sur le front Hazebrouck, Saint-Omer, Arras, Douai. La mission de ces forces, plus apparentes que réelles, consiste à former primitivement barrage entre la mer et la Sambre en faisant face aux fractions de cavalerie qui pourraient se présenter sur cette partie de notre frontière. Or, pour conjurer le péril, il est nécessaire de pouvoir compter sur d'autres troupes que ces unités.

Où les trouver?

Dans le compte rendu qu'il signe, le 23 août à 7 heures du matin, — compte rendu rédigé sur le vu des rapports assez vagues parvenus pendant la nuit et des ordres plutôt rassurants des commandants d'armée visant la reprise de l'offensive, — le général Joffre se montre déjà résolu à dégarnir l'Alsace, cette région n'offrant plus pour le moment d'intérêt militaire, tant que l'ennemi ne sera pas battu sur d'autres points; on reportera dans les Vosges « la majeure partie des forces qui ont remporté le succès de Mulhouse [2] », c'est-à-dire de l'armée d'Alsace. Pour le moment, il n'est point fixé de destination à l'autre fraction de cette armée. Le général en chef se constitue avec elle des disponibilités qui ne vont pas tarder à trouver leur emploi.

Le 23 août à 15 heures, un ordre part du Grand Quartier à l'adresse de l'armée d'Alsace : « Le 7e corps sera disposé le long de la voie ferrée Lure, Belfort, Giromagny; *rendre dispo-*

1. Le 16 août, le général d'Amade, qui exerçait à Lyon le commandement de l'armée des Alpes constituée avec quelques éléments laissés en observation le long de la frontière italienne, a reçu l'ordre de dissoudre cette armée — nos voisins nous ayant confirmé leur neutralité bienveillante — et de se rendre à Arras pour y prendre le commandement d'un groupe de divisions territoriales formé dès le 19 août.

2. Il s'agit de la reprise de Mulhouse et de la réoccupation de la haute Alsace (19-20 août).

nible ce corps d'armée. » Puis deux heures après, à 17 heures 15[1], un télégramme chiffré prescrit d'amener ce même 7e corps « le long de la voie ferrée Champagney, Lure, Vesoul, *prêt à être embarqué* ». Si les ordres n'indiquent pas la destination, même approximative, de ces unités, c'est par simple mesure de prudence, *mais dès le* 23 *août, dans l'après-midi,* le général Joffre a envisagé la réunion de forces importantes sur son aile gauche en vue d'une manœuvre dont il ne va pas tarder à arrêter définitivement les grandes lignes. Certes, à cette date, aucune pièce ne spécifie cette concentration; mais les ordres qui viennent d'être donnés, rapprochés de ceux qui seront expédiés plus tard, prouvent bien que, dès maintenant, le projet a pris corps, En attendant, le général en chef se rend compte de la faiblesse du groupement d'Amade qui doit être capable de couvrir cette future concentration et demande au ministre de la Guerre de diriger vers le nord les deux divisions de réserve de la défense mobile de Paris (61e et 62e divisions)[2].

Le 24 août, un télégramme rédigé à 7 heures 5 du matin prescrit que l'état-major du 7e corps d'armée, une division de ce corps d'armée (la 14e[3]), les éléments non endivisionnés (dont la réserve d'infanterie : 352e régiment d'infanterie, 45e et 55e bataillons de chasseurs), l'équipage de pont, des éléments des parcs d'artillerie et du génie, des ambulances, etc., « seront transportés *dans la région nord.* » Les embarquements se feront dans la zone Belfort, Montbéliard, Champagney à partir du 25 août 15 heures[4].

A 9 heures, le général en chef signe le compte rendu de la journée de la veille, 23 août : notre offensive est définitivement enrayée en Belgique; nous sommes « condamnés à une défensive appuyée sur nos places fortes et sur les grands obstacles du terrain, en cédant le moins possible de territoire. Notre but doit être de durer le plus longtemps possible en nous effor-

1. C'est l'heure de l'expédition, mais l'original a été signé par le général Joffre à 16 heures.

2. Ces deux divisions seront remplacées dans le camp retranché par deux divisions territoriales retirées de la défense des côtes.

3. L'autre division, la 41e, reste dans les Vosges.

4. Le 7e corps est retiré du front d'Alsace dans la nuit du 24 au 25; Mulhouse est évacué pour la deuxième fois.

çant d'user l'ennemi et de reprendre l'offensive le moment venu ».

Lorsque ce rapport parvient au ministère de la Guerre, les mauvaises nouvelles qu'il renferme sont déjà connues. Les craintes les plus vives naissent alors au sujet de la capitale. On redoute que nos armées battues ne soient pas capables de la défendre contre un ennemi qui va se précipiter aussitôt dans cette direction.

Aussi à Paris, le 24 août, l'émotion est-elle à son comble. Le gouvernement estime qu'il faut à tout prix, protéger la capitale et, dans ce but, une première mesure est prise : le général Gallieni est nommé gouverneur militaire de Paris en remplacement du général Michel. Il s'agira ensuite de renforcer considérablement les effectifs du camp retranché. C'est à cette condition d'ailleurs que le général Gallieni accepte ses nouvelles fonctions. Mais ces forces, on ne peut les réunir qu'en les prélevant sur celles dont dispose le général en chef. Et la journée se passe dans une inquiétude fébrile. Tous les projets que l'on peut échafauder se heurtent — pour ceux qui jugent les événements de Paris et du point de vue de cette seule ville — à cette constatation désespérante : le camp retranché ne possède plus, pour assurer sa défense, que deux divisions territoriales.

La conséquence de cet état d'esprit sera l'ordre que le ministre de la Guerre signera le 25 août dès la première heure.

Mais le 24 août, pendant que, à Paris, on se croit abandonné et qu'on s'exaspère à conjurer le danger, le haut commandement poursuit la réalisation de son idée qui consiste à réunir une masse de manœuvre à la gauche du dispositif général de nos armées. En cette journée, il est prescrit à la Direction de l'arrière de diriger provisoirement sur Saint-Quentin pour y être mis à la disposition du corps de cavalerie Sordet, quatre groupes automobiles de transport de personnel. Aussitôt après, cette même Direction est prévenue verbalement que ce matériel doit servir au mouvement de quatre bataillons de chasseurs à pied de réserve, dont la réunion dans la région du nord vient d'être décidée.

Or, cet ordre, en apparence insignifiant, se rapporte à une idée qui a son importance. Puisque le péril se dessinenette-

ment sur notre gauche, il importe d'assurer, à la fois, *et la sécurité* de cette aile gauche — c'est-à-dire, pour le moment, l'armée anglaise, — *et la liaison* entre celle-ci et le nouveau groupement qui va prolonger en la renforçant cette aile de notre dispositif dont le 7e corps constituera le noyau. Cette double tâche incombera au corps de cavalerie Sordet qui sera ramené, le lendemain, de la région d'Avesnes vers celle de Péronne (à l'est d'Amiens) et qui, pour mieux remplir sa mission, recevra comme soutien le groupe de quatre bataillons de chasseurs dont il vient d'être parlé.

Le 25 août à 8 heures du matin, un message téléphonique est expédié du Grand Quartier Général à l'armée d'Alsace. C'est le lieutenant-colonel Buat, chef d'État-Major de cette armée, qui le reçoit. Il est indispensable, est-il dit dans ce message, que le général Vautier, commandant le 7e corps, se mette en route le plus tôt possible avec quelques officiers de son état-major et vienne à Vitry[1] pour y recevoir les instructions du général en chef. Il est, en même temps, prescrit qu'une division de réserve, la 63e, s'embarquera derrière les éléments déjà désignés du 7e corps et formera la deuxième division de ce corps d'armée.

Dès lors, le général en chef est fixé sur les forces qu'il projette de réunir à son extrême gauche et sur la manœuvre qu'il veut leur faire exécuter. Si aucune instruction d'ensemble n'est rédigée, dans cette matinée du 25, c'est afin de garder le secret le plus longtemps possible. Dans ce but, la pensée du général en chef continue de se manifester au moyen d'ordres particuliers et de coups de téléphone qui ne touchent que les unités intéressées au moment même de leur embarquement. C'est ainsi qu'à 11 heures du matin, le 25 août, le général Ditte qui se trouve au camp de Châlons avec la brigade auxiliaire marocaine est rattaché au 7e corps « qui devra être transporté sur Amiens. » Sa brigade sera dirigée « dès ce soir sur le même point. » Les embarquements commenceront à Mourmelon, le jour même à partir de 15 heures.

Le général Joffre poursuit donc la réalisation de ses projets et, si cette réalisation n'apparaît pas très rapide, c'est que le commandant en chef ne peut nulle part dégarnir

1. Le général Joffre a installé son quartier général à Vitry-le-François.

son front pour y prélever d'un seul coup les troupes qui lui sont nécessaires dans le nord. En effet, en Lorraine, les 1re et 2e armées — qui ont battu en retraite après les affaires de Morhange et de Sarrebourg — tentent, depuis la veille, 24 août, de barrer la route de la trouée de Charmes aux troupes du prince de Bavière. Les 3e et 4e armées ne peuvent opposer une résistance à la poussée ennemie — l'une au nord de Verdun, l'autre au passage de la Meuse en amont de Mézières, — qu'à condition de conserver en ligne toutes leurs unités. La 5e armée, très découverte sur sa droite par la 4e puisque, dans la nuit du 24 au 25, elle a à peine dépassé la ligne Maubeuge-Givet, doit veiller à ne pas se laisser envelopper et ne peut rien mettre à la disposition du commandant en chef.

Telle est la situation de nos armées, le 25 août, dans la matinée.

Or, à midi, arrive au Grand Quartier Général de Vitry un officier de l'état-major du ministre de la Guerre porteur d'un ordre que M. Messimy a signé à 5 heures du matin et qui tend à assurer la défense de la capitale [1].

Cet ordre est ainsi libellé : « *Si la victoire ne couronne pas le succès de nos armes, et si les armées sont réduites à la retraite, une armée de trois corps actifs au minimum devra être dirigée sur le camp retranché de Paris pour en assurer la garde. Il sera rendu compte de la réception de cet ordre.* »

Ces instructions trouvent le général Joffre occupé à poursuivre la concentration qu'il a projeté d'opérer à la gauche de son dispositif. A midi 30, il prescrit au commandant de la 1re armée de faire embarquer les quatre bataillons de chasseurs de réserve désignés comme soutien du corps de cavalerie; dans l'après-midi, la Direction de l'arrière est avisée que ces bataillons « seront enlevés dans la région de Thaon à destination d'Amiens. » A 13 heures 30, c'est un message téléphoné au commandant de l'armée d'Alsace confirmant le transfert de la 63e division de réserve sur un autre théâtre d'opérations qu'on sait être maintenant la même région d'Amiens. Enfin, dans l'après-midi, le général Joffre

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 15 septembre 1921, l'article du général Messimy : *Comment j'ai nommé Gallieni.*

ordonne téléphoniquement au général Maunoury, commandant l'armée de Lorraine [1], de replier sur la Meuse, prêtes à être embarquées en chemin de fer à partir du 27 août midi, les 55e et 56e divisions de réserve pour l'instant engagées dans la région d'Étain. Le lendemain, à 11 heures, la direction de l'arrière saura qu'elle les doit diriger également vers la Somme.

***

Le 25 août dans l'après-midi, alors que s'embarquent en gare de Belfort et de Champagney les éléments du 7e corps appelés dans le nord, le général Vautier, commandant ce corps d'armée, quitte en automobile son quartier général de Niedermorschwiller — à l'ouest de Mulhouse — et, accompagné d'un petit groupe d'officiers de son état-major, se rend à la convocation qu'il a reçue le matin. Le général, arrivé à Vitry tard dans la soirée, est aussitôt introduit auprès du général Joffre et la manœuvre que celui-ci lui expose est bien celle qui a été arrêtée dans la matinée, antérieurement à la réception de l'ordre du ministre. Le général en chef renonce, après les échecs de Sarrebourg et de Morhange, à chercher la solution en Lorraine; par contre, il décide *la concentration de nouvelles forces à son extrême gauche en vue de réaliser une manœuvre visant la décision dans les plaines du nord* [2]. Le 7e corps est le premier élément de cette concentration. Il va débarquer dans la région d'Amiens et y couvrir la réunion *d'autres forces* transportées à sa suite qui, toutes, sont destinées à agir offensivement sur la droite des armées allemandes. A cet effet, cette réunion s'opère dans une région choisie *suffisamment à l'ouest* pour permettre à ces troupes de déborder à coup sûr la droite ennemie (celle-ci ne paraissant pas en mesure de s'étendre davantage vers l'ouest) et *suffisamment en*

1. L'armée de Lorraine composée de 7 divisions de réserve avait été créée, le 19 août, à l'est de Verdun, avec mission de masquer le camp retranché de Metz.

2. Ces déclarations du général Joffre sont relatées *d'après les souvenirs écrits* d'un des officiers de l'état-major du 7e corps ayant accompagné le général Vautier à Vitry.

arrière pour que les Allemands ne puissent arriver à leur hauteur avant qu'elles aient terminé leur concentration. La région d'Amiens semble répondre à ces deux conditions [1]. Le général en chef explique ensuite au général Vautier qu'il veut à tout prix, pendant les journées que durera cette concentration autour d'Amiens, éviter que le gros de ses armées livre bataille. Dans ce but, la retraite stratégique est organisée; toutes les armées (3e, 4e, 5e armées françaises; armée britannique) devront céder devant la poussée des forces adverses et échapper à leur étreinte. L'armée anglaise, puis, plus à l'est, notre 5e armée retraiteront par étapes successives, et toutes les lignes à atteindre les 26, 27, 28 août, etc. sont dès maintenant indiquées par le général en chef au général Vautier et à ses officiers qui en reportent le tracé sur leurs cartes. A droite, en Lorraine et dans les Vosges, il faut se borner à maintenir l'ennemi afin d'éviter toute menace d'enveloppement de ce côté. Les forces françaises vont donc en quelque sorte pivoter autour de la droite d'un mouvement prévu et méthodiquement ordonné. Puis, lorsque les Allemands se seront convenablement enferrés en voulant nous suivre dans nos replis successifs, toutes les armées se porteront résolument en avant *tandis que nos forces réunies dans la région d'Amiens envelopperont l'aile droite ennemie, avec une supériorité numérique incontestable.*

Tel est l'ensemble de vues très précises que le général Vautier retire de son entretien avec le général en chef, le 25 au soir, et d'une entrevue complémentaire avec le général Belin, major général, le lendemain dans la matinée.

Le 25 août à 22 heures, quelques instants avant de recevoir le commandant du 7e corps, le général Joffre a d'ailleurs signé la fameuse « instruction no 2 » qui donne à toutes les armées l'ordre de repli, étant entendu que, dans sa pensée, ce mouvement doit permettre dès que possible le

1. Notons en passant qu'en ce qui concerne le premier point, le calcul était juste; la colonne allemande qui s'avança le plus vers l'ouest passa par Péronne. Par contre, sur le second point, la suite des événements montrera bientôt qu'on avait calculé trop étroitement; les Allemands se présentèrent devant Péronne le 29 dans la matinée alors que, à cette date, le 7e corps n'était pas encore complètement débarqué.

retour à l'offensive. Le 25 août, toutes nos forces sont déjà en deçà de la frontière : la 3e armée est au nord de Verdun; la 4e, tout entière sur la rive gauche de la Meuse, de Dun à Mézières; la 5e, de Rocroi à Avesnes; les Anglais sont au sud du Cateau. On ne peut courir le risque de vouloir résister sur ces positions; il faut rompre la bataille, prendre du champ et, réorganisé, attendre l'ennemi de pied ferme. Dans le premier paragraphe de cette instruction [1], le général en chef s'exprime ainsi : « La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles prélevées dans la région de l'est, une masse capable de reprendre l'offensive pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi... » Plus loin, cette instruction fait officiellement mention, pour le première fois, du lieu de concentration de ces forces nouvelles prélevées dans la région de l'est : « En avant d'Amiens, entre Domart-en-Ponthieu et Corbie, ou en arrière de la Somme, entre Picquigny et Villers-Bretonneux, un nouveau groupement de forces constitué par des éléments transportés en chemin de fer (7e corps, quatre divisions de réserve et peut-être un autre corps d'armée actif) est groupé du 27 août au 2 septembre. Ce groupement sera prêt à passer à l'offensive, direction générale Saint-Pol, Arras ou Arras, Bapaume ».

A partir du lendemain 26 août, les forces qui doivent prendre place à l'ouest du dispositif des armées, et qui sont actuellement en cours de transport, vont constituer aux ordres du général Maunoury une 6e armée dont la mise sur pied est confirmée par un ordre du 27 août.

Telle est donc la genèse de la formation de cette armée composée de troupes que le général Joffre a lui-même rassemblées aussi vite que le lui permettait la situation [2]. En

1. Voir cette instruction dans Hanotaux : *L'énigme de Charleroi*, p. 45. Elle est reproduite également par le général Palat : *La grande guerre sur le front occidental*, t. V, p. 43-45.

2. La 6e armée se trouve constituée finalement avec les unités suivantes : tout d'abord, le 7e corps (comprenant la 14e division active, la 63e division

résumé, c'est dans le courant de la journée du 23 août que le général en chef se rend compte de l'étendue et des conséquences possibles de nos insuccès du 22; l'idée de chercher la décision sur sa gauche naît dans son esprit. Le 24, le projet se précise. Le 25 au matin, la manœuvre est au point; elle pourrait être exposée dès ce moment à ceux qui ont à y jouer un rôle et, si elle n'est divulguée au général Vautier que tard dans la soirée du 25, c'est que ce dernier, convoqué dès 8 heures, n'a pas pu se présenter plus tôt au Grand Quartier Général. En même temps que le général en chef prépare sa manœuvre, il réunit les forces nécessaires pour l'exécuter, et ce sont elles qui, le 26 août, deviennent tout naturellement la 6e armée. Dix jours plus tard, nous les retrouvons sur l'Ourcq; le général Joffre ne devra donc qu'à lui-même, à ses propres mesures de prévision et à sa conception de la manœuvre projetée, la possibilité de pouvoir les y utiliser.

***

Par l'ordre du 25 août, le gouvernement intervenait très nettement dans la conduite des opérations. Était-ce conforme aux règles établies? Pour répondre à cette question, reportons-nous à l'*Instruction provisoire du* 10 *décembre* 1912 *sur la conduite des grandes unités* qui s'exprime ainsi : « Le gouvernement, qui assume la charge des intérêts vitaux du pays, a seul qualité pour fixer la but politique de la guerre. » Mais la conduite des opérations militaires, lit-on plus loin, est le domaine où les généraux « fixés sur le but politique de la guerre, exercent leur autorité en toute indépendance et sous leur propre responsabilité [1] ».

de réserve, la brigade auxiliaire marocaine, la réserve d'infanterie du 7e corps), les 55e et 56e divisions de réserve; un groupe de quatre bataillons de chasseurs de réserve; enfin le corps de cavalerie Sordet.

Les 61e et 62e divisions de réserve venues du camp retranché de Paris pour renforcer le groupement d'Amade, ont été très fortement éprouvées dès leur débarquement dans la région Cambrai, Douai. Le 29 août, elles iront se reformer vers Mantes et, au début de septembre, elles feront, elles aussi, partie de la 6e armée, où elles constitueront le groupement Ebener. Le général d'Amade continuera de commander, dans le nord, les 81e, 82e, 84e et 88e divisions territoriales; un ordre du 27 août lui prescrira d'organiser derrière la Somme une « solide position de barrage de Corbie à la mer ».

1. Instruction provisoire sur la conduite des grandes unités du 10 décembre 1912, chapitre I, 1.

Dès le début de la campagne, le général Joffre avait hautement revendiqué l'exercice intégral du droit que lui conférait l'Instruction de 1912 et le gouvernement, de son côté, sauf en ce qui concernait, lors de la prise du dispositif de couverture, le retrait de nos troupes à 10 kilomètres de la frontière, pour des nécessités politiques qui avaient alors leur importance, s'était abstenu de toute intervention. D'aucuns ont blâmé cette abdication du gouvernement devant le haut commandement au début des opérations et ont évoqué à ce propos les traditions de l'époque révolutionnaire; ils se sont donc félicités qu'une fois au moins, le 25 août, le gouvernement ait fait pression sur le général en chef suivant ainsi l'exemple donné jadis par le Comité de Salut Public.

Gardons-nous d'invoquer le précédent du terrible Comité. L'histoire militaire de la Révolution aurait besoin d'être mieux connue et ce que nous en savons est quelquefois mal interprété. Il est exact que le Comité de Salut Public a joué, en 1793 et en 1794, un rôle capital dans la conduite de la guerre [1]. Mais il n'a agi ainsi que parce qu'il avait affaire à des généraux en chef la plupart du temps très au-dessous de leur tâche. Certes, les membres du Comité ne se transformaient pas, du fait de leur entrée dans cette assemblée, en stratèges consommés, et s'ils ont pu élaborer des plans de campagne judicieux et conduire les opérations avec une certaine habileté, c'est qu'ils avaient auprès d'eux un organe technique dénommé « bureau topographique » composé d'anciens officiers de l'armée royale à la science desquels on n'a pas assez rendu hommage. Dans ce bureau topographique, où ont travaillé des officiers comme Carnot et Bonaparte [2], se trouvaient donc de véritables compétences. Et c'est ainsi que s'explique la constante ingérence — justifiée à cette époque — du Comité du Salut Public dans les affaires de la guerre : d'une part ses membres se sentaient documentés par des officiers de valeur; de l'autre, ils voyaient la néces-

1. Par exemple au cours de la campagne de l'armée du nord et des Ardennes (Hondschoote, Wattignies, 1793) et des opérations sur la Sambre (Fleurus, 1794).

2. Carnot y travaille avant d'être nommé membre du Comité et Bonaparte y est employé en septembre 1795.

sité de ne pas abandonner à leurs propres moyens des généraux quelquefois médiocres, souvent complètement incapables, que des nominations bizarres avaient placés à la tête des armées. Rien d'étonnant que le Comité de Salut Public ait tenu à exercer une tutelle sévère sur de tels hommes qui, la plupart du temps ne se plaignaient nullement d'une dépendance atténuant en quelque sorte leur responsabilité.

La situation actuelle n'offre aucune ressemblance avec ce qui s'est passé sous la Révolution. En 1914, notre haut commandement était pleinement conscient de sa valeur. La question de l'intervention gouvernementale se pose donc, à notre époque, tout différemment qu'en 1793 et le problème — d'importance capitale — se réclame d'autres considérations.

***

Les événements que nous étudions posent précisément le problème des relations du gouvernement et du commandement.

Nous avons vu quels principes régissent théoriquement ces relations. Replaçons-nous maintenant dans l'atmosphère du mois d'août 1914. Nos armées reculent. A Paris le gouvernement ne possède que de brefs comptes rendus du général en chef. On n'avait pas prévu qu'il pût être renseigné plus complètement. Si les événements avaient été favorables, il était loisible de se contenter de quelques nouvelles; dans le cas contraire, un tel laconisme était de nature à augmenter les difficultés. Le gouvernement, n'ayant qu'une notion très vague de ce qui se passe, privé même du réconfort que n'aurait pas manqué de lui apporter l'optimisme du général en chef, voit se poser devant lui un redoutable problème : la défense de la capitale. C'est alors que M. Messimy, ministre de la Guerre, rédige son ordre du 25 août. En homme d'action, il ne croit pas possible de demeurer passif dans l'attente des événements, et quels événements!

Le gouvernement, au nom duquel agit le ministre, pouvait-il exiger que des mesures fussent prises pour sauvegarder Paris? Il en avait certes le droit, et même le devoir. Pour la direction générale de la guerre, il importait au plus haut point que

l'ennemi n'entrât pas à Paris, cette entrée pouvant avoir des répercussions incalculables sur la suite des opérations. Seulement pour bien faire, ces mesures de sécurité auraient peut-être dû être discutées et arrêtées *dès le temps de paix*, alors qu'on élaborait les plans de campagne. A ce moment-là, le gouvernement était parfaitement en droit d'exiger que des forces fussent tout spécialement affectées à la défense de Paris que sa proximité relative des frontières met facilement en danger. Leur nombre et leur composition eussent été fixés d'avance et d'accord avec le haut commandement. Cependant, le 25 août, puisque la menace se produit, il faut quand même aviser aux moyens d'y parer. Il y a, comme on vient de le voir, nécessité politique — qui cadre d'ailleurs avec une nécessité militaire — à ne pas abandonner Paris. Le gouvernement peut prescrire au commandant en chef de prendre des mesures en conséquence.

Le ministre agit d'ailleurs en plein accord avec le général Gallieni qui vient d'être nommé commandant du camp retranché de Paris et qui, ne possédant pas pour l'instant d'autres renseignements que ceux du gouvernement, voit la situation de son point de vue propre et avec le souci de sa responsabilité. Il accepte ses nouvelles fonctions à condition qu'on mette à sa disposition « une armée mobile comprenant au moins trois corps d'armée actifs [1] ». Dans une lettre au général Joffre expédiée en même temps que son ordre, le ministre de la Guerre spécifie que les trois corps réclamés doivent être en « bon état ». Certes, si l'on veut faire quelque chose d'efficace pour la défense immédiate de Paris, ce n'est pas trop exiger. Il faut se mettre à la place du ministre et du gouverneur de Paris; le 2 septembre, ce dernier, revenant encore sur la question de l'envoi des trois corps actifs dans le camp retranché, écrivait au général Joffre : « Je vous rappelle encore une fois ce que je vous ai dit dans trois conversations téléphoniques, ce que j'ai répété au conseil des ministres, au président de la République et au ministre de la Guerre : Paris, si vous ne lui donnez pas de troupes *actives* de renfort, au moins trois corps d'armée, est dans l'impossibilité absolue de résister. » Et, en apposant sa signature

1. Général Gallieni, *Mémoires*, p. 21.

au bas de cette lettre, le général Gallieni soulignait deux fois de sa main le mot *actives*.

Mais où trouver, le 25 août et jours suivants, trois corps actifs — et frais — à diriger sur Paris? C'est là qu'apparaissent les inconvénients du manque de liaison entre les armées et le gouvernement. Plus tard, cette liaison s'est établie et, si elle avait existé en août 1914, le gouvernement aurait été avisé sinon du détail des projets du généralissime — ce qui n'est pas nécessaire — tout au moins de l'existence de ces projets. Il aurait su que le commandant en chef des armées avait foi dans une victoire encore possible, victoire qui mettrait Paris à l'abri. Dans ces conditions, point n'etait besoin d'envoyer l'ordre du 25 août qui contraignait le généralissime à prélever sur l'ensemble de ses armées, au moment où il préparait la bataille décisive, trois de ses meilleurs corps. Qui sait si, après cette opération, notre front aurait soutenu de la même façon, sur la Marne, le choc des armées allemandes? Là était le danger. On a ajouté que ces trois corps d'armée — à supposer qu'on ait pu les envoyer dans le camp retranché de Paris — auraient été perdus pour la bataille de la Marne. A ce sujet, on peut faire confiance au général Gallieni. Il ne les aurait certainement pas conservés dans l'inaction pendant les journées où se sont jouées, vers l'est, les destinées de la France.

***

En somme, cette défense de Paris qui préoccupait à si juste titre le gouvernement se trouvait-elle à ce point négligée par le haut commandement, dans les derniers jours d'août 1914? Il semble qu'à cette époque, on ait eu l'impression que rien n'était tenté pour mettre la capitale à l'abri de l'envahisseur. On le croit même encore aujourd'hui. « Qu'importe Paris! » aurait-on dit au Grand Quartier Général, le 26 août, à un officier envoyé par M. Messimy. Ce n'est à proprement parler qu'une boutade dont les termes dépassent manifestement la pensée de celui qui la lança. En effet, le 26 août, les actes sont heureusement en contradiction avec le « qu'importe Paris! » La manœuvre offensive que le général en chef projette d'effec-

tuer avec les forces réunies autour d'Amiens en liaison avec le gros de nos armées, couvre fort bien la capitale. Si cette manœuvre réussit, la défaite de l'ennemi est obtenue sur la ligne Amiens, Saint-Quentin, Guise, la Meuse, c'est-à-dire avant que Paris n'ait couru aucun danger. Malheureusement, elle échouera et, malgré cet échec, la route de Paris n'en sera pas moins gardée. En effet, à partir du 30 août, les armées françaises battent en retraite vers le sud, entraînant vers la Marne et peut-être la haute Seine le gros des armées allemandes. La Ire armée allemande marche droit sur la capitale. Mais que voit-on? Les troupes concentrées dans la région d'Amiens — devenues 6e armée — se replient en liaison étroite avec le gros de nos forces; leur but est toujours de prendre l'offensive, au moment propice, dans le flanc droit de l'adversaire, mais en attendant, leur mouvement rétrograde s'effectue suivant un axe *qui est le méridien même de Paris.* Il en résulte que cette 6e armée, au cours de ses diverses étapes, — Montdidier, Clermont, Creil, Chantilly, Louvres, — *continue d'assurer la couverture de la capitale par une extension logique de sa mission primitive.* A partir du 1er septembre, ce rôle de protection de Paris lui incombera d'ailleurs officiellement [1].

***

L'ordre du ministre du 25 août n'a pas été suivi d'exécution. Le général Joffre a estimé que la 6e armée qu'il réunissait à ce moment même vers Amiens remplirait précisément la mission qu'il s'agissait de confier aux trois corps actifs.

Si on avait pris soin de définir dès le temps de paix la façon dont le gouvernement devait être tenu au courant de la situation militaire, le ministre de la Guerre n'eût pas connu les angoisses qui l'ont assailli dans les derniers jours du mois d'août. Malgré le tragique des circonstances, il eût, au contraire, pu faire confiance au commandant en chef et il lui eût sans aucun doute laissé la disposition absolue de tous ses moyens. Si les événements ne se déroulent pas comme il est prévu, et, à la guerre, il faut toujours compter avec les réac-

1. Le 1er septembre, à 8 heures 20, le général Joffre donne ordre à la 6e armée « de couvrir Paris » et de « se replier sur la capitale ».

tions de l'ennemi qui bouleversent les plans les mieux établis, il n'y a pas à se substituer au général en chef, car il est seul capable de remédier à la situation. Et l'histoire prouve qu'il n'y a pas de situation si désespérée qui ne puisse se rétablir avec du sang-froid et de la ténacité. Quant au général Gallieni, qui avait, lui aussi, insisté pour obtenir des troupes prélevées sur les armées, il avait l'esprit trop ouvert aux réalités pour continuer à ne considérer les choses que du point de vue inhérent à ses fonctions de commandant du camp retranché de Paris. Pour lui, la défense de la capitale ne pouvait être assurée que par une manœuvre et en liaison avec les opérations menées par les armées de campagne. Il l'a bien prouvé au moment où s'engagea la bataille de la Marne.

Or les troupes qui sont ainsi à la disposition du général Gallieni et qui constituent la 6e armée, qui les a réunies? Qui a fait en sorte de les amener dans la partie nord du camp retranché, si ce n'est le général Joffre? La constitution de cette armée fait intimement partie de la manœuvre élaborée au lendemain même de nos insuccès du 22 août, dans le but de rétablir une situation critique certes, mais loin d'être sans issue. On a pu se convaincre, en outre, que le général en chef a fait de cette armée l'usage le plus logique et le plus efficace. La 6e armée a notamment fort bien couvert Paris et si von Kluck n'avait pas obliqué si tôt vers le sud-est, il aurait trouvé, entre Paris et lui, toutes les troupes du général Maunoury qui d'ailleurs l'attendaient de pied ferme, dès le 3 septembre, à la sortie méridionale de la forêt de Chantilly.

Les faits parlent d'eux-mêmes et plus on étudie le développement de la manœuvre qui s'est terminée, le 12 septembre, par notre victoire, plus on s'aperçoit de l'unité de vue qui a présidé dès le 23 août à la conduite des opérations. Cette unité dans la conception montre jusqu'à quel point, pendant toute cette période, le général en chef a tout dirigé.

CAPITAINE RENÉ ANDRIOT

LES FOLIES AMOUREUSES[1]

III

Or, Jeanine, pendant l'absence d'Olga, reçut la nouvelle que le prince Alexandre Makharov était mort. Ce fut l intendant et l'homme d'affaires du prince qui vint le lui annoncer. I arrivait de Pologne; il accomplissait avec ponctualité les ordres de son maître, bien réglés, d'une façon méticuleuse et attentive.

— Quand le prince est-il mort? — demanda Jeanine.

— Le 4 novembre, et mis en terre deux jours plus tard.

— De quoi est-il mort? A-t-il souffert?

L'homme se tut. Jeanine insista :

— Je vous demande s'il a souffert et comment il est mort.

— Princesse, j'ai ordre de vous annoncer la mort du prince et de me taire sur les circonstances de cette mort.

— De qui, cet ordre?

— Du prince.

Jeanine reçut son camouflet. Si elle en souffrit, on ne le vit pas.

— Le prince avait-il prévu le jour de sa mort?

L'homme se tut. Jeanine conclut :

— Alors, c'est tout.

— J'ai encore à vous remettre ce papier, princesse. Vous n'y trouverez que l'adresse et le nom du notaire qui a mission de vous délivrer l'héritage du prince. La fortune est à vous, la terre de Pologne, à charge seulement d'assurer, par une rente ou

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 juillet, 1er et 15 août.

par un don, comme il vous plaira, l'existence digne et noble de la princesse Olga Andréevna jusqu'à son mariage si elle se marie, en cas contraire jusqu'à son décès : vous serez juge des convenances.

— Bien, — dit Jeanine. — Mais vous est-il défendu de me dire comment a vécu le prince depuis mon départ de Pologne?

Elle n'obtint aucune réponse.

Après le départ de l'intendant, Jeanine sentit qu'une affreuse tristesse l'avait envahie. Était-ce pour la mort du prince? Elle ne l'aimait pas; elle ne l'avait point aimé, elle avait eu peur et horreur de lui. Depuis leur séparation, tout son effort, et bientôt facile, ne consistait qu'à l'effacer de sa mémoire. Il est mort et, par un effet bizarre de cette mort, il paraît soudain plus vivant que depuis une demi-année. Le mystère de son trépas, ce mystère qu'il a exigé, l'environne d'une ombre où il se dessine avec un relief et une couleur étonnants. Le voici, tel qu'autrefois, comme aux jours terribles ou agréables. Mais il est mort : n'ayant plus peur de lui Jeanine lui devient clémente. Elle le voit comme aux jours agréables; et elle a pitié de lui. Le silence qu'il a voulu qui fût gardé n'est pas un châtiment qu'il inflige à elle. Jeanine suppose qu'il n'eût pas d'autre dessein que de lui épargner tout ce qui ressemblerait à un reproche. Il était orgueilleux et bon.

Quelle dure histoire, celle de ce bonhomme! Jeanine commence d'y songer. Un grand amour, qui n'a point eu sa récompense!...

Jeanine demandait à l'intendant si le prince avait souffert, avant de mourir. Elle n'a plus besoin qu'on le lui veuille dire : elle l'imagine. Elle aurait peur du prince, et horreur de ce bonhomme, s'il était en vie; mort, elle a pour lui une compassion mêlée de tendresse.

Arrive Olga, l'air bouleversé. Elle dit à Jeanine :

— Jeanine, je vais te quitter.

Jeanine ne s'attendait à rien de tel.

— Oui, je pars. Je retourne en Pologne. Je ne veux rester ni auprès de toi, ni à Paris. C'est décidé.

— Qu'y a-t-il?

— J'avais pensé ne rien t'en dire. Autant vaut que tu saches

tout. Je ne crois pas te revoir jamais. Avant de nous quitter, en manière d'adieu, je vais te dire ce qu'il y a : tu le sauras; et je m'en irai.

Elle était un peu essoufflée, par tant d'émoi; elle était un peu embrouillée, par tant d'idées qui affluaient à son esprit. Elle mit de l'ordre dans tout cela.

— Je m'en vais, — dit-elle, — parce que j'ai acquis la certitude que monsieur de Laffrey ne m'aime pas.

— Il t'aimera; tu le croyais?

— Je ne le crois plus. Jamais il ne m'aimera. D'ailleurs, c'est ta faute. Ah! ne dis pas non : c'est ta faute, Jeanine. Voilà pourquoi je ne veux plus le voir, ni toi non plus.

Elle s'attendait que Jeanine répliquât, lui en laissa le temps. Mais Jeanine garda le silence, faute d'avoir nettement choisi ce qu'elle dirait, parmi le grand nombre des pensées qui lui faisaient du bruit dans la tête.

Olga reprit, sur un ton de revanche :

— Seulement, toi non plus, il ne t'aime pas!

— Tu me l'as dit, j'en suis contente.

Olga fit un signe de n'être pas sûre que Jeanine en fût si contente.

— Bref, je m'en vais. Je partirai dans peu de jours, le temps de préparer mon voyage. Tu ne m'es plus de rien. Je vais retrouver l'oncle... Il a toujours été très bon pour moi; je ne doute pas qu'il ne m'accueille.

— Non... — dit Jeanine.

— Mais si!

— Non... Il est mort... Je viens de l'apprendre. Je te l'aurais dit plus tôt, si tu n'étais arrivée comme une espèce de furie...

— Ah! — dit Olga; — il est mort...

Cette mort lui inspira une rêverie que Jeanine aperçut avec émoi sur son visage. Elle en vit, Jeanine, l'apparence; elle n'en sut pas l'exacte vérité. Olga regrettait le vieil homme, et sans doute le regrettait davantage pour l'avoir plaint comme elle s'était avisée de le faire afin de dénigrer Jeanine, coupable de ses malheurs. Du reste, le vieil homme avait été bon pour elle; et elle ne sentait aucun empêchement à lui accorder ce court regret qui est l'hommage le plus simple que mérite un mort. Et Jeanine voudrait pouvoir connaître le regret d'Olga,

l'examiner, le trouver juste et l'imiter ou l'adopter, car elle a de la gêne au sien.

Soudain, comme si la rêverie d'Olga cessait, voici qu'une idée la rend tout autre, lui ôte sa complaisance et une sorte de douceur où elle se laissait aller par un effet de sa mélancolie. Elle ne regardait point Jeanine et, soudain, la regarde fixement. L'idée qui s'empare d'elle et qui la fait passer d'une attitude quasi débonnaire à une hostilité nouvelle, c'est que Jeanine sera désormais veuve, et libre : alors, si elle aime Laffrey, qui l'a aimée, qui ne l'aime plus, elle pourra songer à le reprendre; y parvenir? on n'en sait rien! Et Olga ne le sait pas : elle veut l'empêcher.

Elle dit à Jeanine :

— Veux-tu savoir pourquoi il ne t'aime plus?

— Non! Que m'importe?

— Si! Tu le veux; et je vais te le dire. C'est qu'il te méprise.

— On lui a dit du mal de moi?

— On lui a dit la vérité. C'est moi qui la lui ai dite.

— Quelle vérité? — demande Jeanine, avec étonnement.

— Tu ne t'en doutes pas?... Quelle innocence! ou quelle comédie!... Mais, lui, s'en doute. Je lui ai tout dit, bel et bien, qui tu es, comment tu as épousé un vieux; et pourquoi? sans amour! Il ne s'agissait pas d'amour : tu as voulu être princesse, et riche. Après cela, tu as désespéré ce pauvre bonhomme; il a dû te chasser : ce n'est pas vrai?

— Il n'avait — repartit Jeanine — aucune raison de me chasser qui fût, pour moi, déshonorante. Je n'ai pas méfait!

— Il faut croire que si!

— La preuve que non, c'est qu'en me priant de partir...

— En te chassant de chez lui!

— Comme tu voudras... Il ne m'a pas ôté le titre qu'il m'avait donné, ni sa fortune.

— Ah! maligne! Le titre et la fortune, c'est le prix qu'il t'a payé, pour le temps de votre ménage. Et toi, tu n'as seulement pas eu la fierté de refuser ça!

Il fallut que Jeanine se contraignît pour résister à une envie dont elle frémit, de souffleter l'injurieuse Olga. Ce qui la retint fut de n'être pas sûre que cette Olga n'eût pas raison de l'injurier. Alors, elle serait partie, serait allée s'enfermer dans

sa chambre. Si elle ne le fit pas, ce fut afin d'être, par Olga, mieux informée de son crime. Olga l'examinait et la vit tourner de la fureur à l'inquiétude.

Olga reprit :

— Tu t'es conduite comme une fille!

Et Jeanine lui demanda :

— Depuis quand me méprises-tu? Car tu es partie de Pologne avec moi; tu avais de l'amitié pour moi, tu ne me méprisais pas?

— C'est vrai. J'en ai honte. Je n'y pensais pas!

— Quelle étourderie!

— Sans doute!

— Ne peux-tu m'accorder la même excuse qu'à toi-même, d'une étourderie dont j'aurai peut-être à me repentir, mais dont je n'avais, pas plus que toi, la moindre idée?

Olga se récria :

— Non, Jeanine! Ce serait un peu trop commode. Nous ne sommes pas logées à la même enseigne, toi et moi. Je n'ai rien à me reprocher, que de n'avoir pas su qui tu étais. Je le sais maintenant : et je te quitte. Mais, ce que tu as fait, toi, c'est bien autre chose. Et le prince en est mort!

— Comment le sais-tu?

— Qu'il en est mort?... Allons, ce n'est pas malin, de le deviner! Si tu ne le devines pas, tu n'es pas fine; ou bien tu l'es, à ton avantage... De quoi est-il mort? On a dû te le dire...

— On ne me l'a pas dit.

Olga triomphe, insolemment :

— Il fallait le demander!

— On ne me l'a pas dit.

Et Jeanine songe qu'elle a mérité l'insolence d'Olga. Désormais, Olga peut dire à Jeanine ce qu'elle voudra : Jeanine en sait plus qu'il ne lui en faut pour sentir le poids d'une accablante infamie, et d'un souci plus lourd que l'infamie, et d'un chagrin le plus misérable du monde. Elle se lève; à se lever de sa chaise, elle éprouve la peine de soulever tout ce qui l'opprime et qui est sur elle une chose qui l'écrase.

Au moment d'ouvrir la porte et de s'en aller, elle demande à Olga :

— Tu me hais à un tel point?

Elle a, dans la voix, tant de tristesse que la haine d'Olga, si acharnée, se fait pourtant scrupule de paraître. Olga se tait, comme si le silence devait suffire à compenser les mauvaises paroles qu'elle a prodiguées.

— Alors, si tu me hais, — dit Jeanine, — j'ai tort de croire ce que tu m'as dit, pour m'affliger... Peut-être ne suis-je pas si coupable?

Pauvre Jeanine! Elle mendie une espérance de n'être pas une créature abjecte, et la mendie à qui? à cette Olga, de qui tout son malheur de se croire si abjecte lui est venu!... Olga se tairait encore, et puis ne veut pas avoir perdu le résultat de sa méchanceté opportune.

— Ah! — répond-elle, — tu es maligne! C'est la haine qui me fait te mal juger? Mais lui, Laffrey, ne te haïssait pas...

— Et il me juge comme tu fais?

— Apparemment, s'il ne t'aime plus!

Jeanine s'en va. Quand elle est seule, dans sa chambre, il lui semble qu'elle a l'esprit bouleversé tout de même que ce qu'on voit sur le sol après une catastrophe, après un tremblement de terre ou un incendie. Elle a l'esprit en désordre, en décombres. Ses idées sont en ruines. Ses idées, c'est Olga, c'est le vieux prince, c'est Laffrey, c'est elle aussi; elle ne reconnaît aucun de ces personnages, défigurés dans le désastre. Olga, depuis quelque temps, ne lui était plus amicale, mais la voici atroce. Le vieux prince était un vivant que l'on oublie, et le voici un mort qui vous inflige son souvenir plus vif qu'une présence. Et Laffrey, qui l'aimait, la méprise au point de ne plus l'aimer : ne plus aimer, en un tel cas, c'est la haine et c'est un affront. Jeanine a vu tout changer autour d'elle; et c'est, pour elle, comme si le ciel était devenu rouge, les arbres violets et tout le paysage une absurdité nouvelle, une fantasmagorie déconcertante.

Et elle, dans tout cela? Elle a changé plus que le reste; si elle ne reconnaît point Olga, ni le vieux prince, ni Laffrey, il lui paraît plus difficile encore de retrouver rien d'elle sous le déguisement qu'on lui impose.

Est-elle déguisée ainsi? ou déguisée naguère, et maintenant réduite à une vérité que dissimulait son ancien costume?

Elle se croyait, naguère, une gentille femme et, d'ailleurs,

ne songeait pas beaucoup à s'en féliciter. Elle avait reçu bien des hommages qui ne la rendaient point orgueilleuse, qui lui donnaient l'agréable confiance d'être jolie et digne d'amour. Elle était une petite jeune fille, en province : et le prince Alexandre Makharov, l'ayant aperçue, l'aimait aussitôt, l'aimait de grand amour, l'épousait, comme une Cendrillon promise au Prince Charmant... Non ! le prince Alexandre Makharov ne faisait pas exactement figure de Prince Charmant : la destinée alors, s'étant trompée de prince, effaçait obligeamment son erreur et substituait au vieux Makharov le comte de Laffrey, si aimable... De telles faveurs de la destinée vous disposent à vous croire, si vous êtes modeste, une gentille femme tout au moins.

Et voici que la gentille femme que vous étiez tourne à une abomination, comme si une méchante fée, intervenant parmi ses compagnes si gracieuses, avilissait leur ouvrage et transformait votre beauté en laideur.

C'est un conte de fées? C'est une histoire vraie, et monstrueuse! La beauté de Jeanine sera laideur maintenant; puis la beauté de Jeanine était déjà laideur autrefois, en dépit de ce qu'on se figurait.

Jeanine se souvint d'un jour de son enfance. Elle avait un beau manteau d'étoffe blanche, qu'elle estimait le plus beau manteau que l'on pût avoir. Elle en était contente et fière. Une tache le lui gâta, qu'une servante eut soin de cacher dans un pli de l'étoffe. Et cette tache ne se voyait plus; mais Jeanine savait que cette tache était là et, du manteau le plus beau du monde, se crut ensuite mal et ignoblement accoutrée.

Elle se souvint d'une jeune fille qu'elle avait rencontrée dans une des pauvres familles qu'elle secourait avec madame de Conches : une très jolie jeune fille, blanche de teint, de grands yeux éclairés de lumière douce, aux lèvres le plus charmant sourire, un air de pureté; seulement, ce joli être, une maladie horrible est en lui et va le consumer peu à peu.

Quand nous songeons à la mort, nous sentons qu'elle habite en nous depuis notre naissance, qu'elle travaille en nous et qu'elle aura enfin raison de toute la résistance que lui opposent pour un temps, nos puissances de vie, notre jeunesse et la dernière énergie de notre chair. Un tel sentiment, si notre

frivolité ne nous en préservait, nous rendrait ignobles à nous-mêmes, nous dégoûterait de nous...

C'est ainsi que Jeanine prend le dégoût d'elle-même, par la connaissance qu'elle a d'une souillure à son manteau, d'une maladie dans son âme, d'une espèce de mort qui habite en elle.

Jeanine est jeune; elle résiste à l'invasion de ce dégoût d'elle-même et lutte, comme un jeune corps, contre l'influence de la contagion. Elle se dit, — et l'a dit à Olga, — elle se dit que la méchanceté d'Olga et sa haine sont causes du mauvais jugement qui la condamne. Elle voudrait se rattraper à cette idée. Mais Olga ne la lui a-t-elle pas défaite, par un argument qui ne souffre pas de réplique? c'est que Laffrey si amoureux, d'elle, la juge ainsi, Laffrey! Il faut que son infamie, pour avoir désabusé Laffrey au sujet d'elle, soit évidente et soit abominable.

Cependant, elle ne s'en apercevait pas... Elle se demande comment elle a pu vivre dans son ignorance de soi. Elle se résout de s'examiner.

Ce qu'elle a fait de mal? Eh! mais Olga le lui a dit. Elle n'aurait pas dû épouser le prince, épouser un vieux dont elle a eu l'horreur dès le soir qu'il s'est évertué à la traiter comme sa femme.

« Je ne savais pas... » se dit-elle.

Si! Et elle se rappelle que le premier baiser du vieil homme, qu'il lui avait posé sur le front, lui fut un avertissement... Elle n'a épousé le vieil homme qu'à une fin très honteuse, pour la très vive convoitise, que lui a signalée Olga sans doute, d'être princesse et riche. Voilà son tort. Et puis, ayant accepté ça, l'ayant acheté au prix convenu de sa complaisance, elle a refusé le payement, l'ignoble payement de corps et d'âme. Elle a refusé son corps, après l'avoir vendu; son âme, elle ne l'a point donnée. Or, voici que le vieil homme dupé est mort de la duperie, mort du chagrin d'être volé de son emplette. Il meurt et, par une extravagante générosité qui ressemble à une ironie et ressemble à une insulte, il continue, il achève sa prodigalité : Jeanine se promet de ne pas garder cette fortune, qu'elle n'a point duement gagnée, qu'elle a escroquée ou chapardée.

Qu'en fera-t-elle donc? Jeanine hésite à la donner soit à

Olga ou bien à ces pauvres gens qui sont les clients de madame de Conches et d'elle.

Olga, le lendemain, lui dit :

— Je ne sais plus où aller, maintenant que l'oncle est mort.

— Eh! bien, reste! — lui répond Jeanine, par obligeance et dans l'espoir aussi de la voir détendre un peu sa méchanceté.

Jeanine agit tout de même que si la méchanceté d'Olga était cause qu'elle, Jeanine, fût en vileté, de sorte que l'indulgence d'Olga lui rendrait, sinon la fierté perdue, au moins quelque patience pour soi.

Mais Olga se récrie :

— Jamais de la vie! Je m'en vais. La question n'est que de savoir où aller; c'est toute la question que je pose.

— Tu peux aller en Pologne.

— Chez toi?

A la seule idée qu'elle serait chez Jeanine, Olga se rebiffe.

Et Jeanine :

— Mais non, chez toi. La maison de Pologne et le parc, non les terres environnantes, sont ta propriété.

Jeanine le dit comme si elle l'avait décidé de la veille : elle vient de le décider. Elle y aurait longtemps réfléchi, sans peut-être s'y résoudre; nos méditations ne valent pas toujours nos volontés rapides et inopinées. Elle donne à Olga ce domaine. Pourquoi le lui donne-t-elle? Sans doute ne sait-elle pas au juste pourquoi elle le donne : elle sait qu'elle le donne. Elle se délivre ainsi d'Olga : c'est une délivrance, du moment que cette folle ne relâche rien de sa méchanceté. Mais Olga s'en irait de toutes façons. La générosité de Jeanine est inutile, à cet égard. Et ce n'est pas dans un élan de prodigalité non plus que Jeanine fait son cadeau : en même temps qu'elle le fait, elle le borne; elle a bien nettement dit ce qu'elle donnait, la maison, le parc, non point la terre environnante, qui est immense, une fortune et qu'elle garde ou réserve pour d'autres desseins. Jeanine vient de le dire et admire la netteté de son propos.

— Ah! — dit Olga; — l'oncle m'a laissé la maison.

Cette idée lui plaît, qui lui paraît une offense à Jeanine.

Et Jeanine va-t-elle accepter l'offense? Voilà comme on

la remercie d'une bonté qu'elle n'est point obligée d'avoir!

Elle répond :

— Oui, le prince t'a laissé le parc et la maison.

Pourquoi se dépouille-t-elle ainsi, de son bien d'abord, et puis du remerciement qu'elle mériterait? Jeanine ne le sait pas : elle se fie à ses promptes velléités, les croit plus sages que nulle hésitation.

— C'est tout ce qu'il m'a laissé? — demande Olga.

— Non : tu recevras la même rente qu'il te faisait de son vivant.

— Bien! — dit Olga.

Et Olga partit quatre jours plus tard; elle ne dit point à Jeanine au revoir, mais adieu, et le plus sèchement du monde.

IV

A quelque temps de là, environ six semaines plus tard, si l'on s'était avisé d'entrer chez Jeanine, comme entrait Olga ou elle-même chez Olga, on l'aurait surprise en conversation galante avec Joly-Ravolle.

Jeanine!...

En conversation galante avec Joly-Ravolle, cette Jeanine!... Avec ce Joly-Ravolle, qui est bien l'homme le moins fait pour lui plaire : il n'est pas jeune, il n'est pas beau; il a un air de ces maris les plus sournois qui ont leur divertissement dehors, en cachette, et prennent mille précautions pour n'être pas vus. Avec cela, comme il se guinde à la maison, puis dans le train de ses affaires, il a un visage de sévérité fausse et qui lui reste, malgré lui, dans les moments de son plaisir. Ce qui lui manque le plus, c'est la grâce de l'esprit. Ses audaces ont quelque chose de peureux. Mais il est riche et administre sa fortune en partie double, d'une manière que le prix coûtant de sa débauche est un budget qu'il ajoute à celui de son ménage. Il a de la timidité dans la concupiscence. Il a aussi une assurance, la plus laide, que son argent lui remplace d'autres attraits.

Ce Joly-Ravolle, en peu de mots, le voilà.

Et Jeanine!... Est-elle folle? On voudrait lui demander :

« Jeanine, êtes-vous folle? » On voudrait la prendre par les épaules et, fût-ce avec rudesse, avec amitié, l'ôter de là, puis doucement la raisonner. Que lui dirait-on? Si elle est folle, ainsi qu'on se le figure, aucun argument de sagesse n'aurait sur elle aucune influence. Il faudrait lui parler d'autre chose, l'amener par d'ingénieux chemins à une diversion de l'esprit : sa pensée irait où l'on saurait la conduire, probablement.

Jeanine est-elle folle?

La voici, dans son petit salon, Joly-Ravolle devant elle, fort empressé. Elle est en noir, à cause du deuil qu'elle a pris depuis la mort du prince Makharov. Le noir convient à sa beauté, s'accorde avec ses cheveux noirs et met en valeur son teint qui serait d'une blonde. Elle a une grâce un peu triste; elle a aussi de l'enjouement. Ce n'est pas tristesse, le sentiment que l'on voit en elle et que l'enjouement ne contrarie pas, mais complique : c'est langueur et l'abandon de soi aux volontés qui vous marquent leur prépondérance. Quelles volontés?

Ce sont les volontés de Jeanine, et qu'elle accepte comme siennes. Toute volonté contient un peu d'allégresse : il y a plaisir à vouloir. Et Jeanine le montre. Elle a pourtant cette langueur abandonnée, une sorte de mélancolie, et qui lui donne un vif attrait. La volonté qui est la sienne, on dirait qu'elle la subit plutôt qu'elle ne l'impose. Ou bien elle l'impose, mais à elle-même. Telle semble Jeanine, dans l'initiative obéissante. Elle obéit à elle-même : c'est obéir encore.

Elle est assise dans un grand fauteuil. Joly-Ravolle a peu à peu approché d'elle sa chaise, et l'incline devant elle, et se penche. Il lui tient la main, le poignet. Jeanine laisse à Joly-Ravolle sa main, son poignet. Joly-Ravolle, avant de lui toucher le poignet, l'a consultée du regard : elle n'a donné aucun signe de révolte; il avait peur de la fâcher. Il essaye de caresser un peu plus haut le bras. Alors Jeanine, pour l'empêcher d'être hardi trop vite ou au delà de sa permission, met sa main gauche sur la main qui serait volontiers entreprenante, et l'immobilise. La main qui serait volontiers entreprenante se calme sous la main de Jeanine

et trouve, à sentir la main de Jeanine posée sur elle, une compensation très agréable sans doute : elle ne bouge plus.

Joly-Ravolle raconte à Jeanine le chagrin de son existence : un perpétuel travail, une activité de financier, d'homme de Bourse, tandis que l'unique désir de son âme est la tendresse. On ne le connaît pas; on n'a jamais compris ce qu'il y avait en lui de poésie...

Jeanine en rit : la poésie de Joly-Ravolle!...

— Mais oui, de poésie : je vous le jure. Ah! n'allez pas me méconnaître, vous aussi! J'ai mis en vous, princesse, tout mon espoir de n'être plus seul ici-bas, à perdre et gaspiller mon âme véritable. C'est une grande misère, que la solitude!

Il s'attendrit sur lui-même, où l'on est le plus dérisoire. Il n'attendrit pas du tout Jeanine. Elle ne feint seulement pas qu'il l'attendrisse. Mais elle a une patience, dont il profite éperdument.

Jeanine!...

Et, comme il est déplaisant de voir Jeanine, pour peu qu'on l'aime, — voudrait-on ne pas l'aimer? — de la voir en telle posture, laissons-la et laissons Joly-Ravolle se dorloter en sa compagnie l'âme, à l'entendre, et c'est, plutôt que l'âme, la concupiscence amoureuse.

Il est auprès de Jeanine depuis une demi-heure. Jeanine a regardé sa montre; elle se lève de son fauteuil et dit à son vil amoureux :

— C'est assez pour aujourd'hui. Vous reviendrez?

Il reviendra; mais il resterait encore un peu de temps...

— Non. Pas aujourd'hui! J'attends quelqu'un.

Il en marque son dépit, qu'elle n'admet pas. Elle lui dit :

— A propos...

Ce n'est à propos de rien; Joly-Ravolle se demande à propos de quoi tourne ainsi leur causerie à des réalités importunes...

— J'ai besoin d'argent.

Joly-Ravolle ne s'y attendait pas.

— Combien vous faut-il?

— Vingt mille francs.

— Les voici.

Et Joly-Ravolle a tiré de ses poches son carnet de chèques, son porte-plume, et signe un chèque, tout de même qu'il inscrirait un ordre de Bourse. Il a changé de figure : il n'est plus un amoureux un peu geignard, mais un homme d'affaires attentif à son métier. Il tend à Jeanine le chèque; et Jeanine le prend tout simplement.

— Merci. Quand reviendrez-vous?

Il fait une drôle de tête. Jeanine en rit et lui demande :

— Ça ne vous gêne pas, au moins? Vous êtes riche...

— Ça ne me gêne pas du tout.

— Seulement...?

— Écoutez, princesse : j'aurais voulu que notre amitié fût détachée de tout ce qui ressemble au train vulgaire de la vie.

— Eh! — dit Jeanine; — reprenez votre cadeau!

— Vous ne m'entendez pas. Quel chagrin, si vous ne m'entendez pas!... J'aurais voulu vous donner, par exemple, des bijoux...

— Mais j'en ai!

— J'aurais voulu vous en donner d'autres...

— Vous m'en donnerez. Quand reviendrez-vous?

— Demain?

— Non : demain, je ne suis pas libre.

— Alors, après-demain?

— S'il vous plaît. J'aurai peut-être encore besoin d'argent!

Joly-Ravolle n'ose pas montrer qu'il en est déçu. Il feint de sourire; mais le piteux sourire, de Joly-Ravolle amoureux et qui s'aperçoit qu'on se moque de lui!...

Est-ce que Jeanine se moque de lui? Pas du tout! Elle le mène où elle a résolu de le mener. Elle est cynique : c'est une espèce de timidité ou de pudeur, un tel cynisme; et Jeanine, en s'avilissant ainsi, croit sauvegarder sa fierté.

Cette Jeanine, et qui ne ressemble point à elle, si elle était folle, il faudrait la plaindre et, par déférante amitié, il faudrait s'éloigner d'elle, lui garder un gentil souvenir, ou bien l'oublier, ne plus songer à elle, en tout cas éviter de la voir encore. Elle n'est pas folle, ou du moins ne l'est pas de la simple manière que l'on croit deviner. Voici les

tours que fait sa pensée en elle et qui la conduisent à une déraison méditée.

Les injures à elle adressées par Olga, et auxquelles il lui semble que Laffrey donne son approbation, — ne la donne-t-il pas? — l'ont obligée au dur examen de soi. Et la mort du prince Alexandre Makharov a rendu cet examen plus rigoureux, méticuleux, terrible aussi par un scrupule qui l'a prise d'avoir été la cause de cette mort. Le prince était vieux?... D'avoir été cause que cette mort fût à la fin d'une longue tristesse et d'un affreux désespoir!... Elle se juge coupable, comme l'ont jugée Olga et Laffrey. Maintenant, elle est seule, depuis le départ d'Olga et depuis que Laffrey, ne l'aimant plus, ne la voit plus, depuis surtout que le prince est mort. S'il vivait, ah! que Jeanine aurait de joie, le repentir content, le cœur allégé, à le rejoindre en Pologne ou ailleurs, dans le cruel ennui de la maison polonaise ou au bout du monde! à lui annoncer qu'elle est touchée de son amour, à lui donner de l'amour comme il en désirait!...

Cependant, le vieux Mahkarov à la barbe chenue était, pour elle, un objet d'horreur et de peur? Elle passerait volontiers sur la peur et l'horreur : elle trouverait, à surmonter son dégoût, plus de félicité qu'une autre amoureuse auprès de son jeune et bel amant.

Pour le plaisir du repentir : un grand plaisir!

Seulement, il est mort. Et voilà toute sa vengeance : il est mort et, en mourant, il l'a privée du seul moyen qu'elle eût de se punir, de se racheter. Il ne lui reste qu'un remords qui ne suffit point à son châtiment.

Il lui vient un ardent désir de châtiment : c'est une espèce d'honnêteté qui la tourmente; elle veut payer sa faute, payer son crime.

Elle passait la plupart de son temps avec madame de Conches à préparer les destinées de l'œuvre qui les intéressait l'une et l'autre. Il y a, dans une telle entreprise de charité, ce qu'il faut de même à toute entreprise : enfin cela se lance comme une affaire et l'on connaît de grands philanthropes qui seraient de grands hommes de Bourse et, le cas échéant, de grands pirates : leur vertu consacre leurs talents au bien public. Madame de Conches s'entendait à

organiser l'œuvre des Petites gens. Elle avait rédigé de touchantes circulaires, touchantes et menaçantes, qui avertissaient un chacun de songer à la misère si nombreuse, et de la craindre : une patience qui a duré durera-t-elle? Madame de Conches s'avisait de mettre aux gens l'émoi au cœur et la puce à l'oreille. Elle fit une conférence; elle dit à ces messieurs et dames :

« Êtes-vous contents de votre bonheur, tandis que vous savez qu'il y a tant de misère un peu partout? Et êtes-vous tranquilles, dans votre bonheur, quand vous savez qu'il crée de la rancune autour de vous? Ça ne vous fait pas de peine, de songer qu'on souffre aux alentours de vous, et tout près de vous? Ça ne vous effraye pas, de songer que vous êtes environnés d'une souffrance qui pourrait bien, un jour, se révolter? Ah! méfiez-vous : donnez beaucoup, donnez plus que de raison, donnez trop, donnez follement! C'est la moindre sagesse et l'opportune précaution. C'est le salut pour des milliers de pauvres gens : c'est le salut pour vous! »

Elle recruta des conférenciers qui devaient s'adresser aux divers quartiers de Paris, aux différentes classes de la société opulente, aller même en province, y secouer l'indolence et la quiétude bourgeoise. Elle créa un bureau qui recueillait dons en argent, dons en nature, vêtements, meubles et bribes de toute sorte. Le baron Bouc administrait tout cela congruement. Il y eut des frais, qui grandirent à mesure que grandissait la bienfaisance. Madame de Conches veillait à une économie intelligente. Il y eut pourtant des moments de quelque panique. Madame de Conches donnait ce qu'elle pouvait donner et, de tous côtés, elle répétait :

— Il nous faut de l'argent!

Ce que pouvait donner Jeanine, elle le donna. Mais elle n'était pas encore en possession de l'héritage que lui avait laissé le prince.

— Il nous faut de l'argent, beaucoup d'argent! — disait madame de Conches.

Jeanine, émue de bonne émulation, lui répondait :

— Je vous en donnerai!

V

Elle n'avait pas une idée nette de l'argent, n'ayant jamais eu à compter. Elle vivait, jadis, chez son père, la vie de la maison, telle qu'était cette vie établie avant elle et sans elle. Puis le prince, en lui prodiguant tout à son gré, lui faisait perdre la notion de ce qu'il faut que l'on dépense ou ne dépense pas. Après cela, durant les mois de sa vie séparée, sa rente lui était plus qu'elle n'aurait demandé. Elle ne prit que très peu de part aux besognes administratives de madame de Conches, ni à ses propagandes. Elle se mit, dès le début de l'œuvre, à la recherche et à la visite des pauvres gens. Elle n'eut pas de peine à les trouver, ni à les secourir; la dignité les rendait assez difficiles à connaître : mais elle avait de la gentillesse, une jolie façon d'être bonne. Elle savait les amadouer, par le naïf moyen de l'amitié.

Elle donna plus qu'il ne fallait donner :

— Vous nous ruinez! — lui disait madame de Conches.

— Je suis là pour ça! — répondait Jeanine.

— Sans doute; mais il nous faut de l'argent!

Et Jeanine :

— Je vous en donnerai!

Voilà comme naquit, dans son esprit tourmenté, son idée absurde et qui l'a menée à cette conversation galante avec Joly-Ravolle.

Son idée absurde et choquante, son idée où elle se dégrade! Enfin, sa folie... Elle avait son repentir : c'était de s'apercevoir de ceci, qu'en épousant le prince Alexandre Makharov elle consentait, naguère, à une ignominie, pourquoi? elle se le disait durement : pour être riche, pour de l'argent qu'elle voulait qui fût à elle! Et maintanent, son repentir la conduit à un désir de châtiment? Voilà comme elle se châtie, à vouloir encore de l'argent, qui ne serait plus le sien, qui serait l'argent des pauvres.

Absurde Jeanine!... Son repentir est à l'égard du prince. Olga le lui a suggéré. Laffrey le lui a rendu atroce. Et voici que, dans son repentir, elle néglige ces trois personnes : le prince, dont elle offense la mémoire, si elle avilit son

âme et son corps; Laffrey et Olga, si elle tombe à mériter leur mépris. Elle ne songe plus qu'à elle-même, par une espèce de sainteté qui tourne mal. Sainteté? Il y a une espèce de sainteté, dans son idée : le sacrifice de son corps lui est pénible; et, si elle agrée Joly-Ravolle, bien digne d'éveiller ses plus mauvais souvenirs, on ne va pas la soupçonner d'être amoureuse. Marie l'Égyptienne, qui se donnait aux bateliers du Nil, pour insulter en elle aux péchés de la chair, n'était pas luxurieuse, ni Jeanine! Du reste, ce n'est pas une intention religieuse qui anime Jeanine; elle a forgé son projet toute seule, d'une façon quasi spontanée, par un instinct de l'âme et qui a pris la forme d'un raisonnement volontaire : elle se trompe et met de la logique dans son erreur.

Elle y met aussi une étrange ferveur que lui suscite son grand amour des pauvres. Tout ce qu'elle avait d'amour, et que n'a point occupé le vieux prince, et que Laffrey aurait occupé, mais qu'il a refusé, les pauvres le lui ont pris. Elle croit que les pauvres le lui ont pris; elle croit que Laffrey ne lui est plus de rien. C'est à ses pauvres qu'elle se donne, par un détour qui est horrible à nos yeux, qui ne l'est pas dans sa pensée.

Enfin, ce qu'il y a aussi d'abjection qu'elle ne saurait ne point apercevoir, dans le sacrifice qu'elle s'apprête à consentir, elle l'accepte, du moment qu'elle a mauvaise opinion de soi. Le manteau blanc de son enfance, qu'elle trouvait si beau, elle ne l'a plus ménagé dès le jour qu'il fut souillé d'une tache; et, si elle a senti la mort en elle, pourquoi rechigner à mourir?

Elle reçut maintes visites de Joly-Ravolle, qu'elle déçut avec habileté. Une courtisane la plus maligne, et qui s'est promis de faire languir son prétendant, pour le mieux tenir à ses fins, n'est pas ingénieuse et adroite plus que Jeanine. Elle invente sa coquetterie, l'invente à merveille et la rend le stratagème de ses bénéfices. Joly-Ravolle eut à signer plus d'un chèque. Cela devint une formalité, comme un péage. Et cela devint, pour Jeanine, un jeu atroce où il arrivait qu'elle s'amusât, tant l'esprit de comédie est en nous, l'un de nos talents naturels et qu'il y a plaisir à exercer.

Jeanine était le plus contente, les jours qu'elle avait le plus obtenu en donnant le moins.

Ce qu'elle donnait? Sa main, son poignet, puis de monter un peu plus haut vers le bras; elle dut accorder qu'on lui baisât le front, au moment de partir et de dire adieu, la joue une fois et, une fois, le cou, mais ce fut par surprise, dont elle montra du courroux et qu'elle fit payer cher.

Une catin, Jeanine! et chicaneuse.

Mais, quand elle apportait à madame de Conches l'argent qu'elle avait su se procurer, l'argent des pauvres, elle n'éprouvait ni dégoût ni remords : elle éprouvait une joie magnifique, adoucie de tendresse.

Elle disait à madame de Conches, sans feinte modestie :

— Vingt mille francs, aujourd'hui!

Ou dix mille francs, ou quatre mille francs...

— Cinquante mille francs! Vous ne direz plus que je vous ruine?

— Bien! — répondait madame de Conches, sans chercher à savoir d'où venait tant d'argent, d'où venaient tant d'aubaines.

Jeanine remettait le chèque au baron Bouc, administrateur ou trésorier de l'œuvre, un chèque au porteur qu'elle n'avait pas soin de toucher elle-même, et toujours signé de Joly-Ravolle. Elle ne faisait pas au baron Bouc l'honneur de lui rien expliquer, ni de lui raconter une histoire, ou seulement de réclamer sa confidence.

Le baron Bouc était alors aux plus beaux jours de sa lune de miel avec l'honnêteté. Il s'ouvrit à madame de Conches de la surprise avec laquelle il trouvait, sur tous les chèques apportés par Jeanine, la signature de Joly-Ravolle, qui était, on s'en souvient, beau-frère de madame de Conches.

— Ça ne fait rien, — dit-elle. — Il est riche. Quand il aura dépassé le million, vous m'avertirez.

Bouc n'approuvait pas cette indifférence. Il grommela :

— Je ne crois pas que cet argent soit digne des pauvres. Et madame votre sœur...

— Ça ne fait rien, Bouc. Ma sœur en a vu de toutes les couleurs. Et, ce mauvais argent, les pauvres le sanctifient.

Bouc n'en prenait pas si facilement son parti :

— Je me demande si la princesse Makharov, telle que je viens à me l'imaginer, est bien désignée pour représenter l'œuvre que vous avez fondée, auprès de ces pauvres gens...

— Elle est charmante!

— Mais...

— Tranquillisez-vous, baron! Ces fautes-là ne sont pas graves. Elles ne portent pas atteinte à l'esprit : ces fautes-là sont moins graves que le mensonge.

Et elle rit. Mais Bouc ne riait pas.

Joly-Ravolle, qui n'obtenait pas tout ce qu'il s'était promis, commençait d'ergoter avec lui-même; il se disait que Jeanine se moquait de lui.

— Demain! — répliquait Jeanine. — Ou après-demain!

De jour en jour, il était éconduit, mais agréablement. Jeanine savait, en l'attristant, le consoler. Elle entretenait en lui une espérance qu'elle rendait, par tant de malignité, plus aguichante. Et lui, au bout du compte, n'avait pas envie d'échouer au port après avoir si longtemps voyagé. Il calculait aussi que ses dépenses, s'il renonçait à les parfaire, seraient perdues. Et l'on s'est mis dans une affaire qui ne va pas le mieux du monde; il est possible que l'on regrette de s'y être mis : cependant, on y reste, plutôt que d'enregistrer sans retard son fiasco. Voilà comme patientait Joly-Ravolle.

Jeanine le guettait; et elle était bien résolue d'aller au bout du sacrifice, quand elle en verrait la nécessité urgente : elle la retardait.

Un jour qu'elle se trouvait par hasard aux bureaux de l'œuvre, elle y rencontra Joly-Ravolle, lequel, à cause de sa belle-sœur, se tint sur la réserve. Jeanine ne lui prêta aucune attention. Bouc s'en fit la remarque; et il ne doutait pas beaucoup des torts de Jeanine : désormais, il en fut certain, d'une façon qui lui déplut, qui le chagrina, puisqu'il était depuis peu entiché de vertu. Quand on aime la vertu depuis longtemps, cette amitié a quelque chose de plus calme : elle avait, pour le baron Bouc, sa verte nouveauté, un peu aigre même. Joly-Ravolle consentit à part lui que la froideur indifférente de Jeanine était bien

opportune et commode; il en eut pourtant quelque dépit. Jeanine, au surplus, l'avait délaissé les derniers jours, de sorte qu'il rêvait tristement à l'idée, qui serait sage, de renoncer à elle. Et Jeanine s'en aperçut.

Par un autre hasard, Emmanuele survint, qu'on n'attendait pas, qu'on ne voyait jamais à l'œuvre de madame de Conches et qui n'avait pas du tout l'habitude de son esprit vers la besogne de charité. Il était d'ailleurs à quelques mois de partir pour le service militaire et, avant cela, ne faisait rien que se divertir.

Emmanuele n'avait pas revu Jeanine depuis l'été de Menneville et depuis la toquade qui le rendait alarmé autour d'Olga, autour de Laffrey, autour de sa cousine mademoiselle de Conches. Il n'était plus le même garçon; la vie plaisante qu'il menait se voyait à son gai visage, tout délivré d'aucun souci. Le voici content de retrouver Jeanine.

— Et la princesse Olga?

— Elle est retournée en Pologne; vous ne la reverrez plus.

— Hélas! Mais vous êtes en deuil, princesse?

— Oui, je suis veuve.

Emmanuele s'incline devant cette nouvelle qu'il ne sait pas comment il faut prendre. Jeanine laisse passer un peu de temps, un peu de silence, autant qu'il en faut pour qu'Emmanuele oublie décemment le prince Makharov. Puis elle sourit; elle demande à Emmanuele :

— Et vous?

— J'attends de partir pour le régiment.

— Que faites-vous, en attendant?

— Rien de bon : la fête, comme on dit,

Joly-Ravolle tente de se mêler à la conversation vaille que vaille :

— Oui, voilà tout ce qu'il fait!

— Ce n'est pas bête, — dit Jeanine.

Elle songe qu'il serait malin d'exciter la jalousie de Joly-Ravolle et, à cette fin, loue Emmanuele de prendre la vie avec une exacte frivolité. Elle montre une vivacité d'entrain qui engage Emmanuele à n'être pas sot :

— Si vous étiez libre ce soir, princesse...

— Je le suis!

— Donnez-moi votre soirée : je vous mène au cirque?

— Bien! Et vous m'invitez à dîner?

— Merci. A huit heures? J'irai vous prendre.

Joly-Ravolle intervient :

— Ne faites pas ça, princesse. Il vous compromettra!

Mais Jeanine éclate de rire :

— A ma porte, sur les huit heures; c'est convenu. Je suis ravie!

Jeanine va causer un peu avec madame de Conches. Elle a un drôle d'air, une espèce de gaieté fausse, une hâte nerveuse, une impatience que madame de Conches remarque et lui pardonne volontiers. Puis elle se sauve, sans revoir Emmanuele ni Joly-Ravolle.

Elle était chez elle, avant l'heure de dîner : on l'avertit que M. Joly-Ravolle la demandait; quatre mots à lui dire. Elle s'habillait et pria que M. Joly-Ravolle voulût l'attendre; elle n'aurait que deux minutes à lui donner : ou qu'il revînt le lendemain. Joly-Ravolle attendit.

Or, il était presque huit heures, quand elle parut devant la moue effarée de Joly-Ravolle, qui s'écria :

— Non! Ça, non! Je vous en supplie. Vous n'allez pas sortir ainsi...

— Sortir comment?

— Si décolletée, avec ce jeune homme! Vous n'y pensez pas. C'est d'une inconvenance!... Et vous êtes en deuil...

— C'est vous qui me le rappelez?

— Je regrette d'avoir à vous le rappeler. Cette robe...

— Mais je n'ai pas de deuil pour le soir!

— Eh! bien, ne sortez pas.

— Mais si, je sors!

— Je vous le défends... Je vous en prie... Je vous le demande...

Il atténuait les mots de son exigence, à mesure qu'il voyait Jeanine tolérer plus mal le ton qu'il avait pris. Elle lui dit :

— Mais vous êtes d'une insolence!...

Il pleura. Il était au point de jalousie malheureuse où Jeanine s'était promis de l'amener. Elle aurait pu tirer

parti de cette jalousie : elle ne sut qu'en faire. Et ce fut à cause de l'heure, qui avançait; huit heures cinq, Emmanuele devait l'attendre. Le projet de passer la soirée avec ce jeune homme la tentait assez bien, non qu'elle eût renoncé, en faveur de lui, à son idée d'une amoureuse rouerie destinée au profit des pauvres; mais une idée que l'on a et que l'on rougirait de négliger n'empêche pas, si grave soit-elle, et même atroce, n'empêche pas le cœur de jouer par instants avec ses frivolités naturelles. Jeanine, comme aux jours de sa meilleure liberté, n'avait de hâte que frivole et innocente.

Ce Joly-Ravolle, que voici tout en larmes, quel ennui! Jeanine, en vérité, n'a guère le temps de le consoler. Elle le traite assez rude : il pleure davantage. Aura-t-elle pitié de lui? Mais non, pas ce soir! Elle le traite gentiment : il pleure encore. Elle lui accorde une minute, après quoi elle le laissera se consoler tout seul et partira.

Elle le lui dit. Alors, il éclate en reproches, il l'appelle méchante, il l'accuse d'être insensible et l'accuse de ne l'avoir jamais aimé...

— Mais non! — dit-elle, le plus simplement du monde.

Cette vérité lui échappe : c'est une imprudence. Elle en rit comme d'une espièglerie. Mais, lui, Joly-Ravolle n'en rit pas. Elle se reprend :

— Si! Vous savez bien que j'ai beaucoup d'amitié pour vous.

Il ne le croit pas. Il se récrie et, pour marquer son déplaisir, donne de la voix. Tout juste à ce moment, la porte s'ouvre; et qui est-ce donc, sans être annoncé? Le plus simplement du monde, Emmanuele.

Il attendait depuis un quart d'heure Jeanine à sa porte. Il a craint un malentendu, si Jeanine comptait qu'il la vînt prendre jusque chez elle. Enfin le voici, et qui a de la désinvolture : le bruit de voix suffisait à lui désigner le salon. Bref, le voici, et qui trouve Joly-Ravolle en querelle tendre, mais en querelle, avec la princesse.

Joly-Ravolle, tout aussitôt, se calme. Jeanine observe la rapidité du changement qui se fait sur la figure de ce drôle.

— Adieu, — dit-il à Jeanine; — je vous laisse. Vos ordres seront exécutés.

Il dit à Emmanuele :

— Ordres de bourse; la princesse a bien voulu me charger de ses intérêts.

Il baise la main de Jeanine et file promptement. Jeanine sourit, plutôt que de chercher un alibi ou plutôt que de rendre mieux probable cet alibi qu'a proposé Joly-Ravolle. Emmanuele s'en égaye, bien volontiers, et demande à Jeanine :

— Il vous fait la cour?

— Un peu.

— Méfiez-vous, princesse : il est canaille!

Le lendemain, Jeanine apportait au baron Bouc un chèque, un petit chèque, joli encore, signé cette fois du comte de Millefiore.

VI

Le baron Bouc le dit à madame de Conches. Elle répondit :

— Bah! ce n'est pas grave; il part dans quatre mois pour le régiment.

Mais Bouc était indigné.

— Toute la famille! — s'écriait-il.

Jeanine apporta, les semaines suivantes, d'autres chèques, signés de Joly-Ravolle, et qui marquaient probablement la réconciliation de Jeanine et de lui, un autre chèque, d'un autre individu que Bouc ne connaissait pas. Et Bouc en était dégoûté, jusqu'à ne plus savoir si la trésorerie d'une œuvre charitable convenait à son idée nouvelle de l'honneur et de l'honnêteté : il se dit qu'on a bien de la peine à vivre dignement ici-bas.

Il observa qu'il n'y avait qu'un chèque d'Emmanuele. Il rencontra ce jeune homme et, en souvenir de l'aide qu'il lui donnait à Menneville, au temps d'Olga, il se permit de l'interroger un peu familièrement :

— Eh! bien, votre soirée avec la princesse Makharov?

— Ah! oui, — répondit Emmanuele; — une tapeuse!

Bouc n'en voulait pas savoir davantage. Emmanuele n'avait pas envie non plus d'en raconter davantage : il dissimula son mécompte sous les dehors d'une discrétion qui est celle d'un galant homme.

A peu de temps de là, un jour, Laffrey vint à l'œuvre, où madame de Conches l'avait maintes fois prié. Il promettait de venir et ne venait pas, craignant de rencontrer Jeanine.

A-t-il peur de Jeanine? Mais oui, c'est le sentiment qu'il éprouve, la peur. Il ne l'a plus revue, Jeanine, depuis le soir que, chez madame Tausend, il l'a tant regardée, trouvée si belle et bien différente de sa vérité. Ne l'aime-t-il plus? Il a peur de l'aimer; il sent qu'il l'aimerait, malgré tout ce qu'il sait d'elle et qui lui paraît abominable. Il ne veut pas l'aimer.

Il est un garçon, comme il y en a peu, qui ont la sensibilité la plus vive et une extrême raideur de la volonté. Ordinairement, les hommes très sensibles n'ont guère de volonté : ce qu'ils en ont cède à leur émoi. Et une volonté forte n'a, le plus souvent, toute sa force que par le faible empêchement que la sensibilité lui oppose. Laffrey a, pour ainsi dire, une double nature et, comme on le voit, bien équilibrée; mais l'équilibre n'est obtenu qu'aux dépens de quelque souffrance.

Il se maîtrise et, pour se maîtriser, il lui faut une rigueur qui est aussi la cause de la sévérité avec laquelle il méprise Jeanine, en l'aimant. C'est trop de sévérité! Mais il l'avait crue, Jeanine, l'âme pareille à son visage, l'âme parfaite.

Il ne l'aime plus : il a soin de ne plus l'aimer. Pour être sûr de ne plus l'aimer, il se contraint de ne pas la revoir. Il n'évite pas de penser à elle; il se défend de parler d'elle. On lui parle d'elle. Il a su qu'elle était veuve, qu'elle ne semblait pas fort affligée de son veuvage : il s'en doutait et il se plaît à se la dénigrer là-dessus. Olga est partie : c'est à cause de lui, probablement, et parce qu'elle avait perdu l'espoir de son amour; il se figure aussi que c'est à cause de Jeanine et par un souci de n'être pas auprès d'elle, du moment que la mort du vieux prince a prouvé la cruauté

de Jeanine. Voilà comme il se maltraite assidûment son idole et qu'il tient à honneur d'avoir désertée.

En arrivant à l'œuvre de madame de Conches, il prend mille précautions, guette Jeanine et, s'il l'aperçoit, jure de s'en aller tout de go : mais oui, comme un pleutre! C'est le nom qu'il se donne, avec bravoure.

Il demande le baron Bouc; il entre dans le bureau du baron Bouc. Et, la dernière fois qu'il a vu ce bonhomme, il l'a traité sans douceur. Qu'importe? Il ne fait pas tant de cas de ce bonhomme qu'il ne compte l'employer à sa guise. Et il dit au bonhomme :

— Baron, vous m'obligeriez en voulant bien vous assurer que la princesse Alexandre Makharov n'est point ici.

— Elle n'y est pas! — répond le baron Bouc; il montre, d'un geste un peu sot, la pièce vide, la porte close.

— Oui, je vois! Mais, pour mieux dire, n'est-elle pas auprès de madame de Conches, enfin dans la maison?

— Quatre secondes! — demande Bouc.

Il sort; il a bien fermé la porte derrière lui. Au bout de vingt secondes, il revient, à pas de loup, malin, très sûr de lui.

— Elle est ici. Mais elle s'en va. Tenez, nous la verrons sortir.

Et, soulevant un rideau, Bouc regarde dans la rue. Peu d'instants après, il appelle Laffrey :

— La voici; venez voir.

Mais Laffrey ne bouge pas : il dompte le désir qu'il aurait d'apercevoir Jeanine et, tout le temps qu'il faut pour qu'elle disparaisse dans la foule de la rue, il se tient immobile, par un effort de sa volonté. Après cela, il n'aura plus aucune raison de ne pas aller voir madame de Conches. Il est troublé : d'avoir su que Jeanine était si près de lui, qu'elle passait, de l'autre côté de la porte, si près de lui, et qu'il aurait pu lui parler, que sans lui parler, sans être vu d'elle, il aurait pu l'entrevoir, il tremble.

Bouc revient à lui. Et Laffrey :

— Je vous remercie. Adieu, baron.

Mais Bouc, d'avoir surpris cet émoi que Laffrey a dû lui montrer, s'enhardit : veuille Laffrey le lui pardonner!

— Monsieur de Laffrey, j'ai deux mots à vous dire. Faites-moi la grâce de vous asseoir et de m'entendre...

— Je suis un peu pressé, — dit Laffrey.

Cependant, il faut répondre à l'obligeance du bonhomme; il l'écoute.

— Monsieur de Laffrey, la dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous voir... Je vous comprends : ce n'a été un plaisir, au juste, ni pour vous, ni pour moi, je l'avoue... Laissons cela; je n'y reviens...

— N'y revenez pas; ça vaut mieux.

— J'y reviens! Vous m'avez prié, ce jour-là...

Mais Laffrey se lève; et il fait mine d'en avoir assez.

— Bon! — reprend Bouc. — Si les transitions vous déplaisent, j'y renonce. Bref, j'ai à vous parler de la princesse Alexandre Makharov. Si vous n'en êtes aucunement curieux, j'aurais tort de vous retenir.

— Qu'y a-t-il?

— Asseyez-vous. Il y a que je vous ai vu — si je me suis trompé, tant mieux! — fort épris de cette jeune femme...

— Eh! bien?

— Il me semble aujourd'hui que vous en êtes revenu...

— Eh! bien?

— Je vous en félicite!

Ce fut dit assez nettement, d'un accent assez vif, pour que Laffrey, si importuné qu'il parût de l'initiative que prenait Bouc, préférât connaître les ragots, si ce n'était que cela, plutôt que de se fâcher. Il attendit que le baron voulût tout dire, et n'attendit pas longtemps.

— Monsieur de Laffrey, ne l'aimez pas : elle n'est pas digne de vous. J'ai honte à vous le dire; mais, en vous le disant, je vous sers. Vous m'aviez prié de faire une enquête. Je ne l'ai pas faite : il m'aurait déplu de la faire. Ce que je sais m'est venu tout seul; vous n'avez pas à m'en remercier.

— Que savez-vous?

Le baron se pencha vers Laffrey et prit le ton de la confidence :

— Elle se conduit...

Et Bouc leva les bras au ciel...

— Comme une fille!

— Vous allez fort, baron!

Laffrey n'allait-il pas se fâcher? Bouc riposta :

— Et elle, donc! Écoutez-moi : elle est avec...

— Taisez-vous! — dit Laffrey.

— Bon! Si vous préférez n'en rien savoir...

Et Laffrey, tout frémissant, comme d'une offense, curieux malgré lui :

— Avec qui est-elle?

— Ah! ça vous intéresse? Avec monsieur Joly-Ravolle.

— Ce n'est pas vrai!

— Et avec d'autres!

— Ce n'est pas vrai!

— Je l'invente?

— Qui vous l'a dit?

— Ça, c'est mon affaire. Je vous ai dit ce que j'avais le droit de vous dire : le reste ne m'appartient pas. Vous avez beau me traiter d'une façon blessante, inutilement blessante, j'estime en vous l'honnête homme et le grand soldat de la guerre....

Bouc profitait d'une espèce d'accablement qui réduisait Laffrey au silence et le rendait inattentif, pour dérouler ses phrases vaines et affirmer ses nobles intentions qui le relevaient à ses yeux.

— Il me déplairait de vous voir aux mains d'une personne... Enfin, vous êtes averti : la belle dame fait la noce!

Les derniers mots, si injurieux, éveillèrent Laffrey de la stupeur où il était.

— Qui vous l'a dit? — s'écria-t-il derechef.

Il parut, dans sa fureur, prêt à malmener Bouc. Et alors Bouc improvisa, pour s'en faire honneur à part lui, sa volonté de bravoure : Laffrey n'obtiendrait plus un mot de lui. Ce que Laffrey demandait, Bouc ne l'aurait pas dit sans trahir le secret professionnel, car il n'avait de renseignements que par les chèques à lui passés comme au trésorier de l'œuvre. Il pensa qu'en refusant là-dessus de rien céder, quitte à subir les représailles de Laffrey, il rachetait et joliment toutes ses indiscrétions.

Laffrey le presse de répondre. Bouc se tient coi, prend un air doucement obstiné, recherche la simplicité dans l'héroïsme.

Et Laffrey :

— Vous voyez bien que vous avez menti!

— Non! — dit Bouc, avec une tranquille assurance.

Laffrey s'en va, plutôt que de houspiller sans résultat ce bonhomme têtu. Et le bonhomme se rengorge à l'idée qu'il a vaincu cet énergumène. Pour en marquer sa fierté, il affecte une obligeance où il met de l'ironie :

— Je vous mène à madame de Conches?

Laffrey ne l'écoute seulement pas; et il s'en va.

Ce qu'il y a, dans l'esprit de Laffrey, à ce moment, c'est colère et fureur, une violence de chagrin telle que sa raison ne s'y reconnaît pas. A qui en veut-il? Au baron Bouc? Il ne songe guère à cet imbécile. A cet imposteur? Il l'accusait de mensonge; mais ce n'était que façon de parler, ou bien ce n'était que résistance éperdue contre la vérité, ce n'était que réflexe nerveux ou rebuffade presque charnelle contre la douleur. A qui en veut Laffrey? A la seule Jeanine : et elle le saura.

Si la raison le gouvernait le moins du monde, il se dirait que, n'aimant plus Jeanine, pour des motifs moins graves que ceux qu'on vient de lui donner, il n'a désormais qu'à se féliciter — comme Bouc l'en félicitait — de ne l'aimer plus. Mais il l'aime encore; et, contre tout bon sens, il l'aime davantage.

Il la méprisait pour des fautes qui ne sont rien auprès de celles qu'on lui a révélées. Il ne l'aimait plus, à cause de fautes anodines et qu'il ne saurait se rappeler. Il apprend qu'elle est une fille : et il l'aime!

Absurdité de l'amour, de son train, de ses lubies! C'est aussi que les premières fautes de Jeanine, de lui connues, l'avaient choqué par leur petite vilenie; tandis que ses nouvelles fautes, et tout à fait ignominieuses, ont excité en lui un sentiment nouveau, ferment d'amour, la jalousie. Jeanine, avant cela, était une femme qui, sans bouger de son apparence, lui devenait moins désirable; maintenant, elle lui inflige, par cette noce qu'elle fait, une idée ensorcelante, et la concupiscence, et la rivalité d'amour : elle lui oppose un rival, un autre homme, ce Joly-Ravolle, et d'autres!

Laffrey la méprisait, Jeanine, et la méprise beaucoup mieux.

Il croyait la détester : il la déteste. Mais il l'aime; ou, du moins, il la désire.

Affreux désir, et qui, dans l'esprit de Laffrey, tourne au plus vil argument : « Si d'autres l'ont, moi aussi je l'aurai! » Voilà comme se dégrade et prend une ardeur singulière l'amour de Laffrey pour Jeanine.

VII

Où va-t-il, en quittant le baron Bouc? Il n'a plus songé qu'il était venu voir madame de Conches. Le rappel que lui en a fait Bouc ne l'a point touché. Il ne s'est pas demandé si Bouc ne raconterait pas à madame de Conches qu'il était venu pour elle et qu'il était parti d'une étrange manière. Que lui importe tout cela? Il va tout droit où sa colère et sa concupiscence le conduisent, avenue Kléber, trouver Jeanine.

Elle est à la maison, mais occupée : veut-il l'attendre?

— Qui est là, auprès de la princesse?

Il a si rudement posé cette question que la servante, prise au dépourvu, n'hésite pas à lui répondre :

— Monsieur Joly-Ravolle.

A ce nom, qui fouette ce qu'il a de jalousie et de rancune exaspérée, Laffrey a perdu patience et discernement. Il n'attend pas, il entre dans le salon.

Voici Jeanine et, à ses pieds, sur un pouf, la tête appuyée sur les genoux de Jeanine, Joly-Ravolle. Laffrey, sans le vouloir, fait une entrée de mélodrame, et ridicule, et dont il aurait honte un autre jour. Jeanine se dresse; et Joly-Ravolle aussi, mais plus lentement, parce qu'il a les reins un peu lourds. Jeanine est pâle, interloquée. Laffrey ne dit point à Jeanine un seul mot, ne la regarde pas, attend que Joly-Ravolle soit debout.

Et il dit à Joly-Ravolle, bien nettement :

— Sortez, monsieur!

Joly-Ravolle tente de se rebiffer :

— De quel droit?... Monsieur, de quel droit vous permettez-vous...?

Mais Laffrey n'a pas envie d'ergoter :

— Je vous commande de sortir!

Joly-Ravolle a l'air de consulter Jeanine. Va-t-elle intervenir? Laffrey le redoute, fait un pas en avant et, cette fois, dit sous le nez à Joly-Ravolle :

— Sortez, ou je fais un esclandre!

Joly-Ravolle n'est pas un de ces vieux à qui l'on n'ose pas toucher, crainte de les casser. Il serait de taille à se défendre; mais la menace d'un esclandre le terrasse : il a sa vie organisée dans la respectabilité. Il se donne la figure la mieux décente et n'a qu'une idée, de filer au plus vite. Un bref salut qu'il adresse à Jeanine reste sans réponse. Il se sauve : il est sauvé.

Jeanine et Laffrey sont en présence. Et Jeanine n'a aucunement bougé; elle est debout, comme interdite. Et lui, Laffrey, à la vue de Jeanine, toute cette énergie, dont il a fait un grand usage, tombe : il a pitié de Jeanine.

Mais il ne veut pas avoir pitié d'elle. Alors il se guinde. Et parlera-t-il? Les mots lui manquent. Il regarde Jeanine. Et c'est elle qui lui demande :

— Pourquoi êtes-vous venu?

La voix lui tremble au bout des lèvres. Alors, Laffrey :

— Vous l'avez vu : pour chasser d'ici votre amant.

A ce mot d'un amant, Jeanine, dans son désarroi, sourit. Laffrey déteste ce sourire et, plutôt que de rester quinaud, reprend :

— Je ne veux pas de cet homme-là chez vous!

Il a suffi de ces paroles, si emphatiquement proférées, il a suffi de ce tumulte verbal, pour que Jeanine revînt à elle-même et trouvât le ton qu'il fallait, d'une vérité plus simple, aussi dure, et qui parût anodine, plus harcelante à cause de cela. Elle s'assied. Elle dit :

— Mais vous êtes affreux! Cette façon d'entrer chez moi...

— Sans frapper, oui!

— Et l'injure à la bouche. Je vous croyais un homme bien élevé.

— Je ne suis pas ça; je suis...

— Écoutez; je n'ai pas d'homme à mon service, je n'ai que des servantes qui ne seraient pas de taille à vous mettre

dehors, ni moi non plus. Mais je vous prie de vous en aller, plus doucement que vous n'êtes venu.

— Non! — répondit Laffrey.

— Alors, causons! — dit Jeanine.

Elle affectait une fausse douceur, qui impatientait Laffrey, une maîtrise de soi, qui le surprenait. Et, posément, elle continue :

— J'ai un amant; cela vous fâche?

— Vous ne l'avez plus cet amant; je l'ai chassé.

— J'en ai d'autres.

— Je les chasserai.

— Vous n'en finirez pas!

Et elle rit. Elle croyait, par tant de cynisme, le décourager d'elle. Mais il ne parut que plus aguiché. Alors, elle s'attrista; elle dit :

— Vous m'avez, un beau jour, méprisée, quand je n'étais point aussi méprisable qu'à présent. Vous m'avez tant méprisée que, vous m'aimiez avant cela, — vous le disiez, je le croyais, je le crois encore, — mais je ne vous ai plus revu. Sans doute me supprimiez-vous de votre pensée, comme indigne. C'est maintenant que je le suis, tout de bon. Et vous voici!... Je vous entends : ce n'est pas flatteur pour moi; tant pis pour moi! Je vous entends vous dire : elle a des amants? à mon tour!... N'est-ce pas?

Laffrey n'était pas sûr de se l'être dit; mais il crut se le rappeler. Elle le devinait et, en le devinant, lui donnait conscience de lui-même. Il dut l'avouer à lui-même, non pas à elle. Elle reprit, comme si elle ne doutait pas de l'avoir bien deviné :

— Seulement... Il y a un seulement...

Laffrey écoutait avec impatience et curiosité...

— Seulement, voici votre erreur, qui détruit tous vos projets; en deux mots, c'est que je n'ai point d'amant.

Cette fois, elle éclate de rire; elle se moque de Laffrey :

— C'est dommage? — dit-elle.

Son rire a quelque chose de si nerveux qu'il semble qu'elle aurait pu sangloter aussi bien que rire ainsi. Laffrey ne sait pas ce qu'elle a en tête, impudence ou méchanceté, raillerie et la moins opportune. En tout cas, il a vu, de ses yeux vu,

Joly-Ravolle aux genoux de Jeanine; et le baron Bouc l'avait averti de cette liaison ridicule, abjecte : et, si l'on eut jamais preuve jusqu'à l'évidence, il l'a, dans les yeux. Jeanine le regarde et se tait, narquoise. Il faut qu'il parle; et il murmure :

— Cependant, je vous ai vue, il n'y a pas tant de minutes...

— Joly-Ravolle à mes pieds? La belle affaire!

Elle a un air de suffisance et de mépris : elle méprise Joly-Ravolle; et lui, Laffrey, ne le méprise-t-elle pas? Il n'en sait rien. Comme elle se défend d'avoir un amant, d'avoir ce Joly-Ravolle pour amant, c'est afin de se défendre aussi de Laffrey, s'il n'a tant d'initiative et si hardie que par l'opinion qu'elle lui attribue, de pouvoir entrer dans la troupe de ses amants. L'on argumente ainsi contre une opinion de l'adversaire et l'on ne s'avise pas que l'adversaire change d'opinion plus vite qu'on ne s'y attendait. A l'idée que Joly-Ravolle ne compte pas et que Jeanine est, comme elle l'a dit, sans amant, Laffrey a une joie beaucoup plus grande que l'espoir qu'il s'était peut-être forgé, contre lequel Jeanine se défend.

Si Jeanine, en dépit des racontars... Mais il y a plus que des racontars : et Joly-Ravolle était aux pieds de Jeanine, la tête appuyée aux genoux de Jeanine. Cela, c'est l'image que Laffrey garde dans les yeux, qui lui dément tout ce que dit Jeanine et pourra dire. Ce débat se fait en lui, le débat de l'image claire jusqu'à l'évidence et de la tentation qu'il aurait de croire aux dénégations de Jeanine. Seulement, Laffrey ne le dit pas.

Si Jeanine, en dépit des racontars et en dépit de l'évidence... Laffrey se le figure, malgré lui. Alors, l'ancienne querelle qu'il avait avec Jeanine sur son mariage et les torts qui l'ont rendue princesse et riche, tout cela disparaît, comme s'efface le souvenir de Jeanine bien nette à lui déclarer qu'elle ne l'aimait pas. Il aime Jeanine et la voudrait digne de tant d'amour : elle est digne de tant d'amour, si Joly-Ravolle ne compte pas.

Il veut le savoir. Le saura-t-il? Sait-on jamais la vérité? Jeanine est là : s'il l'interroge, elle lui répondra! Mais elle répondra tout à sa guise : et comment croire une femme qui

vous nie l'évidence, qui se moque de vous et de la vérité? Laffrey renonce à l'interroger.

C'est elle alors qui lui demande :

— Vous ne me croyez pas?

Elle le lui demande d'une façon triste et si touchante qu'elle n'est pas loin de le persuader. Mais il refuse de se rendre; et il répond, avec colère :

— Non, je ne vous crois pas!

— Tant pis pour moi! — dit-elle.

Voilà comme elle a changé, elle aussi, de désir : elle voulait d'abord se défendre de lui, et maintenant se désole d'être l'objet de son mépris. Laffrey s'en aperçoit, qui n'est pas sot, et s'adoucit :

— Comment voulez-vous que je vous croie? Je vous ai vue...

— Ah! — s'écrie-t-elle; — vous n'avez rien vu!

A-t-il tout vu, n'a-t-il rien vu? Il est à ne plus le savoir. Il se fâche :

— On n'est pas votre amant, lorsqu'on a votre permission de s'étendre à vos pieds et d'appuyer sa tête sur vos genoux?

— Appuyait-il sa tête sur mes genoux? En tout cas, ce n'est donc que ça, d'être mon amant?

Jeanine recommence de sourire; mais elle a une larme dans les cils. Laffrey ne s'attendrit pas; il a trouvé son hypothèse, et qui le tente :

— Il n'est pas votre amant; bon! Mais il le serait devenu?

— Ah! — répond Jeanine; — sans doute, à la fin des fins!

C'est bien la vérité, pour Jeanine; ce n'est rien, pour Laffrey, que des mots en l'air; et des mots affreux, qu'elle a chantés plus qu'elle ne les a dits.

Laffrey y rêve tristement; Jeanine, soudain, ne le veut pas.

— En tout cas, il n'est pas mon amant! — s'écrie-t-elle, sur un ton qu'il y aurait folie à douter qu'elle ne dît la vérité.

Laffrey le sent bien. Pour achever d'en être content, il demande :

— Pourquoi lui avez-vous donné cette permission d'appuyer sa tête sur vos genoux et lui avez-vous laissé une espérance...?

— Ça, — dit-elle, — c'est toute une histoire... Mais ni celui-là, ni un autre, n'a été mon amant. Le croyez-vous?

Elle sait que oui. Et Laffrey :

— Je le crois!

Il lui fait ce cadeau d'une crédulité la plus tendre. Il veut aussi qu'elle s'aperçoive de la tendresse qu'il y a dans sa crédulité... Seulement, elle a repris sa volonté de se défendre contre lui. Elle se défend :

— Alors, — dit-elle, — si vous me croyez, vous n'avez plus aucune raison d'être ici. Vous ne serez pas l'un de mes amants, si je n'ai pas d'amants; et je n'en ai pas. Retirez-vous : il est tard.

Il lui répond :

— Je ne serai pas votre amant : vous n'avez pas d'amants, je vous crois. Mais savez-vous ce que vous serez? Ma femme!

Elle se dresse, comme éperdue.

— Non! — réplique-t-elle.

— Si! Vous serez ma femme. Vous ne le voulez pas, vous ne le croyez pas : vous le serez pourtant, je vous le jure.

— Jamais de la vie!

— Mais si!

— Malgré moi?

— S'il le faut!

Tant de certitude, absurde fût-elle, vous impose. Il faut que Jeanine se débatte :

— Vous oubliez deux choses; l'une, qui est que vous ne m'aimez pas.

— Qui vous l'a dit?

— Olga.

— Ce n'était pas vrai.

— Vous ne le lui avez pas dit?

— Je le lui ai dit. Et même, je l'ai cru. Ce n'était pas vrai.

— La seconde, qui est que je ne vous aime pas.

— Vous me l'avez dit. Peut-être que vous l'avez cru. Ce n'est pas vrai.

— Ce n'est pas vrai? Où voyez-vous que je vous aime?

Il lui baise la main.

— Où le voyez-vous?

— Si vous ne m'aimiez pas, m'auriez-vous dit la vérité?

— Mais oui : sans vous aimer, je vous l'ai dite.

Elle a cru se débattre : elle s'est donnée. Laffrey l'a prise dans ses bras et la baise aux lèvres. Si elle a résisté, ce ne fut qu'un instant; et le baiser qu'elle reçoit est le premier qui lui fasse plaisir. Elle voudrait le dire à Laffrey, n'ose pas le dire; et c'est dommage. Mais Laffrey lui demande, avec un sourire le plus tendre et une exquise douceur :

— Sans m'aimer?

— Si! Je vous aime.

Elle y a consenti. Mais elle vient à peine d'y consentir, — elle ne se ravise pas, elle ne pourrait pas se raviser, — un émoi singulier la terrasse. Il faut qu'elle s'asseye, ou elle tomberait, si faible, étourdie.

Laffrey s'en étonne; il en est alarmé. Elle lui répond :

— Dans un instant, je vous dirai...

Elle lui dit, au bout d'un instant :

— Il est bien vrai que je vous aime; n'en doutez pas. Mais il est impossible aussi que je sois votre femme; n'en doutez pas non plus!

— Pourquoi?... Pourquoi?...

— Vous n'en savez rien? Il me semblait que vous l'auriez compris. Si vous l'aviez compris, cela m'aurait obligée...

Laffrey, s'il devine les scrupules de Jeanine ou croit les deviner, certes il ne l'avoue pas : en l'avouant, ne donnerait-il pas à de tels scrupules, dernier obstacle que son amour ait à surmonter, quelque apparence? Et voici la merveille : les scrupules de Jeanine, pareils aux empêchements qu'il trouvait naguère à l'aimer, plus graves de beaucoup, ne comptent plus désormais pour lui. C'est qu'il aime plus qu'il n'aimait, d'une façon plus véritable et surtout plus réelle : son amour a passé de la rêverie à une proche réalité. C'est aussi que Jeanine a besoin de lui, pour la seconder; car, en dépit de son réel amour, elle est à son tour en lutte contre la rêverie.

— Non, je n'ai rien compris de ce que vous pensez. Mais il n'y a rien à comprendre, qu'une seule chose, qui est que je vous aime et que vous m'aimez. C'est tout ce qui existe. A part cela, il n'y a rien!

— Si! Je vous le dirai.

— Dites-le moi!

— Un autre jour. Pas aujourd'hui. Je ne le pourrais pas. Je suis lasse, plus éperdue que lasse. Il faut, pour aujourd'hui, me laisser. Comptez que je vous aime et que pourtant je ne serai pas votre femme.

Il lui sembla que le regard de Laffrey lui demandait avec un respect le plus amoureux, ce qu'elle lui serait...

— Non, — répondit-elle à ce qu'il n'avait pas dit; — je ne serai pas non plus votre maîtresse. Je vous serai, de tout mon cœur, une amie, votre amie... Voulez-vous de cette pauvre amie? Je vous la donne, si vous la voulez.

Laffrey quitta bien tendrement Jeanine, ce jour-là, bien tendrement et sans l'offenser dans son inquiétude qui la rendait sensible et douloureuse.

Il la revit le lendemain, et la pria :

— Est-ce aujourd'hui que vous me direz...?

— Non, pas encore!

— Mais quand sera-ce?

— Je crois que je n'aurai rien à vous dire. Laissons un peu de temps passer sur votre émoi qui vous empêche d'être bien attentif : alors, vous comprendrez tout seul que j'ai raison.

— Mais non, j'ai bien cherché!

— Ne cherchez pas : cela se fera en vous, sans vous.

Il eut soin de ne pas la tourmenter. Elle avait une aménité charmante; elle avait aussi, du moment qu'il se tenait à cette amitié qu'elle lui avait promise et accordée, une gaieté la plus jolie.

Et cela dura plusieurs jours, qui auraient pu être leurs meilleurs jours, si Laffrey n'avait pas senti en lui l'amour plus vif que l'amitié. Elle, Jeanine, par un sentiment plus délicat sans doute et subtil que les sentiments des hommes, et par un jeu où s'amusaient son cœur et son esprit, se fût contentée ainsi : elle adorait cette amitié où se déguisait élégamment son amour. Laffrey s'en aperçut. Et il aimait assez Jeanine pour lui sacrifier beaucoup d'égoïsme. Du moins le croyait-il : conséquemment il ménageait ce qu'elle avait de susceptibilité souffrante. Mais il se dit, car on se dit ce

qu'on souhaite, qu'il lui devait de l'en délivrer. Pour elle, et non pour lui! C'était pour elle et pour lui ensemble. Alors, il la supplia de parler :

— Je suis bête! Je ne comprends pas; il faut m'aider à comprendre. Peut-être aussi que vos idées ne sont pas justes et qu'à nous deux...

— Elles sont justes; n'en doutez pas.

— Dites-les moi; nous verrons bien.

— Vous avez tort : elles risquent de tout défaire. Si je vous dis ce qui empêche notre amour, qui sait ce qu'il adviendra de notre amitié?

Il fallut parler. Laffrey n'admettait pas que leur amitié fût en péril, et ni leur amour. Elle lui dit :

— Vous l'aurez voulu; tant pis pour moi, et vous, et nous!

Elle lui fit sa confession, lui raconta son mariage, et les années de son ménage, si imparfait, si malheureux, avec le prince Makharov. Elle ôta au prince tous les torts et se les donna. Elle était comme à la confession devant le prêtre, les jours que l'on n'a guère de péchés sur la conscience ou dans la mémoire, et qu'il faudrait en inventer. Elle n'en inventa aucun, mais elle insista sur les siens qui, à les dire, ne lui paraissaient pas énormes. Elle dit, avec un accent pénétré :

— Tout cela, je l'ai fait pour être princesse et être riche!

Laffrey en sourit. Elle repartit, avec une sincérité surprise :

— Cependant, c'est à cause de tout cela que vous aviez cessé de m'aimer?

— C'est vrai! — consentit Laffrey, surpris à son tour. — Alors, c'est donc à moi de m'en repentir et de vous demander pardon.

— Oui! — répondit-elle, bien vivement.

Elle avait dans les yeux une mélancolie ravissante, mais telle qu'il l'en fallait plaindre comme d'une véritable douleur de l'âme; elle reprit :

— Vous avez eu tort. J'ai su que vous ne m'aimiez plus; je le voulais. J'ai su que vous me méprisiez; je me fiais à vous, et je me suis méprisée. Voilà ce qui fut le commencement de mes fautes plus horribles que les précédentes...

Elle raconta ses pires folies, Joly-Ravolle, Emmanuele, un autre encore, et ses projets, ses vils projets, le don qu'elle faisait de soi...

— Pour de l'argent!

— Qui n'était pas pour vous!

— Oh! non; cette fois, non!

— Et vous n'avez pas eu d'amant...

— Non! mais j'en aurais eu... J'y consentais... Et je n'ai pas eu d'amant, comme vous dites; mais j'ai bien vu qu'au seul récit que je vous faisais vous aviez au cœur et au visage beaucoup de rancune et de dégoût.

Laffrey s'en défendit, de son mieux, et assez mal. Preuve d'amour, s'il se défendait mal! Mais elle ne compta que la rancune et le dégoût.

— Moi aussi, — s'écria-t-elle, — je me dégoûte!

Elle eut le cœur et le visage tout chavirés. Elle montra ses mains, ses poignets, ses bras, ses joues, son cou, charmantes places de son jeune être et qui étaient souillées d'ignobles baisers. Laffrey voulut, par de nouveaux baisers, les effacer; les recouvrir? les effacer! Il s'apprêtait à commencer par la main; Jeanine retira, d'un geste farouche, sa main, la mit et l'autre main sur son visage et y pleura de tout son cœur. Il ne fallait que la laisser pleurer : Laffrey le fit, la mort dans l'âme.

Que le récit de Jeanine eût contristé Laffrey, il ne le dissimulait pas à lui-même. Et la pitié qu'il avait d'elle n'aurait pas suffi à compenser un tel hommage. Ce fut la jalousie — elle ne tue pas l'amour, elle l'excite — qui le rendit plus fervent. Lorsque Jeanine parut un peu calmée, il essaya, pour l'attendrir et l'apaiser, de l'appeler sa femme. Elle se récria :

— Non, jamais! Tout ce que je vous ai dit, on le sait.

— Je me moque de ceux qui le savent! C'est comme s'ils ne le savaient pas; c'est comme s'ils n'existaient pas.

— Mais moi, — dit Jeanine, — je sais!

Jeanine se souvint de son manteau blanc. Laffrey sentit ce qu'il y avait de chaste et joliment féminin dans ce frisson qu'elle avait eu. Elle lui sembla une petite malade qu'il aurait à soigner.

Comment soigner Jeanine? Par le seul remède qui convienne à une âme, l'oubli. Seulement, Jeanine avait une âme qui n'oubliait pas; c'est leur maladie, à ces âmes, comme il y a aussi de la chair, et pourtant saine, où la cicatrice ne se fait pas. Il fallait divertir Jeanine; et ce fut où Laffrey mit un zèle bien tendre. Elle se laissait divertir; mais il suffisait d'un incident le plus léger, que suscitait pa.fois Laffrey dans l'espérance de voir qu'elle allait mieux : il voyait que non, qu'elle n'allait pas mieux, qu'elle se prêtait gentiment aux soins qu'il trouvait à lui donner, et gardait sa blessure intacte. Ainsi passèrent plusieurs semaines, qui furent à elle et à lui pleins d'amertume et d'une douceur qui rendait l'amertume bien tolérable.

VIII

Un jour, Laffrey était venu voir Jeanine. Elle lui dit qu'elle avait reçu de mademoiselle de Conches, à l'instant même, une lettre qui la demandait auprès de M. Dunois. Il semblait sur le point de mourir et souhaitait d'avoir revu, avant de quitter ce monde, quelques personnes dont il voulait que fût ornée sa pensée après sa mort; et Jeanine était de ce nombre.

— Je ne croyais pas qu'il eût pour moi aucune amitié, — dit-elle à Laffrey.

— Si, du moment qu'il vous a vue!

— Allons ensemble, voulez-vous?

Laffrey le voulut bien.

Dunois était dans son cabinet de travail, et en costume de travail, non point au lit, assis dans un grand fauteuil, la tête appuyée au dossier, une main posée au bras du fauteuil, l'autre main pendante et que tenait mademoiselle de Conches entre ses deux mains. Elle était assise à côté de lui, sur un petit tabouret, et le regardait. Il respirait court; et l'on voyait, à une saccade fréquente de son bras, le battement trop vif et trop fort de son cœur. Il avait eu, le matin, une crise où il avait failli passer. Le médecin n'espérait pas que le péril d'une crise nouvelle fût écarté, qui l'emporterait. Il savait qu'il ne profitait que d'un répit.

Il accueillit Jeanine et Laffrey d'un sourire le plus obligeant et, sans bouger, eut l'air de leur avoir fait toute la cérémonie la plus gracieuse. Il n'avait qu'une faible voix; il les pria de s'approcher, et il leur dit :

— Vous rappelez-vous une lettre de La Fontaine, la dernière qu'il ait écrite, à son ami le chanoine Maucroix?... « Ah! mon ami, mourir n'est rien; mais songe que je vais comparaître devant Dieu... »

Il ne souriait plus; il ajouta :

— J'en suis là; tout juste au même point!

Il dit encore :

— Mais je suis en règle; j'ai reçu Notre-Seigneur.

Il n'y avait pas à lui répondre par les petites consolations que l'on donne aux malades ordinaires, de n'être pas si malade, et le reste qui n'est que promesses du bout des lèvres; il attendait bien tranquillement de mourir.

Un peu plus tard, il dit à Jeanine :

— J'ai failli vous aimer. Vous êtes si jolie, et l'âme sur le visage : qui est ce que j'aime le plus, quand l'âme est jolie. Je vous aurais aimée, sans elle qui aura été mon dernier amour.

Il remua un peu sa main, dans les mains de mademoiselle de Conches...

— Et sans lui, qui vous aime.

Il dirigea son regard vers Laffrey.

Jeanine le remercia d'un sourire. Et Laffrey lui toucha la main qu'il avait posée sur le bras du fauteuil. Il eut alors, par l'étouffement, une toux pénible, où l'on crut qu'il s'en irait. Il le crut lui-même. Mademoiselle de Conches lui fit respirer les sels d'un flacon. La toux passée, il s'égaya un peu, d'une gaieté qui, d'un autre, eût paru tristesse et qui était chez lui la fleur d'une sérénité parfaite. Il dit :

— C'est encore manqué... Mais j'y arriverai. Somme toute, ce n'est pas si difficile, de mourir. On se fait des montagnes de tout; je croyais que je n'en serais point capable : et vous voyez!

Il ajouta :

— Ce n'est pas non plus très difficile de vivre, à condition d'aimer! Je vous jure.

Mademoiselle de Conches vit plus de fatigue sur son visage.

— Maintenant, — dit-elle, — il faut vous reposer, mon grand ami.

Et lui, qui attendait l'éternité :

— J'ai bien le temps!

Il reprit, en regardant mademoiselle de Conches :

— Mais je vous dois mes dernières minutes!

Et il dit à Jeanine et Laffrey, qui s'en allaient :

— Adieu. Je vous engage à vous aimer.

Jeanine et Laffrey descendirent l'escalier, sans dire un mot. Laffrey tenait le bras de Jeanine appuyé contre lui. Quand ils furent dehors, ils marchèrent encore un peu de temps, silencieux, serrés l'un contre l'autre. Le soir tombait, qui est le meilleur moment du silence. Et ils n'avaient rien à se dire, par une assurance où ils étaient de sentir leurs pensées pareilles, la même à elles deux. Jeanine allait à l'œuvre des Petites gens; Laffrey l'y conduisait. Au moment de se quitter, ils aperçurent madame de Conches qui descendait de voiture. Laffrey regarda Jeanine aux yeux; elle lui répondit :

— Mais oui; je vous aime, je serai votre femme!

ANDRÉ BEAUNIER

PROBLÈMES D'INDO-CHINE

Notre but est d'exposer ici quelques idées générales au sujet de l'Indo-Chine, de son évolution nécessaire, spécialement en ce qui concerne ses relations avec la Chine, sa très grande voisine et aussi sa grande cliente : relations d'ordre social et politique, relations d'ordre économique.

Relations d'ordre social et politique :

1° Avec le Chinois d'Indo-Chine;

2° Avec le Chinois du Yunnan et du Koang Tong.

1° L'attitude du Français d'Indo-Chine envers le Chinois installé dans la colonie reste, sans différence appréciable, celle du temps de la conquête, c'est-à-dire une attitude de conquérant quelque peu dédaigneuse, sans toutefois l'affectation de haute supériorité si caractéristique de l'Anglo-Saxon.

Le contact est donc des plus lâches, des plus imparfaits entre Français et Chinois, et se réduit aux manifestations obligatoires, aux sujétions de l'ordre administratif ou commercial. En un mot, le groupement chinois, contrairement à ce qui se passe à Hong Kong ou Shanghaï, par exemple, reste totalement en dehors de la communauté française. Étant un étranger, mais d'une grande fierté naturelle, d'une grande prudence aussi, sinon d'une complète méfiance, le Chinois s'est tenu sur la réserve, attendant l'invite du vainqueur. L'invite ne s'étant jamais matérialisée sous une forme définie, susceptible de développement, le Chinois s'est figé en « excroissance » dans la Colonie, sans lien social d'aucune sorte avec elle.

L'école même, l'enseignement, en particulier celui de

notre langue, qui aurait dû jouer un rôle prépondérant, créer un lien effectif entre les deux races, cet enseignement n'a jamais été poussé au degré désirable et nécessaire. Notre politique est restée purement *administrative*, sans l'ombre d'un effort non d'assimilation, ce qui serait chimérique, mais de simple *compréhension sociale*, ce qui est possible dans certaines sphères, les classes supérieures.

En un mot, nous n'avons réalisé qu'un très *vague rapprochement utilitaire*, sans consistance, dont le seul bénéficiaire est le Chinois.

Ce qu'il fallait faire, depuis vingt ans, c'était créer quelques bonnes écoles où les jeunes Chinois seraient attirés, apprendraient notre langue tout en se perfectionnant dans la leur et assimilant aussi quelques éléments de sciences de l'ordre pratique. En sélectionnant les meilleurs et en leur assurant une situation dans l'activité industrielle ou commerciale, en les intéressant à nos entreprises en Chine, surtout dans le rôle particulièrement utile d' « intermédiaire », que ne peut remplir l'Annamite, je suis convaincu que nous aurions réussi, à peu de frais, à nous créer des intelligences et des concours d'ordre politique ou économique dans le milieu si puissant des ghildes ou corporations de la Chine du Sud, à Canton, Swatow, Fou Tcheou, Shanghaï, sans oublier Yunnan Fou.

Et ces jeunes gens éduqués dans la Colonie, patronnés, protégés par nous en Chine, nous auraient rendu plus de services que n'en rendront certainement ces étudiants non sélectionnés, par conséquent médiocres dans l'ensemble, qui sortiront dans deux ou trois ans des écoles françaises métropolitaines et auront toutes les prétentions, parce que venus en Europe.

Un effort parallèle, issu d'une conception politique évidente, aurait dû pousser certaines familles françaises d'Indo-Chine à orienter leurs enfants vers la Chine, à les préparer, sur place, dans des conditions faciles, pour le rôle si important *d'agent de liaison* entre les deux pays. On donnait ainsi toute son ampleur à l'utilisation des jeunes Chinois éduqués à côté des jeunes Français; on organisait le *soutien mutuel* sur le terrain des entreprises, des créations en Chine.

Et la collaboration eût été d'autant mieux assurée que les

jeunes Français auraient, naturellement, appris la langue chinoise, y compris le *cantonnais*, et aussi la langue anglaise, langue des affaires en Extrême-Orient.

N'était-ce pas à notre colonie d'Extrême-Orient de préparer une pépinière de jeunes gens où nos banques, nos industries, notre commerce opérant en Chine auraient puisé, puiseraient, à l'heure actuelle, pour les entreprises en voie de réalisation, où les douanes, les postes et la gabelle chinoises trouveraient le contingent de Français admis par les traités?

Mais pareille suggestion et le plan qui en dérive causeraient, aujourd'hui encore, un profond étonnement en Indo-Chine; les familles là-bas élèvent leurs enfants comme dans la Métropole et pour la Métropole. Elles ignorent totalement leur grande voisine, la Chine, et les centaines de millions d'êtres qui évoluent en Asie orientale et peuvent indirectement aider à notre relèvement économique. En Indo-Chine, on vit entièrement en « vase clos »; le Français, qu'il soit fonctionnaire ou colon, à part quelques très rares exceptions, ne s'intéresse qu'au milieu si restreint qu'on qualifierait de « provincial » dans la Métropole.

L'horizon moins borné où travaillent ses compatriotes en Chine, dans les ports ouverts ou à l'intérieur, ne paraît pas l'intéresser davantage

C'est que le Français d'Indo-Chine voyage rarement, même celui qui en a les moyens; il ne va ni à Hong Kong, ni à Canton, ni à Shanghaï : il apprendrait beaucoup, cependant, dans ces « emporiums », ces énormes cités où se coudoient tant de peuples, de races, où l'activité déborde sous toutes ses formes : industrielle, commerciale, éducatrice. Seulement le Français d'Indo-Chine, ignorant généralement la langue anglaise, se trouve très gêné dans ces villes.

Malgré cette constatation, l'anglais continue d'être enseigné dans la colonie uniquement d'après le programme d'études de nos lycées, alors qu'au moins une minorité de jeunes Français devrait y être initiée complètement, en même temps, naturellement, qu'à la langue chinoise

On se préoccupe si peu de cette question primordiale de la langue, malgré l'étendue de la frontière commune avec la Chine, et les nécessités du transit avec le Yunnan, Hong

Kong ou Canton, qu'aucun fonctionnaire du Tonkin, même de la Douane, n'est tenu de connaître la langue parlée, mandarine ou cantonnaise. Cependant à la frontière maritime, à Haïphong, ou à la frontière terrestre, à Laokay, que de complications inutiles, onéreuses et souvent vexatoires seraient évitées! Comme certaines difficultés, d'apparence insoluble, seraient souvent aplanies! L'usage de l'interprète dans notre Colonie — toujours un Chinois ou un Annamite — n'est rien moins qu'une sécurité.

Si donc l'Indo-Chine ne voit pas l'utilité d'instruire certains de ses jeunes gens dans la langue de son grand voisin, tout au moins devrait-elle constituer un petit noyau d'administrateurs, douaniers et officiers, familiarisés avec la langue mandarine ou cantonnaise parlée, qui pourraient ainsi acquérir une véritable influence sur la frontière, arriveraient à atténuer, sinon à prévenir bien des actes de piraterie ou d'une certaine contrebande ruineuse pour le budget de la colonie (opium).

2° Relations de l'ordre économique

Elles sont en quelque sorte « complémentaires » des rapports sociaux presque inexistants : en Indo-Chine, le Chinois opère de lui-même, fait ses affaires personnelles, en toute liberté d'ailleurs, sauf certaines tracasseries du fisc ou de la douane. S'il y a collaboration, quelquefois, dans le rôle obligatoire d' « intermédiaire » entre les deux races, il n'y a jamais association véritable, ainsi que cela se pratique dans les ports ouverts de Chine où des hommes d'affaires chinois viennent offrir une participation, des capitaux à des Français ou à des Anglais, moyennant une aide morale ou plutôt la couverture de leur pavillon.

Le Chinois, Cantonnais ou Fokiennois, opère donc de lui-même; et il faut confesser que, récemment encore, il détenait presque toutes les grandes affaires de Cochinchine, l'industrie et le commerce du riz, en particulier. Il y a bien une réaction à l'heure actuelle. mais elle s'est fait très longtemps attendre, nos commerçants n'ayant pas su, comme leurs collègues de Chine, acquérir et conserver le contrôle du mouvement économique.

D'un autre côté, en ce qui concerne le Tonkin, tout le transit entre Canton, Hong Kong et Yunnan Fou est encore entre les mains des Chinois, si bien que 95 p. 100 du trafic se fait au bénéfice de Hong Kong, au détriment donc de Haïphong. Et cependant la voie ferrée est *nôtre*. Seuls les Allemands, avant la guerre, avaient porté atteinte au monopole chinois : mais ce monopole est surtout détenu par le Chinois de Canton ou de Yunnan Fou, celui qui vit au Tonkin ne disposant pas généralement de grands moyens financiers et n'ayant pas été aidé par nous, comme il l'est fréquemment par les Anglais, à Hong Kong, par exemple.

Le gros transitaire est donc un Cantonnais étranger à notre colonie; mais s'il se trouve le vrai bénéficiaire de ce trafic du Yunnan, du commerce de l'étain en particulier, c'est que nous n'avons jamais su entrer en relations avec lui, l'apprivoiser par quelques démonstrations banales de l'ordre social en usage chez gens de bonne compagnie.

Non seulement nous l'avons ignoré, mais souvent nous lui avons « blessé la face », comme il dit, bien inconsciemment d'ailleurs, parce que nous ne connaissons pas son caractère et surtout sa fierté de vieux civilisé. Étant de passage dans la colonie, il a été souvent bousculé, toujours tutoyé par le policier, l'agent sanitaire, le douanier, sans-gêne qui lui est insupportable, sans que nous paraissions nous en douter. Seuls les mandarins, les « officiels », traversant le Tonkin, échappent à ces vexations; on doit même reconnaître qu'ils sont traités avec la plus grande déférence. Mais le banquier, le grand commerçant ou industriel de Canton n'est pas moins intéressant, ne mérite pas moins d'égards, pour la raison que le mandarin « passe » dans un perpétuel changement, surtout aujourd'hui, tandis que l'homme d'affaires reste. Et cet homme peut être une puissance, s'il a un rang élevé dans certaines ghildes.

Nous n'avons donc pas *su tirer parti du Chinois, l'utiliser dans notre intérêt bien compris*. Aussi pourrait-on dire qu'il vit en *excroissance*, presque en parasite dans notre colonie, n'était l'essor qu'il a donné à l'exportation, et par suite à la production du Tonkin et surtout de la Cochinchine.

On serait mal venu, certes, à lui reprocher un esprit d'ini-

tiative, d'audace dans l'ordre commercial et même industriel que nous n'avons pas su montrer, nous, sauf rares exceptions.

Le Chinois représente donc, incontestablement, un *facteur important* dans le développement économique de notre colonie et celle-ci ne saurait s'en passer, même quand l'Annamite aura quelque peu évolué dans le sens des affaires, ne sera plus exclusivement fonctionnaire ou cultivateur.

Il convient donc de signaler certaine campagne sourde qui se révèle, étendue tant au Tonkin qu'en Cochinchine contre l'élément chinois, lequel est qualifié de « parasite » ou de « sangsue » du peuple annamite.

Or, rien n'est plus dangereux que pareille campagne; et il ne s'agit ici ni de sinophilie ni d'annamitophobie, mais bien de compréhension de certaines réalités, — celle en particulier si importante de l'évolution de la masse chinoise, celle de l'apparition d'un *nationalisme* véritable, encore si amorphe il y a dix ans. Cette réalité, grosse de conséquences, se dégage mal pour le Français d'Indo-Chine si replié sur lui-même dans son cercle étroit. Il semble ignorer que, depuis l'affaire du Chang Toung, depuis la confirmation par la Conférence de pareille spoliation, toute la Chine, si divisée cependant à l'intérieur, fait aujourd'hui et fera, de plus en plus, *bloc* contre l'Étranger, chaque fois qu'un groupe chinois vivant dans une colonie européenne poussera le « han iuen », c'est-à-dire criera à l'injustice. Et le Chinois usera d'une arme facile des plus redoutables entre ses mains : le boycottage.

J'ai vu, de mes yeux vu, à Shanghaï, combien les Japonais ont souffert de ce genre de vendetta : des maisons de commerce disparues, le Japon réduit à « démarquer » un peu plus ses marchandises, à utiliser le « chop » d'importateurs anglais ou américains, quand ce n'était pas un des nôtres.

Ce seront donc, désormais, des représailles des plus dangereuses pour la nation qui les provoquera. Et si déjà les intérêts français sont considérables en Chine, au Yunnan, en particulier (voie ferrée), et dans des places comme Canton, Shanghaï, Hankow, Tientsin, il ne faut pas oublier que nous avons avec la Chine une frontière commune, de considérable étendue.

Il convient donc de prévoir que toute entrave apportée

à un commerce légitime dans notre Colonie, que toute mesure de coercition et surtout d'expulsion, non réellement motivée, aurait une répercussion immédiate en Chine et dans ses puissantes colonies d'Extrême-Orient : à Singapour et à Hong Kong, en particulier. En pareille occurrence, les corporations chinoises si bien organisées ne reculent point, pour se défendre, devant les plus lourds sacrifices, car la question « face » entre en jeu, l'orgueil de race si développé qui se considère atteint, et cela d'autant plus que le Chinois est obsédé par cette idée que l'Europe a pour lui du dédain, le méprise même (k'i).

Or, le Chinois a été et reste un facteur important de développement économique en Indo-Chine, dans une colonie d'avenir où la France, avant la guerre, s'était plus préoccupée « d'administrer », de « codifier » que de mettre en valeur. Le Chinois exploite, dit-on, l'Annamite et fait concurrence au Français : c'est incontestable, mais n'est-ce pas la grande loi économique, sinon biologique, de la lutte pour l'existence? Le succès va fatalement au plus intelligent, au plus actif, au fort, en un mot. Mais pourquoi le Français qui, ailleurs, à côté de l'Anglais, domine le commerçant chinois, s'est-il fait battre chez lui, dans sa colonie?

Quant à l'Annamite, on le connaît : il n'est pas encore de taille, tant s'en faut, à se mesurer avec son grand frère, surtout en Cochinchine. Jusqu'ici, il ne lutte contre lui qu'avec des mots, des bavardages, dans une presse fraîchement éclose, où de vagues formules de revendication et l'injure au « Protecteur » sont les seules armes de combat.

D'autres moyens sont nécessaires pour enlever au Chinois sa maîtrise commerciale : rien n'empêche les Français de se grouper, de former des consortiums et surtout de *rajeunir* leurs cadres dans la Colonie : ce qui est de nécessité absolue. Ces éléments nouveaux, plus vivants, circuleraient, iraient, de temps en temps, voir ce qui se passe chez leurs voisins. Ils auraient, en particulier, une connaissance approfondie des marchés Rangoon, Bangkok, Batavia et Hong Kong.

En ce qui concerne l'Annamite, on s'efforcerait de hâter, autant que possible, son évolution économique en lui faisant comprendre, avant tout, que le Mandarinat n'est pas la meilleure source de richesses, que l'École professionnelle, pour

longtemps encore, vaudra mieux pour lui que l'École de droit, par exemple, qui développera fatalement ses tendances à la chicane, à l'intrigue politique, si spontanée chez l'Asiatique, au « squeeze », c'est-à-dire au gain facile, illicite, si traditionnel en Extrême-Orient.

Ces mœurs peuvent se modifier sans doute, mais c'est toute une évolution : on ne saurait changer d'âme comme de chemise.

Je m'efforcerais donc de former moins d'avocats que de commerçants et industriels annamites.

En résumé, s'il convient de combattre le Chinois dans notre Colonie, de lui enlever sa maîtrise économique, on ne le peut que par une lutte loyale, par des moyens supérieurs aux siens : prévision, puissance d'organisation, travail méthodique, scientifique : ce qui doit être l'œuvre, la part du Français.

Quant à l'Annamite, il serait guidé, soutenu dans ses entreprises industrielles et commerciales, soutenu techniquement et financièrement. Mais nous n'irions pas au delà, dans notre intérêt le moins discutable, sinon par esprit de justice. D'ailleurs, seule la lutte peut tremper, développer l'Annamite, l'élever au niveau maximum que comporte son coefficient racial.

Le « protecteur », le Français, ferait l'appoint.

***

Il me reste à parler de notre politique au Yunnan ou plutôt de celle de la Direction de notre chemin de fer qui la résume. Celle-ci doit avoir le souci de s'adapter de plus en plus au milieu, aux conditions délicates d'une exploitation en territoire étranger. En effet, en dehors des difficultés d'ordre ethnique et social, il y a aussi les questions de change, les fluctuations brusques qui s'ensuivent dans le montant des tarifs. Il en résulta, il y a trois ans, de sérieuses complications : la Compagnie, ayant perdu au change durant la guerre, en raison de l'erreur commise par elle d'établir ses tarifs en francs, avait relevé brusquement ces tarifs dans une proportion qui a provoqué une irritation profonde parmi Étrangers, Français et Chinois.

Il est bien entendu que la Compagnie ne pouvait continuer d'exploiter à perte, mais elle aurait pu procéder graduellement et surtout ne pas dédaigner de faire le « chang liang », c'est-à-dire « délibérer » avec les Chambres de Commerce des villes de Yunnan Fou, Hong Kong ou Canton. Celles-ci, reconnaissantes de pareille attention, y gagnant de la « face », — car il faut toujours envisager ce facteur en Chine — n'auraient pas manqué de tempérer l'irritation de leurs ressortissants au lieu de l'exciter au maximum, comme elles l'ont fait, provoquant un vrai mouvement gallophobe. Mais la Compagnie a l'habitude d'imposer, non de discuter.

J'étais à Yunnan Fou quand la campagne des Chambres de Commerce commença contre la Compagnie : je fus étonné de sa violence, violence qui n'était que trop démonstrative du sentiment nourri contre nous, car naturellement notre Gouvernement est considéré comme responsable. Il fut sérieusement question de détruire la voie ferrée, si vulnérable comme on le sait. Il fallut que je fisse comprendre à quelques notables que pareille attaque équivalait à une déclaration de guerre à la France et que l'Indo-Chine disposait, avec ses escadrilles d'avions, de moyens de représailles immédiats.

La Chambre de Commerce de Yunnan Fou réclama l'appui de celles de Hong Kong et de Canton, en même temps que l'aide des Associations de Presse de plus en plus nombreuses en Chine. Mais l'appel resta sans écho, en raison de la recrudescence de guerre civile dans le Sud, de la lutte acharnée qui se livrait à ce moment entre opprimés du Koang Tong et oppresseurs du Koang Si.

Mais on peut être certain que rien n'est oublié. Cantonnais et Yunnanais n'ont aucun moyen, actuellement, d'expédier leurs marchandises autrement que par notre voie ferrée; ils passent sous les fourches caudines de la Compagnie qui croit les tenir à la gorge, mais on ne saurait s'étonner que les Chinois, poussés, sinon aidés par nos concurrents Anglais et Américains, ne fassent le nécessaire tôt ou tard pour échapper à nos tarifs exagérés, à nos droits de transit par le Tonkin, ainsi qu'aux tracasseries douanières. Pé Sé n'est qu'à 400 kilomètres de Yunnan Fou et moins loin encore de Mongtze (d'où s'exporte

l'étain deKo Kiou); et la voie d'eau est utilisable depuis Pé Sé jusqu'à Canton, jusqu'à la mer. Une « ma lou », c'est-à-dire une route carrossable, comme le conseillait devant moi un Américain à un haut fonctionnaire du Yunnan, suffirait pour tuer le trafic principal de notre chemin de fer du Yunnan. La Compagnie prépare donc sa ruine en forçant en quelque sorte les Chinois à créer, sur leur propre territoire, la voie de transit dont ils ont besoin. Or on sait ce que nous a coûté cette voie ferrée!

La Compagnie du Yunnan ne se soucie pas assez de l'opinion chinoise au Yunnan et à Canton. Elle n'en tient pas plus compte dans l'utilisation des ouvriers yunnanais sur sa ligne que dans l'élaboration de ses tarifs.

Ainsi, il y a quelque temps, elle a dû construire dans le Nam Ty un tunnel de 700 mètres pour en remplacer un autre effondré, parce que percé dans une masse alluvionnaire au flanc de la vallée. Pour ces travaux, elle a dû employer des milliers de coolies qui descendaient des plateaux yunnanais, ne craignant plus, comme autrefois, de venir travailler dans la vallée fiévreuse du Nam Ty, et résolvant ainsi pour la Compagnie la question de la main-d'œuvre si compliquée jadis. Mais la Compagnie, par esprit d'économie sans doute, n'a rien conçu de sérieux comme service médical : aussi la mortalité a-t-elle été élevée.

Si l'on cherche à analyser les raisons de l'indifférence de la Compagnie pour ses coolies, on peut considérer que la principale réside dans l'état d'esprit de la plupart des Européens à l'égard des autres races.

Il vit à côté de la race jaune par exemple, mais ne la considère que comme un instrument, simple outil de son activité. C'est là une erreur de psychologie, une faute qui peut se payer cher. Car ces indigènes qui acceptent aujourd'hui de faire nos travaux peuvent se dire, un jour, ou se laisseront dire qu'ils ont droit à la vie, eux aussi, à quelque soin de la part des étrangers qui les utilisent et seraient paralysés sans eux.

Il est à craindre qu'ils en viennent à s'organiser, comme déjà à Shanghaï et à Canton, à imposer leurs conditions, à user de la grève dont ils sauront admirablement se servir, car ils excellent à se grouper et à se mettre au service d'un meneur, d'une consigne ou d'une formule.

Cette curieuse inconscience de l'Européen en face de réalités des plus évidentes, se manifeste encore dans notre Colonie en ce qui concerne la masse tonkinoise en particulier, son bien-être et par suite son développement, son rendement utile. On paraît ignorer dans certains milieux officiels que l'Annamite, du point de vue physiologique, est ce que les Anglais appellent un « under fed », c'est-à-dire un être insuffisamment nourri. Si, dans la majorité, il est si malingre, si piteusement chétif souvent, paysan comme ouvrier, c'est que la ration habituelle d'aliments dont il dispose se trouve, comme quantité et qualité, au-dessous de la ration physiologique normale nécessaire.

Et pourquoi cette insuffisance de ressources alimentaires? Parce que le Français a manqué de ressources financières sinon de prévoyance, tandis qu'augmentait la population. Non seulement il s'est mis trop tardivement aux travaux de l'hydraulique agricole, et n'a donc point régularisé une production constamment menacée par excès ou insuffisance d'eau, mais il a laissé en friche, abandonné à la jungle les deux tiers du territoire tonkinois : *Moyenne et Haute Régions* Heureusement un vaste projet d'irrigation est aujourd'hui en voie d'exécution.

La Moyenne région, peu accidentée, est particulièrement apte à une exploitation agricole, à l'élevage. Il en est de même, à un moindre degré, de la Haute Région. *Les Chinois nous le prouvent*, de l'autre côté de la frontière, depuis que notre chemin de fer traverse la vallée du Nam Ty.

Dans les thalwegs ou vallées de cette Haute Région, il est incontestable qu'on peut cultiver le riz et autres plantes vivrières du Delta, dont la patate et la canne à sucre, celle-ci d'un fort rendement sur les alluvions des cours d'eau.

Sur les collines ou au flanc des chaînes, il est non moins certain que de nombreuses plantes alimentaires ou industrielles prospéreraient tels que théier, camphrier, arbre à laque, abrasin, garcinia, sapindus; ou dans un autre ordre : maïs, sorgho, manioc, celui-ci des plus intéressants pour la production de l'alcool moteur.

Pareille exploitation d'une vaste région ne saurait être l'œuvre d'un jour : c'est pourquoi il fallait prévoir, se mettre

à l'œuvre il y a des années, établir un *plan d'ensemble*, d'exécution graduelle. L'exode de familles du Delta n'aurait certes pas été spontané : l'Annamite, cet « underfed », n'offre naturellement qu'une médiocre résistance à la maladie, au paludisme en particulier; il craint donc la Haute Région. Les rares familles qui se sont risquées dans ce territoire ont été vite décimées. Mais on ne peut s'en étonner quand on constate, sur place, l'insuffisance absolue de l'installation. Elle se décrit d'un mot : une petite trouée dans la jungle, laquelle reste maîtresse, enveloppante, dominante, entretient une humidité perpétuelle, empêche toute circulation d'air. Et la case si primitive, si misérable, directement assise sur ce sol éponge, constitue une protection tout à fait insuffisante.

En un mot, l'Annamite, partisan du moindre effort, ne défriche pas ou plutôt ne détruit de la jungle que la petite surface nécessaire pour le faire vivre, végéter. Cette région doit donc être préparée, aménagée pour devenir une terre d'immigration pour l'Annamite que le Delta ne peut plus nourrir.

La brousse serait graduellement détruite et seule la vraie forêt conservée. La culture ou la plantation suivrait pas à pas le défrichement, car la jungle a une puissance de reproduction extraordinaire. Et, le processus d'assainissement en pays de malaria étant en grande partie fonction de la mise en culture du sol, il serait possible, en peu d'années, de constituer de nombreux villages dans de bonnes conditions hygiéniques.

Une fois ces *noyaux* de colonisation, ces centres d'attraction bien établis, le défrichement se poursuivrait dans d'autres districts, aménagerait de nouvelles surfaces.

C'est ce que le Protectorat aurait dû faire depuis longtemps avec sa main-d'œuvre pénale ou plutôt avec la main-d'œuvre chinoise, celle de Swatow, en particulier, qui a permis la grande culture à Java et dans les Straits, a facilité, à un haut degré, le développement si remarquable de ces colonies. Ce Chinois est autrement vigoureux, résistant que l'Annamite, et très maniable, si on sait le traiter comme il convient, c'est-à-dire sans brutalité.

Il fut même une époque où le Protectorat eut à portée de la main les défricheurs et humbles pionniers dont il avait

besoin : en effet, des deux côtés de la frontière nord et nord-ouest du Tonkin vivent des tribus diverses, appelées du terme générique de Man Tze (barbares) par le Chinois, tandis que le Français les distingue sous le nom de Thos, Muongs, Yaos, Mans ou encore Méos.

Ces tribus d'agriculteurs, qui vivent à des altitudes différentes, sont acclimatées de longue date à ces régions montagneuses, aux parties basses malsaines. Ces peuplades sont, dans la généralité, très particularistes, très indépendantes, ne se soumettant volontiers qu'à leurs chefs de clan. Elles redoutent surtout l'*immixtion* d'une administration étrangère, *trop compliquée* et, par suite, tracassière pour ces primitifs.

Le Chinois, lui, a compris cette mentalité; il se garde bien d'intervenir directement dans la vie sociale, l'organisation économique des tribus : il exige seulement des chefs un certain impôt, jamais exagéré, car il redoute des complications, des révoltes soudaines, difficiles pour lui à réprimer.

Nous n'avons pas eu, nous, cette prudence, cette compréhension du Chinois, faut-il croire, puisqu'aucune de ces tribus si nomades n'est venue se fixer sur notre territoire depuis la conquête. C'est le contraire plutôt qui se produit : il y aurait émigration et non immigration de ces populations. Pour les fixer cependant ou les attirer, les manier utilement, il suffirait d'avoir quelques administrateurs choisis, civils ou militaires, au courant de la langue des tribus, mais surtout de leurs caractéristiques psychiques, de leur statut social. Quelques militaires avaient réussi près de ces tribus, mais le caprice des mutations s'oppose à toute politique suivie, durable.

C'est d'ailleurs le grave défaut du Protectorat que toute organisation, tout plan d'ensemble, — quand il existe, — est à la merci d'un changement de personne, et nul n'ignore combien fréquents sont ces changements, en dehors, trop souvent, de toute raison d'intérêt général.

En résumé, nous n'avons su ni garder intactes les tribus déjà fixées dans le Haut Tonkin, ni attirer celles de même origine raciale restées en territoire chinois. Il en résulte des conséquences graves : 1° la Haute Région se trouve à peine entamée

comme exploitation agricole; 2° la défense du Tonkin sur cette frontière si exposée est privée d'un cordon solide d'indigènes, de montagnards qui, bien encadrés, constitueraient une force extrêmement mobile et des plus redoutables.

Lorsqu'on monte du Tonkin au Yunnan, on est péniblement frappé du *contraste* existant entre la Haute Région *française* et la même Haute Région *chinoise*; de notre côté, c'est la tristesse de la jungle stérile et homicide; de l'autre, c'est la gaieté des champs cultivés au flanc des chaînes, depuis le fond des thalwegs jusqu'au voisinage des crêtes.

Il y a donc une *grande œuvre*, une œuvre de longue haleine à réaliser dans la Moyenne et Haute Région du Tonkin, ne serait-ce que pour dégorger le Delta surpeuplé et en insuffisance chronique de production vivrière. Il est urgent d'accroître, chaque année, la superficie arable, la superficie pastorale. Les emplacements de villages seraient soigneusement choisis, « aménagés » par un service d'hygiène qui aurait de l'autorité et des moyens.

Livré à lui-même, l'Annamite ne saurait que *mourir*, comme jusqu'à ce jour, dans ses misérables tentatives. Nous, Français, d'ailleurs, devrons rénover quelque peu nos méthodes de lutte contre la malaria, nous mettre à l'école des Italiens ou des Américains qui ont obtenu tant de résultats dans les Marais Pontins ou l'isthme de Panama.

Il est surtout curieux que nous n'ayons jamais compris l'immense utilité du *grillage métallique* dans la lutte contre le moustique; mais, plus justement, n'est-ce pas nos administrations et non le Service de Santé militaire, qui n'ont jamais trouvé les fonds nécessaires pour réaliser pareilles mesures de défensive? Si on ignorait cette carence, on ne serait pas médiocrement étonné en passant à Laokay, point important de notre frontière, de voir que, dans ce poste malsain, nos jeunes soldats ne sont pas mieux garantis aujourd'hui contre la malaria qu'il y a vingt-cinq ans. Pas une caserne n'est dotée de ce qui constitue encore le meilleur préventif dans un foyer paludéen : le grillage métallique, préventif d'autant plus nécessaire qu'à Laokay les conditions naturelles, sol et végétation, exploitation du bambou en par-

ticulier, ne permettent pas la destruction des larves d'anophèles.

Nos jeunes soldats continuent donc de payer un lourd tribut non seulement à la maladie, mais à la mort. La France, cependant, n'a plus les moyens d'être prodigue de ses jeunes hommes. Il n'est pas douteux que les frais médicaux, les frais d'évacuation ou de rapatriement anticipés coûtent infiniment plus cher que quelques milliers de mètres de grillage métallique.

Il ne serait que temps de renoncer à cette routine coûteuse.

Et Laokay n'est malheureusement pas une exception : la même insouciance préside à l'aménagement des autres postes de la Haute Région. Je sais bien que c'est le tirailleur annamite qui paie le plus lourd tribut à la malaria, mais lui aussi représente un facteur économique à ménager.

C'est donc une œuvre complexe que celle de la transformation de la Haute Région en un territoire *habitable* et *productif*, capable d'attirer les émigrants du Delta ou du Yunnan. Le meilleur moyen de hâter cette transformation serait, sans aucun doute, d'accorder de vastes concessions à des Européens, à des Sociétés disposant de forts capitaux. L'œuvre bureaucratique du Protectorat sera fatalement plus lente et moins efficace : elle ne devrait être qu'un adjuvant, un soutien.

Quoi qu'il en soit, il est urgent de se mettre au travail, d'entamer le défrichement. Aux raisons vitales déjà exposées, vient s'ajouter celle de l'alimentation du budget de l'Indo-Chine dont les charges sont très lourdes. On ne saurait continuer de l'équilibrer longtemps encore sur les recettes de l'opium et de l'alcool.

En accroissant la surface arable, donc imposable, en permettant le développement d'industries, d'échanges inexistants, la Colonie se créera de solides ressources, de saines finances, arrivera à se suffire. Elle demanderait moins aux droits de douane et de transit surtout, qui ne sont guère faits pour faciliter le commerce avec la Chine. N'est-il pas étrange qu'ayant construit une voie de pénétration au Yunnan, la Colonie s'attache à en *fermer* la porte d'accès par ses droits de transit?

Mais le Protectorat n'exploiterait pas que son sol, toute sa terre peu à peu; il s'occuperait aussi davantage du sous-

sol et de ses côtes, de son plateau sous-marin de 40 000 kilomètres carrés de superficie, un des plus poissonneux du monde, dont seul profite le Chinois. Le Tonkinois, sinon l'Annamite, serait assez facilement éduqué, entraîné à la pêche au large, prenant exemple sur le Chinois qui tire de la mer le fond même de son alimentation azotée.

Donc, avec les produits de l'élevage dans la Moyenne ou Haute Région d'une part, avec les produits de la mer d'autre part, l'Annamite aurait en abondance viande et poisson, poisson surtout, en plus de ses céréales et de ses légumes aqueux dont il est obligé de se contenter trop souvent.

On objectera qu'il possède déjà un certain nombre d'animaux, des porcs en particulier, mais ces bêtes dégénérées par insuffisance de nourriture ne peuvent fournir qu'un mauvais aliment. Comment le paysan pourrait-il, en effet, réaliser l'engraissement de ces animaux alors que lui-même a la pitance si mesurée? Aussi combien médiocre est le rendement en poids et qualité de son bœuf ou de son porc.

Le Protectorat aura donc désormais plus le souci de nourrir une population nombreuse, de la faire saine et vigoureuse que de la développer artificiellement, dans sa misère physiologique actuelle, en l'initiant à certaines sciences de l'ordre plus spéculatif que pratique, dont le seul résultat serait de troubler son évolution, celle de son élite, de la jeter vers des voies stériles ou dangereuses pour le « Protégé » comme pour le » Protecteur ». Le dicton reste vrai : « *Mens sana in corpore sano* ».

Dans ces questions si épineuses et si complexes, rien n'est plus imprudent que de faire du sentiment, d'oublier que les acquisitions des démocraties d'Europe sont loin d'être toutes applicables en Asie; qu'en tout cas, elles ne sauraient être assimilées qu'avec lenteur, graduellement, sous peine d'intoxication. Les complications, les mouvements politiques dont souffrent les Anglais dans l'Inde en ce moment, sont surtout dus au système d'éducation donné à l'Indien, système trop calqué sur celui de l'Université britannique avec extension trop grande donnée à l'étude du Droit et des Sciences dites politiques, laquelle produit, à un certain stade d'évolution, un véritable déséquilibre intellectuel et ne permet plus aux

néophytes de comprendre des questions ou des problèmes qui nous apparaissent des plus simples.

Un Annamite « nouvelle couche », des plus compréhensifs à son avis, n'écrivait-il pas récemment que, durant la guerre, si l'Indo-Chine n'avait pas été sous le joug français, ce pays aurait été l'arbitre des destinées de l'Asie sinon du Monde!

En résumé, en dehors d'un effort économique, technique, intense, c'est toute une nouvelle politique à développer en Indo-Chine, une politique réaliste basée sur un plan mûri, issu d'une étude, d'une connaissance approfondie des races asiatiques, de leurs caractéristiques et, par suite, de leur potentiel d'action et de réaction, de leurs besoins matériels et moraux. De cette connaissance surgiront des directives, un programme définitif d'ordre politique et économique qui nous permettra de traiter ces races comme il convient, et d'utiliser au maximum leurs qualités, leur capacité de rendement pour un développement maximum de notre Colonie et de son rayonnement extérieur.

En effet, rien de sérieux, de durable ne saurait s'édifier sur une collaboration où les intéressés s'ignorent socialement, intellectuellement : il faut d'abord arriver à se comprendre, en se fréquentant, en étudiant ensemble dans certaines écoles, en se réunissant quelquefois entre Européens et Asiatiques, ainsi que cela se pratique dans les Ports ouverts de Chine. Il n'y aurait plus juxtaposition, mais bien une certaine pénétration sociale, et une liaison étroite d'intérêts entre Chinois, Annamites et Français.

En ce qui concerne le Chinois dans notre Colonie, il importe de se rappeler qu'il fait partie d'une immense famille *très orgueilleuse*, très susceptible, mais qui, bien traitée, bien comprise, serait un auxiliaire précieux, un contrepoids de grande utilité en période de troubles, ou de mouvements de rébellion annamite.

Se rappeler aussi que si nous avions eu plus tôt en Indo-Chine une politique économique basée sur des faits, sur les possibilités soigneusement étudiées et réalisées d'un vaste territoire aux produits si multiples, nul doute que le Tonkin, loin d'être, du point de vue de sa défense, une charge à la Métropole, en serait un soutien des moins négli-

geables, tandis que l'Annamite transformé par nous, plus productif, plus actif, parce que nourri, aurait à notre égard, lui si utilitaire, cette reconnaissance du ventre qui en pays asiatique assure la tranquillité au « Protecteur ».

Parler d'une reconnaissance de l'ordre sentimental est une sotte erreur dans laquelle le Français se complaît à tomber, malgré toutes les surprises pénibles qu'elle lui a causées.

En résumé, notre tâche en Indo-Chine reste rude. Pour la mener à bien, il faut que les gouvernants aient, plus que jamais, la connaissance approfondie du milieu physique, du milieu ethnique, des êtres et des choses. Il leur faut, surtout, une vision nette, *réelle*, de l'*âme asiatique*, longue et difficile étude. (Ce sont là connaissances qui n'ont jamais fait défaut à nos Résidents. Malheureusement, depuis quelques années, leurs pouvoirs ont été sensiblement restreints. Il conviendrait pourtant d'accorder à ces fonctionnaires la pleine confiance qu'ils méritent.)

En dehors de ces conditions, il ne saurait y avoir d'avenir pour notre domination en Indo-Chine.

Dr A. LEGENDRE

CHRONIQUE EUROPÉENNE

LE RÔLE DES PETITS ÉTATS

Si, par l'unification de l'Allemagne et de l'Italie, le XIXe siècle a vu disparaître beaucoup de royaumes, principautés et villes libres, il a, en revanche, assisté à la formation de nouveaux petits États. Par exemple dans les Balkans. Ou bien en Scandinavie, quand la Norvège s'est séparée de la Suède. Mais c'est la grande guerre, née en Serbie et impliquant tout de suite la Belgique, qui a surtout multiplié leur nombre. A ce titre comme à d'autres, elle consacre le XIXe siècle (qui se termine en 1918), elle réalise avec éclat l'une de ses plus constantes préoccupations : celle des nationalités. Voici la Pologne et la Bohême qui reviennent au jour. Voici la Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie. Et voici, à la place d'une grande puissance, deux petites : la Hongrie et l'Autriche. Le Traité de Versailles, auquel on reproche d'avoir balkanisé l'Europe, n'a fait qu'enregistrer un phénomène de scissiparité qui lui est antérieur et qui se poursuit toujours : l'indépendance de l'Irlande n'est-elle pas d'hier? Phénomène qui se manifeste encore de manière sourde sous forme de revendications régionalistes en Catalogne, en Slovaquie, chez les Croates.

Un des traits principaux de l'Europe contemporaine est donc d'être fragmentée. C'est l'aboutissement du grand mouvement romantique, démocratique et nationaliste qui en cent ans a changé l'idée de l'État. Autrefois, un souverain menait les affaires publiques, d'après quelques principes

rationnels et d'intérêt bien entendu. Frédéric II cherchait à résoudre à son profit un problème de puissance sans se préoccuper du germanisme. Mais les peuples, à mesure qu'ils s'emparaient du pouvoir, ont voulu qu'il fût au service de leur génie instinctif. De plus en plus orgueilleux de leurs origines, de leur religion, de leur langage, avides de ne pas ressembler à autrui, excités par leurs poètes et leurs musiciens, ils s'indignèrent de vivre sous des institutions et des dynasties qui ne les représentaient pas directement. Enchaînée, la patrie suscitait l'enthousiasme et les sacrifices; dans bien des cœurs attendris elle prenait la place de la divinité. Car il y a des dogmes, des rites et des mystères nationaux. Chacun se voulut libre : libre non pas seulement d'agir et d'écrire, mais d'agir et d'écrire en italien, en polonais, en roumain. La Révolution française avait poursuivi un grand rêve d'émancipation politique, et nourrie de textes gréco-latins, croyait à la raison universelle : passé les frontières sa doctrine perdit son caractère classique et provoqua partout des revendications particulières. 1789, français, était humain; 1820, 1848, européens, furent nationaux. Le romantisme, étroitement uni au nationalisme qu'il exalte, ne libéra pas seulement les individus, mais des États : la moindre race perdue au sein des Carpathes ou des Balkans, voulut « vivre sa vie ». Aujourd'hui, dans le monde entier, il n'y a pas que les parlements qui soient tenus d'être « représentatifs »; l'administration, l'armée, l'église, le drapeau, la littérature, l'art, tout doit être désormais en fonction de la nationalité. L'État est notre chose et notre idole. Nous lui obéissons et l'adorons au point de plier même la vérité à son service, mais nous exigeons qu'il s'affirme à notre image, qu'il constititue la figure symbolique et puissante de l'être périssable que nous sommes. Et cela jusque dans les pays monarchiques où le souverain n'est que le premier serviteur de l'État, puisqu'il cède sa place à un dictateur, lorsque l'État le réclame.

On conçoit que, sous la pression de ces exigences nationalistes, un nouveau système européen se soit formé, basé non plus sur des considérations traditionnelles et dynastiques, mais sur la réalité ethnographique. Peut-être les progrès de cette différenciation auraient-ils pu être limités

si l'on avait consenti aux peuples englobés dans de grands empires une autonomie relative. Le dernier des Habsbourg l'a compris, mais trop tard. Vienne, Pétersbourg, Constantinople étaient trop autocratiques pour être psychologues. Et ces capitales d'une bureaucratie privée d'imagination ont préparé sans le vouloir la révolte des Tchèques, des Finlandais, des Bulgares, de même que le Paris napoléonien avait développé contre lui le sentiment patriotique des Allemands et des Italiens.

Il est juste toutefois de reconnaître que jamais un régime fédéraliste n'a été institué par en haut. L'autorité ne se diminue pas elle-même. Ce sont des communautés libres et égales qui forment des fédérations, en se juxtaposant. Ainsi aux États-Unis, en Suisse. Mais décentraliser est presque impossible à un pouvoir fort.

***

Si l'Europe, en dehors de quatre ou cinq grandes puissances, est désormais composée d'une majorité de moyens et petits États, il est intéressant d'examiner ceux-ci, de déterminer quels sont leurs traits communs, et quels peuvent être leurs mérites.

Naguère, les théoriciens du pangermanisme déclaraient volontiers que le petit État avait fait son temps. D'après eux l'époque moderne était une ère de concentrations financières, commerciales et politiques. Maintenant que le monde est exploré, l'humanité doit l'exploiter à fond grâce au merveilleux outillage technique qu'elle a su inventer. Cette mission gigantesque exige toutefois une accumulation de capitaux et de puissance matérielle dont seuls les grands États peuvent disposer. Ainsi la patrie prend la forme d'un trust.

Soit. Cependant, outre que ces théories visaient surtout à habituer les esprits à l'idée d'une hégémonie germanique, en l'annonçant fructueuse et irrésistible; outre que l'exploitation intensive de l'univers, l'augmentation numérique des richesses et des jouissances, ne constituent pas nécessairement un bénéfice pour l'humanité, on ne peut s'empêcher de remarquer que certains petits États ne sont pas inaptes aux tâches

de ce genre. Ainsi, le Portugal, la Hollande, la Belgique se sont créé des domaines coloniaux et ont su en tirer parti. La Suède, la Tchécoslovaquie sont des pays de grande industrie qui font une rude concurrence à l'Italie ou à l'Angleterre.

Cependant l'originalité des petits États ne se trouve pas là : puisqu'ils sont de proportions réduites, leur rôle apparaît dans le limité. Mieux que d'autres peut-être, ils s'harmonisent à la mesure humaine. On ne voit chez aucun d'eux l'infini de la steppe où le Russe perd le sentiment du possible et dissout son âme dans un panthéisme communiste, ni les multitudes fourmillantes que nécessitent les civilisations chinoises et indoues, et qui semblent mortelles à notre individualisme occidental. Dépourvu du nombre et de la masse, le petit État s'appuie sur l'idée de valeur. Pour lui chaque être a de l'importance, et ne se confond pas dans la foule. Et comme ce qu'il rassemble dans ses frontières resserrées peut être connu d'un coup d'œil, chez lui l'abstraction ne se substitue pas au réel : ce qu'il est se voit, se touche et se compte aisément. A la philosophie de la qualité s'ajoute donc une philosophie du concret. Enfin une société restreinte y encadre l'homme et le relie aux autres. Rarement il se trouve seul. Il n'est pas tenu de se spécialiser. Il a plus de temps s'il a moins d'espace. Là, les différences de classe sont moins accusées. Le contrôle de chacun sur la chose commune est plus direct. Peut-être est-ce dans les petites nations qu'il existe, au sens plein du mot, le plus de citoyens.

Comment vivraient-elles sans vertus civiques? Manquant de personnel, elles sont forcées d'exiger beaucoup de leurs ressortissants, et, comme un théâtre dont la troupe est peu nombreuse, elles les utilisent de plusieurs façons. Aucun d'eux ne peut rester inoccupé ou indifférent, sinon elles périraient d'anémie. Et pourtant l'homme n'y est pas soutenu, comme ailleurs, par ses fonctions, il ne peut ajouter à sa personne l'importance de la charge qu'il remplit. Il ne deviendra ni ambassadeur, ni général d'armée, ni académicien. Les récompenses ou les grades, titres ou décorations décernés par les petits États font quelquefois sourire. Chez

eux, la gloire toujours, et souvent la fortune sont impossibles. Nous qui ne sommes ni de Hollande, ni de Yougoslavie, croirons-nous jamais tout à fait au génie intraduisible d'un lyrique qui s'exprime en hollandais ou en serbe? Tandis que nous nous inclinons d'avance, comme tout le monde, devant un grand poète anglais ou allemand. Peut-être un Turenne, un Metternich, un Foch sont-ils nés à Trondjeim ou à Lisbonne, et y sont-ils morts inconnus, faute d'occasion. Voit-on Napoléon demeuré Corse? Mais alors, si les plus puissants esprits, étouffés par l'étroitesse du cadre, doivent s'expatrier pour donner leur mesure, que devient le petit État, privé de leur renfort? D'autant plus qu'en revanche, lorsque des étrangers viennent s'installer à son foyer, ils forment tout de suite d'importantes colonies par rapport aux autochtones : si leur nombre s'accroît, ils submergent la vie publique, corrompent l'esprit national. Tant de difficultés, de menaces, soumettent le petit État à la nécessité de l'énergie. L'habitant d'un grand pays est assuré de sa sécurité, de son prestige : en ce sens il est facile d'être Français ou Anglais, de même qu'il est facile d'être riche. Mais le petit État est obligé de déployer infiniment de courage, de persévérance et d'adresse, rien que pour subsister. Il n'est pas soutenu par une fatalité bienfaisante : contre la force des choses, il doit être voulu, tous les jours, et avec opiniâtreté, par tous ses fils.

Cette tension perpétuelle pour légitimer son existence, ce besoin de tirer parti de ses moindres ressources, expliquent pourquoi il multiplie les écoles, pourquoi il se préoccupe de progrès politiques et sociaux. A ce titre il constitue un laboratoire d'expériences qui peuvent servir aux autres. Dans son étroite enceinte, les risques d'une tentative nouvelle sont restreints, chacun en observe le déroulement, et en subit immédiatement le contre-coup. Si l'expérience s'avère fâcheuse, il est facile de revenir en arrière. A son origine, mêlées à beaucoup d'erreurs et de crimes, le bolchevisme comportait peut-être des idées justes. Mais en bouleversant l'ordre social et la production économique d'un trop vaste empire, ces révolutionnaires ont provoqué une immense avalanche où les causes sont si confondues avec les effets

qu'il est impossible de les distinguer. Tandis qu'une réforme essayée au Danemark, par exemple, si elle donne de bons résultats, peut être aisément étudiée et appliquée ailleurs.

On le voit, les petits États savent se rendre utiles. Mais c'est demeurer au second plan. Peuvent-ils faire davantage et atteindre, en certains domaines, à la première place? Puisque, faute de puissance et de richesse matérielles, ils ne peuvent compter, pour se mesurer à égalité avec leurs énormes voisins, que sur les individus et les idées, sont-ils capables de fournir à la civilisation des collaborateurs essentiels? Un Anglais, Lord Bryce, va répondre : « Tout ce que nous avons de plus précieux — ou peu s'en faut, — a-t-il dit, nous vient des petits États : l'Ancien Testament, les poèmes homériques, le drame athénien, le drame de Shakespeare, l'art de la Renaissance italienne, le droit commun anglais. » Voilà de beaux états de service auxquels on pourrait ajouter la peinture hollandaise et flamande, la musique et la philosophie des anciennes Allemagnes. Plus loin, le même auteur déclare : « Il n'y a personne qui ait besoin qu'on lui dise ce que l'humanité doit à Athènes, à Florence, à Genève ou à Weimar. » Aujourd'hui encore, la fécondité spirituelle n'est pas en raison de la dimension du territoire. Malgré toutes les entraves que je signalais plus haut, qui sait même si cette pénible nécessité qui astreint les petites patries à rassembler toutes leurs forces, rien que pour la vie quotidienne, n'explique pas l'enfantement du génie dans leur sein; qui sait si une mystérieuse collusion ne produit pas au jour l'être prédestiné là où on le désire davantage? En tout cas si, nous bornant à la littérature, nous jetons les yeux sur ce document international qu'est la liste des récents prix Nobel, nous y relevons en quelques lignes les noms de Maeterlinck, Selma Lagerlof, Knut Hamsun, Carl Spitteler, Yeats...

Ainsi donc la multiplication des petits États, caractéristique de notre temps, n'entraîne pas son appauvrissement économique ou intellectuel. Au contraire, car les hommes étant divers, il est excellent qu'ils réalisent leur diversité sous une forme nationale, et qu'ils se différencient pour mieux s'exprimer. Les petits États permettent à l'humanité

de faire valoir ses nuances; ils lui épargnent d'être uniforme et par là ennuyeuse. Ils donnent un corps aux possibilités profondes de l'Europe. Et si, tout d'abord, ils semblent la fragmenter, on remarque, à y regarder de plus près, qu'ils l'affermissent et contribuent à la réaliser complètement. Lorsque tous les nationalismes auront été satisfaits, il y aura place pour un nationalisme supérieur qui les résumera. Notre vieux continent, ainsi compartimenté et équilibré, prendra conscience de lui-même, et pourra faire face à la concurrence des autres continents. L'hégémonie d'une seule grande puissance, telle que l'Allemagne, selon le précédent napoléonien, la rêvait en 1914, détruirait toute notion européenne. Et le « concert » des grands États d'avant 1914, s'il a rendu des services, serait impraticable aujourd'hui que la Russie et l'Autriche-Hongrie ont disparu et que, d'autre part, de nouveaux facteurs politiques ont surgi. La Société des Nations est justement liée au Traité de Versailles puisque le régime qu'elle institue, de coopération à égalité relative, est le seul compatible avec le système de nombreux petits États qu'il a créés.

***

Une grande nation, riche et expansive, développe presque fatalement une idéologie de puissance. Il faut être un pays de tradition généreuse et de vieille civilisation comme la France pour ne plus croire aux doctrines impérialistes. D'ailleurs il y a eu des impérialismes utiles, à commencer par celui de Rome. Mais enfin il est difficile d'être fort et de ne pas vouloir user de sa force. Les petits États, eux, sont privés de tout entraînement de ce genre, non par leur vertu, il est vrai, mais par leur faiblesse. La plupart ne demandent qu'à vivre tranquilles. Ils ne croient pas à la violence parce qu'ils n'en attendent aucun avantage personnel : c'est l'histoire de tous les scepticismes. Par nécessité ils sont raisonnables, mais n'est-ce pas beaucoup que de l'être même à ce prix, et le sommes-nous autrement dans notre vie privée? J'ajoute que cette habitude de ne pas recourir aux armes les tient encore lorsque, au lieu d'être en

difficulté avec une grande puissance et qui les intimide, ils se trouvent en désaccord avec un voisin aussi faible qu'eux et qu'ils pourraient battre. Il y a vingt ans, certes, la Suède n'aurait pas déclaré la guerre à la Russie. Mais elle ne l'a pas déclarée davantage à la Norvège.

Toutefois, il y a des distinctions à faire. Si la majorité des petits États sont pacifiques, il en est d'autres qui ont le coup de fusil ou de poignard facile. Même aujourd'hui les Balkans inspirent quelques inquiétudes, la Hongrie retentit à chaque instant du bruit des bombes... Mais c'est que les diverses parties de l'Europe n'ont pas évolué à la même cadence. Notre tort est de juger nos contemporains comme s'ils vivaient tous en 1924. Or la chronologie dépend de la latitude. Si la Scandinavie, la Hollande, le Portugal, la Suisse sont calmes, ce n'est pas de nature, c'est parce qu'ils ont accompli les étapes de leur formation et déjà couru les aventures de la jeunesse. Leur impérialisme est derrière eux. Tandis qu'un Lithuanien, même de nos jours, vit son XVe siècle, un Grec en est au XVIe ou au XVIIe. Si l'on se déplace vers l'Est, on s'aperçoit, à la manière d'Einstein, que le « temps historique » ne correspond pas au temps réel. Quand les nations centrales et orientales auront achevé leur crise de croissance, si légitime, elles rentreront dans la définition générale des États plus anciens, et l'Europe sera devenue psychologiquement homogène.

Cependant, s'ils ne peuvent ni ne veulent recourir aux solutions violentes, les petits États ne risquent-ils pas de les provoquer par leur faiblesse même? En se multipliant ils ont étalé des proies tentantes aux yeux de voisins demeurés plus forts ou résolus à récupérer d'anciennes possessions. Ils augmentent les points de friction, donc les chances de conflit. Ce qui était naguère révoltes intérieures ou guerres civiles qu'un gouvernement réprimait au moyen de sa police devient, dans le nouveau statut européen, guerre de nations et de races, qui risque d'enflammer l'Europe entière, puisque tout le monde aura le droit de s'en mêler.

Sans doute. Le cloisonnement et l'enchevêtrement européen rendent l'ensemble plus fragile, mais à la manière d'une machine perfectionnée. Tout mode de vivre a ses périls :

la question est de savoir s'ils l'emportent sur ses avantages. Jusqu'à présent un grand danger pour les petits États était qu'ils paraissaient exceptionnels, voire anormaux : on les tolérait. Mais leur nombre ayant augmenté, les voilà naturels et légitimes. L'idée qu'ils dérangent une symétrie s'évanouit. D'ailleurs, plus ils dureront et prendront conscience d'eux-mêmes, plus ils seront difficiles à avaler pour un conquérant.

Pour un pays puissant, le respect du droit est un luxe. Ce rapport que le droit crée entre deux êtres inégaux en leur imposant, même au plus fort, des obligations pareilles, et en leur concédant, même au plus faible, des privilèges équivalents, ce rapport est une fiction, une conception arbitraire que l'homme projette dans une réalité qui s'en passait. Si tous les hommes, tous les États s'étaient toujours trouvés égaux en forces, le droit ne serait pas né. C'est le faible qui a inventé l'idée de justice, qui a suggéré ce paradoxe d'un équilibre théorique corrigeant une discordance de fait. Comme la douceur désarmée des femmes enseigna aux seigneurs du moyen âge la courtoisie et la loyauté, de même les petits États, par leur seule présence, font parler à tout le monde un langage juridique. Or l'Europe n'est pas seulement un fait géographique et politique, elle implique une civilisation dont le droit est un des éléments essentiels. Là encore les petits États l'aident à devenir ce qu'elle prétend être.

***

Si dans les affaires de ce monde, seules trois ou quatre grandes capitales étaient face à face, nous ne verrions apparaître que des opinions tranchées et qui s'affronteraient avec intransigeance. Heureusement qu'il existe des capitales intermédiaires : elles permettent les transitions, les moyens termes. Depuis longtemps on a reconnu l'utilité des États-tampons, disons mieux, des États-charnières. Sauf la Scandinavie, l'Irlande et le Portugal qui sont excentriques, ils permettent à notre continent de s'articuler; ils servent d'amortisseurs entre les puissances, ils empêchent certaines complicités. Les partages de la Pologne furent des crimes

contre une généreuse nation et aussi des crimes contre la paix générale puisqu'ils établirent le contact entre trois empires militaires : la Pologne ressuscitée donne de la souplesse et du jeu à l'Europe Centrale. Une Rhénanie, si elle était possible, mettrait peut-être un terme à l'interminable duel franco-allemand.

Il ne s'agit pas là seulement de régions pacifiques où les conflits politiques s'atténuent par définition, mais aussi de zones de conciliation, d'explications réciproques. Bruxelles, Copenhague ou Belgrade, du fait de leur position géographique, ne voient pas les choses sous le même angle que Londres ou Rome. Ces déplacements de visée offrent bien des avantages. Si l'Espagne, enfermée dans sa péninsule, éprouve tant de difficultés à se faire comprendre de l'étranger, c'est qu'il lui manque un commentaire vivant, une « marche » intellectuelle qui établirait un raccord entre elle et le reste du monde, — et tel est peut-être le rôle qu'une Catalogne autonome pourrait jouer. La Tchécoslovaquie ne vaut pas seulement pour elle-même : elle est destinée à rendre d'immenses services en maintenant le contact avec la Russie et, plus tard, en habituant les masses slaves à prendre la même température que l'Europe.

Alors que dans les grands pays la frontière apparaît comme une borne lointaine que beaucoup de gens ne verront jamais de leurs yeux, et au delà de laquelle s'étendent des contrées vagues et barbares, elle s'impose à l'habitant d'un petit État comme une réalité familière. Pour lui, une frontière, ce n'est pas seulement la séparation des patries, c'est aussi leur voisinage. S'il déplore que ses propres limites soient trop rapprochées, il constate en même temps qu'elles ne constituent pas de si hautes barrières. D'ailleurs, si le fleuve ou la montagne qui l'enferment étaient infranchissables, il périrait.

Les petits États sont incapables de se suffire à eux-mêmes : voilà pourquoi, plus que les autres, ils ont l'esprit européen. Un Russe peut croire à l'absolu de la Russie, et que sans sortir de chez lui il trouvera ce dont il a besoin. Quel Hongrois s'imaginera que la Hongrie seule est toute la vérité? Un Norvégien, un Yougoslave ont partout des dettes intel-

lectuelles. Pour se cultiver, ils doivent recourir à une bibliothèque internationale et à des voyages[1]. Leur langue maternelle ne leur permettant pas de se faire entendre de beaucoup de gens, les voilà forcés d'en pratiquer plusieurs. Causez avec un Danois ou un Belge, vous serez frappé de la multiplicité de ses points de vue, du nombre de ses relations, du cosmopolitisme de sa parenté. N'étant pas directement impliqué dans le jeu de la grande politique, il lui arrive de recevoir des confidences des clans opposés. Et on les lui communique avec cette naïveté dédaigneuse, mais très révélatrice, que la plupart des hommes témoignent à quelqu'un jugé de petite importance. Mais s'il n'a pas la puissance, il lui reste en tout cas le sourire. Sa nationalité n'exige pas toujours qu'il prenne parti contre quelqu'un. Il sait que des idées, que des mœurs qui ne ressemblent pas aux siennes, ne sont pas, pour autant, ridicules. L'étranger est bien rarement à ses yeux un inconnu, presque jamais un ennemi. Or la possibilité d'être Européen est liée à ce relativisme. Il faut admettre qu'aucun d'entre nous ne détient la seule vérité, ou du moins que les vérités nationales ne se confondent pas avec la vérité universelle. Il faut accepter d'avoir des voisins et que ces voisins soient différents. Mieux : il faut être curieux de ces différences. L'Europe, c'est une collection : avoir l'esprit européen, c'est être collectionneur. Et la curiosité vous mène à l'humanité.

***

On le voit : puisqu'ils manifestent différents aspects de l'Europe, puisqu'il leur est plus facile qu'à d'autres de la concevoir, grâce à leurs curiosités naturelles et à leur désin-

1. « Il faut appartenir à une petite nation — écrit *De Tijd*, d'Amsterdam — pour comprendre la signification des nationalités et les apprécier à leur juste valeur... En Hollande, il n'y a pas un homme cultivé qui ne possède une seconde patrie. La musique, Bach, Beethoven, Weber, Wagner, Mahler, gagne pas mal d'âmes à l'Allemagne. Le génie du commerce et le sens politique des Anglais leur procurent beaucoup d'admirateurs chez un vieux peuple commerçant comme le nôtre. Il y a certes parmi nous des slavophiles... Moi-même je me sens hispanophile. Oui, vraiment, le peuple hollandais trouve agréable l'existence des nationalités. »

téressement obligatoire; puisque, faute de puissance, ils tendent à assurer leur existence grâce à un régime basé sur des contrats, on s'explique que les petits États soient aptes aux tâches nouvelles de l'internationalisme.

Si, depuis un siècle, nous avons assisté à la crue des nationalismes romantiques, nous avons constaté également un besoin croissant de s'entendre entre États. J'ai déjà noté que ces nationalismes, étant plus ou moins satisfaits, cherchent à garantir leurs possessions. Ajoutons que la complexité économique et financière du monde moderne interdit à un pays quelconque de s'isoler. N'oublions pas non plus que le perfectionnement des transports et des transmissions a rendu l'Europe beaucoup plus petite. Ce terme d'internationalisme qui paraissait, il y a vingt ans encore, chargé de foudres, correspond aujourd'hui à une réalité de fait destinée à devenir de plus en plus normale, je dirais presque bourgeoise. Bien entendu il n'exclut pas le patriotisme. Il signifie simplement que les patriotismes ont intérêt à s'associer.

L'internationalisme ne peut se réaliser qu'avec l'appui des grandes puissance. Mais celles-ci ont compris que les institutions de ce régime nouveau devaient être domiciliées dans de petits États, qui ne portent ombrage à personne, et dont les conditions psychologiques sont celles que j'ai essayé de décrire. Il est vrai que l'Institut agronomique siège à Rome et l'Institut des poids et mesures à Paris. Mais Bruxelles abrite l'Institut de droit international, la Haye, la Cour suprême de justice, et c'est à Genève qu'on trouve la Société des Nations, le Bureau International du Travail, le Comité International de la Croix-Rouge, l'Union interparlementaire, l'Union de Secours aux Enfants, l'Alliance Universelle des Étudiants Chrétiens, etc., etc.

Ces institutions n'ont pas été confiées comme de simples dépôts à des États constitués en concierges. Ceux-ci cherchent non seulement à les entourer de sécurité, de sympathie et de respect, mais ils leur offrent une collaboration active. D'ailleurs certains de ces organismes ont été créés par de petits États et en fonction d'eux, ce qui prouve bien qu'ils étaient prédestinés à les comprendre. Ainsi la Croix-Rouge,

qui couvre aujourd'hui le monde et dont les origines romanesques et touchantes sont peu connues, est sortie tout entière d'une « république d'abeilles », la *Parvulissime*, disait Voltaire.

***

Pour illustrer le rôle des petits États en Europe, je voudrais rappeler l'histoire suivante.

En 1868, l'Université de Bâle cherchait un professeur de philologie grecque. Elle arrêta son choix sur un savant qui commençait à être connu, et le nomma sans savoir qu'il n'avait que vingt-quatre ans. C'était Frédéric Nietzsche. Il vint à Bâle, et, tout d'abord, s'y trouva seul. Mais bientôt il rencontra un homme dont il subit profondément l'influence : Jacob Burckhardt. Malgré la différence d'âge ils se lièrent d'amitié en d'innombrables conversations où ils cherchaient à définir l'objet de la civilisation. L'illustre historien de la Grèce et de la Renaissance italienne persuada son jeune confrère qu'à l'orgueil du despotisme, à la tyrannie du nombre, à l'entassement des richesses, il fallait préférer l'individu et son énergie spirituelle. Par l'exemple d'Athènes et de Florence, il lui montra que la source et le modèle de notre civilisation sont dans la Cité.

Si Nietzsche, ensuite, dénonça les tares de l'Allemagne philistine, engraissée et exaltée par sa victoire de 1870, s'il s'opposa, lui tout seul, à ses compatriotes enivrés de puissance, ce fut au nom de ses souvenirs bâlois, ce fut parce que, sur la haute terrasse qui dominait le Rhin encore libre, il avait célébré avec Burckhardt la mission éternelle du petit État.

ROBERT DE TRAZ

PARMI LES LIVRES

Madame de Noailles vient de nous donner un des plus beaux livres de ce temps. Le premier abord déconcertera sans doute plus d'un lecteur. Nous étions accoutumés à un vers ample et rythmé, à une strophe qui respirait comme la poitrine d'une Victoire. Et sans doute on trouvera encore dans le *Poème de l'amour* plus d'une période nombreuse :

Vent pur des nuits, suave abondance, moisson!
Flots d'air frais arrachés aux golfes des étoiles,
Espace palpitant qui fais comme une voile
Se gonfler dans mon cœur les rêves et les sons,

Pénétrez dans la chambre ennemie où repose
Le trésor éclatant d'un beau corps soucieux,
Et ramenez vers moi, plus parfait que la rose,
Le bleuâtre parfum qui flotte sur ses yeux!

Mais les vers de cette forme, pour beaux qu'ils soient, ne sont point ici caractéristiques. Ce qui surprend comme un mètre nouveau, c'est une strophe épaisse et sourde, alourdie de rimes masculines.

Le bonheur d'aimer est si fort,
Étant seul la négation
Du quotidien et de la mort,
Que je n'ai dans ma passion,

Dans cet amour que je ressens,
Vraiment jamais rien désiré,
Rien attendu, rien espéré,
Que mon désir éblouissant.

On s'étonne d'abord de cette poésie sans ailes. Cependant on est frappé de son accent. Ce n'est plus une mélodie qui

s'élève et qui plane. C'est une plainte morne et contenue, un mélange de désespoir, de tendresse et d'orgueil, une douleur déchirante qui ne veut pas être avouée, le gémissement d'une âme repliée. Ainsi souffrait le jeune Spartiate dévoré par le renard. Et le cri étouffé de cette blessure sous le manteau est quelquefois d'un timbre tout à fait rare. Voici trois strophes qui me paraissent de la plus secrète beauté et qui donneront à la fois le ton et le sujet de l'ouvrage :

Tu ne peux rien pour moi, puisque je t'aime,
Un tel amour rend l'autre démuni,
Garde ta force et ta tendresse même,
Sache être pauvre auprès de l'infini.

Je vois souvent ta peine sérieuse
Et la bonté de tes beaux yeux pensants,
Mais que me fait ton cœur reconnaissant?
La gratitude est plus mystérieuse!

Elle est en moi à cause que tu es,
Non point toi seul, mais divers, ample, étrange :
Reste indolent, oublieux, imparfait,
Je porte en moi le soleil qui te change.

Si l'on veut entendre au vrai cet étrange livre, il faut le considérer comme un roman; le roman de deux êtres dont l'un aime avec plus de véhémence, et se donne avec une ivresse de ménade, tandis que l'autre est pour le moins accusé de chérir avec une âme plus tranquille. Je dis qu'il est accusé, car il n'a pas la parole et nous ignorons ses vrais sentiments. Mais nous nous le représenterons un peu froid, d'une bonté désespérante, prêt à s'animer et ne s'animant jamais, tendre assurément, mais avec indolence, et calme dans cette tempête. C'est le roman de la mer et du rivage. Ici toute la frénésie des vagues et là un sable uni.

Il est probable qu'entre cet élément orageux et cet élément stable, il a dû se faire quelques échanges sans aménité. Cependant, quand le livre commence, cette période instable est révolue; la situation est acceptée, sinon sans regret, au moins sans révolte. L'amoureuse ne dit plus : « Aime-moi davantage. » Mais au contraire, résignée à tout donner et à ne rien recevoir, elle proclame qu'il en est bien ainsi; et elle se contente d'être un bûcher brûlant.

Je n'ai besoin de toi, que toi-même! sans l'âme,
Sans l'amitié, la voix, le plaisir, le bonheur!
Hélas! de t'avoir vu triste m'a fait si peur
Que de ton cœur muet mon désir ne réclame

Que l'humble instant sans paix, sans consolation,
Où mon esprit troublé, qui meurt de passion,
Contemple avec une ample et radieuse aisance
Le miracle restreint de ta triste présence...

Si cette résignation, exprimée en termes parfaitement désagréables pour l'amant glacé, était constante, le livre se réduirait à peu de poèmes. Mais quelquefois un beau cri de regret et de douleur indignée échappe : « Je n'avais pas mérité cela! » Elle reconnaît qu'il a été ce qu'il pouvait être, rien de plus. Elle le compare à un soir d'automne, « à un beau morceau pensant d'azur glacial et juste ». Mais était-ce vraiment assez pour elle?

Mais pour cet esprit royal
Qui disposant du mystère
Avait dans ton poing frugal
Mis le sceptre de la terre,

Était-ce vraiment assez,
Vraiment la comble mesure
De ma bachique blessure,
Ce pauvre amour que tu sais!

Tout l'ouvrage est enfermé entre ces deux limites : la passion et le désir; la passion contente de ses propres flammes et le désir tourmenté, anxieux, plein de regret, de reproches et, comme dit madame de Noailles, de hargne. De sorte que le *Poème de l'amour* pourrait être comparé à un morceau de musique écrit sur deux thèmes : le premier égal et ardent avec sérénité; le second contourné, douloureux, instable et prenant mille formes.

Le premier thème signifie : Je t'aime et il me suffit de t'aimer. Ce qui donne pour variantes : Tu n'as aucun tort. Tu n'es pas responsable d'avoir tes yeux. Ce faible amour dont tu es capable a sa douceur. Songe, si tu m'avais aimé comme je t'aime, à ce qu'eût été cette tempête. Acceptons l'amitié. Je ne suis pas jalouse des femmes qui te plaisent. Ne parle

pas. Je crains ta parole plus que je ne souffre de ton silence. Puissé-je mourir en brûlant!

Le second thème signifie : Les dieux de l'azur me regrettent. Puisque tu me suffis, j'ai perdu l'univers, qui était mon royaume. Tu as tué mon enfance, qui subsistait dans mon cœur. Tu as tué la beauté de ma jeunesse, et maintenant tu détruis ma vie. Ne comprendras-tu jamais ce que je t'offre? Tu vois bien que je meurs. Je meurs de froid.

Le travail thématique est le développement varié, vivant, pathétique, de ces deux idées. Mais tout à coup la seconde se dédouble pour ainsi dire, et engendre un thème nouveau, qui est le désir de ne plus aimer :

> Ah! j'aurais besoin que parfois,
> Dans une calme et longue aurore,
> L'univers m'apparût sans toi,
> Et ne t'eût pas fait naître encore.

Et ce thème se développe à son tour avec une subtilité extrême. L'amante anxieuse, mais clairvoyante, inscrit le moment où elle croit aimer moins, parce qu'elle a moins bien compris son amant. Car l'esprit, en prenant possession d'un être qui lui est parfaitement clair, rend plus sensible et plus douloureuse l'impuissance du cœur à s'en emparer à son tour. Et à l'inverse, on cesse plus facilement d'aimer quand on ne comprend plus. D'autres fois elle s'exhorte à ne pas aimer. Elle se réfugie dans l'avenir. Elle attend que la beauté de celui qu'elle aime soit flétrie. Elle l'imagine vieux et fatigué, dans quelque humble retraite, et qui songe alors à l'amour dont elle l'aima. Quelquefois un espoir : elle a échappé à sa hantise et à sa possession, elle a entendu de nouveau le silence du printemps. Mais elle ne pense pas vraiment à cette délivrance, et il est douteux qu'elle la souhaite. La fin de l'amour, c'est la mort même, et quelques graves accords, où l'amour et la mort paraissent l'un et l'autre, forment la cadence finale et achèvent la symphonie.

***

Des vers, écrits dans la jeunesse, sont une lecture charmante. Qui leur ferait grief de leurs défauts? On écoute, on tâche de

surprendre un accent juste et fin, un motif heureux. On attend le passage le meilleur, pour fonder les espoirs de l'avenir. C'est ainsi sans doute qu'il faudrait juger toujours. Ce qui importe, d'un poète, c'est le meilleur vers qu'il puisse écrire. Et la critique la plus juste est presque toujours la plus généreuse.

Comment s'étonner si les poèmes que M. Pierre de Régnier a nommés avec une gracieuse modestie *Erreurs de jeunesse* ont des pages encore indécises? Il suffit qu'ils en aient de charmantes. Le sonnet liminaire est tout à fait joli :

> Je suis l'amour, madame, aux pieds de la beauté.
> Je suis l'amour qui chante avec le crépuscule,
> Je suis l'amour tout court, par un a minuscule,
> Drapé dans un manteau couleur de nuit d'été....

Si je ne me trompe, on peut reconnaître dans l'histoire poétique de cette adolescence, trois moments. Il est bien entendu que c'est là un classement et non une chronologie. Mais enfin les choses semblent se passer ainsi. Premier moment : un enfant bien doué, né du sang des poètes, compose de petits poèmes héréditaires, qu'il emprunte à son père et à son aïeul, aussi naturellement qu'il leur a pris ses traits. Écoutez cette chute d'un sonnet si légitimement hérédiesque :

> Et seul, dans le jour calme où gravement il rôde,
> Un paon épanouit au ciel oriental
> Son innombrable œil d'or sur un fond d'émeraude.

Voici maintenant des vers dans la manière paternelle. On se rappelle ce balancement, ce bruit de branche inclinée et redressée que faisaient si souvent les vers des *Jeux rustiques et divins*. L'alexandrin était fait de deux images opposées et pareilles et un hémistiche se mirait dans l'autre. A son tour Pierre de Régnier souhaite de voir encore

> Le soleil automnal s'endormir sous les arbres,
> La lame qui se lève au fond de l'eau qui dort,
> Tandis qu'au loin, derrière un balustre de marbre,
> La nuit d'argent descend sur la campagne d'or....

Avant lui, Reboux et Muller, composant un *A la manière*

d'Henri de Régnier l'avaient achevé par un vers tout semblable :

.... De son ventre d'argent à son râtelier d'or.

Second moment. Le jeune poète, qui a reçu dans ses sabots de Noël la lyre et certaines façons de la faire sonner, se trouve avoir à son tour quelque chose à dire. C'est l'âge ingrat et charmant tout ensemble, où il va répéter, non plus ce qu'ont dit son père et son aïeul, mais ce que redit, depuis l'origine des temps, l'inquiète adolescence. Il est un temps de leur vie où tous les hommes repassent l'année 1830. Ce temps, pour Pierre de Régnier, est advenu vers 1917. Il a dix-huit ans. Il mussettise avec beaucoup de grâce, et avec une désinvolture sentimentale alternée d'éloquence. Il songe au premier baiser de l'amour qui vient de finir :

Quatre mois ont passé. Quatre mois ridicules
Dont un d'un désir fou qui n'a pu s'apaiser;
L'autre de notre amour en fut le crépuscule :
J'ai bu tout mon bonheur dans ton premier baiser.

Et l'autre jour, après la terrible soirée
Où la dernière fois j'ai pleuré dans tes bras,
Je me suis arrêté par une nuit dorée
Sur la place où je t'ai embrassée autrefois....

Tout y était pareil... La lune indifférente
Montait paisiblement dans le ciel printanier,
Et j'ai revu passer une étoile filante
Qui disparut très vite entre les marronniers....

Le trottoir était blanc comme un morceau de toile
Et le ciel était vert comme un bouquet d'été...
Mon pauvre amour vient entre ces deux étoiles
Et ma jeune douleur pleure sur ta beauté...

Tout y était pareil, ô Musset! Et la lune, et le ciel printanier, et les étoiles filantes, et les larmes : tout cela fait des vers assez veloutés, mais d'un sentiment si universel qu'ils peuvent être considérés comme anonymes.

Troisième moment, enfin. Ces sentiments communs à toute la jeunesse vont prendre un certain accent et déceler un certain caractère. Le poète a lui-même le sens assez vif de ce changement.

O mes chers sentiments romantiques et sombres,
Dormez sous l'aile close à jamais de l'amour...

Mais quel est ce caractère nouveau qui va être sa signature? Il est assez malaisé de le préciser. Un sens fantasque, railleur et pittoresque :

Ses mains avaient le ton de châtaignes mal cuites,
Ses dents étaient vert clair comme une nuit de mai,
Et son sourire aigu qui venait d'Amérique
Avait l'humidité d'un muscat violet.

L'amusement de mêler les images modernes, la poésie éternelle, les noms de couturiers, les épithètes divines, et de secouer ce cocktail :

Levez-vous : sur votre peau mate
Mettez du chypre d'Atkinson,
Prenez un grand bain d'aromates
Et sortons enfin du Carlton.

Imaginez maintenant que ces trois moments que nous avons reconnus, au lieu de faire une suite bien divisée dans le temps, se mêlent au contraire, avec des anticipations et des retards, de telle sorte que la tendresse juvénile survive dans l'humour. Il y a, aux Arts Décoratifs, un charmant petit manteau vénitien, couleur de rose sèche, fermé par des loups de velours noir. Imaginez qu'il sente l'*abdullah*, le bar et l'essence, qui sont les parfums de nos jours. — Mais surtout représentez-vous que ces vers, un peu inégaux, sont animés par la divine jeunesse, comme un vol d'oiseau, où il y a aussi quelques ailes faibles cachées et soutenues par les autres et qu'un même souffle apporte un matin, sur la mer, comme la promesse du printemps.

***

M. Estaunié s'est fait le romancier des drames souterrains, que les paroles révèlent à peine. Comme le théâtre, s'il y va, doit le faire souffrir! En scène les personnages ne ressentent rien qu'ils ne disent ; ils ne pensent que quand ils parlent, et encore pas toujours. Les personnages de M. Estaunié, au contraire, emprisonnent sous de longs silences leurs passions et

leurs secrets. Ces passions vives, les régions claires de l'âme leur étant interdites, creusent leurs souterrains dans les zones profondes. La catastrophe qui se produit tout à coup est un effondrement.

Le romancier a essayé cette fois de peindre, et le titre, le *Labyrinthe*, le dit assez, le cheminement d'un mensonge. La difficulté était grande de forger un mensonge assez robuste pour résister durant tout un livre aux forces de la vie. Car le mensonge est aérien, fragile, tendre aux réactions, facile à oxyder. C'est pourquoi les romanciers ou les dramaturges qui peuvent peindre les longs effets du mensonge, ont soin de le soustraire par l'oubli aux forces destructives, et de le conserver ainsi intact jusqu'au jour du drame. C'est ce qui a été fait cent fois. L'originalité de M. Estaunié est, au contraire, de mettre le mensonge, aussitôt formé, aux prises avec la vie. Il fallait le construire assez vigoureux pour qu'il tînt bon. Voici ce que le romancier a imaginé.

En 1881, François Pesnel, banquier au Puy, a fait faillite. Sa sœur, Mme de Castérac, a été la cause dernière de la catastrophe. La veille du malheur, à un moment où Pesnel se croyait sauvé, et l'était sans doute, elle exigea soudain d'être remboursée de 200 000 francs. Il fallut vider les coffres et accepter le désastre. Moins de quatre ans plus tard, François Pesnel, réfugié à Paris, mourait, tué par le chagrin.

Son fils, Jean Pesnel, avait treize ans au moment de la faillite, dix-sept quand son père disparut. « Se devinant perdu, écrit-il dans le roman qui est sa confession, mon père m'a fait venir, m'a contemplé longuement, comme pour mesurer d'avance une loyauté fille de la sienne, et puis a dit : « Je ne te laisse qu'un bilan et une liste de dettes : jure que tu prends ma place et feras le nécessaire pour les anéantir. »

Les années passent. La mère de Jean s'est remariée avec M. Cabriès. Elle a un fils, André. Elle est morte et le second mari disparu à son tour. Jean Pesnel, resté seul avec l'orphelin de six ans, son dernier frère, l'a élevé, en a fait un savant et un honnête homme. Et ce petit André, après s'être bien battu, est allé chercher fortune en Amérique.

Pourquoi ces complications? dites-vous. Vous le verrez sur l'heure. Il faut qu'il y ait entre Jean et André des sentiments

fraternels, mais point d'intérêts communs : c'est le postulat du roman. M. Estaunié en a donné une formule élégante.

Jean Pesnel, né en 1868, a maintenant passé la cinquantaine. Une lettre l'appelle au Puy. Il apprend qu'il hérite de sa tante, madame de Castérac, morte sans laisser de testament. La fortune retrouvée lui permet de tenir son serment, et, à la stupeur du notaire Bourdoin, son camarade d'enfance, il donne avant tout l'ordre de rembourser ceux qui ont été lésés en 1881 par la faillite de son père. Il va ensuite s'installer au château de Combaleyres, où sa tante est morte. Le 12 juin, il met par hasard la main sur le paroissien de sa tante, et ce papier s'en échappe :

Je donne après ma mort tous mes biens, meubles et immeubles, à Alice de Vaubajour, qui m'a servie correctement.

COMTESSE DE CASTERAC

Combaleyres, 26 *novembre.*

Cette Alice de Vaubajour a été la demoiselle de compagnie de madame de Castérac, qui ne l'aimait guère. Que faire? Porter le testament au notaire et restituer? Mais, en remboursant les créanciers de 1881, Jean a déjà écorné son nouveau patrimoine. Le procès de réhabilitation est, je crois, commencé. Ainsi l'œuvre de toute la vie de Jean, celle qu'il a juré d'accomplir par un serment à son père mourant, se trouve de nouveau aénantie. Et par qui? Par cette même madame de Castérac, qui une première fois a ruiné son frère, et qui, maintenant, dépossède son neveu? Et au profit de qui, encore? Qui est cette Alice de Vaubajour? Une aventurière peut-être.

C'est ce point que Jean résout d'élucider d'abord. C'est le premier compromis qu'il accepte, le premier prétexte que se donne, pour ne pas agir droit, ce dernier fils de l'auteur de l'*Empreinte*. Il remet le testament dans le paroissien et le paroissien sur la tablette. Il faut confesser que l'imprudence est extraordinaire, et qu'il pourrait mettre le paroissien sous clef. Et il part pour Brioude, où résident les Vaubajour. Le père est un coquin, la sœur est un monstre : mais Alice est exquise. Et Jean trouve avec sa conscience un nouveau biais assez singulier : il épousera Alice.

Ils s'aiment. Cette fois le réseau où Jean est pris est soli-

dement noué, et l'auteur peut déchaîner la catastrophe. Cette catastrophe est la plus simple du monde. Jean s'aperçoit que le testament a été découvert en son absence. Mais par qui? Par Alice? Par la vieille domestique Rose? Par la sœur d'Alice? M. Estaunié excelle à décrire ces tortures du soupçon, ces drames qui se jouent dans les yeux, ces intonations violentes sur des paroles banales, ces orages qui se défont. Il a mis toute l'âcreté de son style à empoisonner son triste héros.

La vérité vaut mieux que ces doutes. Jean se décide au sacrifice : il rendra la fortune usurpée (il l'a déjà en partie rendue à Alice par une donation). Il porte le testament au notaire Bourdoin, qui lui répond : « Ce testament est nul. L'année n'y est pas inscrite. » Jean respire. Il suffit de raconter à Alice qu'il vient de trouver un brouillon, un projet écrit par madame de Castérac, qu'il l'a montré à Bourdoin, et que celui-ci l'a trouvé sans valeur. Le livre est fini. Seulement pourquoi Bourdoin commet-il à ce moment une légèreté aussi incroyable que celle de Jean? Ce papier inoffensif, puisqu'il n'est pas daté, il le déchire en morceaux. Quelle est cette folie? Comment Jean pourra-t-il prouver que le testament ne valait rien ?

C'est que, dans le moment même que le drame paraît dénoué, M. Estaunié en tend de nouveau les ressorts. Cette idée lui est apparue qu'un mensonge réparé, qui a fait place à la vérité, qu'un mensonge mort, si l'on veut, gardait une étonnante puissance de nuire. On ne se débarrasse jamais d'un mensonge qu'on a fait. Il est immortel comme le crapaud. En raison de quoi, dans une dernière partie, où le drame à force de se compliquer devient un peu confus, mais où il reste violemment pathétique, M. Estaunié a infligé à Jean deux nouvelles épreuves.

La première, ce sont les soupçons d'Alice elle-même, non exprimés, mais pressentis et devinés, et dont l'ombre se reforme à peine dissipée. Cependant à toutes les demi-questions que lui pose son mari, Alice répond en niant ses doutes et son propre supplice; et ainsi le mensonge de Jean engendre le mensonge chez sa femme. Ce qu'il fallait démontrer.

La seconde épreuve est amenée de loin. Vous vous rappelez ce demi-frère de Jean, cet André Cabriès qu'il a élevé et qui est en Amérique. André, apprenant le mariage de Jean, plus que

cinquantenaire, avec une demoiselle de compagnie, dont il ne sait rien, revient brusquement et commence une enquête au Puy, Le seul résultat est qu'il se fait surprendre par son frère. Profondément blessé, Jean accueille pourtant cet enfant ingrat. Mais bientôt il est tourmenté d'une autre inquiétude. La première vue a dissipé les préventions d'André contre sa belle-sœur. La sympathie naît, et avec elle la jalousie de Jean. « Comme ils sont jeunes ! » songe-t-il. Et voyez l'enchaînement. Ayant menti à sa femme, ne sachant pas jusqu'à quel point elle a pénétré son mensonge, mais persuadé qu'elle ne l'aime plus, Jean doit soupçonner qu'elle aimera André. Ainsi, cette fois encore, le mensonge, vivace comme une racine dont on ne peut nettoyer la terre, refleurit en nouveaux malheurs. — C'est logique. C'est possible. Mais c'est vraiment beaucoup. Et il faut que M. Estaunié aie l'esprit inquiet.

Je ne vous parle pas de dénouement. André, qui se voit soupçonné, retourne en Amérique. La généreuse Alice, pour restaurer à son foyer la vérité et la paix, confesse les doutes que cachait son silence. Elle libère son âme par la confession. Jean, au lieu de la payer de retour, persiste à lui faire croire qu'il n'a trouvé le testament qu'après le mariage. M. Estaunié a été pris entre le mensonge corrupteur et la vérité destructrice. Si Jean se confessait à son tour, il est vrai qu'il libérerait son âme, mais à quel prix ! Il lui faudrait avouer qu'il est venu à Brioude poussé à la fois par les remords et par le désir de garder le bien usurpé. Alice se dirait : « Il ne m'aime pas. Il ne m'a épousée que pour apaiser sa conscience. » Un nouveau drame commencerait. Du même coup, M. Estaunié serait obligé de reconnaître que la vérité est mère des tragédies tout autant que le mensonge. Il a hésité devant ces complications. Il a jeté les époux dans les bras l'un de l'autre, et il a terminé là son ouvrage.

***

C'est un livre très curieux, plein de mérite et de talent, que M. Maurice Genevoix a intitulé *Euthymos, vainqueur olympique.* M. Genevoix s'est fait connaître pendant la guerre, si je ne me trompe, par un émouvant récit : *Sous Verdun*, que M. Lavisse

avait présenté au public. Depuis lors, il a publié d'autres souvenirs de guerre et des romans. Celui-ci est une peinture très poussée et très intelligente à la fois, et un effort considérable pour faire revivre Olympie, les jeux, les pèlerins, les athlètes, les dieux.

Il est trop évident que le danger d'un tel livre est d'être littéraire. Le premier soupçon qui vienne à l'esprit, c'est la prévention du flaubertisme. Et de fait, on ne peut pas jurer qu'il n'y ait çà et là quelque souvenir un peu trop précis de Salammbô. Ce sont surtout des touches, des procédés, des formules, hérités du vieil enchanteur normand. Quand le cortège des athlètes se dirige vers Olympie, chacun, en voyant le fleuve Alphée et la fertile Elide, songe à sa propre patrie :

> Euthymos revoyait les collines de son pays, les buttes de sable et d'argile blanche, et les marais craquelés où foisonnent le carex et la prêle. Et l'Athénien songeait à son aride patrie, aux lignes sèches de la terre sous le soleil dévorant, aux oliviers gris de poussière; le Grec des îles, aux rocs des marbres étincelants qui plongent leurs pentes abruptes dans la mer implacablement bleue; et le Grec des montagnes, aux gorges où les torrents bondissent et grondent, à l'âpreté des crêtes où tourbillonnent les vents douloureux.

Il est bien difficile de ne pas évoquer le dernier rêve que les Mercenaires dédient à leur patrie... « Et les Celtes regrettaient trois pierres plates, sous un ciel pluvieux, au fond d'un golfe plein d'îlots. » Mais ces réminiscences sont rares et elles ne choquent point. Ce sont les prémices du livre nouveau, un sacrifice aux dieux paternels. Et si quelques passages rappellent aussi l'ample phrase des *Martyrs*, qui s'en plaindra?

Là n'était pas la difficulté. Dans un livre fondé sur l'érudition et animé pourtant d'un souffle vivant, le vrai labeur était de fondre ces deux éléments, et que le métal et le feu ne fissent qu'un. Un archéologue qui se fait romancier se condamne au travail de Prométhée. M. Genevoix l'a très heureusement accompli.

S'étant donné pour tâche de ramener au jour les jeux de la soixante-quatorzième olympiade, il disposait tout d'abord d'un élément demeuré invariable. Le paysage d'Olympie ne doit pas différer beaucoup de celui qu'ont regardé en se rendant au stade Euthymos et Theagenes. Et sans doute

M. Genevoix a vu, comme eux, le fleuve, les îles fleuries de lauriers roses, et les rives ornées de peupliers blancs. Quant aux monuments, il disposait aussi de documents assez nombreux pour les reconstituer, et il a fait de belles descriptions du Zeus de Phidias, ou du monstrueux autel où les marches sont taillées dans la cendre même des sacrifices. — Restent les hommes; et c'est là qu'il faut se refaire une âme grecque. Il me semble que ce travail, le plus difficile de tous, est justement celui par quoi M. Genevoix est le plus original. Son roman nous montre les Grecs tels qu'ils étaient, sur une terre où les dieux étaient sans cesse mêlés aux mortels. Il est vrai que la tâche lui était rendue plus aisée par la qualité même de ses personnages, qui sont des athlètes, héros sans doute, mais d'esprit essentiellement conservateur, qui croient, dur comme leurs poings, aux fables pieuses et qui détestent les sophistes. De ceux-ci, un seul, Hérodore de Locres, joue un rôle, et ce rôle est détestable.

Quand les athlètes sont entre eux, quand Euthymos repose dans la montagne près de son entraîneur, le puissant Anthaeos, la raison et le doute exécrables ne dérangent pas le bon vieux monde où ils vivent :

La nuit semblait peuplée de dieux. Devant eux, sur l'horizon de la mer ténébreuse, une lueur rouge s'élevait dans le ciel, par instants déchirante et fumeuse, et par instants jaillissant plus violente dans un flamboiement de fournaise : ils entendaient alors une longue rumeur gronder aux entrailles de la terre; et le rivage tremblait au-dessous de leurs corps, comme ébranlé au choc de marteaux monstrueux, au vacarme d'une forge profonde hantée de forgerons géants. Et vers leur gauche aussi, par delà Rhegion et Messine, une autre lueur rougeoyait dans le ciel : et dans la nuit sonore retentissait au loin le labeur formidable des dieux.

— Héphaistos, disait l'alipte, doit être pressé de besogne : sous l'île Ronde et sous l'Etna, ses kyklopes ne chôment point.

Il disait cela du ton d'une causerie tranquille, comme un passant dans la cité parle du forgeron installé au coin de la rue. Et il salua de même, ainsi qu'une chose familière, l'éveil des vents qui couraient sur la mer.

Comment les athlètes n'auraient-ils pas cette foi familière aux dieux puisqu'eux-mêmes descendent des dieux? Euthymos de Locres est le fils du fleuve Cœcinos, dans le lit duquel (c'est le cas de le dire) sa mère s'est baignée imprudemment.

Theagenes de Thasos descend d'Héraclès, et le jeune Sostratos de Sicyone, né à la fin du ve siècle, est le fils d'Asclepios, que sa mère a prié une nuit. Qui s'étonnera donc qu'Euthymos, pour délivrer Cymothoé qu'il aime, livre combat dans les ténèbres au démon Alybas, le prenne à la corde, et le précipite, ficelé, dans la mer, ce qui a l'avantage de faire disparaître les traces du combat?

Ces fils des dieux sont eux-mêmes immortels. Le vieux Milon de Crotone, sous le nom d'Antacos, erre à travers la Grèce, vêtu comme un pèlerin pauvre. Il choisit les meilleurs des jeunes gens, pour les élever à la dure et faire d'eux, à leur tour; des vainqueurs olympiques. Fable ou vérité? L'effort des sophistes a été vain. En retrouvant dans le livre de M. Genevoix les légendes qui expliquaient le monde aux contemporains de Socrate, vous vous aperceyrez que vous y croyez encore.

***

La place me fait défaut pour vous parler du beau livre de M. Savignon, la *Tristesse d'Elsie*, et aussi de l'excellente traduction que M. Thiébaut vient de donner de *Mare Nostrum* d'Ibañez. Nous en reparlerons prochainement.

HENRY BIDOU

LE CARTEL DES GAUCHES

ET

LA CONFÉRENCE

Le Cartel des Gauches a fait à Londres sa politique : il l'a faite longuement, laborieusement, au cours d'une conférence qui a duré tout un mois. On peut regretter qu'il ne se soit pas montré plus habile : mais on ne peut pas s'étonner de ce qu'il a accompli, puisque c'était son programme et sa raison d'être. La Conférence de Londres, considérée dans son ensemble, a deux résultats : l'un est l'adoption du plan Dawes, et c'est là la conclusion à laquelle n'importe quel gouvernement aurait nécessairement abouti; l'autre est la liquidation de l'affaire de la Ruhr, et c'est là l'œuvre propre du Cartel des Gauches.

Entre les deux questions, plan des experts et évacuation de la Ruhr, il y avait une liaison évidente. Mais la manière de comprendre le rapport qui les unissait impliquait toute une politique. Quand le cabinet Poincaré a décidé en janvier 1923 l'occupation de la Ruhr, il a pris soin d'indiquer que c'était là un moyen de pression et par conséquent une mesure provisoire; il ne pouvait subsister aucun doute sur ce fait que l'opération devait avoir un terme. Seulement quand le même Cabinet Poincaré au début de l'année 1924 a accepté le plan des experts, il a déclaré qu'il évacuerait la Ruhr lorsque le plan serait appliqué et au fur et à mesure qu'il produirait des résultats effectifs. L'originalité de M. Herriot consiste à avoir promis sans condition que la Ruhr serait évacuée complètement dans

l'espace d'un an. L'occupation de la Ruhr était le gage que nous gardions, en attendant l'exécution du plan Dawes. Elle n'est plus rien, et il n'importe pas beaucoup qu'elle dure quelques mois de plus ou de moins. M. Herriot, après avoir cédé matin et soir sur la plupart des points, s'est soudainement obstiné sur le délai d'un an. Les Anglais, les Américains, tous les Alliés ont soutenu M. Herriot, dans cette bataille de prestige, et les Allemands eux-mêmes ont consenti. On les comprend tous sans peine. Du moment qu'ils obtenaient la promesse sans condition de l'évacuation de la Ruhr, ils pouvaient sans risque se montrer conciliants sur le délai, ils avaient l'essentiel, et l'inespéré : l'objet de la négociation était atteint.

M. Herriot ne savait peut-être pas en partant pour Londres qu'il irait si loin dans la liquidation. En tous cas, il ne l'a pas dit. Il avait même dit quelque chose de différent. Avant la Conférence, il semblait entendre que la question de l'occupation de la Ruhr ne serait pas posée. Au Sénat, le Président du Conseil avait paru considérer que la Ruhr ne serait pas évacuée avant que le plan des experts fût mis en œuvre. Le Palais du Luxembourg retentissait encore des paroles de M. Poincaré, et M. Herriot n'avait pu moins faire que d'en recueillir l'écho. Mais à Londres, il a trouvé d'autres palais et il a entendu d'autres voix. M. Herriot a-t-il vraiment cru qu'il se tirerait de la Conférence sans qu'ait été posée la question de l'évacuation? Ce serait bien ingénu. A-t-il préféré se donner l'apparence d'un homme qui se laisse arracher une à une toutes les concessions auxquelles il se sent condamné d'avance? Ce serait très maladroit. Toujours est-il qu'il a trouvé à Londres d'abord les banquiers, puissance internationale qui prend tout son éclat sous les gouvernements travaillistes et radicaux-socialistes, et que les banquiers n'ont pas caché leur désir de voir l'Allemagne libérée de toute gêne dans la Ruhr. Ensuite, il a trouvé M. Mac Donald, courtois et impitoyable, qui a insisté pour qu'on étudiât l'évacuation. Enfin il a trouvé les Allemands eux-mêmes. Si bien qu'il a fait toutes les choses dont il n'avait pas annoncé l'intention : il a accepté la discussion sur l'évacuation de la Ruhr; il a fixé dans les pourparlers avec les Belges un délai de deux années dont il n'avait pas été question précédemment; finalement il a réduit ce délai de

deux années à une seule sans condition. La Conférence de Londres a été comme une vaste et puissante machine qui lui a pesé sur le corps.

Lorsque l'histoire des conventions qui ont eu lieu depuis un mois nous sera exactement connue, nous nous expliquerons sans doute bien des choses qui demeurent présentement inintelligibles. On aurait pu imaginer que M. Herriot prît hardiment lui-même l'initiative des décisions auxquelles il savait bien qu'il allait consentir. Homme nouveau, chef d'un parti nouvellement arrivé au pouvoir, il était libre de dire qu'il apportait des conceptions personnelles : il acceptait le plan Dawes, et il renonçait à la politique de la Ruhr. Mais il était libre aussi dès lors de proclamer avec d'autant plus d'énergie que, s'il ne lui convenait pas de poursuivre la politique de la Ruhr, jamais ni son parti, ni aucun parti avancé n'admettrait la moindre atteinte au traité de Versailles et en particulier aux dispositions qui touchent la rive gauche du Rhin, garantie de notre sécurité. Ce n'est pas ainsi que M. Herriot a compris son rôle. Il s'est montré systématiquement conciliant; il a évité tout ce qui pouvait sembler revendication. Le plan Dawes est un plan financier qui laissait de côté, comme nous l'avons déjà remarqué, toutes les questions politiques. M. Herriot a donc admis qu'il ne fût question à Londres ni des dettes interalliées, ni de la sécurité; nous nous sommes contentés de la promesse de futures conférences à ce sujet. Nous nous sommes contentés de même de la promesse d'un accord commercial franco-allemand. Mais M. Herriot a admis aussi qu'une question politique et une seule ait été abordée et résolue à Londres : nous évacuerons la Ruhr dans un an, et le gouvernement n'a pas réclamé de contre-partie. On ne peut rien concevoir à ce qui s'est passé, si l'on ne remarque pas qu'au fond le Cartel des gauches a entendu inaugurer toute une politique et donner par la prodigalité de sa bonne volonté une direction entièrement nouvelle à la diplomatie française; il a voulu faire de la conciliation internationale.

***

Nous avions essayé, jusqu'en janvier 1923, de la politique interalliée; depuis janvier 1923, nous avions essayé de la politique d'action isolée; depuis l'avènement du Cartel des gauches, nous entrons dans la politique inspirée par l'esprit international. L'Angleterre a un Cabinet travailliste; la France a un ministère radical-socialiste, dominé par le parti socialiste qui n'en fait pas partie. La doctrine socialiste ici et là veut qu'on en finisse avec la politique de la Ruhr. Il se trouve en outre que la doctrine concorde merveilleusement sur ce point avec les vues traditionnelles de la politique britannique, et M. Ramsay Mac Donald est appelé par ses convictions à accomplir une œuvre qui ne peut déplaire à lord Curzon. Il se trouve d'autre part qu'en France la situation est un peu différente, et que la liquidation de la Ruhr dans les conditions où elle s'accomplit est loin d'être approuvée par tous : mais le Cartel des gauches n'est pas un parti à se laisser intimider par cette objection, et on peut dire que l'occasion qui se présente est unique, car les socialistes sont assez puissants pour faire taire les derniers scrupules des radicaux, et pour décider le ministère à trancher dans le vif. La question de la Ruhr, qui a surgi à la fin de la conférence de Londres, en était en réalité l'objet fondamental. Déjà, lors de la discussion sur le plan des Experts et les sanctions, tout l'effort des Anglais avait porté sur les dispositions qui rendaient pratiquement impossible à l'avenir une opération analogue. Le dernier acte de la conférence a été de mettre fin à l'opération en cours.

Quand on songe — rétrospectivement déjà — à l'occupation de la Ruhr, on se rend compte de l'importance qu'une pareille mesure a prise aux yeux du monde entier. Les Anglais nous ont regardés sans rien dire; les Belges se sont même associés à nous. Mais, malgré le silence des premiers et la coopération des seconds, notre entrée dans la Ruhr était pour l'opinion universelle un acte d'audace et d'énergie qui paraissait troublant. Nous-mêmes nous ne l'avons accompli qu'à la dernière extrémité. Pourquoi la politique interalliée de M. Briand a-t-elle paru à la fin de 1921 insuffisante à une partie de l'opinion publique? Parce que M. Poincaré, par ses écrits,

avait alors donné à entendre qu'il y avait mieux à faire, et toute la nation a voulu qu'il essayât. N'ayant rien obtenu en 1922, M. Poincaré a passé en 1923 à l'acte. Comme tous les actes, l'occupation de la Ruhr, une fois faite, avait la vertu de ce qui est accompli et de ce qui peut produire des résultats. Mais il fallait du temps; il fallait que la politique intérieure et la politique extérieure fussent accordées; il fallait pouvoir attendre, puisque l'occasion de septembre 1923 avait été perdue, l'heure des négociations du plan Dawes, durant lesquelles la possession du gage de la Ruhr donnerait un élément essentiel. Les élections du 11 mai ont tout emporté. Les commentaires sur ce qu'aurait pu donner ou ne pas donner la politique de la Ruhr sont bien superflus : le 12 mai, cette politique était virtuellement terminée.

Restait le fait matériel de l'occupation, dont le Cartel des gauches pouvait aisément tirer parti. Nous reconnaissons qu'il avait bien ses difficultés, et qu'il ne pouvait même pas aisément revenir à la politique interalliée de M. Briand. La Conférence de Cannes, le projet de pacte avec M. Lloyd George étaient bien loin, et on n'avait guère de chance de revenir sur le passé ; plus d'un, parmi ceux qui jadis avaient trouvé bien minces les résultats obtenus par M. Briand, pouvait les regretter en voyant arriver M. Mac Donald et M. Herriot : il était trop tard. Mais il était encore temps pour le Cartel de s'apercevoir que l'occupation de la Ruhr agissait comme un épouvantail et qu'il avait là un bien bel argument. La politique du Cartel consistait certes à ne pas s'attarder dans la Ruhr : mais n'était-il pas naturel qu'elle tînt compte de l'opinion politique? N'était-il pas naturel que M. Herriot voulût annoncer à la France quelque bonne nouvelle en même temps que le sacrifice? Rien de pareil. Il a semblé au contraire que le Cartel des gauches fût décidé à accorder tout ce qui lui serait demandé. M. Herriot, par une innovation audacieuse, s'est même servi de quelques ovations qu'il avait eues à la gare, lors de son séjour à Paris, pour laisser entendre qu'on ne lui faisait pas d'objection et que toute la France était avec lui. C'était une grande intrépidité dans la généralisation, et, ce qui est plus grave, c'était une singulière méthode diplomatique.

Tout s'est passé comme si M. Herriot et le Cartel des gauches avaient avant tout la préoccupation d'effacer les impressions trop fortes qu'avait laissées M. Poincaré, de faire disparaître le moindre soupçon d'énergie, de nationalisme, d'écarter à force de concessions les défiances de l'Europe, de forcer la sympathie par la bonne volonté. Point de discussions irritantes, ou le moins possible, point d'échanges, point d'apparence même de marchandage : le représentant de notre pays devait apparaître les paumes ouvertes et le col nu. Il ne semble pas que les délégations étrangères aient tout de suite compris cette attitude, mais on finit toujours par s'apercevoir de ce qui est agréable et par en tirer les conséquences. Nos interlocuteurs ont dû reconnaître qu'ils se trouvaient en présence d'une politique de conciliation, humanitaire, internationaliste, sentimentale et pacifiste, du Cartel des gauches. Nous voici dans les voies de l'arbitrage, de la Société des nations, avec la perspective des États-Unis d'Europe. Le Cartel des gauches a joué cette partie de désarmer les mauvaises volontés en se désarmant. Quels seront les résultats de cette méthode, lors de la discussion sur les dettes interalliées, sur la sécurité, et lors des conversations avec les Allemands sur les accords commerciaux? Il les verra : nous les verrons aussi.

***

Mais, tout internationale qu'elle est, la Conférence porte aussi une forte marque anglo-saxonne. Depuis qu'il y a des Conférences, on a assisté au même dialogue : l'Angleterre a parlé au nom de la reconstruction mondiale, et la France au nom de la sécurité et de la paix. En général, l'Angleterre avait presque toutes les nations avec elle, mais la France disposait d'arguments si forts et si évidents, qu'elle finissait par maintenir à peu près ses conceptions. Ce qui fait le caractère nouveau de la Conférence de Londres, c'est que pour la première fois le gouvernement français n'a pas insisté sur la thèse purement politique de la sécurité, et s'est rallié à la thèse économique anglo-saxonne. L'Angleterre depuis le traité de paix n'a cessé de croire que l'Allemagne était à bas, et selon

sa politique traditionnelle, elle s'est montrée prête à aider l'ennemi d'hier et à limiter la puissance de l'allié victorieux. Rien n'a pu modifier ses idées, ni la mauvaise foi de l'Allemagne, ni la banqueroute frauduleuse du Reich, ni les armements secrets, non pas même les dernières difficultés relatives à l'industrie des matières colorantes, et par suite aux préparatifs de la guerre chimique. M. Mac Donald n'a été à son tour que l'interprète des bureaux du Foreign office. Mais il lui était réservé de ne pas trouver de résistance et de faire, avec l'aide des États-Unis, triompher ses conceptions.

Le plan Dawes est en grande partie l'œuvre des Américains et des Anglais. Nous ne méconnaissons aucun de ses mérites, dont le plus grand est sans doute de faire de la dette allemande une dette internationale et par conséquent de ne pas nous laisser seuls en conversation avec le Reich en cas de désaccord. Mais on a vu, par ce qui s'est passé à Londres, qu'il était subordonné aux exigences des banquiers, et nous avons déjà remarqué les ressemblances frappantes qu'il offre avec le plan de M. Bonar Law, proposé dans l'été de l'année 1922. En outre toutes les précautions prises pour limiter les pouvoirs de la Commission des réparations, pour soumettre à l'arbitrage la procédure des constatations de manquements et la discussion des sanctions, reflètent les préoccupations constantes de la politique britannique. Parlant aux Communes au début du mois d'août, M. Mac Donald a fait remarquer qu'en aucune façon le protocole en préparation sur les sanctions et les manquements ne pourrait impliquer une atténuation de la thèse anglaise, qui continue à condamner l'action isolée, et c'est une formule à laquelle il est resté fidèle jusqu'à la fin de la Conférence.

Enfin la grande idée des Anglais depuis longtemps est de convier les Allemands à une Conférence, et de les traiter à égalité. « Les pays de l'Entente, écrivait récemment *l'Observer*, ont pu se rencontrer et traiter avec l'Allemagne dans des conditions d'égalité qui ont donné libre jeu à la modération allemande. L'accord réalisé à la Conférence sera aussi durable que pourront le rendre le libre consentement de tous les pays participant aux négociations, consentement donné après des débats serrés et une étude approfondie, ainsi que l'opinion et l'appui du monde financier. » Voilà résumées en quelques lignes les

idées permanentes qui composent la thèse britannique. On ne pourra pas dire que les Anglais ne soient pas arrivés à leur fin. M. Lloyd George avait jadis rêvé d'une grande conférence tenue à Gênes et qui n'a pas été ce qu'il espérait : il a dû suivre avec une certaine complaisance celle de Londres.

Mais le plus grand succès de M. Mac Donald estcertainement d'avoir amené la conversation franco-allemande sur l'évacuation de la Ruhr et d'en avoir été discrètement l'arbitre sans y paraître. Le programme des travaux fixé à Chequers excluait une discussion de cette nature. Les Allemands ont su la faire surgir, sans que M. Mac Donald, qui aurait été gêné par ses propres engagements, eût à intervenir. L'élargissement de la Conférence étant un fait accompli, il a été quelque peu question des dettes interalliées et de la sécurité en même temps que de la Ruhr : c'est à la Ruhr qu'on pensait surtout. La presse anglaise a été pleine d'appels à la générosité, à l'esprit de conciliation de M. Herriot : du moment qu'il admettait le principe, il devait aller jusqu'au bout. Il s'agissait bien en effet d'une question de principe : car ce n'est pas en vérité la présence des soldats pendant quelques mois de plus qui pouvait gêner les banquiers et faire manquer l'emprunt. Il s'agissait de liquider la Ruhr. On a peine à croire que M. Herriot n'avait pas prévu que le problème se poserait et qu'il ne s'était pas entendu avec M. Theunis. Il a d'ailleurs trouvé M. Theunis, quand il lui a parlé, tout acquis au principe de l'évacuation de la Ruhr et à la thèse de M. Mac Donald. Et c'est ainsi que Londres a vu M. Herriot promettre sans condition cette évacuation de la Ruhr, impatiemment attendue par nos Alliés et par les Allemands.

Quelle sera la conséquence de notre bonne volonté? Pour le moment nous ne sommes mis en présence que de la perspective de trois ou quatre conférences ou négociations futures : conférence sur les dettes interalliées en novembre, conférence sur le désarmement et l'occupation de la rive gauche en décembre, négociation du traité de commerce avec l'Allemagne. M. Mac Donald serait assurément le premier à protester si l'on affirmait qu'en ce qui concerne le règlement des dettes interalliées, il ait pris quelque engagement qui aille au delà de la liaison, reconnue par lui dès le 21 février 1924 dans une

lettre à M. Poincaré, entre cette question et celles des réparations. La thèse française, exposée dans une note de l'agence Havas, d'après une observation faite à la conférence par M. Clémentel, rappelle cette liaison; elle n'engage évidemment que le gouvernement français et s'exprime ainsi : « En ne réclamant pas de l'Allemagne le remboursement des frais de guerre, mais seulement la réparation des dommages subis, les Alliés ont reconnu implicitement la priorité des réparations sur les dettes interalliées (lesquelles ne représentent, au fond, que des frais de guerre). Or, le plan Dawes implique pratiquement une réduction importante de la dette allemande. Par suite, certains alliés, la France en particulier, ne recevront guère que le montant de leurs réparations matérielles, à l'exclusion du coût des pensions, tandis que d'autres puissances dont les territoires n'ont pas été dévastés, l'Angleterre, par exemple, pourraient recouvrer au moins partiellement leurs dépenses de pensions. » On ne sait sous quelle forme aura lieu, si elle a lieu, la participation de l'Amérique à cette conférence, et son abstention ne serait pas évidemment pour faciliter un règlement.

Une note Havas a révélé également qu'en mettant les six chefs des délégations alliées au courant des décisions prises par le conseil des ministres français relativement à l'évacuation militaire de la Ruhr, le Président du conseil français a fait observer à M. Mac Donald, que l'opinion française était uniquement préoccupée désormais du désarmement de l'Allemagne. Mais comment se présente ici la situation? M. Herriot a réclamé, avant la fin de la conférence, un échange de vues avec les ministres du Reich afin que les opérations de la commission de contrôle militaire interalliée reprennent sans délai. En fait cette reprise de contrôle avait été promise dès le mois de juin et présentée à ce moment comme un succès découlant du rétablissement de l'Entente. Ce n'est donc en aucune façon un avantage nouveau qu'on nous concède en appliquant une procédure qui aurait dû être déjà appliquée, même si on la renforce en rétablissant les visites inopinées que la note allemande avait repoussées. C'est à la fin de l'année seulement qu'on décidera dans quelle mesure le contrôle a donné des résultats satisfaisants, et alors se posera la question d'organiser

le contrôle permanent, celui que le traité a placé dans la compétence de la Société des Nations et auquel le projet Paul-Boncour vise à donner l'existence. Mais en admettant, ce qui serait faire preuve d'optimisme, que ce projet, dans la forme où la Société des Nations l'adoptera, nous donne les apaisements nécessaires, il reste évident que nous n'avons ici encore que satisfaction d'un droit qui dérive du traité de Versailles. On ne peut parler à ce sujet de concessions au point de vue français, ni d'avantages nouveaux.

On fait valoir, il est vrai, que M. Mac Donald a admis que la question de Cologne était liée au désarmement. En bonne logique, il ne pouvait pas ne pas l'admettre sans sortir du traité qui a fait dépendre la cessation de l'occupation sur la rive gauche de l'exécution de l'ensemble de clauses imposées à l'Allemagne. Observons que l'Angleterre, maîtresse de la zone de Cologne et capable de la remettre directement aux Allemands, du moment que n'existe plus une Ruhr puissamment tenue par la France et la Belgique, n'aliène aucunement par cette promesse l'indépendance de sa résolution future. Les Allemands de leur côté ont un programme, mais si l'on voit quel bénéfice il leur rapporterait en les immunisant contre les effets de toute politique analogue à celle du 11 janvier, on ne voit pas que nous ayons sujet de nous féliciter beaucoup de l'offre d'un engagement qui n'aurait aux yeux de ses signataires peut-être que la valeur d'un chiffon de papier : il s'agirait d'un pacte de garantie mutuelle que M. Stresemann aurait proposé à M. Herriot.

Enfin, dans les conversations franco-allemandes, il a été question des pourparlers économiques nécessités par l'approche de l'échéance du 10 janvier. Évidemment, on ne saurait improviser des accords commerciaux sérieux. Pour le moment, il ne s'agirait que d'un régime transitoire. On songerait d'abord, en attendant le régime définitif, à prolonger l'état de choses actuel sur la base du traité, avec la clause de la nation la plus favorisée en notre faveur et le régime concédé au commerce alsacien. Que deviendront ces projets le jour où commenceront réellement les conversations et où le souvenir de notre bonne volonté de Londres sera plus lointain? Pourtant il est bien certain que c'est dans cet ordre d'idées qu'il faudra tra-

vailler. Le gouvernement compte parmi les meilleurs résultats de la Conférence, d'avoir obtenu pour l'industrie française l'engagement que l'Allemagne livrera des charbons, des cokes et des lignites pendant trente-cinq ans, aussi longtemps que durera l'exécution du plan Dawes; il a même obtenu à ce sujet la garantie virtuelle de livraison par le gouvernement allemand. Mais cette politique suppose que le plan Dawes aura une meilleure fortune que les programmes précédents de réparations, qu'un esprit de complaisance nouvelle anime toute l'Europe et que nous serons en mesure politiquement d'obtenir, avec nos Alliés, que l'Allemagne tienne ses engagements.

***

Telles sont les premières impressions que laisse, au moment où nous écrivons, la Conférence de Londres. La publication complète des documents nous apportera-t-elle quelque lumière plus heureuse? M. Herriot a-t-il réservé au Parlement, devant lequel il paraît, des révélations intéressantes? Ce qui est certain, c'est que le gouvernement du Cartel des gauches a pris à la fois l'initiative de liquider l'affaire de la Ruhr et de donner à la politique française une direction nouvelle. Or la liquidation de la Ruhr était inévitable, mais la manière dont elle se fait et l'orientation donnée soudain à la politique française inspirent les plus formelles réserves.

Le gouvernement a accepté le plan Dawes, et il ne pouvait faire autrement. C'était la dernière chance qui restait d'une collaboration interalliée, et ce plan d'ailleurs, bien qu'il reste encore dans l'esprit quelque doute sur un certain nombre de points discutés à Londres, représente une espérance qui n'est certes pas inférieure à celle que donnaient les autres systèmes. Le gouvernement, d'autre part, n'a pas cru pouvoir lier l'évacuation de la Ruhr à la solution du programme de la sécurité, et il est difficile de le lui reprocher : l'occupation de la Ruhr avait dès le début un caractère précis, juridiquement défini; on ne voit pas comment la délégation française aurait pu réussir dans la discussion de Londres à établir solidement, entre les deux questions de la Ruhr et de la sécurité, une relation qui existe en fait, mais qui n'avait pas été préalablement

invoquée. Le gouvernement a assez de responsabilités et d'assez lourdes pour qu'on n'y ajoute pas sans raison. Il est certain que l'acceptation du plan Dawes supposait une liquidation à échéance plus ou moins rapprochée de l'affaire de la Ruhr.

Mais il semble bien que le gouvernement ait surtout songé à cette liquidation et n'ait abouti encore qu'à ce résultat. C'est ce qui lui vaudra un accueil très réservé de l'opinion publique en France, et c'est ce qui doit lui conseiller une grande modestie. L'occupation de la Ruhr était un acte qui résultait des possibilités mêmes que nous laisse le traité de Versailles : il ne représentait pas le seul acte possible, ni la seule façon de comprendre le traité. Un gouvernement a pu légitimement le décider. Un autre gouvernement pouvait préférer d'autres voies, et s'attacher par d'autres méthodes à obtenir la stricte exécution du traité. La grande faiblesse du gouvernement, c'est qu'on ne voit pas ce qu'il rapporte de Londres, après avoir aisément constaté ce qu'il y a laissé. Le traité avait fondé la garantie de la sécurité des frontières de la France et de la Belgique sur un quadruple système : les pactes défensifs anglais et américains, l'occupation de la rive gauche du Rhin et sa démilitarisation, le contrôle du désarmement de l'Allemagne par les Alliés, et le contrôle éventuel des armements futurs par les soins de la Société des nations. Il est indiscutable que nous sommes fondés à demander satisfaction, et que là où les clauses n'ont pas été exécutées, la France et la Belgique ont le droit de réclamer des sûretés et des compensations : ce sujet primordial est laissé à de futures conférences.

Nous y paraîtrons forts de notre bonne volonté, confiants dans la sympathie que doit nous valoir l'évacuation de la Ruhr. Si, dans ces conférences, M. Herriot rencontre tout à coup des dispositions excellentes, si la politique britannique n'est plus soumise aux traditions souvent étroites de ses bureaux, si la politique américaine ne consiste plus à se désintéresser de l'Europe, si les banquiers pensent autant aux intérêts publics qu'aux nécessités des affaires, si notre situation spéciale dans la question des dettes interalliées est aisément reconnue, si le franc remonte, si nos budgets s'équilibrent, et

si l'Allemagne n'est plus l'Allemagne, alors la fortune favorisera visiblement M. Herriot; il n'y aura plus qu'à se féliciter de voir de si heureux résultats obtenus par des méthodes qui semblaient ne pas les promettre, et nous serons les premiers à nous réjouir que nos inquiétudes n'aient pas été justifiées. Mais si d'aventure M. Herriot rencontre encore des difficultés, s'il éprouve que sa générosité devient vite un souvenir et n'invite pas à la réciprocité, s'il découvre qu'après avoir fait des concessions à l'esprit international, il trouve devant lui les intérêts nationaux de chaque pays, irréductibles et permanents, alors quelle médiocre liquidation que celle de Londres! et quels lendemains que ceux de la conférence!

M. Herriot s'est placé lui-même dans cette situation qu'il faut que désormais tout lui réussisse. Il a fait les plus larges sacrifices à l'avènement d'une ère nouvelle; il a tenté généreusement de créer une vie internationale; il a voulu, selon un mot qu'on lui prête, obtenir le désarmement des esprits. Une telle politique n'est justifiable que si elle aboutit et si elle donne au gouvernement qui la risque des facilités encore inconnues pour faire reconnaître nos intérêts essentiels. Elle se trouve avoir une conséquence inattendue. Le gouvernement, ayant été d'un coup à la limite des concessions et ne pouvant plus en consentir, est désormais obligé d'assurer le maintien de son autorité morale, et de faire respecter nos droits, desquels il ne peut plus rien diminuer. C'est dire que le premier devoir du gouvernement le plus avancé que nous ayons eu, est désormais de donner tous ses soins à l'organisation de l'armée nationale. Cette conclusion peut sembler imprévue : si on y réfléchit, on s'apercevra que c'est la seule logique et la seule raisonnable.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIII)e.*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Il est bien spirituel et piquant ce portrait de l'ex-demoiselle Poisson que madame **Marcelle Tinayre** a tracé dans la **Vie amoureuse de madame de Pompadour**... Dans cette vie, on le sait, n'y eut guère d'amour, mais beaucoup d'habileté, d'intelligence, et d'énergie, beaucoup de sécheresse et de dureté de cœur aussi, s'il faut en croire les Goncourt. Sur la foi d'une tireuse de cartes Mademoiselle Poisson, dès son jeune âge, se considéra comme réservée au roi. Et devenue madame d'Etiolles elle sut faire tout le nécessaire pour donner raison à la devineresse. Mais ce n'était rien encore que d'obtenir les faveurs de Louis XV, bien d'autres femmes devaient y parvenir. Le difficile était de conserver la position acquise : ce fut à quoi la marquise employa victorieusement ses dons de grande tacticienne. Durant cinq ans d'abord, elle prit à sa charge les plaisirs de Louis XV, les diurnes et les nocturnes, et réussit à distraire cet éternel ennuyé. Un jour enfin elle comprit qu'à s'obstiner dans cette méthode, elle perdrait tous les avantages qu'elle avait conquis. La nature ne l'avait pas destinée aux ardentes amours et sa santé s'enfuyait, tandis qu'apparaissaient, tôt venues, les premières rides. De maîtresse alors, madame de Pompadour sut devenir amie. Rien n'égala son apparent désintéressement et sa complaisance. Il faut lire à ce propos une délicieuse page de madame du Hausset reproduite par les Goncourt et par madame Tinayre. On verra le tendre intérêt que prend la favorite au baptême d'un royal bâtard qui venait de voir le jour dans le fameux « Parc aux Cerfs ». Ainsi lorsqu'elle ne fut plus en état d'assurer personnellement les plaisirs du roi, la marquise sut charger d'autres jeunes femmes de ce soin, tout en conservant pour elle-même la faveur. Il faut apprécier à leur juste valeur d'aussi belles manœuvres et rendre hommage à l'habileté de cette femme qui parvint même à gagner sinon la sympathie, du moins l'indulgence de la Reine, dont elle était — ce qui est assez piquant — dame d'honneur... Si madame de Pompadour sut jusqu'au dernier jour conserver son ascendant sur le roi, peut-on dire qu'elle ait jamais gagné son cœur? Les Goncourt le nient et affirment qu'à la mort de Reinette, Louis XV ne prononça que des paroles d'indifférence. Madame Tinayre adopte une autre version. A la vue du convoi funèbre le roi aurait versé quelques larmes. En tout cas elles furent sans lendemain. — Madame Tinayre ne s'est point proposée de compléter, dans ce livre, la documentation relative à madame de Pompadour. Négligeant le rôle politique qu'a joué la marquise, elle a voulu faire revivre « l'amie du roi dans son intimité d'amoureuse »; la réussite n'est point contestable; l' « esquisse au pastel » qu'elle nous a donnée est un chef-d'œuvre de finesse et de grâce.

Les ouvrages de M. **Gabriel Faure** fournissent de précieuses indications aux amateurs d'art flânant en Italie. Par leurs vives descriptions, leurs illustrations abondantes, ils apportent aussi bien des joies et des regrets à ceux qui doivent se contenter de voyager dans leur fauteuil. C'est à une excursion en Ombrie que nous convie **au Pays de saint Farnçois d'Assise** dont on vient de donner sous un format commode une réédition. Les souvenirs de saint François abondent en effet de toutes parts dans ce pays que Renan appelait la Galilée de l'Italie. A Assise même, dans les deux églises San Francesco, une série de merveilleuses fresques de Giotto rappelle les épisodes de la vie du saint qu'évoquent également, à Montefalco, les peintures de Gozzoli. A défaut de ces chefs-d'œuvre, le touriste excelle d'ailleurs à composer lui-même la physionomie des paysages. Lorsqu'il arrive tout pénétré des souvenirs des *Fioretti* qu'il vient de relire, il établit un lien indissoluble entre les sensations que lui ont valu ses lectures et les molles lignes de la plaine, qui se trouve ainsi toute pénétrée d'une mystique douceur. La regrettable église de Sainte-Marie des Anges que l'on a édifiée sur les restes de la cabane du poverello est impuissante elle-même à dissiper le charme. Dans les villes aux ruelles étroites, aux maisons fortifiées, il faut bien pourtant laisser quelque place aux souvenirs guerriers. Assise, Pérouse surtout, font impérieusement songer aux interminables luttes moyen-âgeuses entre guelfes et gibelins. Mais toutes les églises, elles, sont des hymnes à saint François. Ainsi ces cités sont à la fois tendres et âpres, compatissantes et cruelles. M. Gabriel Faure qui ne méconnaît point ces antithèses laisse finalement la victoire à l'apôtre de la Portioncule, à qui il consacre par ailleurs un curieux chapitre « Saint-François et l'art italien ». Le saint y est représenté comme ayant involontairement rénové l'art italien. « Pour illustrer le poème de saint François, écrit M. Gabriel Faure, les artistes, à défaut de tradition, durent observer directement la vie. Quand le soleil d'Assise eut illuminé le ciel italien, l'art entr'ouvrant son cercueil de plomb s'élança vers la radieuse lumière. »

Étant donné l'allure toute poétique du titre, est-il utile de dire que l'ouvrage de M. **Jean-Louis Vaudoyer**, les **Délices de l'Italie**, ne vise point à servir de guide? C'est si l'on veut un album de voyage où les vers — dont une partie a paru dans la *Revue de Paris* — voisinent avec des réflexions critiques, des pochades et des notes. Par leur variété, leur verve, leur fantaisie, leur pénétration aussi, ces pages nous font penser à ces notes de voyages de Samuel Butler qu'a traduites M. Valéry Larbaud. L'Italie, M. Vaudoyer la connaît bien, en véritable artiste, il en a pénétré tout le charme. Parfois, il est vrai, le poète et le critique se combattent en lui : le premier voudrait s'abandonner à la douceur de l'heure, tandis que le second, fort de son intelligence et de son érudition, affirme ses droits à l'existence. Captieuses délices de l'Italie qui dès l'abord nous pénètre d'une joie puissante et simple, puis nous oblige à nous souvenir qu'il faut raffiner nos sensations et les transformer elles-mêmes en objets d'art... A ceux qui n'ont jamais franchi les Alpes, à ceux qui n'ont point médité sur l'Ausonie, l'ouvrage de M. Vaudoyer ne donnera pas tout ce qu'il contient. Mais les lecteurs qui ont déjà « leurs souvenirs » les pareront de quelques fines nuances de plus, lorsqu'ils auront écouté M. Jean-Louis Vaudoyer.

La collection **la Peinture au Musée du Louvre**, que dirige M. **Jean Guiffrey**, comprendra treize volumes; à l'heure actuelle deux seulement ont paru. Par le caractère éminemment pratique de leur présentation, par la compétence de leurs auteurs, ces ouvrages sont appelés à rendre de grands services au public. Ce sont, si l'on veut, des catalogues commentés. A la mention d'un tableau — toujours accompagné de sa reproduction — succèdent l'exposé des conditions dans lesquelles il fut peint, l'histoire de l'œuvre même, les collections auxquelles elle appartint, l'indication des répliques qui en existent, etc... Suivent des notes critiques déterminant la place qu'occupe la toile étudiée dans l'ensemble de l'œuvre du peintre, dégageant ses traits essentiels, relevant les influences qui s'y manifestent. Ces volumes, on le voit, peuvent jouer le rôle du guide parfaitement érudit, du cicerone averti que tous les amis du Louvre ont souhaité parfois de trouver à leurs côtés. M. **Gabriel Rouchès** est l'auteur du volume consacré à **la Peinture italienne (XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles)**. C'est à M. **Paul Jamot** — dont les lecteurs de la *Revue de Paris* ont déjà pu apprécier les remarquables études critiques — qu'est due la **Peinture au XIXe siècle** (1850-1900). La richesse de notre musée en peintures françaises modernes a permis à M. Jamot de réaliser un exposé presque complet de l'évolution de notre école dans la deuxième partie du XIXe siècle.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.